Les Possibles – No. 12 Hiver 2017

Éditorial : Voir Venise et mourir ?

mardi 21 février 2017, par Jean Tosti, Jean-Marie Harribey

Le 22 janvier, un jeune réfugié gambien âgé de 22 ans s'est noyé à Venise, dans les eaux du Grand Canal où il avait visiblement choisi de se suicider. Il pourrait s'agir là d'un fait divers certes dramatique, hélas trop banal. Mais ce qui rend cette noyade particulièrement insupportable, c'est qu'elle s'est produite sous les yeux d'une centaine de spectateurs qui n'ont rien fait pour sauver le jeune homme : certains riaient, d'autres lui lançaient des insultes racistes, d'autres encore filmaient la scène sur leur téléphone portable. Personne n'a eu la volonté ou le courage de se jeter à l'eau. « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? », pourrait-on dire en paraphrasant le vers d'Aragon. Est-il acceptable qu'en ce début de XXI^e siècle les notions d'entraide et de solidarité fassent place à un individualisme, un égoïsme et une indécence aussi débridés ?
Un tel événement nous semble étroitement lié au thème évoqué dans le dossier de ce numéro des *Possibles*, la droitisation des politiques et des esprits – on aurait pu même parler d'extrême droitisation.

Un peu partout, aux États-Unis comme en Europe occidentale et de l'Est, se développent des groupes ou des partis ouvertement xénophobes ou racistes, entraînant les partis dits de gouvernement à durcir leur attitude envers les musulmans et les réfugiés d'où qu'ils viennent, à remettre souvent en cause leurs positions sur le droit du sol et le droit d'asile. Cette dérive est hélas partagée par de nombreux citoyens, ceux-là même qui, entre autres, ont permis à Donald Trump d'accéder à la présidence des États-Unis, et qui, en France, placent Marine Le Pen en tête des sondages. Mais qu'on ne s'y trompe pas, elle ne met nullement en cause le libéralisme économique, qui s'en accommode d'ailleurs très bien.

Le dossier sur la droitisation des politiques commence par un large tour d'horizon nous montrant l'état des lieux dans plusieurs pays. Et d'abord le Royaume-Uni, où le Brexit a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Nick Dearden montre que ce vote a été l'occasion d'une montée des thèmes racistes et xénophobes. Ensuite, trois articles reviennent sur l'élection de Trump aux États-Unis. Janette Habel se penche sur les résultats électoraux qui confirment les divisions majeures au sein de la société. L'économiste états-unienne Paddy Quick analyse les conséquences économiques sociales et politiques de l'élection de Trump, notamment en ce qui concerne la politique envers les migrants et celle du commerce extérieur. Et Claude Calame passe en revue les membres du gouvernement mis en place par Trump : tous rivalisent de conservatisme et de liens avec les milieux d'affaires. Il s'agit d'« une belle brochette issue de l'oligarchie ploutocrate, blanche et chrétienne, qui, de fait, dirige le pays depuis trois décennies ».

Le dossier se poursuit avec la présentation de trois cas de figure emblématiques de l'évolution inquiétante de nombreux pays anciennement dans le giron de l'URSS. D'abord, Jean-Marie Chauvier met en relation l'histoire des droites russes avec la situation actuelle : un mélange de nationalisme, de xénophobie et d'autoritarisme, sans que l'on puisse sans doute parler de fascisme, qui entoure la libéralisation de l'économie. Dans un entretien, Gáspár Tamás explique que la Hongrie connaît une grave crise de la démocratie. Michal Kozlowski, quant à lui, parle carrément de révolution de droite « la plus extrême » en cours en Pologne. Mais les pays d'Europe occidentale ne sont pas épargnés par ce mouvement de droitisation. Peter Wahl explique pourquoi la droitisation de l'Allemagne va au-delà de la montée de l'AfD (*Alternative für Deutschland*).

Repartons de l'autre côté de l'Atlantique : Claude Vaillancourt montre que, malgré les dires et la bonne image du Premier ministre, Justin Trudeau, les libéraux à l'œuvre au Canada s'inscrivent dans un programme conservateur, libre-échangiste et bien

peu écologiste.

Suivent trois articles théoriques pour trouver un sens au mouvement de droitisation idéologique. Le premier est de Philippe Corcuff, qui dresse un portrait à la serpe de quelques leaders politiques et intellectuels, selon lui plus ou moins « trumpisés ». De leur côté, Roger Martelli et Samy Johsua discutent de la notion approximative de populisme et de sa version de gauche. Enfin, Pierre Khalfa se saisit de la même question après avoir rappelé ce que sont les racines de la démocratie. La conclusion est que le populisme de gauche est une « réponse en trompe-l'œil » à la crise sociale et politique.

La partie « Débats » de ce numéro des *Possibles* s'ouvre par trois comptes rendus de lecture. Le premier, de Claude Calame, porte sur l'ouvrage d'Emmanuel Terray*, Penser à droite*, qui analyse comment le conservatisme libéral trouve son prolongement dans la mondialisation capitaliste. Le deuxième est de Christiane Marty, qui présente un ouvrage paru au Québec mais distribué aussi en France, *Contre l'allocation universelle*, de Mateo Alaluf et Daniel Zamora (dir.), Jean-Marie Harribey et Seth Ackerman. L'ouvrage rassemble les principales critiques de gauche de cette proposition qui, selon les auteurs, s'inscrit dans une problématique néolibérale.

L'ouvrage de Raphaël Liogier, *Sans emploi*, pousse cette logique néolibérale jusqu'à son point ultime : le revenu d'existence sera la rémunération de « l'homme postindustriel ». Jean-Marie Harribey, qui rend compte de ce livre, en dresse une critique implacable.

Catherine Samary profite de la parution du dernier ouvrage porté par Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, pour proposer une interprétation des transformations du capitalisme à la charnière des années 1960-70.

La pantomime actuelle de François Fillon, qui avait ouvert sa campagne électorale par une promesse d'étranglement de la Sécurité sociale, donne tout son relief à la proposition d'André Grimaldi de faire prendre en charge 100 % des dépenses de santé par la Sécurité sociale et de fondre les mutuelles en son sein.

Pierre Salama revient sur l'évolution inquiétante de la situation économique et sociale de l'Argentine. Une fois de plus, la potion néolibérale de contenir la demande se révèle désastreuse pour le pays et surtout, en son sein, pour les plus pauvres.

Fidèle à son habitude, *Les Possibles* donne la voix à Jacques Cossart pour proposer un panorama des publications dans les revues internationales. Les thèmes abordés sont hélas récurrents et le mot de l'auteur les résume bien : « il n'est jamais trop tôt pour mal faire ». Sont passés au crible : le chômage (indestructible), la malédiction du pétrole (trop et non pas en manque), le réchauffement climatique (pas responsables, pas coupables), l'agriculture (menacée par le climat), les inégalités (ça commence à bien faire).

Les thèmes abordés dans ce numéro doivent être encore approfondis. Mais, d'ores et déjà, on peut suivre Peter Wahl pour qui « la droitisation a ses racines dans cette conglomération de crises multiples qu'ont produites le capitalisme financier et la mondialisation néolibérale. Elles entraînent une crise de représentation et l'érosion de la démocratie. Elles apportent une telle accélération des changements sociaux et culturels qu'ils donnent le vertige. Beaucoup de gens, avant tout dans les couches populaires, se sentent laissés derrière et exclus. » Faudra-t-il attendre qu'une poignée d'oligarques ou de gavés de gadgets aussi monstrueux qu'imbéciles regardent se noyer en ricanant la majorité du monde pour redresser la barre ? La réponse est peut-être du côté des mobilisations qui se construisent déjà aux États-Unis et dans certains pays européens.

Dossier : La droitisation des politiques

L'UKIP et le racisme post-Brexit

mardi 21 février 2017, par Nick Dearden

Quelles que soient les raisons qui ont poussé les gens à voter pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en juin 2016, le résultat a été un changement brutal dans le débat national vers une droite autoritaire et anti-immigrants.
Le débat lui-même était sous-tendu par une division profonde et ancienne au sein du parti conservateur. Ce parti est fondamentalement en désaccord sur le point de savoir si le Royaume-Uni doit être tourné vers l'Europe, ou vers l'ancien empire (Commonwealth) et les États-Unis. Ce dernier groupe, dont certains ont rejoint l'UK Independence Party (UKIP), à la droite du parti conservateur – rassemble un mélange d'ultra-libéraux et de passéistes autoritaires avec des convictions anti-immigrants.

Traduit de l'anglais par Dominique Plihon

Le débat public n'a rien eu à voir avec la question de l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. L'immigration a été la question centrale pendant la campagne. Le slogan des « brexiters » était « reprenons le contrôle », mais a porté sur la reprise de contrôle sur les étrangers en général, plus que sur les pouvoirs de la Commission de Bruxelles. Au moment critique de la campagne, lorsque Nigel Farage, leader de l'UKIP, dévoila sa communication montrant des longues queues de Syriens supposés se diriger vers la Grande-Bretagne, une députée travailliste fut assassinée par un membre du parti fasciste Britain First.

Il n'est pas surprenant que la gauche, dans sa grande majorité, ait mené campagne pour rester dans l'UE – environ les deux tiers des électeurs du Parti travailliste ont voté dans ce sens –, tandis que les deux tiers des électeurs conservateurs ont voté pour le Brexit. Il y a eu des gens de gauche des deux côtés du débat, mais, malheureusement, leurs voix ont eu peu de poids dans ce débat insupportable.

Ce ne fut pas non plus une surprise de constater que le vote en faveur du Brexit a servi à mobiliser les racistes à travers le pays. Les crimes racistes enregistrés ont augmenté de 58 % pendant la semaine précédant le vote. Des enfants de migrants interpellés par des « go home » à l'école par les autres enfants, des autocollants néo-nazis faisant leur apparition au centre de Londres, des travailleurs polonais attaqués et même tués, tous ces comportements ont constitué une régression digne des années 1970.

Avec la démission de David Cameron, l'aile droite du parti conservateur a pris le pouvoir. Les postes dominants du gouvernement sont occupés par des personnes qui rêvent de gouverner le pays en revenant au temps du Commonwealth du XIX^{e} siècle (cette référence est faite dans tous les discours des ministres des affaires étrangères et du commerce), pendant que le Premier ministre insiste sur le contrôle des frontières et la docilité du Parlement. Les arguments en faveur du maintien de relations institutionnelles étroites avec l'UE, et même l'évocation du contrôle du Parlement, sont accusés de violer la volonté populaire.

Les décennies de néolibéralisme, les politiques d'austérité et la désindustrialisation de parties entières du Royaume-Uni ont été au second plan du débat. Mais la gauche a du mal à mettre en avant ce bilan négatif, en partie du fait de l'affaiblissement de la social-démocratie par suite de son ralliement au néolibéralisme, en partie à la suite de la guerre intestine qui mine le Labour Party lui-même, et en partie à cause des divisions au sein de la gauche sur la manière de répondre au Brexit. Même si les sondages doivent être traités avec le plus grand scepticisme, tous montrent une profonde désaffection à l'égard du parti travailliste, même

avec un dirigeant anti-austérité comme Jeremy Corbyn.

Rien de tout cela ne dépeint une image heureuse. Mais nous devons être honnêtes sur le point où nous en sommes arrivés, si nous voulons garder l'espoir d'en sortir. Les illusions selon lesquelles un soulèvement des travailleurs serait proche, ou la croyance que les forces de gauche seraient aux portes du pouvoir ne sont d'aucune utilité. Nous sommes maintenant dans une bataille pour des valeurs fondamentales – vers quel type de société voulons-nous aller ? – qui peut être comparée à la bataille de la génération précédente contre le fascisme.

Au Royaume-Uni, cela nécessite une alliance progressiste avec, d'une part, des organisations de la société civile et, d'autre part, des partis de gauche et du centre. Il n'y a pas d'autre moyen de construire un pouvoir politique, et ce pouvoir est nécessaire si nous voulons mener des batailles qui ne soient pas uniquement défensives. Il existe une attente importante pour ce type de stratégie, mais cela requiert un changement de mentalité de la part des militants, des ONG, des partis, des syndicats. Actuellement, trop d'élus au Parlement soutiennent, et réclament même, des mesures de contrôle des migrations. Ces comportements égarent les jeunes, les gens de couleur, les habitants des villes et d'autres qui se sentent désemparés et sont désillusionnés.

Mais combattre la droite implique de définir clairement les alternatives au néolibéralisme. Il existe de nombreuses initiatives locales – dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie, des coopératives, du revenu universel – dont certaines sont déjà très avancées. Le rôle de la gauche est d'intégrer l'ensemble de ces initiatives dans un programme politique tourné vers l'avenir, et de commencer à gagner la guerre des « narratifs » qui est en train d'être perdue.

Nous devons apprendre à partir de l'Histoire. Lorsque le fascisme se développa en Europe dans les années 1930, la gauche s'est fracturée, avec des sociaux-démocrates incapables de rompre avec les politiques de consensus et la conception économique dominante, et des communistes qui considéraient que leur temps viendrait en attendant la fin du fascisme. Ces deux stratégies se sont révélées désastreusement erronées. Nous ne pouvons pas nous tromper à nouveau.

Trump : les raisons d'une défaite

mardi 21 février 2017, par Janette Habel

Il est surprenant de voir que la victoire de Donald Trump suscite plus de contributions et de polémiques statistiques que d'analyses et de conclusions politiques examinant les causes et les conséquences de l'onde de choc américaine. Comme chacun sait qu'on peut faire dire aux chiffres et aux statistiques beaucoup de choses, notamment lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas jusqu'alors, de statistiques fondées sur des enquêtes à la sortie des urnes ou par téléphone (cf. par exemple l'enquête publiée dans le *New York Times* -14 novembre 2016 - basée sur des questionnaires complétés par 24537 votants dans 350 centres électoraux répartis dans tout le pays, incluant également 4398 interviews téléphoniques, y compris auprès de certains abstentionnistes). Ces données sont certes intéressantes et utiles, mais la répartition démographique, qu'elle soit urbaine ou rurale, par âge, par sexe, par niveau culturel, par « ethnie », est une grille d'analyse insuffisante pour rendre compte des évolutions politiques et sociales que connaît le pays.

En ce sens, la contribution de Jacques Lévy dans *Le Monde* (16 novembre 2016) est limitée. Ce que les élections américaines ont confirmé, ce sont les divisions politiques majeures que la campagne de Bernie Sanders avait déjà mises en évidence. La crise qui se développe au sein du Parti démocrate est la conséquence d'une donnée politique nouvelle : la base sociale du Parti démocrate a changé, son électorat aussi : 58 % des salariés blancs ont voté pour Trump (*New York Times*, 14 novembre 2016) et non pour Hillary Clinton, une tendance confirmée par les interviews de plusieurs dirigeants syndicaux. Ajoutons à cela l'abstention d'une partie de l'électorat noir qui vote traditionnellement démocrate, déçu par la présidence d'Obama : « il n'a rien changé pour nous » entendait-on dans leurs interventions. Une partie de la jeunesse (blanche, noire, métissée, latino, très féminisée) qui avait voté pour Obama, puis suivi Bernie Sanders, n'a pas voté non plus pour Hillary Clinton, elle s'est également abstenue. C'est elle qui proteste aujourd'hui dans les villes ou les universités. À New York, où j'ai assisté à la manifestation, ils étaient plus de 10 000 sur la Broadway Av., répondant à un appel à manifester lancé sur Facebook - et sur les campus - sur le thème « He is not my président », « Love, not hate », « Black lives matters » mais aussi « Dump Trump ou Fuck Trump » ! J'ajoute que ces mobilisations ne ressemblent en rien aux traditionnels « piquets » américains tournant en rond avec des pancartes : les manifestants voulaient se rendre devant la Trump Tower, ils ont contourné la police qui, au début, a été complètement débordée. Le Parti démocrate a non seulement perdu des électeurs, il a perdu des adhérents et son influence dans la jeunesse s'est affaiblie. C'est ce qui explique la promotion de Bernie Sanders et d'Elizabeth Warren à des postes de direction pour le Parti démocrate au Sénat. Il reste à voir quelles seront leurs marges de manœuvre. Mais une nouvelle génération émerge, et tout cela annonce des recompositions politiques. Il est permis de penser que si Bernie Sanders avait gagné la primaire démocrate, il aurait battu Donald Trump. Dire cela ne signifie pas qu'il faille minimiser les conséquences sociales et politiques de la victoire de Trump : les premières nominations confirment les discours sécuritaires et racistes du candidat qui a réaffirmé sa volonté de remettre en cause la loi autorisant l'avortement, notamment grâce aux nominations à la Cour suprême. Sans oublier les conséquences sur le plan international de ses orientations, si toutefois il les applique dans leur intégralité.

Pourquoi la défaite de Clinton ? Personne ne l'avait prévue. Mais il est erroné de vouloir la relativiser au motif qu'elle aurait bénéficié d'une majorité des suffrages exprimés. Cette défaite est d'autant plus significative que Clinton a bénéficié d'un appui exceptionnel de la part de Barack Obama et de Michelle Obama, très active dans la campagne et très

populaire, notamment après les insultes de Trump contre les femmes traitées de « grosse cochonnes », auxquelles elle a su répondre beaucoup mieux que Clinton, des femmes qu'elle a contribué à mobiliser. Clinton a également bénéficié du soutien financier et politique d'artistes extrêmement populaires (Beyoncé et Jay Z, Madonna, Bruce Springsteen, Lady Gaga, Katy Perry, M. Moore, De Niro…). Le fait que la campagne de la candidate démocrate ait été perçue comme la variante d'un troisième mandat d'Obama renforce encore le sens politique de cet échec.

Autre élément : la campagne d'Hillary a coûté presque le double de celle de D. Trump : elle a reçu des centaines de milliers de dollars de Wall Street pour ses conférences, renforçant ainsi toutes les attaques des Républicains sur son appartenance à l '« establishment », affaiblissant son propre discours contre l'outsider Trump et « le pouvoir de l'argent » (ce qui nous rappelle quelque chose…). Ce d'autant plus que c'est sous la présidence de Barack Obama que la Cour suprême des États-Unis a dit clairement que les dépenses engagées dans une campagne électorale ne pouvaient pas être soumises à une quelconque limitation, puisqu'elles relèvent d'un droit individuel dont la démocratie doit s'accommoder. Ajoutons enfin que Clinton a peu tiré les leçons de la campagne de Bernie Sanders ; elle a souvent mis en avant les questions sociétales, évoquant peu les inégalités sociales et la souffrance des travailleurs blancs et noirs dans des villes ravagées par le chômage (Detroit), ou l'expulsion de leurs maisons de ceux qui n'ont plus les moyens de rembourser leurs prêts. Bernie Sanders a remarqué à juste titre que Donald Trump avait su capter la colère des travailleurs déclassés, appauvris, de ceux qui se sentent menacés par la mondialisation, pour la retourner contre les émigrés, les latinos, les noirs, les musulmans, les homosexuels et contre les droits des femmes. À la différence de Sanders, Hillary Clinton n'a pas proposé l'annulation de la dette des étudiants, une véritable assurance santé pour tous et la fin du financement des campagnes politiques par des grosses donations. Elle a perdu deux États en faveur du candidat démocrate depuis 1992, le Michigan et le Wisconsin, deux États des grands lacs victimes de la désindustrialisation. Deux États où elle avait été battue lors des primaires par Bernie Sanders. Sans oublier l'Ohio gagné par Obama et qu'elle a également perdu. Reste que la victoire de Trump est un symptôme du déclin relatif de l'hégémonie américaine, que sa politique a toute chance d'accentuer si elle ne provoque pas une aggravation du chaos mondial. En l'absence d'alternative, les catégories sociales menacées par la mondialisation se rallient à des leaders d'extrême droite corrompus. Comme chacun sait, l'histoire ne se répète pas, elle bégaie.

L’élection de Donald Trump

mardi 21 février 2017, par Paddy Quick

L’élection de Trump en tant que 45e président des États-Unis a été perçue avec horreur par ceux qui l’ont combattue, et qui continuent à la combattre sur différents fronts. Ceci inclut ceux qui agissent afin de défendre les droits des travailleurs (migrants inclus), de mettre un terme à l’incarcération de masse des Afro-Américains et autres minorités, d’arrêter les discriminations basées sur la race, le sexe ou le statut LGBTQ (Lesbienne, Gay, Bisexuel, Transgendered and Queer), de défendre le droit à l’avortement et autres méthodes de contrôle des naissances, de promouvoir une couverture santé universelle ou encore de relever le défi du changement climatique. Ceci inclut aussi ceux et celles qui s’opposent aux interventions politiques et militaires à travers le monde et le soutien des États-Unis aux régimes totalitaires.

Traduit de l’anglais par Tom Roberts

Les membres de *l’Union pour une économie politique radicale* (URPE) partagent avec d’autres leur préoccupation profonde sur ce qui est déjà arrivé et sur ce que nous pouvons anticiper pour l’avenir. Par contre, nous avons beaucoup de points de vue différents et c’est pourquoi je ne prétends pas parler au nom de tous les membres de l’organisation. Il n’est pas encore clair jusqu’où Trump peut aller en défiant les normes et procédures démocratiques traditionnelles, voire carrément en violant la Constitution. Est-ce que cette inauguration de l’administration Trump constitue le début d’un nouveau fascisme, ou est-ce que c’est simplement un mouvement significatif vers la droite ? Il n’y a pas de consensus sur ce point.

Beaucoup de personnes conservaient l’espoir que Trump pourrait modérer ses positions une fois élu. Au lieu de cela, l’extrémisme de sa campagne s’est poursuivi, même avant son inauguration. Dès les premières semaines de son accession au pouvoir, on a vu la nomination à des postes clés de son administration différentes personnes issues de l’extrême droite du spectre politique, ceux qui se sont donné pour mission de démanteler les agences qu’ils étaient supposés administrer et notamment ceux qui sont responsables de l’éducation publique, de la protection de l’environnement ou du droit des travailleurs. Ses positions par rapport à la politique étrangère l’ont amené à s’associer à l’extrême droite d’autres pays comme Israël ou de l’Union européenne. Il a menacé de mener une guerre économique par rapport aux échanges avec le Mexique ou la Chine. Il considère, comme il l’a écrit le 10 février 2017, les Frères musulmans comme une « organisation terroriste ». Une de ses mesures les plus extrêmes est d’interdire l’immigration musulmane, ce qui est aujourd’hui repoussé par la justice… mais ceci indique néanmoins son intention de renverser un maximum de règles fédérales (son but, dit-il, est « d’éliminer 75 % de toutes ces régulations »). Un de ses principaux conseillers est Steve Bannon, issu de l’extrême droite, suprématiste blanc qui croit dans la théorie du complot, longtemps considéré en dehors des rangs des journalistes responsables.

Dans tout ceci, Trump surfe sur les forces antimusulmanes, xénophobes et racistes des États-Unis qu’il a mobilisées durant sa campagne présidentielle. La lutte aux États-Unis aujourd’hui est nécessairement défensive et se concentre sur le besoin de respecter les droits démocratiques, y compris l’adhésion aux lois nationales et internationales, tout en conservant notre conviction qu’un meilleur monde est possible.

Pour comprendre Trump, nous devons commencer par reconnaître que les forces qui ont mené à son accession au pouvoir sont mondiales et correspondent à l’avancée des extrêmes droites et forces fascistes non seulement en Europe, mais aussi

aux Philippines, en Inde et dans d'autres pays à travers le monde. Ceci nécessite une analyse des forces globales, puis de ce que cela implique spécifiquement aux États Unis.

Nous assistons, d'une façon générale, à l'interaction de deux phénomènes. Le premier est le processus de globalisation à long terme, qui autorise les firmes multinationales à monter les travailleurs de différents pays les uns contre les autres. L'autre, ce sont les vagues d'immigrants qui fuient leur pays, suite à des guerres ou à des situations de pauvreté. Les immigrants aux États-Unis, y compris ceux qui cherchent un statut de réfugiés, viennent généralement des pays de l'Amérique centrale, et nous allons voir bientôt une augmentation massive de ces réfugiés à cause du changement climatique.

Aux États-Unis, la stagnation des salaires depuis environ 40-50 années, est généralement attribuée à l'afflux des importations ainsi qu'à l'arrivée des immigrants. Par contre, les traités dits de libre échange donnent principalement comme résultat le mouvement libre des capitaux plutôt qu'une réduction des tarifs douaniers concernant les importations et exportations de biens et services. Ceci a entraîné une stagnation, voire un déclin du pouvoir d'achat des travailleurs autant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, avec une exception notable des travailleurs de Chine où les salaires et conditions de vie se sont plutôt améliorés. Mais tous les pays, y compris la Chine, ont vu une augmentation continuelle et dramatique des inégalités lorsque l'augmentation de la production s'est accompagnée d'une augmentation de la part des profits dans cette production. Aux États-Unis, le NAFTA (Le Traité nord-américain pour le libre-échange) est pointé du doigt par Trump comme un problème pour les travailleurs états-uniens qui auraient beaucoup perdu face aux travailleurs mexicains. Mais en fait, les travailleurs mexicains ont dû faire face à un plus grand déclin de leurs salaires que les travailleurs états-uniens. L'augmentation de la production, qui en général résulte du mouvement libre du capital, ainsi que des réductions des tarifs douaniers, est ainsi partie vers le capital mais pas vers le travail. Ainsi, une grande part de l'opposition de la classe des travailleurs envers le NAFTA ainsi que le TTP (Trans Pacific Partnership) a pris la forme d'une opposition xénophobe envers les travailleurs des autres pays, plutôt qu'une tentative de construire une forme d'opposition internationale au capital multinational. Ceci alimente le soutien pour les mesures protectionnistes que Trump approuve. Il faut noter ici que non seulement Hillary Clinton, mais aussi Bernie Sanders, son opposant social-démocratique, ont expliqué leur opposition envers le TPP par rapport aux menaces que cela posait aux travailleurs.

En concentrant la colère sur les immigrants et les importations, une grande partie des travailleurs états-uniens s'est alignée sur le secteur le plus réactionnaire de la classe capitaliste, notamment les capitalistes qui produisent et vendent principalement à l'intérieur de leur propre pays. Ces entreprises sont en fait menacées par les entreprises multinationales qui sont capables de casser la protection dont bénéficient les capitalistes nationaux, des barrières naturelles aux coûts de transport, des préférences culturelles à l'inertie régulationniste. Le terme « réactionnaire » doit être compris comme une description de ceux qui cherchent à renverser le cours de l'Histoire, et de retourner à un monde où l'expansion internationale prenait la forme d'une conquête impérialiste et d'une domination politique de l'époque néocoloniale, laissant intacte dans tous les pays la production principalement dominée par le capital international. À la place, nous voyons l'intégration rapide des productions mondiales sous le contrôle du capital multinational, qui poursuit son expansion qui lui est inhérente. Ceci ne peut, à long terme, être mis en cause que par la classe des travailleurs internationaux. Entre temps, il est important de résister à l'appel aux nationalismes xénophobes.

En termes de classe, Trump est le représentant de cette sphère du capital réactionnaire. En cela, il alimente l'antagonisme des « petits capitalistes » contre leur exclusion du cercle des décideurs ou des élites qu'il caricature comme « les politiciens »... Cette forme de populisme ne vise pas les riches. Au contraire, il admire les « self-made men » (ceux qui se sont « construits » à partir de rien), ainsi que les milliardaires qui, comme lui, ont réussi à bâtir leurs

empires par de vieilles méthodes, très loin du monde de la production internationale et de la finance. Les politiciens qu'il met en cause sont ceux qui font partie de ce monde et agissent à l'intérieur des États en tant que représentants. La popularité de Trump est très liée à ses incantations anti-Hillary Clinton du style « Enfermez-la ! » (« Lock her up »). Ceci peut être compris comme l'expression d'une forme de haine pour la politicienne qui a fait peu dans sa campagne pour se distancier de « l'establishment » dont elle fait partie.

Les capitalistes que Trump représente effectivement sont motivés essentiellement par leur désir d'optimiser les profits de leur entreprises individuelles, sans être capables de comprendre ou de se soucier des implications de leurs actions pour le bien-être d'une classe capitaliste en tant qu'entité. Spécifiquement, cela veut dire qu'il n'est pas simplement favorable à des salaires plus bas, mais qu'il est aussi opposé à toute régulation, loi ou taxation, qui peuvent limiter sa capacité d'optimiser au maximum ses profits après imposition. Alors qu'il n'y a aucun doute que les petites entreprises trouvent les régulations plus onéreuses que les grandes corporations pour lesquelles l'économie d'échelle réduit leur coût par unité produite, ceci constitue un très petit facteur dans le processus à long terme de concentration de la production ou de la monopolisation. La campagne de Trump a alimenté leur vision de l'économie qui se traduirait par des interactions non régulées entre les affaires libres, hors de toute interférence de l'État.

Trump met en avant sa propre expérience dans la construction de son business, son empire, afin de promouvoir « l'art des affaires », le titre d'ailleurs de son livre en 1987. Et, dans sa campagne, il a attribué son succès à son tempérament, c'est-à-dire à son caractère individuel. Son utilisation de la menace dans la négociation, des actions en justice et de la manipulation des données (autrement dit, au travers de mensonges), afin de tirer avantage sur les autres est très connu, et ceci a effectivement joué un rôle dans son succès dans les affaires. Son engagement de faire en sorte que le Mexique « paye pour le mur » est un exemple de sa croyance qu'une telle approche peut être utilisée dans les négociations internationales, justement comme il l'avait utilisée contre des sous-traitants dans sa propre entreprise. À un niveau international, Trump s'engage à renégocier tout ce qu'il voit comme étant des « mauvaises affaires » (« bad deals ») que les États-Unis ont pu faire avec d'autres pays et ainsi de restaurer (d'une façon totalement réactionnaire) les États-Unis (ou l'Amérique selon les termes utilisés par Trump) à sa grandeur (« Make America Great Again ! »).

Le soutien de Trump aux taxes sur les importations correspond bien à sa conception très étroite de ce qui serait nécessaire pour le profit des entrepreneurs tels que lui, en éliminant la compétition inégale qui bénéficiera alors aux producteurs domestiques. Il semble ignorer que le concept même des chaînes de production et le développement de la production aux États-Unis inclut les produits importés. (Il est dit par exemple que General Motors est le seul plus grand importateur aux États-Unis de produits venant du Mexique, notamment les pièces détachées qui sont incorporées dans les automobiles *made in USA*). Mais il est inutile de penser que lui et ses supporters sont « mal informés » ou tout simplement « stupides ». Il existe une constance dans son approche et ceci est similaire à ce qui motive les réactionnaires d'autres pays. Il est important de reconnaître ceci.

Une partie de l'opposition à l'agenda de Trump peut venir du capital multinational et de ses représentants politiques. Ses politiques sont non consistantes au regard des intérêts à long terme du capital états-unien pour lequel l'État capitaliste est une pièce essentielle, à la fois nationalement et internationalement. Avant les élections, Trump avait moins de soutiens que Clinton. La finance multinationale, basée aux États-Unis, participe (et généralement domine) de telles organisations transnationales et pas simplement le NAFTA, mais aussi l'OMC (Organisation mondiale du commerce). À la place, il soutient un retrait unilatéral d'une façon simpliste « America First » (l'Amérique d'abord). Par contre, le parti républicain au Congrès semble ne pas vouloir le mettre en cause, se souvenant peut-être à quel point ce dernier doit son propre succès électoral à la mobilisation des mêmes racistes, xénophobes que l'on retrouve au « Tea Party ». Il est possible

néanmoins de se demander pourquoi nous devons nous opposer fortement à l'agenda Trump venant du grand capital.

Une des raisons serait qu'une partie de la croissance des profits serait liée à cet agenda. Certains de ces profits viennent de la simple anticipation d'une réduction des taxes sur les entreprises (entraînant un transfert du poids fiscal sur la classe des travailleurs). La réduction des régulations va aussi permettre l'accroissement des profits par la réduction des restrictions environnementales, par exemple en réduisant leur coût direct et en supposant que tout dommage ainsi causé sera supporté par d'autres.

Mais ceci est simplement une des raisons pour l'apparent acquiescement des représentants majeurs du capital multinational au programme de Trump. Plus importante est la reconnaissance du fait que, si ce n'est pas contré, on peut faire confiance à Trump pour mener à bien l'assaut de grande ampleur sur la part du revenu total qui va vers la classe des travailleurs états-uniens et sur une redistribution vers le bas du poids fiscal. Ceci prendra la forme d'attaques contre les syndicats qui sont déjà affaiblis, en particulier les syndicats du secteur public, et sur la mise en pièces d'une bonne partie du filet de sécurité défaillant, par exemple à travers une réduction des moyens déjà insuffisants pour les programmes de santé (*Health Care*). Trump, inévitablement, va continuer sa rhétorique et ses assauts contre les immigrants, les minorités et les musulmans (ainsi que la promesse d'un retours vers les « *Good Old Days* », le « bon vieux temps » où les hommes pouvaient abuser des femmes sans peur d'une condamnation). On peut aussi compter sur lui pour cautionner l'utilisation de la force « quand nécessaire ». Certes, il a admis dans sa discussion avec Poutine que les États-Unis « n'étaient pas innocents » dans leur utilisation de la force mais ceci n'a pas été accompagné de la moindre expression de regret. Au contraire, il a clairement exprimé son acceptation de la torture et soutenu l'idée d'emprisonner les « terroristes » à Guantanamo. Au niveau domestique, on retiendra sa description des « *inner cities* » (les zones urbaines où se retrouvent les minorités) comme étant des lieux infestés par la drogue et régis par les gangs, et en insistant sur la nécessité d'utiliser la force pour les « décontaminer ».

Si le courant dominant du capital est incapable de « traiter » le cas Trump, quelles seraient alors les chances pour que la classe des travailleurs puisse réussir ? Il y a déjà les manifestations de colère vis-à-vis de Trump. La marche des femmes du 21 janvier a amené deux millions de personnes à travers le pays a s'opposer à ses politiques, non seulement par rapport à ses déclarations misogynes, aux questions liées à la condition féminine ou à l'avortement, mais aussi par rapport à une approche plus globale comme « *Black Lives Matter* » ou encore le changement climatique. Les activistes n'agissaient pas uniquement par rapport aux questions féminines, mais plus largement aux questions globales, et ceci en tant qu'acteurs de la société civile. Les manifestations du LGBTQ ont eu lieu peu de temps après et ont montré les façons dont les gens pouvaient prendre en compte l'interconnexion des problèmes. Tandis que les réseaux sociaux ont joué un rôle majeur dans la mobilisation de ces manifestations, de nombreuses organisations étaient aussi impliquées dans la planification des deux événements. La réponse à l'ordre exécutoire de Trump d'interdire les immigrants musulmans de sept pays différents et de fermer la porte aux réfugiés de Syrie était, toutefois, totalement imprévue. Les protestations spontanées qui ont suivi étaient une indication encourageante de la profondeur de la compréhension des dangers que Trump représente pour chacun et de la capacité de l'opposition à agir collectivement.

Malgré tout, il est indéniable que la gauche états-unienne, définie d'une façon générale, manque d'organisation au niveau national. Alors que les Européens progressistes sont au moins capables de profiter des structures politiques traditionnelles, cela n'existe pas aux États-Unis. En supposant que nous soyons capables de contrer les forces réactionnaires ici, tout cela se passerait soit à un niveau local soit au niveau d'un État. Le Parti démocrate a échoué, dans la campagne présidentielle, à comprendre et à répondre en profondeur à la colère et la frustration de la classe des travailleurs états-uniens. La plus

grande priorité aujourd'hui semble être (ce que l'on admet comme étant pervers) la redéfinition des districts électoraux qui ont réduit la part des élus représentatifs. Les membres des syndicats dans le secteur privé sont en dessous de 7 % et le chiffre de 11 à 12 % résulte d'une inclusion des travailleurs du secteur public qui vont certainement perdre leur appartenance, suite à une future décision probable de la Cour suprême.

Au niveau international, la classe des travailleurs américains et les forces progressistes ont très peu d'influence. L'étendue de l'ignorance et de l'anti-intellectualisme au sein de la population *née* aux États-Unis ne peut pas être ignorée. Cette population n'a pas été indifférente à de telles idées, comme cette croyance (promue par Trump) qu'Obama n'était pas né aux États-Unis, sans parler du déni du changement climatique. Aujourd'hui, ceci s'assimile trop fréquemment à l'identification de l'Islam avec le terrorisme. Un correctif important à ceci vient de la compréhension supérieure des relations internationales par les immigrés de la première et de la deuxième génération, mais qui n'a pas été suffisante pour contrer ceux qui sont susceptibles de suivre le populisme à la Trump.

Pendant que Trump a montré une habileté incroyable (!) à s'aliéner beaucoup de dirigeants mondiaux (à l'exception de Poutine), il est possible qu'il ne sera pas capable d'agir aussi librement au plan international qu'il semble pouvoir le faire au plan national. Il semble s'être rétracté sur ses déclarations concernant l'Otan, les colonies en Israël ou encore l'Ukraine. Il est clairement à côté de la plaque par rapport à sa compréhension des relations politiques et économiques au niveau international. Son expérience directe consiste plutôt dans les transactions sur les affaires d'entreprises particulières. Tandis qu'il est difficile d'expliquer « Trump » par rapport à son caractère individuel, il est clairement incapable de trouver ou d'écouter les points de vue des autres. Sa croyance, qu'il « connaît mieux que les généraux » la façon « de combattre et éliminer DAESH » est un exemple typique. Il est peu probable que Trump puisse retirer les États-Unis du NAFTA ou encore de l'OMC. Néanmoins, il est en train d'établir une instabilité dans le monde, notamment par son antagonisme non dissimulé envers l'Union européenne. Et il n'est pas encore clair de savoir à quel point il va coopérer avec les partis néofascistes en Europe.

Il est difficile de prédire ce qui va se passer dans les quatre années sous la présidence de Trump, sans parler d'une éventuelle réélection en 2020. Les optimistes s'attendent à ce que l'impuissance de Trump pour répondre aux vrais problèmes des travailleurs américains ramènera ces derniers dans le camp de l'opposition. Les pessimistes s'inquiètent et pensent que cette colère va continuer à cibler les immigrants, les musulmans et les minorités américaines. De toutes ces hypothèses, celles qui auront le plus de chances de prévaloir dépendront de ce que nous ferons aujourd'hui.

L’investiture de Donald Trump : l’accomplissement du néo-libéralisme états-unien

mardi 21 février 2017, par Claude Calame

On connaît désormais la composition du cabinet de Donald Trump, qui a accédé au pouvoir le 20 janvier. Elle rend aisées les prédictions sur la politique intérieure et extérieure que le Président conduira de concert avec ses ministres. Pour Secrétaire d’État, le nouveau Président a donc choisi le directeur général de la société pétrolière et gazière ExxonMobil, Rex Tillerson ; proche du pouvoir russe, il fut un temps directeur de Neftegas, une filiale russo-américaine d’ExxonMobil installée dans un paradis fiscal aux Bahamas. Pour l’orientation générale de la politique il pourra compter sur le « haut conseiller » et idéologue, Stephen Bannon, homme d’affaires versé dans les médias et ex-patron du site ultra-conservateur « Breitbart News ». Comme Secrétaire au Trésor et par conséquent comme ministre des finances, on trouve Steve Mnuchin, un investisseur et banquier de Wall Street, un ancien cadre de Goldman Sachs. Pour le Département du commerce, le choix s’est porté sur un autre milliardaire, Wilbur Ross, un ancien de collaborateur de la Banque Rothschild et un investisseur à Wall Street, où il s’est spécialisé dans les faillites et les rachats lucratifs des sociétés liquidées. Un petit club de milliardaires, porteurs de la financiarisation de l’économie : les indices boursiers de Wall Street n’ont pas manqué de réagir très favorablement. Et cela à d’autant plus forte raison que, pour empêcher toute velléité de régulation écologique, c’est Scott Pruitt, connu pour ses liens avec le secteur des énergies fossiles, qui dirigera une Agence américaine de protection de l’environnement (EPA) dont il s’est montré un ennemi acharné.

Du côté des services traditionnellement garantis par l’État en démocratie parlementaire, c’est la femme d’affaires milliardaire Betsy DeVos qui devient Secrétaire de l’Éducation, en bonne partisane des écoles privées, sinon de l’école à la maison… Le médecin Tom Price, un militant anti-avortement, sévère opposant aux droits des LGBT, et farouche adversaire de l’Obamacare, a été nommé au poste de ministre de la Santé. Quant au ministère du Travail, il est confié au CEO d’un groupe de chaînes de restauration rapide, Andy Pudzer, un opposant déclaré et farouche à l’augmentation du salaire minimum et à toute intervention de l’État sur le marché du travail.

Pour couronner le tout, c’est Jeff Sessions, un tenant de la ligne dure sur l’immigration, qui a été nommé à la Justice ; quant à l’ancien général James Mattis, dit « Mad Dog » (soit « l’Enragé »), il dirigera le département de la Défense ! Et, cerise sur la tourte capitaliste, le gendre du Président et proche de l’extrémiste Steve Bannon, l’investisseur immobilier Jared Kushner, sera son « senior advisor ».

Une belle brochette issue de l’oligarchie ploutocrate, blanche et chrétienne, qui, de fait, dirige le pays depuis trois décennies.

Rien d’étonnant à cela. Sous une forme brute et « sans tabou », il s’agit de l’expression même de la politique de national-libéralisme conduite depuis l’ère Reagan. Elle est mise au service d’un capitalisme qu’on s’est employé à libérer de toute contrainte morale et sociale par l’intermédiaire de la privatisation et de la marchandisation de tous les services assurés d’une manière ou d’autre par l’État démocratique et d’une économie de marché soumise à la spéculation financière. Le but : en particulier par l’intermédiaire d’une mondialisation purement économiciste et par la soumission du politique à l’économique et aux grandes banques, la maximisation des profits des plus grandes entreprises multinationales, de ceux qui les dirigent et de leurs actionnaires.

Cela correspond exactement à la politique conduite par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Sous le pouvoir de dirigeants anciens ou futurs collaborateurs de Goldman Sachs, particulièrement versés dans les opérations d'« optimisation fiscale », on impose aux pays dont on a contribué à l'endettement le renflouement des banques privées, assorti de plans d'austérité budgétaire et de privatisations, des plans destructeurs de services publics dans les domaines clés de la formation, de la santé, du travail et du logement. Seules subsistent les tâches sécuritaires : répression des plus pauvres, discriminations à l'égard des réfugiés et de migrants, rejet et expulsion des plus précarisés ; et recours à la force militaire quand on ne parvient pas à imposer ses intérêts économiques, comme ce fut le cas par exemple en Irak.

N'oublions pas qu'en matière de capitalisme débridé, les États-Unis ont toujours montré l'exemple :

Sur le plan politique, on a assisté à la dérégulation de l'économie et de la finance par la politique coordonnée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher ; selon les règles imposées par les économistes néolibéraux de l'École de Chicago : privatisation progressive de tous les biens et services de l'État, soumission des rares services publics subsistant aux règles managériales du « new public management ». Par l'essentialisation et la naturalisation des « lois de marché », le pouvoir politique et ses institutions se sont soumis aux règles économiques et financières du capitalisme le plus brut, soucieux d'accumulation rapide et de maximisation du profit financier. D'une part, les banques ont imposé une forte augmentation du taux de plus-value dans les entreprises pour en redistribuer les bénéfices non pas aux salariés, mais aux CEO (les bonus…) et aux actionnaires. D'autre part, en partie déconnectés de l'économie réelle, les placements sont devenus purement spéculatifs : *subprimes*, options et autres produits dérivés. La conséquence en a été la crise financière mondiale de 2007 : les grandes banques d'affaires américaines, avec la complicité des banques européennes, en sont les uniques responsables. Par ailleurs, le dénigrement systématique de l'impôt a eu pour résultat les exonérations dont ont bénéficié les plus riches, encouragés de plus à recourir aux paradis fiscaux internes entretenus par la concurrence fiscale entre les États de l'Union. Renflouement des banques par l'État, cadeaux fiscaux et évasion fiscale n'ont fait que creuser le déficit public en augmentant la dette souveraine.

Dans le domaine des transports, dès les années 30 du siècle dernier, les États-Unis procèdent à la suppression des transports en commun (détenus par des compagnies privées) pour leur substituer le trafic individuel privé avec la construction d'un gigantesque réseau routier et autoroutier. Pour les villes, suppression des vastes réseaux de tramways et d'« interurbans », remplacés au mieux par quelques lignes de bus ; pour les déplacements intercités, suppression des trains de voyageurs pour leur substituer des lignes aériennes organisées autour de gigantesques hubs. Dans les deux cas, on a remplacé les transports collectifs par le moyen de transport le plus gourmand en hydrocarbures, par conséquent le plus polluant, et en espaces bétonnés. Avec des conséquences sociales et écologiques désastreuses pour un urbanisme marqué par des centres-villes réservés aux fonctions administratives, par de vastes quartiers de maisons individuelles accentuant l'effet d' « urbain diffus », par de vastes « shopping malls » qui ne sont accessibles qu'en SUV/4X4 dans une atmosphère de climatisation généralisée, et surtout par la création d'un situation d'apartheid spatial de fait dans le dessin de quartiers délabrés, réservés aux minorités ethniques, en particulier aux Noirs.

Dans le domaine de l'économie, les États-Unis sont parvenus à imposer une idéologie de la croissance purement économique fondée sur production et consommation et mesurée à la seule aune de l'augmentation du PIB. D'une part, sous le règne du capitalisme financier, les différentes entreprises de production des biens et services, toutes catégories confondues, ont été conduites à de vastes opérations de fusion dans la perspective de restructurations visant à l'optimisation des profits et aboutissant à des situations de monopole. D'autre part, sur la base des accords de Bretton Woods en 1944, les États-Unis ont joué et jouent encore le rôle du leader dans le processus de la mondialisation : délocalisation industrielle généralisée et production confiée à des

pays aux salaires les plus bas, dans des conditions de travail voisines de l'esclavage ; de là, la désindustrialisation des pays les plus riches et l'augmentation des marges de profit d'entreprises devenues, par rachats, suppressions et capitalisations boursières, de puissantes multinationales, avec des situations de domination mondiale : pour les États-Unis, Walmart, Monsanto, Berkshire Hathaway, Exxon Mobil, General Motors, Apple, Microsoft, AT&T, etc. C'est en particulier le cas dans le domaine des hautes technologies de l'informatique, aussi bien pour le hardware que le software, avec la production des composants notamment en Chine, dans des conditions de travail souvent dénoncées. Les résultats : accentuée par la financiarisation spéculative de l'économie, la domination néocoloniale de la production et de la consommation, fondées sur l'extractivisme et le productivisme ; le contrôle économique, politique et parfois militaire sur les pays les plus défavorisés dont on exploite les « ressources naturelles » et les « ressources humaines » sans le moindre égard pour les conséquences sociales et écologiques, avec pour effet un écart de plus en plus important entre la masse des plus pauvres et l'oligarchie des plus riches, aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux du Sud.

Pour l'organisation du travail, on est passé du taylorisme, avec son organisation « scientifique » du travail de production selon un mode « rationnel », aux méthodes de management des services correspondant à la désindustrialisation et à l'emprise du secteur tertiaire : au nom de l'augmentation de la productivité de salariés devenus « ressources humaines », par le relais de bureaux privés de « consulting », exigence de la performance individuelle, salaire au mérite, constante évaluation, exigence de la flexibilité et de la mobilité, mise en concurrence des employés et course à la compétitivité sous prétexte de « bonne gouvernance ». Le mouvement de dérégulation des conditions de travail s'est accentué précisément aux États-Unis avec des entreprises fonctionnant en réseaux informatisés tels Uber ou Airbnb qui sont parvenues, par le biais virtuel et en déclarant leurs employés « auto-entrepreneurs », à échapper à toute réglementation étatique du travail et par conséquent à toute imposition des prestations offertes. La rupture est dès lors consommée avec toutes les règles contractuelles présidant aux conditions de travail et d'emploi des secteurs économiques concernés

Pour la consommation : disparition progressive des petits commerces au centre des villes ; incorporation des commerces à des chaînes de distribution toutes-puissantes ; regroupement en lointaine banlieue, dans d'énormes *shopping malls* accessibles uniquement en voiture privée et souvent ouverts, sous le règne du « fast food », vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. Rendue addictive par une publicité mensongère qui a envahi toutes les formes de médias, la consommation est soumise à la constante création de besoins nouveaux ; elle est par ailleurs contrainte par l'obsolescence programmée des objets de consommation, en particulier dans le domaine informatique, au nom de l'idéologie économico-managériale de « l'innovation ».

Du point de vue de la production alimentaire : agriculture intensive avec l'usage généralisé des désherbants, des insecticides et des engrais les plus polluants (quand ce n'est pas d'OGM) pour une alimentation axée sur la consommation rapide et le profit financier avec les problèmes de santé qui en sont la conséquence, notamment par l'indécente obésité des plus jeunes et des plus pauvres. Avec un système de santé qui est d'ailleurs en grande partie aux mains du secteur privé axé sur le profit financier, des pharmas aux soins hospitaliers en passant par les consultations médicales, avec pour conséquence le système de santé le plus onéreux au monde. Et que dire, pour tout type de pratique exigeant la consommation d'énergie, de la véritable addiction du pays aux hydrocarbures (avec les conséquences climatiques que l'on sait) en raison des énormes bénéfices qu'en tirent les compagnies pétrolières ?

Sécurité : du point de vue intérieur, on veut ignorer que les États-Unis ont la population carcérale la plus importante monde (avec 23 % de la population carcérale mondiale…) ; quant à l'extérieur, après les deux uniques bombes atomiques jamais lâchées non pas sur des objectifs militaires, mais sur la

population civile (« armes de destruction massive » s'il en est…), après les inutiles bombes au phosphore lâchées sur les habitants des villes de Dresde et de Würzburg, après la longue guerre « de basse intensité » en Amérique latine ou la guerre destructrice conduite au Vietnam contre toute forme de socialisme, sont intervenues les guerres néocoloniales menées en Afghanistan et en Irak : guerres à distance dont la conduite pratique est laissée à des milices privées, avec la destruction d'objectifs « ciblés » par des drones qui atteignent lourdement la population civile. Quant au contrôle sécuritaire et dominateur de la circulation de l'information, les États-Unis sont non seulement parvenus à imposer un monopole dans les technologies du numérique et un contrôle généralisé sur les réseaux qu'elles ont permis d'établir, mais ils contrôlent la totalité du réseau internet par le biais de la puissante National Security Agency.

Enfin, du côté de l'expression « culturelle », les États–Uniens ont été les initiateurs des formes de représentation de l'action faisant appel aux plus basses dispositions de l'être humain : de la télé-réalité aux films de « stars » mettant en scène la violence la plus brute, favorisée par les profits qu'en tirent les majors d'Hollywood, en passant par les stupides dessins d'animation animaliers ou par des jeux vidéo fondés sur la destruction et l'élimination de « l'ennemi ». Dans l'obsession pour le big-data, la morale qui traverse ces différentes manifestations est non seulement marquée par le binarisme qui a animé les campagnes anticommunistes, l'idéologie du choc des civilisations et désormais la lutte contre les terroristes et par conséquent les musulmans ; mais elle est aussi travaillée par la contradiction entre un puritanisme protestant qui touche à l'intégrisme chrétien du créationnisme et la fascination exercée par la consommation de stupéfiants, la production et la diffusion de films pornographiques ou sports de la performance individuelle : *free ride*, *base jumps, super trails*, etc. Une culture de la performance individuelle et de la violence manichéenne impliquant notamment le port d'armes généralisé : elle est adossée à une anthropologie implicite axée sur le développement égocentré du « self » et sur la défense d'une liberté détournée au seul profit (financier) de l'individu. On a développé ailleurs les traits fondamentaux d'un individualisme fondé sur un libéralisme totalement dévoyé.

Aussi schématique et partiel qu'il est pessimiste, ce tableau des conséquences du règne d'un capitalisme détenu par une oligarchie de banquiers, d'investisseurs et de CEO milliardaires et d'un pouvoir politique qui lui est entièrement soumis, ne nous donne, de fait, qu'une image de nous-mêmes ; de ce que nous sommes devenus, en particulier en Europe occidentale, nous qui, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, de gré ou de force, n'avons fait que suivre les exigences idéologiques et pratiques d'un néolibéralisme économique et financier qui a pénétré jusqu'à nos usages langagiers. C'est aussi le modèle que suit désormais la Russie de Poutine, c'est le modèle dont est imbu depuis bientôt trois décennies le pouvoir communiste chinois.

Hamburgers, hot-dogs, donuts, annonçait à son dernier menu le très parisien bistrot « Le chat bossu », sis rue du Faubourg Saint-Antoine. Quant à l'assimilation des valeurs états-uniennes, inspirées qu'elles sont par le plus brut des libéralismes anglo-saxons, la messe est dite. Le programme électoral de (Mac)Donald Trump n'en est que l'expression extrême.

Droites radicales russes : histoire et actualité

mardi 21 février 2017, par Jean Marie Chauvier

La Russie bascule-t-elle « à droite » comme le reste de l'Europe ; est-elle même une inspiratrice de ce basculement ? La question vaut-elle d'être posée ? L'URSS était-elle « à gauche » et dès lors le basculement « à droite » a-t-il eu lieu dès 1989-91 ? Il y a manifestement plusieurs façons d'être « à droite ». Mais le recours à la terminologie occidentale « droite-gauche » est source de malentendus. Les mots n'ont pas le même sens ni la même histoire. À l'époque soviétique, le régime se réclamait de valeurs « de gauche », mais une partie des dissidents également. Les partisans de Boris Eltsine se disaient « de gauche » en 1989 avant de se regrouper quelques années plus tard dans l' « Union des forces de droite », ce qui semblait plus conforme à leur démarche. Le débat russe s'est davantage polarisé autour des notions de « démocratie-libéralisme » versus « patriotisme-nationalisme », « libération des mœurs » versus « défense des traditions », « occidentalisme » versus « russité » ou « eurasianité », « globalistes » versus « antiglobalistes ». C'est par mimétisme que les notions « droite-gauche » se sont progressivement imposées, sans que les forces politiques ou les populations s'y reconnaissent pleinement. Nous y avons donc recours « sous toutes réserves ».

Entrée par la « marche russe »…

Chaque 4 novembre depuis une décennie, les nationalistes et les néofascistes de Russie se déploient en « Marches russes » aux slogans explicites : « *La Russie aux Russes !* » et « *À bas l'occupation !* » (des immigrés, de l'Occident et de sa « cinquième colonne » [1]). L'une de leurs revendications est la création d'un « État russe » (*rousskoie*, au sens ethnique), ce que n'est pas l'actuelle Fédération de Russie (*rossiiskaïa*, au sens de pays multinational). J'étais présent lors de l'édition de 2006 à Moscou : des masses de jeunes hommes en noir étaient refoulées et bloquées par la police autour et dans les stations de métro, et finalement canalisées vers un meeting « religieux » hors du centre-ville. [2] Interdite en 2006, la « Marche » fut autorisée par la suite, puis concurrencée par de grands rassemblements pro-Kremlin, et refoulée dans des quartiers périphériques de la ville « historique ». [3]

Il est entendu que les nationalistes profitent le 4 novembre du « *Jour de l'Unité nationale* », célébré sous les tsars, aboli par la révolution et restauré par Vladimir Poutine en 2005, afin de combler le vide laissé par la suppression des célébrations officielles de la révolution d'Octobre (7 novembre). [4] Il y a quelques années, les groupes d'ultras déferlaient au centre de Moscou et défrayaient la chronique, abondante, des agressions racistes et politiques. [5] Depuis lors, la répression s'est durcie envers leurs auteurs. [6] La littérature nazie (dont « Mein Kampf ») est interdite. Cela, sur fond de restrictions de droits et libertés, d'autoritarisme renforcé, comme l'atteste le dernier rapport d'Amnesty International.

Or, loin d'être « poutinistes », les Marches russes qui ont lieu en marge des réunions officielles ont pris ces dernières années un tour oppositionnel. Selon des sources d'extrême droite, la plupart des Marches de 2016 étaient même « anti-Poutine ». Ces Marches n'ont en tout cas pas fait recette. Selon Radio Svoboda [7], elles n'auraient rassemblé que huit à dix mille participants dans un quartier périphérique de Moscou (12 à 15 millions d'habitants) et quelques milliers dans le reste de la Fédération (143 millions). Qui plus est, dans une grande cacophonie : ici, « Sang et Sol » néonazi, ailleurs hommage aux « victimes du fascisme », meetings orthodoxes ou « païens », appel à « l'Ordre russe », slogans xénophobes, antisémites, islamophobes, mais aussi refus de la guerre avec l'Ukraine. D'après Radio Svoboda, « *ces jeunes sont perdus, ils se cherchent une auto-identification* ». Ils

ont d'ailleurs perdu (?) leur leader « rassembleur », Alexei Navalny, qui assurait en 2012 les liens entre « marcheurs » ultras, opposants libéraux et gauchistes, ainsi que l'ambassade des États-Unis, très attentive au mouvement contestataire. [8]

Pour certains analystes, le reflux des radicaux s'expliquerait par le fait que le président Poutine, depuis la « récupération de la Crimée », l'offensive en Syrie et les récents succès de la diplomatie russe, aurait fait le plein des ardeurs patriotiques et des sentiments d'hostilité et de « revanche » envers l'Occident.

La Russie « fasciste » ?

« Le fascisme » est-il donc d'actualité en Russie ? Certains en Occident n'en doutent plus, et le *reductio ad hitlerum* de Vladimir Poutine est au goût du jour, le président russe étant volontiers traité de « fasciste » ou de « post-fasciste », et son pays d'état « fasciste mutant ». Une grande figure de l'intelligentsia médiatique, Bernard-Henri Lévy nous en a prévenus sans ambages : « le poutinisme est un fascisme ». D'autant que la Russie est accusée, notamment par le Parlement européen, de soutenir l'extrême droite en Europe, Poutine s'avérant être, selon le *Nouvel Obs*, « le grand frère des fachos ».

Ce grossier « brunissement » de la Russie suscite une énorme indignation dans ce pays où l'on ressent comme particulièrement humiliantes la minimisation du rôle et du prix payé par les Soviétiques dans l'écrasement du nazisme, les non-invitations aux commémorations de la libération d'Auschwitz (par l'Armée rouge), alors même que l'opération de « changement de régime » en Ukraine s'est faite avec le concours de commandos néofascistes « assumés » par l'Occident. [9] La propagande russe a « renvoyé la balle » en « brunissant » l'offensive « de Maidan » [10] en Ukraine (2014-15).

L'image d'une Russie agressive, impérialiste, expansionniste (Crimée, Donbass, Syrie) s'impose également dans les médias russes d'opposition. Sur le banc des accusés : non seulement le Kremlin, mais les communistes, les divers « patriotes » et nationalistes, y compris la frange de gauche radicale des « antiglobalistes ». Signe de cette tension extrême : évoquant la mort des choristes de l'Armée rouge dans la catastrophe du Tu-154 le 25 décembre 2016, Konstantin Borovoi, l'un des pionniers du capitalisme russe, déclarait : *« ces gens peuvent être considérés comme des assassins ou des complices de crimes de guerre* ». [11]

Dès la fin de l'URSS, les démocrates libéraux au pouvoir, avec leur président Boris Eltsine, ont traité leurs opposants de « fascistes » ou de « rouges-bruns ». Plus tard, ces mêmes libéraux, passés à l'opposition, ont parfois qualifié le régime du président Vladimir Poutine de « fasciste », voire de comparable à celui de l'Allemagne nazie.

D'autre part, un phénomène spécifiquement russe s'est défini comme « national-bolchevique », dans un essai de syncrétisme entre les idéaux révolutionnaires de 1917 et ceux des « révolutions nationales » en Italie et en Allemagne. S'il n'y a pas de filiation directe avec le collaborationnisme nazi, comme chez les « ultras » ukrainiens, l'idéologie fasciste a ses précédents endogènes en Russie. Dans sa frange contre-révolutionnaire dès 1917, puis dans l'émigration « blanche », mais aussi pendant la deuxième guerre mondiale, la Russie a connu des mouvements proto-fascistes, fascistes, ainsi que des armées collaboratrices.

Leur histoire est à la fois convergente et différente de celle de leurs équivalents de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN). Si les héritiers de l'OUN renouent avec la « gloire » de ses fondateurs, les droites radicales russes sont partagées entre un ethnonationalisme analogue à l'ukrainien et une nouvelle doctrine « eurasienne », supranationale et néoimpériale. L'approche dominante, dans les médias occidentaux, consiste à voir dans cette vague patriotique, comme on l'appelle en Russie, une sorte de « revanche » sur la défaite de 1989-1991, la désagrégation de l'URSS, doublée d'une volonté expansionniste n'hésitant pas à s'appuyer sur les « populismes » et autres « extrêmes droites » en train de déstabiliser l'Europe. Tel serait « le fascisme russe » en train de « brunir » la Russie, voire de menacer l'Europe d'agressions militaires – déjà,

l'annexion de la Crimée et le soutien au séparatisme du Donbass sont censés rappeler les actions d'Adolf Hitler en Autriche (Anschluss) et en Tchécoslovaquie (Sudètes).

Une autre approche, que nous allons privilégier, consiste à identifier le « fascisme » latent d'abord selon des critères plus classiques – le darwinisme social et éventuellement racial, l'anticommunisme radical, l'anti-égalitarisme et, bien sûr, l'autoritarisme et la xénophobie, attisée en Europe par la « crise des migrants », en Russie, par l'afflux de « *gastarbeiter* » des anciennes républiques soviétiques du Nord-Caucase et d'Asie centrale, peuplées de musulmans, ailleurs par des conflits à composante ethnique.

Cette démarche envisage donc à la fois les racines historiques et les expressions actuelles du nationalisme extrémiste. Dans l'inventaire des droites radicales, elle n'oublie pas l'intégrisme libéral, généralement épargné dans les dénonciations libérales (« de gauche » comprises) de « l'extrême droite » et des « populismes ». L'économiste et idéologue « libertarien » [12]Andréi Illarionov, pionnier des « réformes » des années 1990, ancien conseiller du président Poutine, rallié à l'opposition de l' « Autre Russie » (Garry Kasparov) assimile la Russie actuelle à l'Allemagne nazie avant 1939 – au seuil de la grande catastrophe. Cet ardent « antifasciste » admirait pourtant le « modèle chilien » à la Pinochet.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il importe de souligner les particularités du contexte post-soviétique, qui distingue l'ex-URSS de l'Europe, y compris centrale. J'en retiendrai trois :

- Le séisme du démantèlement de l'ancien système, de la dislocation de l'URSS, de la « thérapie de choc », de l'avènement du « Marché », de l'ouverture au monde, du renversement culturel, le tout en l'espace d'une dizaine d'années. Et comme l'a remarqué l'ancien et très activiste ambassadeur des États-Unis à Moscou, Michael Mac Faul, « la transition » en Russie était triple : système, régime, formation d'une nation indépendante.
- Le fait que la « fin de la guerre froide » en 1989-91 n'a pas été la « réconciliation Est-Ouest » tant vantée, mais la victoire d'un bloc politico-militaire sur l'autre et le triomphe d'une volonté hégémonique des États-Unis, exposée sans complexe par leurs stratèges. L'expansion à l'Est de l'OTAN et le déploiement d'un « bouclier anti-missiles » sont vécus en Russie comme une humiliation, voire un agenda de dislocation de la Fédération de Russie qu'illustre également son encerclement par des bases militaires américaines et par des régimes encouragés à l'hostilité envers Moscou.
- Des questions nationales et « identitaires » inédites se sont posées après la fin de l'URSS pour les différents peuples qu'elle avait rassemblés, et singulièrement pour les quinze États formés sur la base des quinze anciennes républiques « d'Union », candidates à devenir des « États-nations ». Or, pour la Fédération de Russie, multinationale (20 % de non-Russes, sans compter les nouveaux immigrés) et pluriconfessionnelle, le choix du type d'État à construire reste controversé. Comme l'observait Emil Pain, auteur de « *Liberalnaïa Missia* » [13], dans un remarquable tour de la question, ce pays « *n'est plus un empire, mais pas encore un État-nation* ». [14] Aux adeptes libéraux de la nation « citoyenne » et du fédéralisme s'opposent les doctrines néo-impériales et ethno-nationales, portées notamment par les droites radicales du XX^{e} siècle.

1. Aux origines des droites radicales

russes

1.1. Les Centuries noires

Une nouvelle radicalité impériale et ethnonationale en Russie s'est formée dans la crise du système tsariste, à l'aube du XX[e] siècle, en réaction aux soulèvements paysans des années 1902-1907, à la révolution de 1905 et aux idées populistes (*narodniki*), anarchistes et marxistes. L'« Union du peuple russe », ses Cents (Centuries) Noir(e)s ont détourné les colères populaires, notamment en Ukraine et en Bessarabie, vers des pogroms anti-juifs, à l'instigation du pouvoir, en particulier du ministre de l'Intérieur Piotr Stolypine, célèbre par ailleurs pour ses réformes agraires libérales. La figure de Stolypine est devenue l'un des emblèmes de l'anticommunisme russe à la fin de l'ère soviétique : tant l'écrivain conservateur Alexandre Soljenitsyne que des idéologues libéraux et Vladimir Poutine ont vanté les mérites de ce « pionnier de la modernisation ». Ce qu'il fut assurément. L'opinion « nostalgique de l'ancienne Russie », de nos jours, pense que la Russie des années 1906-1913 était en plein essor et serait devenue l'une des premières puissances de la modernité s'il n'y avait eu la guerre et le bolchevisme, non sans le concours des « complots » allemand et judéo-maçonnique. [15] L'anti-révolution est l'un des traits de l'actuelle « droitisation » en Russie, et les « théories des complots » redeviennent à la mode. Le rôle des juifs dans les « destructions », tant de la révolution et du soviétisme que de la Perestroïka, est lourdement souligné par les actuels « antisionistes » et « anticosmopolites ». Cet antisémitisme est certes refoulé par le pouvoir poutinien, soucieux de bonne relations avec *l'establishment* juif russe et avec Israël, devenu l'un des principaux pays étrangers russophones.

1.2. Un proto-fascisme : la première tentative de contre-révolution en août 1917

La révolution de 1917, entraînant l'irruption sur la scène politique des masses populaires, a radicalisé à la fois la poussée socialiste, ou anarchiste, et la réaction conservatrice. La contre-révolution qui s'esquissa au cours de l'été 1917, à l'instigation de cercles industriels et financiers, concocta un projet de régime de type corporatiste et la restauration de l'ordre agraire et industriel. C'est un aspect peu connu de l'épisode habituellement désigné sous l'appellation de « putsch Kornilov » et considéré comme un simple moment de la lutte d'influences entre le gouvernement provisoire libéral-travailliste (Kerenski), les militaires réactionnaires (Kornilov et autres) et la vague montante des soviets sous influence bolchevique.

L'historien Marc Ferro voit '*quelques similitudes avec les traits du modèle fasciste qui se constitue en Italie et bientôt en Allemagne à la même époque : réaction de défense contre la révolution sociale, rôle initiateur du grand capital, action des militaires et de l'Église, mise en cause de la lutte des classes, appel à la solidarité virile des combattants, recours à des groupes d'action spéciaux, dénonciation de la faiblesse du gouvernement, apparition d'hommes nouveaux, souvent anciens révolutionnaires ralliés à la défense nationale, culte du chef, noyautage de l'État, antisémitisme, utilisation de la violence contre les organisations démocratiques, sympathie et intervention active des gouvernements alliés*'. (*La révolution de 1917,* p. 519) Les ambassades du Royaume-Uni et de France manifestent, en effet, leur intérêt pour l'opération de 'retour à l'ordre' (et au front de guerre) qui se dessine.

Trois candidats dictateurs étaient en lice : l'amiral Koltchak, le commandant en chef des armées Alexeieff, et le général cosaque Kornilov. Celui-ci fut choisi, en vertu de ses états de service sur le front et dans la répression : dispersion par les armes des meetings aux armées, exécution des déserteurs et des pillards, il avait la cote parmi les officiers. La stratégie putschiste consistait à provoquer des troubles à Petrograd et à les attribuer aux Bolcheviks, afin d'y intervenir et d'écraser les soviets. C'est la résistance de ceux-ci, menés par les partisans de Lénine et Trotski qui tint en échec les putschistes, ouvrant la voie aux victoires électorales bolcheviques [16] et à l'insurrection d'Octobre.

1.3. La guerre civile

La guerre civile qui suivit, entre les « Rouges » sous direction bolchevique et leurs adversaires, donna lieu, au sein de la contre-révolution à la convergence des réactionnaires de tout bord. Il y avait par ailleurs des courants socialiste-révolutionnaire et social-démocrate (mencheviks), des rébellions paysannes « pour les soviets sans dictature du parti » et le mouvement anarchiste de Makhno en Ukraine, sans compter les interventions extérieures aux côtés de la contre-révolution. [17] La dictature anticommuniste de Koltchak, en Sibérie, fut une autre variante de proto-fascisme russe.

L'Armée des Volontaires – ses généraux Dénikine et Wrangel – voulait restaurer l'ancien régime, écraser les révolutionnaires identifiés aux juifs – d'où son rôle prépondérant, avec les « petliouristes » ukrainiens, dans les pogroms de masse commis dans la guerre civile. [18]

Côté ukrainien, le mouvement inspiré par Simon Petlioura allait adhérer plus tard au « nationalisme intégral » propagé par l'UVO, organisation militaire ukrainienne (1920) puis par l'OUN, Organisation des nationalistes ukrainiens (1929). L'histoire de ce national-fascisme est spécifique, vu qu'il se confond avec une lutte indépendantiste contre la domination polonaise en Galicie-Volhynie et contre l'Ukraine soviétique.

En Ukraine actuelle, Simon Petlioura, Stepan Bandera, Roman Choukhevitch (l'OUN et son armée insurrectionnelle UPA) sont officiellement « héroïsés ». En Russie, les principaux leaders blancs (Denikine, Alexieieff, Wrangel, Koltchak) sont également réhabilités, mais non ceux qui, plus tard, tels le général Vlassov et les généraux cosaques Krasnov, Kononov, Pavlov) collaborèrent avec les nazis. Mais une pression s'exerce pour reconnaître en eux de sincères résistants au communisme (ou stalinisme), désormais condamné par les institutions européennes au même titre que le nazisme, ce qui aide l'argumentaire des réhabilitations, tant en Russie qu'en Ukraine.

L'année du centenaire, 2017, montrera jusqu'où peut aller la victoire posthume de la contre-révolution ou, du moins, l'idée de la « réconciliation nationale », prospère dans les cercles du pouvoir et, partiellement, au sein de la hiérarchie orthodoxe et de la direction du KPRF de Ziouganov. Ce parti, le seul vraiment enraciné dans une base populaire, accomplit la prouesse de glorifier Octobre 1917 et de prôner l'entente avec l'Église orthodoxe. [19]

1.4. De l'antisoviétisme à la collaboration nazie

Des Russes blancs se réclament dès 1920 du fascisme en plein essor en Italie. Ils adopteront un peu plus tard la croix gammée et les idées d'Adolf Hitler. Mais la conscience de l'anachronisme des nostalgies tsaristes a gagné, dès la guerre civile, des milieux anticommunistes et néanmoins séduits par le bolchevisme : tel est le cas d'Oustrialov, qui voit « renaître la Russie » sous la poigne de Lénine, puis du courant « eurasien ». L'émigration russe, en Extrême-Orient, en Chine et en Europe voit naître plusieurs organisations fascistes et nazies. [20]

Un autre courant, les solidaristes du NTS [21], milite pour un État corporatiste de type mussolinien, excluant toute restauration tsariste et prévoyant même la sauvegarde d' « acquis sociaux » de 1917. Le NTS a fondé le journal « Grani », devenu l'un des principaux sites actuels d'opposition (grani.ru), repris par le magnat Boris Berezovski (mort en 2013) et partiellement financé par NED.

Un troisième courant, dit eurasien ou eurasiste, à l'inverse des précédents, bien qu'anticommuniste, soutient l'URSS en tant que réincarnation de l'Empire russe, dans une perspective réorientée vers l'Orient.

Des fascistes russes combattent dans les rangs franquistes en Espagne, opposés aux Brigades internationales envoyées par le Komintern. [22] L'aventure de Franco, et bientôt celle d'Hitler, éveillent de grands espoirs au sein des milieux d'émigrés ou de « dissidents de l'intérieur » en URSS, en Russie, en Ukraine et dans les régions turco-musulmanes où vont se former des unités locales de la Waffen SS. Lors de l'affrontement entre l'Allemagne et l'URSS, les deux premiers courants, fasciste et solidariste, s'engagent aux côtés des

Allemands et de leurs nombreux alliés européens. Le troisième, eurasiste, ainsi qu'une partie de l'émigration blanche patriotique prend le parti de défendre l'URSS.

Fascistes et solidaristes entendent combattre contre l'URSS sur le front de l'Est, mais dans le but de rétablir la Russie « une et indivisible », tandis que les autres nationalismes alliés à Hitler, tels les Ukrainiens de l'OUN, se battent pour leur propre État indépendant. [23] Les projets fascistes russe et ukrainien étaient incompatibles avec le projet nazi de *Lebensraum*, où les Slaves « rescapés » des massacres et des déportations n'avaient de place que comme esclaves ou auxiliaires. La « hiérarchie raciale » des nazis privilégiait certes des populations « inférieures » mais « germanisables » en pays baltes, en Ukraine et au Caucase. Le projet indépendantiste ukrainien fut encouragé par Alfred Rosenberg, afin d'isoler la Russie, mais ils sera anéanti par la politique des Hitler et Himmler et du « Reichkomissariat » d'Erich Koch, à savoir la colonisation et l'élimination des populations « encombrantes », traitant indistinctement juifs, tsiganes et slaves comme « Untermenschen ». [24] La ROA [25] de Vlassov n'est envoyée au front qu'en fin de guerre, tandis que la Division Waffen SS « Galitchina » [26] pourra œuvrer en Ukraine, en Slovaquie et en Slovénie. L'occupation, la collaboration, le judéocide et la propagande antisémite nazie laisseront des traces profondes au sein des populations.

1.5. La WACL et le « Bloc des nations antibolcheviques »

Lors de la défaite nazie, les armées collaborationnistes refluant vers l'Ouest sont partiellement livrées par les Alliés aux Soviétiques, qui les soumettent à de lourdes mesures répressives. Mais une autre partie des nazis de l'Est, ex-légionnnaires et SS, collaborateurs et policiers sont « exfiltrés » vers les Amériques par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Vatican. Le réseau nazi Gehlen sera constitutif des nouveaux services secrets de la RFA.

Installés en Allemagne, au Canada et aux États-Unis, les rescapés de la collaboration serviront les objectifs de la guerre froide antisoviétique. Leurs organisations se reconstituent et se regroupent au sein de l'Assemblée mondiale anti-communiste (WACL) et du Bloc des nations anti-bolcheviques, cette fois au service du « Monde libre ». Cette extrême droite « recyclée » avec le soutien des services spéciaux occidentaux profitera de l'ouverture des frontières soviétiques, puis de la fin de l'URSS, pour exercer à nouveau une influence politique et médiatique au sein des nouveaux États indépendants, dont la Russie. À noter : les derniers congrès de la WACL se sont tenus en grande pompe à Budapest et Moscou en 1992 ! [27]

1.6. L'héritage stalinien

Le stalinisme n'est pas absent des « gènes » de la paranoïa xénophobe. Staline use de méthodes qui rappellent celles du colonialisme, de l'impérialisme et des fascismes : meurtres de masse, déportations de peuples, exploitation « esclavagiste » dans les camps du Goulag. Dans ces conditions, le régime exaspère la culture de violence et de haine dont les premières matrices étaient le tsarisme, la Première Guerre mondiale et la guerre civile. Le type d'homme que génère cette brutalisation est cynique et rompu à l'obéissance aveugle. Une forte dose de chauvinisme s'y ajoute, à mesure que s'affirment à nouveau les volontés expansionnistes et dominatrices de la Russie-URSS, en Europe centrale, certes dans le contexte de la guerre froide et en réaction à l'hégémonisme anglo-américain, non moins expansif et violent. [28]

Les méthodes dites « staliniennes » ne sont donc pas une exclusivité soviétique. Ce qui l'est, en revanche, c'est le fossé creusé entre les idéaux proclamés (et encore crus et pratiqués par des millions de Soviétiques) et la réalité du régime pendant et après Staline. D'où l'espèce de schizoïdie sociale et de dédoublement de la personnalité qu'on a pu observer. (Cf. à ce propos les œuvres d'Alexandre Zinoviev). L'héritage stalinien, la mémoire de cette époque, néanmoins, n'est plus l'objet de dégoût et de rejet qu'il fut au temps de la Perestroïka. Les controverses sont de retour : il y a d'une part ceux (communistes et « patriotes ») qui comparent cette

époque « d'édification, d'idéal » et de « Victoire » à celle d'après 1991, « de dégradation et d'autodénigrement », et d'autre part, ceux (démocrates et libéraux) qui estiment que la Russie restera « profondément malade » tant qu'elle n'aura pas « vidé l'abcès » et exprimé son « repentir » pour les crimes commis.

1.7. Le « parti russe » sous Léonid Brejnev

Des courants passéistes ou (et) néo-impériaux ont émergé dans les sphères dirigeantes et la culture ambiante des années Brejnev, entre 1968 et 1982. Ledit « parti russe » officieux, un courant au sein de la direction du PC soviétique depuis la fin des années 1960, et en contrepartie les courants autonomistes dans les PC de diverses républiques, ont préparé le terrain aux séparatismes qui, en Russie comme ailleurs, ont désagrégé l'Union à la fin des années 1980. C'était, sans doute, le tribut du pluralisme idéologique et de la nouvelle liberté d'expression promus par la *Glasnost* de Mikhaïl Gorbatchev. Mais, contrairement aux idées reçues, ce sont surtout les élites russes qui ont multiplié, dans les années 1989-91, les initiatives menant à l'implosion de l'URSS. Outre ses motivations très « libérales », l'équipe Eltsine-Gaïdar était très « souverainiste » au sens d'égocentrisme de l'ancienne-nouvelle classe dirigeante en recomposition, intéressée surtout par les privatisations et la captation de la rente pétrolière dont la Russie détenait les sources principales. [29]

2. Les droites radicales après la fin de l'URSS

2.1. La réactivation des (ethno)nationalismes

Dès la chute de l'URSS en 1991, des mouvements nationalistes et anticommunistes, jusque-là refoulés ou interdits, ont fait surface. « L'amitié des peuples » n'était plus à l'ordre du jour. Il était partout question de « renaissances nationales » et de « quêtes identitaires ». Boris Eltsine en appelait aux peuples de l'Union : « *Prenez autant de souveraineté que vous le pouvez !* » Et de faire dissoudre l'URSS après le putsch manqué des conservateurs d'août 1991.

L'appel d'Eltsine fut entendu. Même la Tchétchénie l'a pris au mot, avant d'être la cible d'une reconquête massacrante fin 1994, recommencée en 1999 sur ordre d' Eltsine, et parachevée par Poutine et son fidèle Kadyrov !

Mais une frange des nationalistes s'est rapprochée des communistes dans la révolte commune face à l'effondrement du pays et à son pillage par les « oligarques ». Des démocrates déçus ont rejoint la résistance. Lors de la crise constitutionnelle en septembre-octobre 1993, ponctuée par la dissolution des soviets et le bombardement du parlement, les milices néonazies d'Alexandre Barkachov ont rejoint les députés démocrates, communistes et nationalistes dressés contre la « dictature » du président Boris Eltsine. [30] Avec le temps, et la terrible dégradation sociale des années 1990 en Russie, une nouvelle génération « fascisante » est apparue : groupes de skinheads se réclamant du nazisme et se livrant plus tard (années 2000) à des crimes racistes à répétition, contre des Caucasiens et des étudiants africains, et s'organisant en mouvements « contre l'immigration illégale ». La masse de manœuvre de ces groupements est formée de jeunes désœuvrés… ou de commerçants en rivalité avec les Asiatiques et les Caucasiens pour le contrôle de certains secteurs du marché de la distribution.

L'un des porte-voix officiels les plus radicaux de l'ethnonationalisme (rencontré à la Marche de 2006) était Dmitri Rogozine, ex-ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN, nommé en 2011 vice-président du gouvernement. [31]

2.2. Intégrisme de Marché et « pinochetisme »

Le néolibéralisme, inspirateur des « réformes » du capitalisme de choc, génère un renouveau du darwinisme social et une tendance au « pinochetisme » (modèle libéral chilien) que promeut notamment l'économiste Andreï Illarionov. Une variante excentrique (et passablement folklorique) de ce libéral-fascisme, mais de tendance néo-impériale, est constituée par les libéraux-démocrates ultranationalistes de Vladimir Jirinovski. Mais plus sérieusement, on notera l'expression « Empire libéral » popularisée par Anatoli Tchoubaïs, grand

ordonnateur des privatisations favorables à l'oligarchie des années 1990 et figure de proue de l' « Union des forces de droite ». L'intégrisme libéral et son désastre social ont formé un terreau favorable aux réactions de désespoir et à la recherche de boucs émissaires à la situation catastrophique dans laquelle se trouva le pays à la fin des années 1990. C'est d'autant plus vrai dans les régions les plus sinistrées : bassins miniers, Nord-Caucase, où la très grande majorité des jeunes sont à l'abandon. En Asie centrale, dès la fin des années 1980, la dégradation des conditions de vie, les questions de l'eau et de la terre ont été à la base de conflits qualifiés d' « inter-ethniques ». La question sociale est « ethnicisée ». Ce sera le cas avec les nouveaux « *gastarbeiter* » livrés à la surexploitation.

2.3. L'opposition « nationale-communiste » ou patriotique

D'autre part, en réaction au libéralisme et à la colonisation occidentale (« *westernisation* »), les mouvements néo-nationalistes se partagent en courants étatistes (défense des souverainetés d'État) ou « nationaux-patriotes » regroupés d'abord autour du Parti communiste de la Fédération de Russie de Guennadi Ziouganov. Une frange de l'opposition « antiglobaliste » (ou antimondialiste) adhère à cette idée « souverainiste », tandis qu'une autre fraie avec les opposants libéraux à la politique de Vladimir Poutine. On retrouve en Russie des « campismes » analogues à ceux que l'on rencontre dans le reste de l'Europe et au sein des gauches occidentales : « camp » euro-atlantiste, libéral ou « de gauche » rallié à la stratégie occidentale d'ingérence « au profit de la démocratie » versus « camp » souverainiste et donc pro-Poutine, du moins en tant que garant de l'indépendance nationale et champion de la contestation du leadership de Washington.

Une gauche patriotique et internationaliste (qui n'entre pas dans notre propos) s'organise également, autour du mouvement de Serguei Kourguinian « Sut' Vremeni » (Esprit du Temps), « contre le Kremlin, contre l'orange », [32] adepte (distinct du PC) d'un « deuxième » projet soviétique (URSS.2).

2.4. Les nationaux-bolcheviks

Un autre courant antilibéral se définit comme « national-bolchevik ». Il mélange les thèmes nationalistes et d'extrême gauche, le goût de l'action directe et le style de provocation à la « black blok ». Il a recruté dans le milieu jeune des « rockers *metallisty* » (hard) et sous l'influence de son leader charismatique Édouard Limonov, d'abord connu comme écrivain « outsider » de nouvelle génération, porté à un érotisme débridé et posant sur le monde un regard totalement désenchanté.

Les adeptes de Limonov, qui a subi de longues années d'emprisonnement, se sont alternativement alliés à d'autres nationalistes, aux eurasistes, aux libéraux et à l'extrême gauche. Plutôt qu'un mouvement politique cohérent, on peut y voir une culture de la révolte et de la protestation, qui s'incarne également dans un nouveau courant littéraire, peu connu en Occident mais très populaire au sein des nouvelles générations. En témoigne l'écrivain Zakhar Prilepine dans ses chroniques. (« Je viens de Russie », éd. de la Différence, 2007) Plongée dans l'ambiance d'une « jeune Russie » en proie à l'ivresse du désespoir, très dépaysant pour les eurocentristes !

2.5. Les néoeurasistes selon Alexandre Douguine

De « l'eurasianisme » ou eurasisme, des définitions très floues sont données. Mais, dans le cas de son principal idéologue, Alexandre Douguine, quelques grandes lignes sont claires. « *Néo* » eurasisme, de fait, car distinct des courants antérieurs que l'on a qualifié d' »eurasiens ».

On peut y voir trois dimensions :

- la première : une philosophie antimoderne, dès lors antioccidentale, qui emprunte pourtant beaucoup aux penseurs européens, de Nietzsche à Heidegger et Lévi-Strauss, en passant par Spengler et Carl Schmitt, le national-bolchevik allemand Ernst Niekisch et la « gauche

nationale-socialiste » d'Otto Strasser, opposant à Hitler, sans oublier le premier eurasisme russe des années 1920-1940. Le projet qui en découle, pour peu qu'il soit lisible dans ce maquis de références, est celui d'un « conservatisme révolutionnaire » tournant le dos à la modernité et à la globalisation capitaliste.

- la deuxième dimension est géopolitique : contre l'atlantisme (la puissance maritime et son libéralisme « totalitaire ») il s'agit de former un bloc (terrestre eurasien, supranational et pluraliste) de peuples et de religions sauvegardant avant tout leurs traditions. La Russie (ou le monde slave oriental) formerait le noyau actif de cette refonte de civilisation, à laquelle est également conviée l'Europe. En, résumé : « *Conservateurs de tous pays, unissez-vous !* ». Mais que « conserver » au juste ? Les réponses sont confuses.
- la troisième dimension est une stratégie politique orientée vers la confrontation armée, la Russie ayant à se défendre contre ses ennemis. Le bellicisme des auteurs néoeurasistes est assumé sans complexe : la Russie, et l'humanité en général, ont « toujours vécu en guerre ». On frôle l'exaltation apocalyptique du grand suicide collectif. [33]

Propos d'étape

La rumeur s'est répandue selon laquelle Vladimir Poutine serait inspiré par les théories de Douguine. Il se peut qu'avec d'autres philosophes conservateurs russes du XIX^{e} siècle, les livres de Douguine aident le président russe à meubler ses longues soirées d'hiver. Mais l'idéologue est lui-même sceptique : à ses yeux, Poutine a le mérite d'être souverainiste, voire nationaliste, mais il reste un libéral tourné vers l'Occident. On voit mal l'oligarchie russe et son leader tourner le dos au règne du Veau d'or et à la « modernisation de rattrapage » à laquelle est contrainte la Russie, fût-ce comme périphérie prisonnière de sa malédiction pétrogazière. L'Union eurasiatique mise en chantier par Poutine n'est pas non plus le décalque du projet néoeurasiste. Il n'y a pas d'alternative de modèle social ou « civilisationnel » visible. Qu'elle soit libérale ou nationaliste, la future Russie devra apparemment marcher sur les traces de « l'ordre global » qui nous est commun, de la croissance, du consumérisme et du saccage de la biosphère !

Cette perspective n'exclut pas, aux yeux d'analystes libéraux, une évolution interne vers le fascisme. C'est l'avis d'un éminent économiste, Viatcheslav Inozemtsev s'exprimant dans un grand media ukrainien. Le directeur du *Centre de recherche sur la société post-industrielle* estime que « l'État corporatif » dont rêve l'oligarchie se met déjà en place, mais refuse l'assimilation du chef d'État russe à Adolf Hitler : « *Poutine est le Duce, pas le Führer* ». Précédemment, le même auteur avait brossé, dans *Le Monde diplomatique*, un tableau inquiétant de la « société sans citoyens », combinant libertés individuelles, régime autoritaire et apolitisme de masse. [34] Le stratège américain du « *rollback* », Zbigniew Brzezinski, a également comparé le régime poutinien au fascisme mussolinien. [35]

Ce point de vue est désormais largement répandu parmi des intellectuels moscovites qu'on ne peut qualifier de « radicaux ». La peur du régime quant à une subversion « à l'ukrainienne » l'a amené à renforcer tous les dispositifs policiers, sécuritaires et d'encadrement social à sa portée. Les risques sont pourtant faibles, vu l'isolement social des oppositions, sauf éventualité d'une brusque dégradation du niveau de vie. Mais le « populisme gouvernemental » de Poutine, selon la sociologue française, enseignante en Russie, Carine Clément, lui assure le soutien massif d'une population saisie par « *une peur panique de la déstabilisation et du chaos* ». [36] Soucieux de la cohésion nationale, Poutine mise également sur l'influence et l'entente entre religions, orthodoxie d'abord – mais aussi islam, judaïsme, bouddhisme.

Le durcissement russe ne mène pas obligatoirement

à l'affrontement avec l'Ouest, surtout au cas où le nouveau président américain Donald Trump renoncerait à l'interventionnisme néoconservateur et où des gouvernements « souverainistes » en Europe mettraient fin à la politique « antirusse » de subversion et de sanctions. Ce n'est certes qu'une fragile hypothèse.

On peut rappeler que, lors de son premier mandat, et au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, Vladimir Poutine s'était largement solidarisé des États-Unis et montré ouvert à une nouvelle libéralisation. Il fut repoussé, tandis que l'OTAN s'étendait à l'Est. Entre 2003-2004 (affaire Youkos [37], révolution des roses en Géorgie et « orange » en Ukraine) et son fameux discours de Munich en 2007, s'est opéré un tournant majeur de la diplomatie russe. Ainsi naquit le projet poutinien d'un monde « multipolaire » qui lui valut tant d'inimitiés à l'Ouest et la course de vitesse, en Ukraine, entre le plan russe d'union douanière et l'accord d'association avec l'Union européenne, qui l'emporta grâce au renversement du président Ianoukovitch, qui avait hésité entre les deux. Sa non-signature de l'engagement européen fut le déclencheur des mobilisations de Maïdan. La bataille de Syrie commençait déjà, le Kremlin étant soucieux de regagner au Moyen-Orient des positions d'influence, alors qu'on lui en disputait dans sa propre « basse-cour ». Il était déjà alerté, par les « révolutions arabes », du danger de contagion islamiste à ses frontières sud-orientales [38] et au cœur de la Russie, sur les rives de la Volga. [39]

Le renversement en Ukraine – de régime, d'appartenance géopolitique et culturelle [40] –, l'arrachement au « monde russe » (formule de Poutine) du « berceau de toutes les Russies » [41], sont un nouveau séisme dont les futures répliques restent incalculables. Les Occidentaux, dont les interventions ont été flagrantes dans ce tournant historique, se tromperaient à ne voir dans le « conflit gelé » au Donbass et en Crimée qu'une simple question de frontières et de territoires négociable dans un quelconque marchandage. Un « Rubicon » a été franchi, une dérive a cours qu'aucune force politique, nul mouvement « antiguerre » ne paraît en mesure d'endiguer. En Russie, comme en Ukraine et ailleurs, s'installe une sorte de résignation à l'inévitabilité de la guerre, qui n'était pourtant pas le souhait des majorités, loin de là !

Si le néo-eurasisme ou d'autres radicalismes (nationalistes, islamistes, « retours de Syrie ») peuvent jouer les utilités, ce serait comme ferments de guerre et de terrorisme dans le nouveau chaos mondial et moyen-oriental, étendu aux pays musulmans d'Asie centrale ex-soviétique et de la Fédération de Russie, en même temps qu'à ses frontières occidentales et en Ukraine. Les poudrières sont là, et les boutefeux sont aux aguets.

Si les pays concernés semblent se préparer au pire, on n'a pas l'impression que les opinions européennes soient vraiment conscientes de la montée des périls.

Notes

[1] « Cinquième colonne » : terme officieux pour désigner les médias et ONG d'opposition obligés de se déclarer « agents de l'étranger » lorsqu'ils sont financés par les fondations américaines. On parle aussi de « sixième colonne » pour dénoncer les « subversifs » qui seraient infiltrés au cœur du Kremlin.

[2] Cf. Jean-Marie Chauvier in *Le Monde diplomatique*, février 2007.

[3] En dehors de la ceinture de boulevards « Sadovoie Koltso ».

[4] Encore célébrée par les communistes et divers groupes de la gauche non nationaliste.

[5] J.-M. Chauvier « Meurtres politiques et racistes en Russie », blogs du *Monde diplomatique*, 9 février 2009

[6] Pour autant que ces auteurs ne soient pas trop liés aux « puissants ». Certains crimes politiques ont été imputés au pouvoir tchétchène. Le leader libéral Boris Nemtsov a été assassiné en février 2015 et le soupçon pèse sur le Kremlin.

[7] « Radio Svoboda », radio en langue russe du groupe « Free Europe », basé à Prague, fondé par la CIA et financé par le Congrès des États-Unis. Cette radio semble à nouveau très écoutée (et son site internet très visité) depuis que d'autres voix russes d'opposition se sont tues et que la plus connue, « Ekho Moskvy », partiellement reprise par Gazprom, a du modérer le ton. Les contestations s'expriment largement sur internet.

[8] Alexei Navalny aurait été financé par la fondation reaganienne NED (National Endowment for Democracy). Il a été exclu du parti libéral Yabloko en raison de ses liens avec l'extrême-droite. Victime de plusieurs mesures répressives, libéré en mars 2015 mais interdit d'activités publiques, son score aux municipales de Moscou en 2013 (plus de 30% des voix exprimées) en a fait l'opposant à Poutine le plus populaire.

[9] Jean-Marie Chauvier « Fascisme en Ukraine : une invention russe ? », *Études marxistes*, n° 116, Bruxelles.

[10] « Maidan »= la Place (de l'Indépendance) à Kiev où ont eu lieu les manifestations qui ont abouti à la prise de pouvoir des forces pro-occidentales et nationalistes hostiles au président Yanoukovitch et à la Russie, et soutenues par les États-Unis et l'Union Européenne.

[11] Rapporté par le journal en ligne officieux « Ekspert » et la radio d'opposition « Ekho Moskvy ».

[12] Membre de l'Institut CATO (États-Unis).

[13] « Mission libérale ». Principal centre d'études libérales à Moscou, où se retrouvent nombre d'intellectuels en vue des années Gorbatchev-Eltsine et d'anciens dissidents soviétiques.

[14] Паин Э.А « Между империей и нацией : Модернистский проект и его традиционалистская альтернатива в национальной политике России . » м., 2003.

[15] Le thème de « Lénine, agent allemand » revient à la mode, avec la circonstance aggravante qu'on a découvert une ascendance juive au chef de la révolution.

[16] Au sein des soviets et des municipales de Moscou et Petrograd.

[17] Voir Jean-Jacques Marie, *La guerre civile russe . 1917-1922,* Éd. Autrement, 2005.

Les Possibles - No. 12 Hiver 2017 — page 28 de 134

[18] Книга погромов Погромы на Украине , в Белоруссии и европейской части России в период Гражданской войны 1918-1922 гг . Сборник документов Л .Б. Милякова . М.2007

[19] KPRF. Parti Communiste de la Fédération de Russie. (Коммунистическая партия Российской Федерации КПРФ)

[20] Окороков А .В. Фашизм и русская эмиграция (1920- 1945). м., 2002

[21] NTS. Union Nationale des Travailleurs et des Solidaristes russes. (Трудовой Союз российских солидаристов (НТС))

[22] KOMINTERN. Internationale Communiste.

[23] Alexander Dallin, *La Russie sous la botte nazie,* Fayard, 1970.

[24] Très éclairant à propos de ce « front de l'Est » et des divergences entre dirigeants nazis : Alfred Rosenberg « Journal 1934-1944 », Flammarion, 2015.

[25] ROA. Armée de libération russe (ralliée à l'Allemagne).

[26] Galicie, région ex-polonaise et bastion du nationalisme en Ukraine occidentale.

[27] Général Robert Close « Gauche ! Droite ! » ed.Ligne claire, 1996.

[28] Pour rappel : Hiroshima et Nagazaki, l'écrasement de la résistance grecque par les troupes britanniques, l'expulsion des communistes de plusieurs gouvernements occidentaux, le Plan Marshall...et par ailleurs les coups d'état et dictatures en Amérique latine.

[29] Cf. J.-M. Chauvier, « Qui a tué l'URSS, qui est responsable et de quoi est-elle morte ? ».

[30] Voir « Octobre noir 1993 : l'analyse de Jean-Marie Chauvier », colloque Paris-Moscou 2013 .

[31] Дмитрий Рогозин . « Враг народа ». м« Алгоритм », 2006

[32] référence à la « révolution orange » en Ukraine, qui faillit submerger Moscou en 2012.

[33] Alexandre Douguine « La Quatrième théorie politique. La Russie et les idées politiques du XXI^{e} siècle », Ars magna, ed. 2012.

[34] v. « Le Monde diplomatique », octobre 2010.

Les Possibles - No. 12 Hiver 2017 — page 29 de 134

[35] Zbigniew Brzezinski « Poutine », revue *Commentaire*, été 2008.

[36] Cf. *La vie des idées*, 19 octobre 2015.

[37] Lorsque le patron du puissant groupe pétrolier « Youkos », Mikhaïl Khodorkovski, également oppositionnel charismatique, négociait l'entrée massive de capitaux américains dans les pétroles sibériens, sans l'accord du Kremlin.

[38] Nord-Caucase russe et Asie centrale ex-soviétique.

[39] La Volga (*Itil* en arabe) coule dans le monde islamique russe « de souche » (présent en ces lieux au même moment que le christianisme sur les rives du Dniepr, au IX^{e} siècle) notamment dans l'importante république du Tatarstan, capitale Kazan.

[40] Le premier ministre promu par « Maïdan », Arseni Yatseniouk, très anti-russe, a qualifié l'accord avec l'Union européenne de « choix de civilisation ».

[41] À savoir la « Rus' » (Russie ou Ruthénie) des IX^{e} –XIII^{e} siècles, considérée par les nationalistes ukrainiens comme « premier état ukrainien » et non « russe » au sens actuel.

« La majorité des Hongrois sont apathiques, indifférents et sans espoir »

mardi 21 février 2017, par Gáspár M. Tamás

Jaroslav Fiala s'entretient avec Gáspár M. Tamás sur la brutalité du capitalisme, dans la Hongrie de Orbán, et l'échec du système européen.

Récemment, l'Europe a vécu des moments dangereux : la crise de la zone euro, les attaques terroristes, la montée de l'extrême droite, le Brexit, etc. La démocratie libérale est-elle en péril ?

Personne ne peut dire que la démocratie libérale n'a pas libéré quelques peuples et que certains types de servitudes n'ont pas été effacés. Mais le système actuel est traversé par de nombreuses contradictions. Nous connaissons une grave crise de la démocratie libérale, qui coïncide avec la « mort » du socialisme. La condition nécessaire de la démocratie libérale était l'existence d'un mouvement des travailleurs. Elle était le résultat d'un compromis dans lequel, en échange d'une paix intérieure et de la stabilité, la social-démocratie a abandonné quelques-unes de ses exigences révolutionnaires et est devenue un élément de l'État bourgeois.

De ce fait, les classes inférieures étaient représentées. Le rapport interne entre les classes au sein des États-providence de l'Ouest, avec des privilèges pour le prolétariat, ses syndicats, les partis sociaux-démocrates et communistes et l'équilibre international entre un capitalisme réformé et limité et le bloc soviétique ont conduit vers ce que nous appelons aujourd'hui la démocratie libérale, qui a existé entre 1945 et 1989. Le droit du travail de l'Europe de l'Ouest a suivi les modèles soviétique et socialiste depuis les années 1920, avec des mesures concernant l'égalité de genre et le droit familial. Ceci est prouvé par la recherche juridique et historique récente.

Paradoxalement, ce qui manque à la démocratie libérale aujourd'hui, c'est le socialisme. C'est pourquoi il n'y a pas de force de résistance qui permette à la démocratie libérale de rester démocratique. Les classes dirigeantes actuelles ne sont pas menacées de l'intérieur. Ainsi, elles peuvent faire ce que même les fascistes ne pouvaient pas faire. Elles brisent les salaires réels, les pensions, le système de protection, l'école publique, l'assurance maladie gratuite, les transports publics peu chers, le logement social pas cher, etc. Qui arrêtera la classe dirigeante ?

Est-il possible de sauver la démocratie libérale ?

Je ne le pense pas. La démocratie libérale était un système extrêmement compliqué. Les classes dirigeantes, dans la démocratie libérale, étaient limitées sur leur gauche par le mouvement des travailleurs et, sur leur droite, par les forces du passé – par les restes de l'aristocratie, de l'Église et de la monarchie. La démocratie libérale en elle-même a peu de chances de survivre. En dépit de ce que les libéraux pensent, l'extrême droite n'est pas un danger pour le capitalisme. Un danger pour la vie, mais pas pour le capital ni pour l'État.

N'oublions pas qu'Adolf Hitler était considéré comme le sauveur de la civilisation occidentale contre le communisme. Même les gens qui le méprisaient, comme Friedrich-August von Hayek, le zélote du marché libre, et qui était après tout un émigré anti-nazi, affirmait qu'Hitler avait été un monstre mais qu'il avait sauvé l'Europe du communisme. Pour des gens comme Hayek, le fascisme était une contre-révolution anti-communiste préventive. Et il l'était. Qui avait ruiné et exterminé la moitié de l'Europe ? Dommage. Pensez-vous que la bourgeoisie hésiterait maintenant ? Je ne le pense pas.

Vous vivez en Hongrie. Beaucoup, dans le monde extérieur, sont horrifiés par le gouvernement de Viktor Orbán, qui annihile la démocratie. D'un autre côté, certains voient en Orbán une certaine alternative ou un « choix intéressant ». Que pouvez-vous dire à ce sujet ?

Orbán fait exactement ce que vous détestez dans votre propre pays, mais comme il le fait sans résistance, cela semble davantage cohérent et réussi. Il y a beaucoup d'admirateurs de Viktor Orbán en Europe de l'Est qui ne voudraient pas vivre dans le système hongrois un seul jour. Ils admirent son discours sur la fierté nationale, ils trouvent drôle qu'il attaque brutalement l'Amérique, l'Union européenne, etc.

En réalité, La Hongrie est soutenue par le capital européen, surtout allemand. Nous avons des impôts faibles pour le grand business, il y a des « offres attentionnées » pour Mercedes et Audi, qui ne sont pas exactement des forces anti-occidentales et anti-capitalistes. Orbán a détruit le système social. Les hôpitaux sont vides parce qu'il n'y a ni docteurs ni infirmières. Les gens meurent dans les couloirs. Ma petite fille va dans une école élémentaire dans le centre de Budapest, et il n'y a pas de papier toilette ni de craie pour écrire au tableau. Orbán est un pitoyable échec à tous égards. Et un échec néolibéral, qui plus est. Le budget est équilibré, la dette diminue, et les 40 % les plus pauvres sont affamés. Les problèmes sont résolus simplement en faisant taire les critiques.

Pourquoi Orbán a connu un tel succès politique ?

La majorité des Hongrois sont apathiques, indifférents et sans espoir. Mon pays est un endroit très triste où les gens disent qu'ils ne peuvent rien faire pour transmettre leurs aspirations ou pour changer quoi que ce soit. M. Orbán pense que le secret du succès est de favoriser cette passivité et cette apathie. Il a réalisé qu'il lui fallait mettre un terme à la mobilisation quasi totalitaire de la société. La première phase de son règne fut de mobiliser des foules avec des slogans xénophobes et ethniques et d'utiliser des groupes extrémistes militants.

Maintenant, tous les réseaux de mobilisation ont été dissous car ils pouvaient devenir une voix exprimant le mécontentement social. Orbán a aussi détruit la bureaucratie fonctionnelle. L'administration publique existe à peine, l'administration régionale est officiellement, ouvertement et complètement fermée. Les experts, intellectuels – « bureaucrates éclairés » – sont mis à l'écart par milliers. Les contrôles internes n'existent plus. Les institutions culturelles, de publicité, de recherche, d'éducation supérieure, la presse de qualité, les bons musées et théâtres, l'art, le cinéma ont été détruits. Il en est de même des médias indépendants. Le résultat est un État qui ne fonctionne pas.

Ainsi, si quelqu'un vous dit que la dictature signifie « loi et ordre », vous pouvez rire. Elle signifie corruption, désordre et chaos total. Et elle signifie aussi le désespoir amer du corps politique, ce qui est le vrai secret du pouvoir d'Orbán.

Les pays d'Europe centrale et orientale ont été beaucoup critiqués pour leur refus de solidarité envers les réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique. Mais si l'on regarde vers l'ouest, on y trouve beaucoup de racisme et de résistances envers les réfugiés également. Que s'est-il passé en Europe ?

Les mêmes causes qui expliquent le racisme occidental sont apparues soudainement en Europe de l'Est et ont produit des phénomènes identiques. Tout d'abord, les États multinationaux d'Europe centrale, comme l'étaient celui de Masaryck, ou la Tchécoslovaquie de Havel et la Yougoslavie de Tito ont disparu. Nous avons créé de petites non-républiques sur des bases ethniques, mono-culturelles, mono-linguistiques dans lesquelles nous sommes supposés vivre.

Orbán est un pitoyable échec à tout point de vue. Et un échec néolibéral qui plus est.

Après 1989, il pouvait nous sembler, dans cette partie du monde, que la caractéristique normale d'un État devait être que ses habitants appartiennent à un groupe ethnique unique. Prague et Budapest sont pourtant encore pleins de personnes riches non blanches. Des touristes et des hommes d'affaires se

sont établis là, et personne n'y voit d'objection. Ils ne sont pas maltraités comme des êtres racisés inférieurs. Ils ne subissent pas d'antipathie raciste. Les riches ne comptent pas parmi les altérisés, comme les musulmans, les noirs, les migrants.

Vous voulez dire qu'il y a aussi une haine de classe…

Pour les Européens qui sont pauvres, les réfugiés sont des compétiteurs sur le marché du travail. Ils sont considérés comme des « rivaux en bien-être » et le résultat est une panique sociale et morale. Mais l'hystérie anti-réfugiés n'est pas totalement folle. L'afflux massif de réfugiés serait une charge énorme sur le système de sécurité sociale, en particulier en Europe centrale et orientale. Ce sont des pays pauvres.

Bien entendu, le problème pourrait être résolu. Mais quand vous voyez que notre système de sécurité sociale tel qu'il est à présent n'est pas capable de prendre soin de nos propres populations, pouvez vous imaginer ce qui arrivera ? L'actuel gouvernement hongrois n'est pas capable de soutenir les chemins de fer, les postes, les écoles élémentaires qui ont existé depuis deux cents ans. Les gens savent parfaitement que les États où ils sont ne fonctionnent pas. La panique est expliquée par l'intelligentsia conservatrice en des termes culturels ou ouvertement racistes, bien que le problème réel soit le démantèlement de l'État social, de la solidarité sociale et une politique de classe anti-populaire.

Racialiser et ethniciser les inégalités sociales sont une vieille tactique de la bourgeoisie. Aux États-Unis, « être sans emploi » a été transformé en « être noir » ; en Europe de l'Est, « sans emploi » signifie « Rrom » ou « gitan ». Les bénéficiaires du « bien-être », des allocations de chômage, de toute forme de sécurité sociale sont stigmatisés comme « éléments criminels », « mères célibataires » (c'est-à-dire « femmes immorales ») et, à nouveau, gens de couleur. Même les pauvres, les membres des classes inférieures, sont tolérants envers la destruction du système de protection sociale, qui les favorise pourtant clairement, parce que cela fait du mal à l' « Autre » racialisé.

Que devrait être la réaction de la gauche face à cet état de panique ?

Si nous avions un système de protection sociale solidaire et égalitaire, nous pourrions l'élargir et accepter les réfugiés. Mais en même temps, soyons justes avec nous-mêmes. Suis-je ou êtes vous responsable du démantèlement de l'État social ? La responsabilité en incombe à la classe dirigeante et aux élites politiques des trente dernières années. Et si quelqu'un dit « vous ne pouvez pas ouvrir les frontières parce que cela détruira toute la structure de la société », vous pouvez répondre : « la structure de la société a déjà été détruite et c'est pourquoi il est si difficile d'accueillir les réfugiés. Et la faute en revient aux pouvoirs établis ».

Malheureusement, c'est ma génération qui a créé en Europe centrale et orientale cette utopie 100 % capitaliste qui n'existe nulle part ailleurs sous cette forme radicale, et certainement pas à l'Ouest. La République tchèque est bien plus une société de marché que l'Autriche ou la Grande-Bretagne. Contrairement à ce que disent les libéraux, le règne du marché en Europe centrale et orientale est absolu et complet. Si nous sommes de soi-disant sérieux intellectuels, nous devons être objectifs et reconnaître que nos sociétés se confrontent à des problèmes insolubles. Comment les gens peuvent-ils exprimer de la solidarité dans un système qui n'est pas solidaire du tout, qui est égoïste lui-même ?

Beaucoup de politiciens, dans l'Europe actuelle, en particulier de l'extrême droite, promettent une sorte d'État social, mais seulement pour ceux qui « travaillent dur », qui ont grandi au pays et qui respectent les blancs. Mais, en fait, ils ne le feront pas. C'est du pur discours. Ce sont des mouvements de classes moyennes qui ressentent peur et mépris envers les classes subalternes et les pauvres. Ils sont ouvertement les défenseurs de la société de classe – des guerriers de classe, d'en haut. Ils ne proposent rien de nouveau, ils défendent seulement la répression, l'exploitation et l'injustice actuelles. Voyez la situation en Pologne ou en Hongrie. Est-ce que ces sociétés sont devenues plus généreuses, plus cohérentes et moins collectivistes au moins pour la classe moyenne blanche ? Bien sûr que non. Ce

n'est que rhétorique.

Pourquoi les gens croient-ils encore en leurs promesses ?

Il manque une vraie gauche. Une citation fameuse dit : toute victoire de l'extrême droite démontre la faillite de la gauche. Et les vestiges de la classe ouvrière traditionnelle ont également changé. 90 % de la classe ouvrière industrielle autrichienne ont voté pour Norbert Hofer, le candidat d'extrême droite. Mais il s'agit seulement de 10 % de l'ensemble de la population travailleuse d'Autriche.

Cette composante s'est transformée en un groupe relativement privilégié qui défend ses propres positions de classe contre des compétiteurs sur le marché du travail – contre les réfugiés, les sans-emplois, les migrants et contre les femmes qui travailleraient pour un moindre salaire. Les votants blâment les femmes, les minorités ethniques et les migrants au lieu de demander à être intégrés dans un système de salaires/emplois/retraites supérieur. Mais pour être intégrés dans un système de salaire supérieur, il vous faut une puissante social-démocratie de gauche, ce qui n'existe pas.

Est-ce qu'une puissante social-démocratie de gauche pourrait être créée à nouveau ?

Difficilement. S'il naît une nouvelle gauche, quelle qu'elle soit, elle devra représenter et mobiliser non pas seulement les vestiges de la vieille classe ouvrière, mais une masse beaucoup plus large de gens, l'ensemble du prolétariat-précariat sans propriété capitaliste. Si elle ne le fait pas, ces gens deviendront comme l'ancien prolétariat de Rome. Ils seront maintenus en vie par des dons, des donations d'État, et le spectacle sportif. Ils pourraient devenir une force réactionnaire servant les intérêts des tyrans. Tel était le rôle du « prolétariat » de l'ancienne république de Rome et du début de l'empire romain. Nous pourrions nous retrouver en fin de compte dans une société déchirée par des égoïsmes de classe qui seraient bien plus horribles que ce qui existe actuellement.

Nous sommes assis ici devant le magnifique lever de soleil à Prague, tout est calme, joli et la paix règne encore. Mais il en était ainsi en juin 1914. C'était aussi très paisible. L'effondrement – de quelque nature qu'il soit – peut survenir demain, il peut survenir dans dix ans. Mais le système est hautement instable. Telle est la leçon de tout cela.

Qui sont les principaux ennemis de l'Europe aujourd'hui ?

Tous les gouvernements de l'Europe, sans aucune exception. Les cavaliers de l'Apocalypse. Ils ne savent pas ce qu'ils sont en train de faire. Les dirigeants conservateurs du passé, aussi méchants qu'ils aient pu être, avaient un certain sens traditionnel de ce avec quoi « il ne faut pas jouer ». On ne joue pas avec son propre pays, quelle que soit la façon de le définir, simplement par plaisir. Regardez des personnes comme David Cameron, François Hollande, Miloš Zeman. Ces gens-là n'ont aucune idée, ils tâtonnent. Ce n'est vraiment pas sérieux. Maintenant, regardez toute la décadence autour de nous – la chute du niveau intellectuel de la plupart des institutions, la crise culturelle générale et l'analphabétisme de la classe moyenne, y compris les soi-disant professionnels et les soi-disant intellectuels.

Nous avons besoin d'un contre-pouvoir face au capitalisme actuel de façon à assurer, tout simplement, la survie de l'humanité. Le capitalisme laissé à lui-même ne peut et ne veut manifestement pas le faire. Il ne s'agit plus du vieux et mauvais système bourgeois. C'est bien pire.

Nous devons créer de nouvelles structures politiques, s'il est encore temps de le faire. Je ne suis pas totalement sûr que ce soit le cas.

La révolution de droite en Pologne

mardi 21 février 2017, par Michal Kozlowski

La Pologne avait une réputation méritée d'être un pays de droite depuis bien longtemps. Les post-communistes puissants dans les années 1990 étaient qualifiés de conservateurs modérés, leurs adversaires du camp « anticommuniste », aussi bien libéraux que nationalistes, se caractérisaient par un sincère zèle droitier… Et pourtant, en 2015, la Pologne a vécu encore une révolution de droite, certainement la plus extrême. Le gouvernement élu avec 37 % des voix a supprimé la Cour constitutionnelle, a imposé des lois draconiennes dans le domaine de la sécurité et de la surveillance « antiterroriste », et a organisé les unités paramilitaires en guise de garde nationale.

Il a aussi essayé d'interdire absolument l'IVG (l'accès légal à l'avortement était déjà pourtant extrêmement limité). Mais, dans le dernier cas, la résistance populaire et spontanée des femmes a fait reculer le pouvoir. En effet, il est peu probable qu'on aura encore en Pologne des élections libres, même si quelques votes auront encore lieu certainement… Pendant cette période d'offensive, le gouvernement a effectivement augmenté les dépenses sociales sans pour autant leur assurer un financement autre que la dette. Le programme économique est celui d'un capitalisme d'État, ce qui ouvre la voie à une oligarchie analogue à celle construite par Orbán en Hongrie. Mais ce séisme politique a des racines sociales profondes, qui ne sont pourtant pas simples à cerner. Surtout, la montée de l'extrême droite ne peut pas être expliquée par l'échec économique et seulement partiellement par la situation sociale… En effet, le grand changement des sentiments collectifs a été déclenché par… la crise de réfugiés vue de loin.

Il semble que l'émergence d'une nouvelle droite soit un phénomène universel – non pas au sens où il serait identique partout, mais où il traverse toutes les catégories ou systèmes politiques. Rodrigo Duterte, Tayyip Erdogan, Narendra Modi, Viktor Orbán, Vladimir Putin et Donald Trump, en dépit d'itinéraires politiques très différents, présentent une combinaison étonnamment similaire d'ingrédients politiques et idéologiques :

1. normativité identitaire (appartenance et loyautés uniques, distinction nette entre « le même » et « l'autre » fondée sur l'ethnie, la religion ou la culture comprise comme homogène) ;
2. affirmation de la virilité du leader (les femmes doivent être remises à leur place) ;
3. recours à des pratiques ou au moins à des images de violence ;
4. affirmation anti-systémique et anti-élitiste (où le système est compris d'une manière extrêmement vague et les élites sont conçues comme agissant au profit les groupes marginalisés de la société au déterminent de la majorité homogène) ;
5. les groupes les plus faibles ou minoritaires sont systématiquement ciblés [1].

Incontestablement, le cas polonais représente un certain nombre de spécificités. L'approche comparatiste peut révéler dans quelle mesure ces spécificités nous permettront de contribuer à la compréhension du phénomène global. D'après certaines théories du social, il est inutile de chercher le fond social de phénomènes politiques – c'est l'offre politique elle-même qui crée la demande. Nous restons fidèle à la tradition matérialiste : la délégitimation de fait du système actuel doit être profondément enracinée dans l'évolution des pratiques et rapports sociaux. Mais les modes de délégitimation en relèvent également. Il est clair que nous ne vivons pas en 1789. Et la manière de

délégitimer est peut-être plus importante que la délégitimation elle-même.

Le cas de la Pologne est intéressant justement parce que le phénomène de droitisation y est particulièrement accentué en l'absence des certains éléments qui servent habituellement d'explication pour la droitisation à l'œuvre dans d'autres pays.

1. La Pologne n'a pas connu la récession après la crise mondiale de 2008 et son économie a crû de 25 % depuis. En 2016, le taux de chômage, bien que toujours élevé (8,2 %), était néanmoins le plus bas depuis 1991 – début de la fameuse transition vers le capitalisme mondialisé. Les revenus disponibles des ménages ont presque doublé entre 2004 et 2015. Même si ce sont les patrons qui ont le plus bénéficié de la hausse, en réalité toutes les catégories de salariés ont connu une considérable progression de leurs revenus. Les indicateurs sociaux, particulièrement celui de la santé, ont également connu une amélioration régulière.
2. L'expansion économique n'a pas provoqué l'augmentation significative des inégalités en termes de coefficient de Gini. Cela ne fut le résultat d'aucune politique publique de redistribution – le moteur de l'économie a été précisément l'intégration industrielle dans le système capitaliste globalisé (surtout par l'intermédiaire de l'Allemagne). Mais il n'existe pas ce 1 % des ultra-riches qui ramassent toute la manne, en partie parce que, historiquement, la Pologne manque de capital « indigène », en partie parce que l'État et les médias indépendants forts n'ont jamais permis l'« oligarchisation » de l'économie. La taille du pays et son marché intérieur relativement grand ont contribué à la stabilité économique pendant les turbulences mondiales. En outre, persistaient partiellement les systèmes publics hérités du socialisme réel (la santé publique, un système de retraites quasi universel, l'éducation publique développée jusqu'au niveau supérieur). Ce dernier élément distingue nettement la Pologne d'autres vedettes de la croissance de l'époque néolibérale comme le Chili ou plus tard la Turquie.
3. À la différence des États-Unis, du Royaume-Uni ou de la France, la Pologne n'a pas connu la désindustrialisation et n'était pas victime des délocalisations. En effet, le processus de désindustrialisation sous la « thérapie de choc » a été renversé après 2000**.** En 2015, le pays a connu un excédent de son commerce extérieur. Ce succès est largement dû à la fonction de sous-traitant de l'Exportweltmeister allemand (pas seulement à travers les investissements directs : en fait, le petit capitaliste polonais garde largement son indépendance).
4. L'Union européenne, à travers des fonds structurels, a permis de grands investissements dans les infrastructures (routes, chemins de fer, mais aussi bibliothèques) dont bénéficie la grande majorité de la population. La Pologne n'a pas souffert, à l'instar du sud européen, de l'architecture de la monnaie unique. Mais le plus important bénéfice de l'Union pour les classes travailleuses fut sans aucun doute l'ouverture du marché du travail. Elle a permis à deux millions de Polonais de profiter de droits quasi égaux sur les marchés du travail britanniques et d'Europe du nord et d'accéder à leurs services publics. L'effet collatéral de cette migration a été le renforcement des positions de négociation pour ceux qui sont restés dans le vieux pays.
5. La Pologne n'a pas connu l'immigration, et

surtout pas une immigration de provenance extra-européenne. Le nombre considérable (un million selon certaines estimations) de travailleurs ukrainiens présents en Pologne est composé de travailleurs saisonniers qui sont par ailleurs privés de tous les droits et protections. Ils restent politiquement invisibles.

6. L'hypothèse du « back clash » culturel ne s'applique pas à la Pologne. Elle n'a pas connu les reformes sociales progressistes concernant les droits des minorités sexuelles ou la légalisation de drogues, ni le « politiquement correct dans le langage public ». En fait, la Pologne démocratique a ouvert son dossier des droits de l'homme avec l'interdiction quasi absolue de l'IVG en 1993 (alors que l'avortement avait été légalisé par les communistes en 1956), l'introduction du catéchisme à l'école publique en 1990 (en pratique souvent quasi obligatoire) et la création de l'Institut de la Mémoire nationale – une institution quasi scientifique à vocation identitaire, voire nationaliste, dotée de moyens financiers énormes et de compétences sans précédent, y compris la poursuite judiciaire contre « les crimes communistes » (1999). Ces mesures étaient controversées ou même impopulaires au moment de leur adoption. Toutefois, elles ont été depuis « normalisées » et dépolitisées.

Bien évidemment, il faut tenir compte du fait que le développement polonais est à la fois limité et ambigu, comme c'est toujours le cas d'un développement capitaliste. La Pologne reste largement un pays semi-périphérique, avec une part dominante de salaires bas ou modestes. L'expansion spectaculaire de l'enseignement supérieur (le nombre de diplômés est passé de 14% de la population en 2002 à 40 % en 2013) a gonflé les aspirations symboliques et matérielles des jeunes qui ne pouvaient pas être satisfaites. Le nombre d'emplois précaires (sans contrat du travail) a connu une nette augmentation. Les sociologues et psychologues sociaux sont catégoriques – les rapports de travail se présentent comme particulièrement autoritaires et brutaux, le niveau du « capital social » qui mesure la confiance mutuelle est relativement très bas et ne s'améliore pas. Les plus démunis ont été largement exclus de la croissance – le nombre de personnes vivant en dessous de seuil de pauvreté a augmenté de 600 000 après le ralentissement de 2008. Mais ce ne sont pas ces personnes qui ont politiquement pesé.

Il y avait beaucoup à critiquer dans le régime conservateur-libéral très modérément éclairé. Le renforcement relatif des travailleurs aurait pu faire passer les grèves salariales des revendications sociales et économiques à un niveau politique. La révolte est effectivement arrivée. Mais elle fut de couleur brune… En effet, on n'y contestait pratiquement aucune des pathologies économiques et sociales – ni la structure des impôts souvent dégressive, ni la question des expropriations et évictions liées à la restitution de biens aux anciens propriétaires, ni l'existence des « zones économiques libres » qui limitent les revenus fiscaux et les droits des travailleurs, ni encore le très grave sous-financement du système de santé publique, ni, en fin de compte, le problème des bas salaires.

Le mot d'ordre de Droit et Justice (PIS) - le parti désormais au pouvoir – pendant la campagne de 2015 était : « la Pologne est en ruine » – un slogan qui contrastait autant avec la réalité qu'il exprimait une véritable jouissance idéologique. Mais le terrain était déjà préparé : depuis 2010, le PIS a promu une théorie du complot sur l'assassinat de président Kaczynski pendant la catastrophe aérienne à Smolensk (en suggérant la complicité du gouvernement polonais). Contraire à toutes les preuves et au sens commun élémentaire, cette hypothèse a gagné un plein droit de cité dans le domaine public.

Cette capacité de l'extrême droite à imposer des simulacres a défini les nouvelles règles du champ

politique. Entre 2010 et 2015, « Marsz Niepodleglosci » - une manifestation annuelle ultra-nationaliste, organisée par deux groupuscules néofascistes – a grandi de quelques centaines de participants jusqu'à presque cent mille. L'Union européenne (ou/et Allemagne) était de plus érigée en ennemi principal – l'UE étant dénoncée comme la continuation idéologique de l'Union soviétique et le bastion du « marxisme culturel ». À peu près au même moment, l'Église, menacée par les scandales pédophiles, a lancé la campagne « anti-genre » en allant jusqu'à accuser des féministes de pousser à une sexualisation des enfants conduisant vers la pédophilie [2]. Mais le summum est atteint avec le début de la « crise des réfugiés ». Le gouvernement conservateur, qui a accepté en demi-teinte le contingent de réfugiés de 7500 personnes, est devenu la cible d'une offensive sans précédent.

Or, cette fois-ci, le PIS s'est simplement engouffré derrière les nouvelles forces qui surgissaient par le bas, de la fameuse blogosphère des forums internet, Facebook, Tweeter et leurs semblables. L'islamophobie sans musulmans est devenu un véhicule politique plus puissant encore que l'antisémitisme sans les juifs... Pawel Kukiz, l'ex-rockstar devenu tribun populaire, a dévoilé le plan à long terme d'Angela Merkel : la déportation massive de musulmans vers la Pologne. Il a été fortement plébiscité aux urnes, surtout par le jeune électorat masculin. Pour illustrer l'ampleur du phénomène, aux élections parlementaires de 2015, les trois partis d'extrême droite ont reçu à peu près trois quarts de votes des jeunes hommes. Cela ne doit pas étonner : une étude menée en 2013 a montré que 60 % des lycéens de Varsovie (le bastion du libéralisme social en Pologne) ne souhaiteraient pas sortir avec un juif ou une juive, et 44 % se sentiraient mal d'avoir un voisin de cette ethnie. De plus, plusieurs études confirment que les jeunes Polonais, sont les plus hostiles à la légalisation de l'avortement comme aux réfugiés et aux immigrés.

Il est très improbable qu'une telle situation résulte principalement du manque d'offre politique à gauche. Et il ne s'agit pas d'une simple droitisation non plus – cela va clairement, pour citer Boltanski, vers l'extrême. Il semble exister à l'intérieur de nos sociétés capitalistes contemporaines une fabrique jamais démantelée de cette ultra droite pseudo-révolutionnaire, populiste et tournée contre les faibles et les marginaux, mais, en fin de compte aussi, contre ces groupes sociaux qu'elle prétend représenter. On la connaît très bien cette droite, même si certains l'ont presque oubliée. On a pourtant toujours du mal à en saisir la nature et à agir contre elle. Certains encore ne la prennent pas au sérieux, comme jadis.

Il existe dans ce mouvement un élément que Freud aurait appelé « thanatique » : la pulsion de la mort ou la nécrophilie. En 1933, la presse polonaise se félicitait de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler. La Pologne était le deuxième pays, après le Saint-Siège, à lui apporter une reconnaissance diplomatique en signant le pacte de non-agression. Aujourd'hui, la presse polonaise proche du gouvernement célèbre avec enthousiasme chaque succès d'*Alternative für Deutschland* et chaque échec de la chancelière Merkel. L'intérêt idéologique, ou devrait-on dire pulsionnel, va au-delà de toute rationalité, y compris l'instinct d'auto-préservation.

Mais le fait qu'il soit irrationnel ne le rend pas inexplicable. La dynamique polonaise contemporaine conjugue le succès économique, le bilan social mitigé et la dérive brune des jeunes. On doit poursuivre certainement l'analyse de classe en se gardant des lectures simplistes. Il faut regarder ce qui se passe dans les rapports de genre (il semble que l'élément misogyne soit une partie intégrante de la nouvelle droite), les rapports de travail, mais aussi la vie intime. Alors, nous serons peut-être à même de saisir la nature de cette fabrique infernale. Or, il semble que le capitalisme produit nécessairement non le socialisme, mais plutôt l'éternel retour du fascisme.

Mais on doit aussi se rappeler qu'il n'est pas majoritaire (au fait, il ne l'est même pas en Pologne) ; et surtout qu'il n'est pas invincible Notre problème est pourtant que, même si le grand retour de l'État-nation dans l'économie peut avoir quelque succès (c'est ce qui est peu probable matériellement), ou si on réussit à imposer quelque politiques des gauche au niveau international, comme le veut par exemple Varoufákis (c'est ce qui semble malheureusement

improbable politiquement), l'extrême droite risque de rester avec nous pour longtemps. Sauf si, avant, elle nous emmène tous vers la catastrophe...

Notes

[1] La question de savoir s'il faut appeler fasciste cette tendance reste largement terminologique. Dans son article de 1995 (donc suffisamment éloigné du contexte actuel), Umberto Eco a indiqué quatorze caractéristiques du discours du fascisme historique. Elles semblent largement congruentes avec la nouvelle droite actuelle. Au lecteur de juger..

[2] Gazeta Wyborcza, 08 Octobre 2013

La droitisation en Allemagne : pas seulement l'AfD

mardi 21 février 2017, par Peter Wahl

La droitisation est un phénomène international. Il se développe – avec l'exception intéressante de quelques pays méditerranéens – dans presque tous les pays industrialisés, y compris les États-Unis. Jusqu'à ces derniers temps, il paraissait que l'Allemagne ne serait pas, ou peu affectée par la tendance générale. Mais à présent les choses sont en train de changer rapidement.

Au fond, la droitisation a ses racines dans cette conglomération de crises multiples qu'ont produites le capitalisme financier et la mondialisation néolibérale. Ces crises ne sont pas seulement économiques et sociales. Elles entraînent une crise de représentation et l'érosion de la démocratie. Elles apportent une telle accélération des changements sociaux et culturels qu'ils donnent le vertige. Beaucoup de gens, avant tout dans les couches populaires, se sentent laissés derrière et exclus.

En plus, depuis 2008, nous sommes confrontés à la précipitation d'événements exceptionnels, comme le krach financier, la crise de la zone Euro avec une dépression économique en Méditerranée, la soumission dramatique de la Grèce, le Brexit, la victoire de Trump et autres. Un véritable zoo de cygnes noirs, dont on ne croyait pas qu'ils existaient. Un climat de désorientation et d'angoisse se répand, d'autant plus que le système politique perd le contrôle sur plusieurs fronts, comme dans le krach financier, le terrorisme ou la migration.

Puisque des alternatives progressistes sont ou bien discréditées comme la social-démocratie du genre *New Labour,* ou bien trop faibles comme la gauche de la gauche, beaucoup de gens se tournent vers des solutions simplistes et autoritaires, dont ils croient qu'elles pourraient résoudre les problèmes.

Le mouvement altermondialiste allemand et des économistes hétérodoxes ont depuis longtemps averti que la mondialisation néolibérale et ses crises mèneraient tôt ou tard à « *la déstabilisation politique et constitue une source de violence, de guerres et du terrorisme. Ceci mène à la justification de courses à l'armement, la militarisation et l'érosion de la démocratie.* » (Déclaration de principe d'Attac Allemagne, adoptée en 2002).

Exception allemande ?

La droitisation en Allemagne apparaît plus tard et – au moins pour le moment encore moins forte qu'ailleurs – car il y a en effet quelques facteurs spécifiques qui ont freiné son émergence.

Le premier facteur est que la crise économique et sociale est moins forte et moins visible qu'ailleurs. Bien sur, il y a les conséquences des « réformes » *Hartz IV*, réalisées par le gouvernement de la *SPD* et des *Verts* sous Schröder, qui cachent beaucoup des problèmes structuraux. Mais tout est relatif. Comparée à celle de la France, la situation socio-économique est moins grave – sans parler de l'Italie, de l'Espagne ou d'autres. Un deuxième facteur est la stabilité politique. Avec une « *Grande coalition* » entre *chrétiens démocrates* (CDU/CSU) et *socio-démocrates* (SPD) depuis deux législatures, le gouvernement en général, et la chancelière Merkel en particulier, étaient peu contestés. Troisièmement, il y a un consensus « anti-extrémiste » assez fort, non seulement parmi les élites mais aussi dans la société, qui s'explique par l'histoire allemande du XX^{e} siècle.

Mais, sous cette surface, il y avait déjà avant la vague de droitisation actuelle un secteur de 15 % à 25 % de la population avec des orientations d'extrême droite. [1] Seulement, cela ne se reflétait pas dans les

élections, les médias et les discours publics, où il y a une hégémonie culturelle de la gauche libérale, qui a ses effets jusque dans le parti de Merkel.

Si aujourd'hui la vague générale de droitisation saisit aussi l'Allemagne, elle est supportée par ces « anciennes » tendances, qui surgissent maintenant avec vigueur et se combinent avec les nouveaux phénomènes.

Quand on parle de droitisation, on ne peut donc pas la réduire ni aux développements récents, ni à l'essor de ce que j'appelle « la nouvelle droite ». [2] La droitisation se manifeste en Allemagne non seulement dans la poussée du nouveau parti *Alternative für Deutschland* - AfD (Alternative pour l'Allemagne), mais aussi dans le rapprochement des partis conservateurs (CDU/CSU) et, dans une certaine mesure, de la social-démocratie (SPD) et des *Verts* aux positions de l'AfD dans les politiques de sécurité et d'immigration.

La poussée de l'AfD

Le phénomène le plus débattu et le plus visible de la droitisation est le succès de l'AfD. Le parti fut fondé en 2013. Les initiateurs principaux étaient des anciens membres de la CDU, comme l'économiste libéral *Bernd Lucke*, ou comme *Konrad Adam*, ancien journaliste au feuilleton de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (comparable à au *Figaro*) et un ancien chef du BDI (équivalent du MEDEF). Le motif pour la fondation était la gestion de la crise grecque. L'AfD s'exprimait contre la « *politique de sauvetage* » de la Troïka et demandait l'exclusion de la Grèce de l'Euro et la dissolution de la zone Euro en général.

L'AfD s'est rapidement tournée en ramassis pour divers courants de la droite et de l'extrême droite. Cela a produit une scission entre « modérés » et « radicaux ». Lucke et d'autres ont quitté le parti pour fonder leur propre projet, nommé ALFA, qui a rapidement disparu dans l'insignifiance.

Le facteur de l'extrême droite reste un problème et une source de conflits internes en permanence pour l'AfD. Il y a un courant majoritaire, qui tient aussi la direction actuelle, qui cherche un profil dissocié de l'extrême droite, l'antisémitisme et le racisme ouvert. Pourtant, il y a périodiquement des incidents, où des représentants du parti font scandale avec des remarques ouvertement racistes, antisémites ou néo-fascistes.

Dans les élections au Bundestag en 2013, quelques mois après sa fondation, le parti obtenait 4,7 % et échouait donc devant la clause des 5 %. Dans les élections pour le *Parlement européen* en 2014, il obtenait 7,1 % et s'est établi solidement depuis 2014 dans toutes les élections qui ont eu lieu pour les Länder (voir tableau).

Table : Résultats de l'AfD dans les élections au Landtag 2014-2016

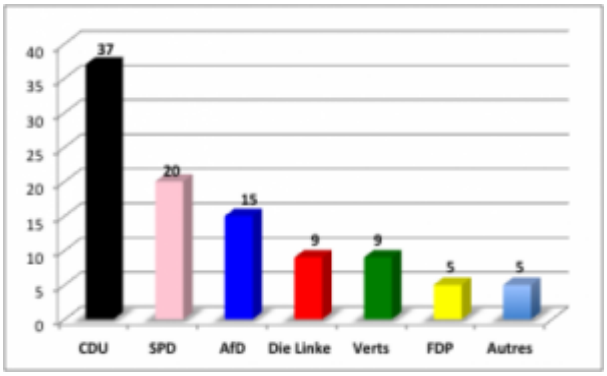
	Le Bade-Wurtemberg	Berlin	Le Brandebourg	Brême	Hambourg	Mecklemb.-Pom. occid.	Saxe	Saxe-Anhalt	Thuringe
Année	2016	2016	2014	2015	2015	2016	2014	2016	2014
%	15,1	14,2	12,2	5,5	6,1	20,8	9,7	24,3	10,6
Classement	3	5	4	6	6	2	4	6	6

Source : Bundeszentrale für Politische Bildung

Ce qui est particulièrement remarquable est la deuxième place de l'AfD dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, derrière le SPD, mais devant la CDU, ainsi que sa troisième place dans le Bade-Wurtemberg, derrière les Verts et la CDU, mais devant le SPD. Faisait également sensation sa deuxième place derrière la CDU, mais devant Die Linke (16,3 %) et le SPD (10,6 %) en Saxe-Anhalt. En général, le score de l'AfD est plus haut dans les nouveaux Länder. Aussi, les résultats de 2016 montrent un net progrès par rapport aux années précédentes. Cela s'explique par les confrontations politiques énormes qu'il y eut dans le pays à l'occasion de la vague de refugiés en 2015 (voir en bas).

Les sondages pour les élections fédérales du 24 octobre 2107 pronostiquent la troisième place pour l'AfD avec 15 % (voir graphique).

Graphique : Pronostic du 5 Janvier 2017 pour les élections fédérales



Source : infratest dimap
http://www.infratest-dimap.de/umfragen-analysen/bundesweit/sonntagsfrage/

Un regard sur la sociologie de l'électorat montre une structure qui est typique pour les partis de la nouvelle droite : plus d'hommes que de femmes votent pour l'AfD, et ce sont des professions à moyenne qualification dans l'artisanat, l'industrie et les administrations qui soutiennent le parti, tandis que la majorité des chômeurs de longue durée et les pauvres ne participent toujours pas aux élections. Une exception existait dans les élections de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale en septembre dernier, où la participation a augmenté considérablement – en faveur de l'AfD. Les autres partis, sauf les Verts, perdent des votes à l'AfD, avec la CDU en tête. À l'est, où Die Linke oscille normalement autour des 20 %, ce parti perd aussi considérablement.

Le programme de l'AfD

En ce qui concerne le programme de l'AfD, il faut d'abord noter que le nombre d'électeurs de l'AfD « *qui ont des connaissances du programme tend vers zéro* » [3] C'est un signe pour le caractère contestataire du vote AfD. Pourtant, le programme est un indicateur important pour le profil du parti.

L'AfD se définit lui-même comme *libéral* et *conservateur.* En tête de son programme, il y des propositions concernant le fonctionnement du système politique. Comme beaucoup d'autres partis de la nouvelle droite, l'AfD veut se donner ainsi une image démocratique. Une demande principale est l'introduction de référendums à l'instar de la Suisse. Il y a aussi un ample discours contre la corruption, avec des propositions comme la séparation entre mandat parlementaire et fonction publique. Il y a ici un très fort soubassement anti-étatiste du néolibéralisme.

Il y une critique économique de l'euro qui converge avec les critiques du système monétaire par le *mainstream* des économistes ainsi qu'avec les critiques de gauche de l'euro telles que celles de Stiglitz et d'autres. Avec la différence que, chez l'AfD, le leitmotiv est la peur de transferts monétaires aux pays en crise. La proposition centrale est la dissolution gérée et ordonnée de l'euro. Pour l'UE, au-delà de la zone Euro, l'AfD propose un modèle qu'on pourrait appeler bien et bel néo-gaulliste. Ils utilisent explicitement l'expression gaulliste de « *l'Europe des patries* ». Sauf au sujet de l'OTAN, ils prennent une position différente : ils considèrent l'alliance militaire comme une institution utile. Pour la politique extérieure, le programme est relativement maigre, ce qui reflète des conflits internes irrésolus sur l'orientation atlantiste ou les relations avec la Russie. Là, on se contente de quelques remarques vagues sur le règlement politique de conflits.

Les chapitres les plus longs concernent l'immigration, l'islam, la famille et la sécurité. Ici, on trouve comme dans un manuel tous les sujets du profil culturel de la droite, à commencer par l'islamophobie, via l'agressivité contre des minorités sexuelles, l'esprit du *law and order*, un teutonisme aussi ridicule et irréaliste que rétrograde, jusqu'à une vision de la famille et de la condition de la femme à l'image du XIX^{e} siècle.

Les mesures contre la migration sont très détaillées. Ils veulent l'abolition du « *droit du sol* » pour l'obtention de la citoyenneté allemande, qui avait remplacé en 2000 l'ancien concept du « *droit du sang* », donc un concept clairement raciste. L'AfD préconise comme idéal pour la migration le modèle australien, qui est un des plus brutaux et inhumains parmi les pays industrialisés. Somme toute, la réalisation du programme aboutirait à la réalisation du concept de la « *Forteresse Europe.* »

En ce qui concerne le programme économique et social, l'AfD est sur des positions néolibérales assez strictes. Comme résultat bizarre de cette position, un courant important du parti refuse la collaboration avec Marine Le Pen parce que le *Front national* serait « *en politiques économiques et sociales un parti très à gauche, qui veut instaurer le socialisme en France* » comme disait la vice-présidente, Beatrix von Storch. [4] Enfin, l'AfD est le seul parti allemand à contester l'existence du changement climatique.

Glissement vers la droite dans d'autres partis

Le centre de gravitation de la politique allemande se constituait depuis quinze ans sur un consensus entre néolibéralisme économique et libéralisme politique de centre gauche. Il est représenté par les partis qui étaient au gouvernement depuis 2000 dans de différente coalitions : les *chrétiens-démocrates (CDU & CSU)*, les *socio-démocrates (SPD),* les *Verts* et les libéraux du *FDP*. [5] Les conservateurs et la droite classique se sentaient de plus en plus mis à l'écart.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où ce centre glisse vers la droite, et avec lui les partis qui ont participé à ce consensus libéral – mais pourtant avec la prétention d'être toujours le centre. Cette droitisation utilise deux phénomènes « extérieurs » comme base de légitimation : la migration et l'émergence du terrorisme djihadiste sur le terrain allemand.

Naturellement, ces événements ne sont pas totalement « extérieurs » et détachés de la situation interne. L'Allemagne joue un grand rôle dans le système économique mondial, dont elle bénéficie énormément. Mais ce système est en même temps une des causes principales de la migration. Aussi, l'Allemagne participe à la guerre d'Afghanistan, le pays d'ou viennent beaucoup de demandeurs d'asile. Berlin est un des plus grands livreurs d'armes, y compris pour l'Arabie saoudite et les États du Golfe, qui jouent un rôle éminent dans la déstabilisation de toute la région. L'Allemagne a très tôt pris le parti des adversaires d'Assad dans la guerre en Syrie. La Bundeswehr participe à l'alliance militaire sous la direction de l'administration Obama. Autrement dit, il y a une coresponsabilité dans les causes pour lesquelles les victimes de la violence économique et militaire quittent leur pays. Les problèmes qu'on a produits à l'extérieur retournent à l'intérieur du pays.

Une fraction importante des chrétiens-démocrates – et derrière eux un secteur de la société et quelques médias – attendaient depuis longtemps une telle occasion qui fait leur miel. Le SPD et les Verts se sentent plutôt peu pressés de suivre la dynamique du grand courant – mais ils le suivent. L'avant-garde de la droitisation parmi les partis établis est la *CSU* (*Christlich Soziale Union – Union chrétienne sociale*). La CSU est une particularité du système politique allemand. Ce parti n'existe qu'en Bavière et ce ne sont que les Bavarois qui peuvent voter pour lui. Mais, au niveau fédéral, la CSU fait partie du groupe des chrétiens-démocrates au Bundestag et est représentée par plusieurs ministres dans chaque gouvernement où il y a les chrétiens-démocrates. C'est-à-dire qu'il y a, malgré le caractère régional, une forte visibilité au niveau fédéral. La CSU est au pouvoir en Bavière sans interruption depuis soixante ans. Son succès repose sur la combinaison de conservatisme et le culte d'une identité bavaroise, qui parfois basculent au réactionnaire, d'un côté, ensemble avec l'ordo-libéralisme économique au visage social de l'autre.

Dès le début de l'ouverture des frontières allemandes en septembre 2015, la CSU s'est prononcée contre la décision de Merkel et est entrée en bataille ouverte avec son « parti sœur » et la chancelière.

Merkel, l'ouverture des frontières et le tournant de Cologne

Il y a beaucoup de spéculations et de mystifications autour de la décision de Merkel de suspendre l'accord de Schengen et d'ouvrir les frontières, même dans les milieux de gauche. Ainsi, il y a une tendance à croire qu'il y avait une stratégie élaborée derrière sa décision, par exemple pour résoudre les problèmes du marché de travail et les problèmes

démographiques de l'Allemagne. En vérité, il s'agissait d'une décision spontanée pour résoudre un problème qu'elle considérait être de court terme. Elle craignait les images de TV avec des milliers de refugiés naufragés sur l'autoroute entre Budapest et Vienne, des réactions imprévisibles du gouvernement autoritaire d'Orbán et des complications encore plus sévères que l'entrée de quelques dizaines de milliers de réfugiés. Dans la nuit un peu chaotique du 4 septembre 2015, la décision fut prise après plusieurs discussions téléphoniques avec le chancelier autrichien, sans consultation au sein du gouvernement, ni avec la CSU, ni dans l'UE. [6]

Justement, parce qu'il n'y avait pas de stratégie derrière, pas de réflexion approfondie, l'affaire glissait de ses mains. Au début, il paraissait qu'elle bénéficierait d'une image de l'Allemagne comme phare de l'humanisme. À sa propre surprise – et même de beaucoup de gens à gauche – une énorme vague de solidarité avec les refugiés se déclenchait, avec le soutien de beaucoup de médias. C'était à ne pas en croire ses yeux. Mais, avec les résultats imprévus – conflit interne avec la CSU et même quelques secteurs de la CDU, approfondissement des tension dans l'UE et isolement de l'Allemagne, surcharge et souvent inertie des bureaucraties qui devaient gérer les questions pratiques et finalement la poussée de l'AfD dans les sondages – elle commençait bientôt à battre en retraite.

Comme catalyseur servait ce qui est connu sous le nom d'« *Événements de Cologne* » dans la nuit du Réveillon 2015/2016, qui a servi de catalyseur. L'affaire gagnait rapidement une énorme attention des grands médias, du *Washington Post* jusqu'au *Figaro*. La perception hégémonique est, qu'environ 1 200 Africains du nord auraient, sous forme organisée, commis des agressions sexuelles contres des femmes allemandes. Le résultat juridique un an après : dans les 19 procès judiciaires qui ont eu lieu jusqu'en octobre 2016 contre 22 accusés, deux ont été condamnés pour agression sexuelle, les autres pour vol, insultes, déprédation, etc. Une douzaine de procès ne sont pas encore terminés. [7]

Bien sûr, il y a ici un chiffre noir énorme, qui peut être légèrement le double de ce qui est « normal » pendant la *Fête de Bière* à Munich. Mais, en même temps, il y avait 921 attaques contre des foyers de réfugiés enregistrées officiellement par le bureau fédéral de police judiciaire en 2016, ce qui représente une augmentation de 500 % par rapport à 2014. Dans 66 des cas, il s'agissait d'incendies volontaires, dans 4 cas d'attentats à l'explosif. [8] Là aussi, il y a un chiffre noir, mais l'attention des médias et la réaction des politiciens, de Budapest jusqu'à Paris, furent infiniment inférieures. Il ne faut pas être un critique sophistiqué des médias du capitalisme démocratique pour comprendre que les délits criminels de Cologne ont été instrumentalisés pour construire un lien entre migration et sécurité et pour désavouer toute gestion humaniste des problèmes de la migration.

Depuis, toute la politique de Merkel dans le domaine de sécurité et de migration consiste à endiguer la prise de conscience dans la complexité de la migration et le sens de responsabilité et de solidarité qui s'étaient montrés pour quelques mois en 2015. Ainsi, un paquet de lois après l'autre est adopté, chacun se rapprochant un peu plus du programme de l'AfD. La dynamique est tellement forte que même les Verts, qui sont traditionnellement très favorables à la migration, commencent à fléchir. Par exemple, quand il s'agissait de classifier l'Afghanistan comme pays d'origine sûr dans lequel on peut renvoyer des Afghans qui avaient demandé asile, le gouvernement de Bade-Wurtemberg, dont le président est un Vert, a voté pour.

Sur cet arrière-fond, il n'est point surprenant que l'émergence du terrorisme djihadiste sur le sol allemand ait encore renforcé considérablement la droitisation. Il y a une activité fébrile pour durcir la législation de sécurité, renforcer les forces d'ordre et intensifier la surveillance, tandis que le respect des libertés citoyennes devient de plus en plus secondaire.

Comme à Cologne, nous avons affaire, d'un côté, à un problème sérieux, mais de l'autre, à l'exploitation par une opinion dominante déjà glissée à la droite et par un droite devenue forte depuis Cologne. Donc, la dynamique vers la droite s'approfondit et s'accélère. La campagne pour les élections fédérales en octobre 2017 crée un environnement politique encore plus

favorable à cette tendance.

Comparée à d'autres pays membres de l'UE, la situation pour les réfugiés et migrants n'est pas encore aussi mauvaise qu'ailleurs, mais on est rapidement en route vers une harmonisation au niveau le plus bas avec la « forteresse Europe » comme objectif. Sur le terrain de la migration et de la sécurité, les différences entre l'AfD d'un côté et la CSU, la CDU – seulement légèrement freinée par le SPD et le gouvernement de l'autre – ne sont que graduelles.

Le problème des forces émancipatrices

Les mouvements sociaux, les syndicats, le monde associatif progressiste, le parti Die Linke et d'autres composantes de la gauche allemande, sont dans la défensive face à la vague de droitisation. Comme mentionné plus haut, Die Linke perd des électeurs au profit de l'AfD dans les nouveaux Länder. La stratégie de combattre la nouvelle droite dans une perspective antifasciste a échoué. Il y a en ce moment un débat intense sur les causes de la droitisation et la nécessité d'y apporter une réponse adéquate.

Dans ce contexte, le livre du sociologue français, Didier Eribon, *Retour à Reims,* qui vient d'être publié récemment en allemand, fait beaucoup de bruit. Eribon a visité Berlin et donné des conférences archi-combles et des interviews dans quelques grands médias.

Mais il paraît qu'on est loin d'un nouveau consensus. Au contraire, au sein de Die Linke, il y a clairement deux lignes : l'une représentée par la coprésidente du groupe parlementaire *Sarah Wagenknecht*, et l'autre par la coprésidente du parti, *Katja Kipping*. Kipping reproche à Wagenknecht de faire des concessions aux discours de la droite, tandis que Wagenknecht semble être inspirée par les idées de *Chantal Mouffe* et *Ernesto Laclau* d'un populisme de gauche comme par la politique de Jean-Luc Mélenchon en France. L'élection de Trump et ses attaques contre le consensus transatlantique augmentent la pression, parce que l'idéologie libérale mobilise contre Trump et la droitisation, sans toucher à une des causes centrales : le néolibéralisme dans l'économie et le social.

Comme indiqué au début, la droitisation est un symptôme de la crise du projet libéral. Une alternative émancipatrice doit se situer au-delà du libéralisme. La gauche doit s'établir comme un troisième pôle, qui se maintient indépendamment du libéralisme comme de la nouvelle droite, mais ce chemin est encore très long.

Notes

[1] Brähler Elmar/Decker, Oliver/Kiess, Johannes (2016) : Die enthemmte Mitte. Autoritäre und rechtsextreme Einstellung in Deutschland. Die Leipziger Mitte-Studie 2016. In Zusammenarbeit mit Rosa-Luxemburg-Stiftung, Heinrich-Böll-Stiftung, Otto Brenner Stiftung. Gießen.

[2] Je préfère le concept de « *nouvelle droite* » à celui du « *populisme de droite* », parce que ce dernier construit le phénomène de droitisation à partir d'un point de vue, qui se déclare lui-même comme « centre ». Et ce centre se croit modéré, raisonnable, bref ce sont *les gens bien*. Mais ce centre fait partie du problème et porte une coresponsabilité dans le succès de la nouvelle droite, avant tout par les politiques néolibérales. Sa version du populisme reflète ses problèmes à lui, qui ne sont pas forcément les mêmes que ceux du camp émancipateur. Aussi, « *populisme de droite* » implique aussi un « *populisme de gauche* » et entraîne ainsi une composante idéologique dans le débat, qui avait déjà contaminé la « théorie du totalitarisme » d'Hannah Arendt.

[3] Kahrs, Horst (2016) : Wer wählt die AfD – und warum ? Kahrs est analyste électoral dans *l'Institut pour Analyses Sociales* de la Fondation Rosa Luxemburg. https://oxiblog.de/wer-waehlt-die-afd/

[4] Die Welt, Digitalausgabe, 09.05.2016

https://www.welt.de/politik/deutschland/article155161761/Beatrix-von-Storch-findet-Le-Pen-sehr-links.html

[5] Le FDP disparu du parlement dans la législature courante parce qu'il restait sous 5% dansa les élections.

[6] http://www.rundschau-online.de/politik/chronologie-als-deutschland-die-grenze-oeffnete-24666864

[7] Une analyse très détaillée et impartiale se trouve (en allemand) sous : https://de.wikipedia.org/wiki/Sexuelle_Übergriffe_in_der_Silvesternacht_2015/16

[8] http://www.spiegel.de/politik/deutschland/rechtsextremismus-zahl-der-anschlaege-auf-fluechtlingsheime-bleibt-hoch-a-1127814.html

Québec et Canada : la droite en catimini

mardi 21 février 2017, par Claude Vaillancourt

On pourrait croire que le Canada, depuis les dernières élections législatives, échappe à la droitisation du monde. N'avons-nous pas maintenant, avec Justin Trudeau, un Premier ministre qui se dit progressiste, féministe, défenseur de l'environnement ? Ne s'est-il pas fait élire en annonçant de nouveaux investissements publics et en mettant fin à l'austérité budgétaire ? Mais le mécanisme de droitisation est en réalité si profondément enclenché qu'il se poursuit, malgré les dires de Justin Trudeau.

Il n'en faut cependant pas beaucoup pour paraître audacieux après dix années du gouvernement conservateur de Stephen Harper. Le seul fait d'avoir rétabli ce qui avait toujours été considéré comme allant de soi a contribué à donner une bonne image au Parti libéral de Justin Trudeau : par exemple, accorder à nouveau la liberté de parole aux scientifiques employés par l'État, qui furent bâillonnés par les conservateurs, rétablir un long formulaire de recensement, qui permet d'accumuler de précieuses statistiques sur la population canadienne, hausser un peu la charge fiscale des plus aisés, très favorisés sous le régime précédent.

Le vrai visage de Justin Trudeau

Mais il ne faut pas creuser longtemps pour constater que les libéraux ont intégré en profondeur les mêmes principes économiques qu'on applique dans la plupart des pays en Occident. Ils se font par exemple d'ardents défenseurs du libre-échange et leur politique en ce domaine suit parfaitement celle des conservateurs : les accords négociés ne sont en rien modifiés et sont soutenus avec autant d'enthousiasme. À l'exception peut-être que la propagande de ce nouveau gouvernement est encore plus mensongère, lorsqu'il ose prétendre par exemple que l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne est « un accord progressiste pour renforcer la classe moyenne », alors qu'on n'y trouve strictement rien de progressiste, et que l'entente cherche en fait à favoriser les entreprises transnationales, aux dépens de la classe moyenne, justement.

La proximité du gouvernement Trudeau avec les banques est un autre facteur qui l'empêche de dévier, ne serait-ce qu'un peu, des politiques de droite. Les libéraux ont voté contre une motion d'un parti d'opposition, le Bloc québécois, qui aurait mis fin à l'évasion fiscale dans le paradis fiscal de la Barbade, de loin le plus utilisé par les Canadiens. Ce petit pays de moins de 300 000 habitants est la troisième destination étrangère pour les investissements canadiens, et il a siphonné, en 2014, quelque 71 milliards de dollars [1] en provenance de nos citoyens et entreprises les plus riches. Les libéraux ont aussi tenté de cacher dans un projet de loi particulièrement volumineux une mesure qui aurait mis les banques à l'abri de la loi québécoise sur la protection du consommateur. Tout ceci montre à quel point les intérêts de Bay Street – le Wall Street canadien, à Toronto – dictent la conduite de ce gouvernement.

La promesse de nouveaux investissements publics a été l'une de celles qui ont le plus séduit les Canadiens lors de la dernière campagne électorale. Alors que les taux d'intérêt sont à leur plus bas, le gouvernement hésite à se lancer dans de pareilles dépenses. Il tente plutôt de séduire des investisseurs étrangers et des grandes firmes internationales d'investissements, comme BlackRock. Justin Trudeau s'est même prêté au jeu d'une rencontre qui a provoqué de vives réactions : de riches investisseurs chinois ont payé chacun la somme 1500 dollars pour avoir le privilège de parler directement au Premier ministre. Les grands projets du gouvernement Trudeau, soutenus par des investisseurs privés, se feront idéalement en partenariats public-privé, ce qui a fait dire au député

Guy Caron du Nouveau Parti démocratique (NPD) que « *les investisseurs privés en viendraient à contrôler environ 80 % des routes, ponts, hôpitaux et autres infrastructures construites dans le cadre de la proposition de banque d'infrastructure [2]* ».

L'environnement est un autre domaine où les paroles de Justin Trudeau ne correspondent pas à ses politiques. *« Les Canadiens attendent de leur gouvernement qu'il soit responsable face au changement climatique et qu'il s'attaque maintenant aux impacts sur l'environnement que l'on voit dans le monde »*, a-t-il affirmé, entouré de ses trente ministres, avant de se rendre à la COP 21 [3]. Pourtant, ses cibles de réduction des gaz à effet de serre sont exactement les mêmes que celles du gouvernement précédent, au bilan environnemental tellement désastreux. De plus, ce même Justin Trudeau vient d'autoriser deux projets d'oléoducs permettant de transporter un million de barils de pétrole par jour de plus que la production actuelle, une hausse d'environ 30 %. Et il ne s'est toujours pas prononcé sur l'oléoduc « Énergie Est », qui soulève une forte opposition et qui pourrait transporter le pétrole archi-polluant des sables bitumineux de l'Ouest jusqu'à l'océan Atlantique, traversant au passage quelque 830 cours d'eau au Québec, et mettant en péril un écosystème d'une grande fragilité.

Le Québec à l'ère de l'austérité

L'intégration spontanée et transversale des politiques de droite n'est pas le seul fait du gouvernement fédéral, loin de là. Dans le cadre du fédéralisme canadien, les provinces ont beaucoup de pouvoir et sont responsables, entre autres, de l'administration de la santé et de l'éducation. Le gouvernement du Québec a en plus la capacité de lever des impôts et de contrôler l'immigration sur son territoire. Le Québec non plus n'échappe pas à la droitisation, malgré de fortes résistances.

Celles-ci ont atteint un sommet lors du printemps 2012, alors que les étudiants refusaient une forte hausse des droits de scolarité imposée par le gouvernement du Parti libéral dirigé par Jean Charest. Rappelons que des manifestations ont eu lieu à tous les jours pendant trois mois, que trois d'entre elles ont dépassé les 200 000 participants, ce qui est considérable pour le Québec. Ce grand élan de protestation a rapidement dépassé les seules revendications des étudiants. On y dénonçait, entre autres, la corruption du gouvernement en place et les atteintes au modèle social québécois.

Le Québec est une société unique en Amérique du Nord, non seulement parce qu'on y parle français, mais aussi parce que les inégalités sociales y sont moindres, que le taux de syndicalisation demeure le plus élevé (environ 40 % des travailleurs) et que le mouvement communautaire se distingue par son importance et son dynamisme. La droite ressent cependant un grand malaise face à cette situation et cherche depuis longtemps à rendre le Québec semblable à ses voisins anglo-saxons, qui offrent à ses yeux le bon modèle à suivre.

À la suite des manifestations du printemps 2012, les Québécois se sont débarrassés du gouvernement libéral de Jean Charest. Le Parti québécois qui remporte l'élection trouve rapidement l'excuse idéale pour continuer à gouverner à droite : un important déficit budgétaire, dont la découverte soi-disant inattendue est en fait un rituel pour les partis qui prennent le pouvoir chez nous, une excuse idéale pour ne pas remplir leurs promesses. Ce gouvernement hésitant, plus préoccupé par les questions identitaires qu'économiques, a rapidement perdu des élections qu'il a déclenchées dans le but de mettre fin à son statut de minoritaire. Si bien que les libéraux réélus, ayant subi une bien petite sanction malgré la grande insatisfaction qu'ils avaient soulevée, ont trouvé légitime de mettre en place des mesures d'austérité particulièrement contraignantes. Les compressions budgétaires ont été impitoyables et ont touché durement l'éducation, la santé et de nombreux programmes sociaux conçus pour les citoyens les plus démunis.

L'irrésistible tentation du compromis

Les citoyens du Canada, et surtout ceux du Québec, où les idées progressistes sont en général mieux

reçues, semblent pris au piège posé par la droitisation des partis politiques, comme dans bien d'autres pays d'ailleurs. Le problème est devenu très apparent lors des dernières élections, tant au Canada qu'au Québec.

Au Canada, le parti de la gauche est surtout le NPD, fondé en 1961 par une alliance entre socialistes et syndicalistes. Depuis ce temps, ce parti a maintenu de bons contacts avec le mouvement social canadien, mais arrivait toujours en troisième position lors des élections législatives, derrière les libéraux et les conservateurs. En 2011, devant l'impopularité de ces deux partis, il forme l'opposition officielle et a de sérieuses raisons de croire qu'il pourrait bientôt prendre le pouvoir. Se mettent alors à l'œuvre les forces de la droitisation : le parti bannit le mot « socialiste » de son vocabulaire, choisit un chef centriste ex-libéral, refuse de combattre le libre-échange alors qu'il était auparavant l'un de ses plus solides adversaires. Pendant qu'il hésite à se prononcer sur des questions sociales et qu'il cesse de s'alimenter de sa base militante, il se fait doubler sur sa gauche par un Justin Trudeau souriant et séducteur, avec ses promesses de mettre fin à l'austérité, d'ouvrir le pays aux réfugiés, de défendre la classe moyenne.

Il s'agissait là d'un grand malentendu. Le parti de Trudeau, proche du milieu des affaires, se prétendait faussement progressiste alors que le NPD, dont les militants proviennent en grande partie des mouvements sociaux, semblait prêt à multiplier les compromis centristes afin de gagner les élections. Depuis, nous avons vu que le progressisme des libéraux est une belle illusion, alors que le NPD s'est éloigné pour longtemps du pouvoir dont il avait trop bien flairé l'odeur. Ainsi, dans cette élection, les dés étaient pipés pour la gauche qui n'avait plus de véritables représentants : les politiques de centre-droit l'avaient emporté avant même que ne commence la campagne électorale.

Le Parti québécois (PQ), quant à lui, a été incapable de profiter de la vague qui l'a porté au pouvoir à la suite du printemps 2012. Après avoir pris quelques bonnes décisions, comme annuler la hausse des droits de scolarité et fermer l'unique centrale nucléaire au Québec, il a mis la barre à droite : il a voulu se lancer dans une illusoire exploitation du pétrole, a beaucoup adouci une réforme de la fiscalité dont le but était de la rendre plus progressive, a fait de douloureuses compressions dans l'aide sociale, s'est obstiné à défendre, sans possibilité de modifications, une « charte des valeurs » très controversée.

Pour ce parti, l'exercice du pouvoir a souvent été synonyme de compromissions, peu importe s'il lui faut aller à l'encontre de son programme électoral, dans l'ensemble plutôt progressiste. C'est pourquoi plusieurs électeurs se tournent vers Québec solidaire (QS), solidement ancré à gauche, mais qui n'a fait élire que trois députés et se maintient à environ 10 % des intentions de vote dans les sondages, un parti donc encore loin du pouvoir.

Une droitisation complexée

Au Québec et au Canada, la droitisation des partis politiques n'est cependant pas aussi évidente que dans certains pays. Il n'y existe aucun parti raciste et tous se disent ouverts à l'immigration. Notre pays s'apprête à légaliser la marijuana sans que ce sujet provoque d'importantes controverses. L'avortement et le mariage gai demeurent très bien acceptés, sauf par quelques députés ultraconservateurs qui n'obtiennent aucune approbation significative. Notre système électoral uninominal à un tour permet difficilement à des prises de position plus marginales de trouver une représentation politique. Les idées très à droite s'expriment cependant sans contraintes dans des médias populistes et réactionnaires, parfois avec de fortes audiences, comme dans ce qu'on nomme les « radios poubelles » de la ville de Québec.

Justin Trudeau a dû en grande partie sa victoire électorale au fait qu'il a ramené une image que les Canadiens aiment bien avoir d'eux-mêmes : celle d'un pays pacifique, accueillant, ouvert, réfractaire aux inégalités sociales, dans lequel il fait bon vivre. Il s'est opposé fermement à Stephen Harper qui a longtemps profité de la division du vote entre la gauche et le centre pour faire valoir son conservatisme pur et dur, clairement affirmé. Afin de

bien souligner le contraste, Trudeau n'a pas craint d'utiliser un vocabulaire propre à la gauche. L'illusion qu'il a créée pourra se maintenir tant que les Canadiens ne scruteront pas attentivement ses politiques et ses comportements, ce qui commence peut-être à se produire.

Le Québec quant à lui fait face à un curieux problème : les libéraux et le PQ, qui se partagent le pouvoir, gouvernent clairement à droite depuis les années 1980, à l'exception de quelques mesures sociales adoptées parcimonieusement, surtout par le second. Par contre, la population demeure très réticente devant les transformations de notre « modèle québécois ». Si bien que toutes les tentatives de privatisations, de hausses de tarifs, de compressions se sont heurtées à une ferme opposition, souvent accompagnée d'une chute marquée de la popularité du parti au pouvoir dans les sondages.

Ce qui n'empêche pas la néolibéralisation du Québec d'avancer. Le présent gouvernement de Philippe Couillard, dans son obsession d'éliminer le déficit budgétaire, a fait subir aux Québécois les plus dures compressions de ces dernières années. Une résistance s'est organisée, entre autres par des chaînes humaines autour de plusieurs écoles, pour protester contre un financement déficient, par les centrales syndicales qui ont négocié leur convention collective appuyées par une importante mobilisation, par des actions du mouvement communautaire durement touché par les coupes dans les programmes sociaux. Si bien que le gouvernement s'est senti obligé d'annoncer de nouveaux investissements, mais aux montants nettement moindres que ce qui a été coupé.

Ainsi, la droitisation de nos partis politiques ne se fait pas la conscience tranquille, de façon affirmée et décomplexée. Elle se poursuit toutefois avec la certitude qu'il s'agit de la seule façon de gouverner, qu'il n'y a pas vraiment d'autres principes valables que ceux du néolibéralisme, qu'il faut continuer à agir en faveur des puissants et faire la sourde oreille aux propositions qui viennent d'ailleurs. Et devant l'incapacité de comprendre du bon peuple, ou devant les intérêts nécessairement corporatifs des représentants des mouvements sociaux, il faut souvent se cacher, procéder avec ruse, utiliser des mots trompeurs, manipuler, revenir à la charge. Gouverner à droite, certes, sans que cela paraisse trop toutefois. Mais, de se trouver ainsi obligés de duper constamment la population met nos gouvernants dans une position d'indéniable fragilité.

Notes

[1] Source : Affaire mondiale Canada, Statistiques Canada.

[2] *La Presse*, 14 novembre 2016.

[3] AFP, cité dans *Les Affaires*, 4 novembre 2015.

Après le Brexit et Trump : confusionnisme à gauche et extrême droitisation idéologique

mardi 21 février 2017, par Philippe Corcuff

L'année 2016, avec la victoire du Brexit au Royaume-Uni et celle de Donald Trump aux États-Unis, a donné un nouveau coup de pouce, en France et danas d'autres pays, à l'aimantation du débat public par une extrême droitisation idéologique : intolérance identitaire, xénophobies, nationalisme donnant une tonalité ultra-conservatrice à la mise en cause du « système », à la référence au « Peuple » ou à la critique des médias dans une dynamique que l'on qualifier provisoirement de « post-fasciste » [1]. Il vaut mieux parler prudemment d'extrême droitisation idéologique et politique, affectant le champ politique professionnel, les médias, internet et les réseaux sociaux que d'extrême droitisation (ou de droitisation) de la société française en général. Car les réalités sociales observables apparaissent plus ambivalentes et mobiles, parfois chez les mêmes personnes en fonction des contextes, de ce point de vue. On peut ainsi voir cohabiter et parfois entrer en tension des tendances xénophobes et des résistances multiculturelles : les résistances multiculturelles se sont particulièrement exprimées lors des réactions spontanées dans la population au moment des attentats de janvier et de novembre 2015 dans la région parisienne ; par contre, les réactions locales à l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice ont laissé davantage de place aux tendances xénophobes.

L'extrême droitisation idéologique et politique passe notamment par une hégémonisation de la critique sociale au profit de thèmes ultra-conservateurs et au détriment des perspectives émancipatrices. Elle emprunte notamment des tuyaux rhétoriques confusionnistes pour se diffuser. Confusionnisme ? Il s'agit d'un ensemble de passages confus et de plus en plus usités entre thèmes de gauche, de droite et d'extrême droite (voir Bevort, 5 juin 2016). Un des agents les plus marquants du confusionnisme dans la dernière période a été l'économiste Jacques Sapir, venant de l'extrême gauche soixante-huitarde et qui était encore récemment considéré comme un sympathisant du Front de gauche. Il défend depuis quelque temps une alliance entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen pour sortir de l'euro (Sapir, 21 août 2015 et 13 septembre 2016 ; Rédaction de Mediapart, 17 septembre 2016).

L'écho confusionniste commence à être important sur internet et sur les réseaux sociaux, et donc tout particulièrement parmi les plus nouvelles générations, tout en étant peu visible pour ceux, souvent davantage
âgés, qui privilégient encore la visibilité par les médias classiques. Ainsi, le sociologue Antoine Bevort, dans une étude indépendante (Bevort, 21 octobre 2016 ; voir aussi l'enquête des journalistes Dominique Albertini et David Doucet, 2016) a montré que, parmi les sites politiques français, le site confusionniste d'une extrême droite antisémite animé par Alain Soral, « Égalité et Réconciliation », arrivait en tête du nombre de visites (environ 8 millions de visites mensuelles) et que le site confusionniste d'une extrême droite islamophobe, Fdesouche, arrivait en deuxième position (environ 4,5 millions de visites mensuelles).

Je vais envisager dans ce texte comment, de la gauche modérée à la gauche radicale, certaines réactions à la victoire de Trump ont fait progresser le versant gauche du confusionnisme. Puis je réinsèrerai ces observations dans une analyse plus large du rapt en court de la critique sociale par l'ultra-conservatisme, en m'arrêtant pour finir sur les ambiguïtés, de ce point de vue, de ce que certains revendiquent comme un « populisme de gauche ».

1 - Confusionnisme et gauches trumpisées

Le développement du confusionnisme passe par la stabilisation d'évidences rhétoriques créant des zones de flou entre gauche, droite et extrême droite. La trumpisation variable de certains à gauche a ajouté son mortier à la consolidation de tels canaux langagiers. Le plus souvent, la trumpisation passe de manière *soft* à travers des ambiguïtés lexicales et sémantiques (comme chez Ignacio Ramonet, Naomi Klein, Laurent Bouvet ou Jean-Luc Mélenchon), mais peut aller jusqu'à un enthousiasme délirant (chez Emmanuel Todd), avec entre les deux les provocations grotesques Slavoj Zizek et de Jean-Claude Michéa.

Trois formules idéal-typiques du confusionnisme de la gauche trumpisée

Dans certaines réactions de gauche à la victoire de Trump, deux énoncés idéaux-typiques, plus ou moins implicites ou explicites en fonction des discours, créent des interférences confusionnistes risquées avec des thématiques d'extrême droite : « *la victoire du Peuple contre les élites* » et « *les ennemis des médias sont (presque) mes amis* **»**. Les figures de gauche qui portent des énoncés avoisinants (ou dont les raisonnements prennent implicitement appui sur des énoncés de ce type) dans leurs commentaires sur la victoire de Trump risquent de créer une confusion entre usages essentialistes du « peuple » et usages émancipateurs, critique obscurantiste des médias et critique progressiste. Or, « le Peuple » fantasmé par l'extrême droite, homogénéisé culturellement, ethnicisé, figé principalement sur un référent national, fermé sur le monde et intolérant aux différences culturelles, n'a rien à voir avec « le Peuple » multiculturel, en marche vers l'émancipation individuelle et collective, ouvert sur le monde, des idéaux historiques de la gauche. La critique conspirationniste des médias portée par l'extrême droite, pour laquelle il suffit d'être contre les médias pour être dans le vrai, est éloignée d'une critique émancipatrice des médias au nom de critères de vérité et de justice sociale, en visant alors à lever le poids des structures sociales dominantes afin d'en faire des outils d'émancipation. En ne marquant pas suffisamment les différences radicales entre gauche d'émancipation et extrême droite, empêtrés dans ce type d'énoncés confusionnistes, certaines figures de gauche ajoutent involontairement leurs petites contributions à la montée idéologique et politique de l'extrême droite, dans un contexte où les rapports de force sont en faveur de cette dernière dans des pays comme la France.

Pour une partie seulement des réactions confusionnistes à gauche face à la victoire de Trump, un troisième énoncé idéal-typique se rajoute aux deux premiers : *« le national, c'est le Bien, le mondial, c'est le Mal ».* Or, tant les cadres nationaux que l'espace mondial ne doivent pas être vus comme des blocs homogènes (uniformément positifs ou négatifs), car ils sont travaillés par des contradictions, des rapports de force et des luttes sociales et politiques. La mondialisation capitaliste en cours profite certes surtout aux classes dominantes les plus internationalisées, mais le protectionnisme national peut, quant à lui, principalement profiter aux classes dominantes nationales ; dans le cas des États-Unis, des fractions importantes de la classe dominante nationale sont internationalisées. Des protections partielles et contrôlées peuvent utilement alléger à un moment le poids pesant sur la classe salariale d'un pays, mais une confrontation protectionniste généralisée entre pays peut aviver la concurrence entre classes dominées nationales au profit du capital et au détriment des classes populaires, et de manière renforcée pour celles des pays les plus démunis. C'est pourquoi une association altermondialiste comme Attac s'efforce de combiner luttes locales, luttes nationales et luttes mondiales, politiques publiques locales, politiques publiques nationales et coopérations internationales. Dans un cadre altermondialiste (« un autre monde est possible ! »), la nation ne constitue pas *le* principal référent de l'action, mais *un des* principaux référents nécessairement combiné au local et au mondial. C'est ce qui sépare radicalement son internationalisme du nationalisme d'extrême droite. Par ailleurs, la focalisation sur le national, même en un sens progressiste, dans un contexte où les usages

ultra-conservateurs de « la nation » sont hégémonisants au sein des espaces publics, pourrait ajouter de la force, sans le vouloir, à ces usages ultra-conservateurs.

Dans le cas des trois énoncés confusionnistes idéal-typiques, c'est le contexte d'extrême droitisation qui constitue le principal facteur de risque. À la différence de lectures idéalistes des mots et des idées, c'est le contexte politico-idéologique et les rapports de force participant à sa structuration qui contribuent largement à donner leur sens à ces énoncés, et pas seulement ces énoncés en eux-mêmes. C'est ce contexte qui appelle une prudence et une vigilance accrues de la part des ami-e-s de l'émancipation.

Envisageons maintenant, dans l'ordre chronologique de publication, quelques-uns des exemples les plus significatifs de ce confusionnisme de gauche post-Trump, avec des degrés différents et des modalités diversifiées de trumpisation [2]. Les premières de ces réactions à la victoire de Trump ont été quelque peu précipitées, en ne prenant donc pas en compte différents éléments qui se sont révélés plus clairs par la suite, dont :

1. la victoire de Trump n'a pas été massive, bien au contraire, selon les résultats définitifs connus fin décembre, puisque Hillary Clinton l'a devancé de 2,9 millions de voix (48,2 % des voix contre 46,1 % à Trump) ;
2. si les moins dotés en diplômes ont davantage voté pour Trump, les moins dotés en revenu ont davantage voté pour Clinton, le phénomène massif étant l'abstention de l'électorat populaire démocrate (voir Fassin, 12 novembre 2016) ;
3. à côté de mesures protectionnistes et d'un désengagement de l'ONU outillant la rhétorique nationaliste, les premiers signes donnés par la nouvelle administration mise en place par Trump vont dans le sens de la dérégulation bancaire et environnementale, des intérêts des grandes entreprises américaines, du recul de la protection sociale, du négationnisme climatique, de la confirmation de la construction d'un mur xénophobe à la frontière avec le Mexique et de la suspicion islamophobe (voir notamment Calame, 20 janvier 2017).

Ignacio Ramonet trumpisé

La première figure trumpisée, un peu en amont de l'élection, a été en septembre 2016 Ignacio Ramonet, figure de l'altermondialisme et de la gauche de la gauche, président d'honneur d'Attac France et ancien directeur du *Monde diplomatique* (1990-2008). Dans ce qui se présente comme une explication « objective » de la possible victoire de Trump (Ramonet, 21 septembre 2016) [3], il rapproche les positions de ce dernier de celles de la gauche radicale. Dans ce texte, il affirme que si Donald Trump est tant critiqué par *« les grands médias »*, ce n'est pas tant pour ses déclarations *« ignobles et odieuses »* à propos des *« immigrés mexicains illégaux »*, des *« migrants musulmans »* ou des *« LGBT »* – que Ramonet met bien en cause – mais parce que le candidat du Parti républicain dénoncerait les grands médias comme la globalisation économique, en proposant en fait des mesures politiques en rupture avec l'orientation néolibérale. Le milliardaire américain rejoindrait ainsi l'anti-néolibéralisme de gauche. Les sept axes d'explication des succès dans la campagne présidentielle de Trump seraient ainsi :

1. *« En premier lieu, les journalistes ne lui pardonnent pas ses attaques frontales contre le pouvoir médiatique. »*
2. *« Une autre cause des attaques médiatiques contre Trump : sa dénonciation de la globalisation économique. »*
3. *« Trump est un fervent protectionniste. »*
4. *« Autre option dont les médias parlent peu : son refus des réductions budgétaires néolibérales en matière de sécurité sociale. »*

5. *« Dénonçant l'arrogance de Wall Street, Trump propose également d'augmenter de manière significative les impôts des* traders *spécialisés dans les* hedge funds *(fonds spéculatifs) qui gagnent des fortunes. »*
6. *« En matière de politique internationale, Trump s'est fait fort de trouver des terrains d'entente à la fois avec la Russie et avec la Chine. Il veut notamment signer une alliance avec Vladimir Poutine et la Russie pour combattre efficacement l'organisation État islamique (Daesh) même si pour l'établir Washington doit accepter l'annexion de la Crimée par Moscou. »*
7. *« Enfin, Trump estime qu'avec son énorme dette souveraine, l'Amérique n'a plus les moyens d'une politique étrangère interventionniste tous azimuts. »*

Certes, Ramonet prend bien garde de ne pas valoriser explicitement les propositions de Trump, mais implicitement il les rapproche des thèmes de la gauche de la gauche, et particulièrement de ses secteurs les plus nationalistes et poutinistes. Or, les points de 1 à 6 pourraient être également défendus en France par Éric Zemmour, Alain Soral ou Marine Le Pen, en association avec des dérives identitaires, xénophobes et discriminatoires analogues à celles de Trump. Ramonet confond ainsi des parentés lexicales entre thèmes de gauche et thèmes d'extrême droite avec un contenu commun. Or, le fait que la version gauche de ces thèmes soit inscrite dans une cadre émancipateur, à l'opposé du cadre discriminatoire de la version ultra-conservatrice, devrait leur donner un sens radicalement différent. Ce qu'oublie Ramonet, participant sans le vouloir à une porosité confusionniste accrue entre thèmes de gauche et d'extrême droite.

Par ailleurs, pour Ramonet, Trump *« a su interpréter, mieux que quiconque, ce qu'on pourrait appeler la "rébellion de la base" »*, celle des *« électeurs blancs peu éduqués mais aussi – et c'est très important –, tous les laissés-pour-compte de la globalisation économique »*, et cela contre *« les élites politiques, économiques, intellectuelles et médiatiques »*. Le milliardaire médiatique Trump ne ferait pas partie des « élites » ? Les « laissés-pour-compte » de la mondialisation néolibérale seraient derrière lui ? Les tuyaux rhétoriques confusionnistes sont bien ouverts !

Naomi Klein trumpisée

On n'attendait pas, non plus, la journaliste canadienne et activiste altermondialiste Naomi Klein, précieuse figure du mouvement global pour la justice climatique, cultiver des ambiguïtés à propos de Trump. Et pourtant… Dans un entretien pour le quotidien britannique *The Guardian* (Klein, 9 november 2016), tout en critiquant par la suite *« la stigmatisation des migrants et des gens de couleur, dans la diabolisation des musulmans et dans le mépris des femmes »*, elle commence son article ainsi :

« Ils vont pointer un doigt accusateur sur James Comey et le FBI. Ils mettront tout sur le compte des stratégies de découragement des électeurs et du racisme. Ce sera la faute de Bernie ou de la féminophobie. Ils accuseront les petits partis et les candidats indépendants. Ils reprocheront aux médias de lui avoir fourni une plate-forme, aux médias sociaux d'avoir été son mégaphone et à WikiLeaks d'avoir déballé le linge sale. Mais tout cela passe à côté de cette force qui porte précisément la plus grande responsabilité du cauchemar dans lequel nous nous sommes éveillés : le néolibéralisme. »

On a ici la tentation manichéenne d'un Mal principal (« le néolibéralisme »), qui explique presque tout, en relativisant dangereusement le racisme et le sexisme, vus comme de simples sous-produits de la logique néolibérale, sans consistance propre. On n'est pas là dans une analyse nuancée des interactions et des intersections entre néolibéralisme, sexisme et racisme, mais dans une construction hiérarchique où les deux derniers sont sous dépendance du premier.

Á ce premier manichéisme vient s'articuler un second autour de la figure du peuple « souffrant » dont Trump serait l'expression :

« La décision de jouer la carte de Clinton contre celle de Trump a scellé notre sort. Pouvons-nous au moins tirer les leçons de cette erreur ? Ce que nous devons comprendre, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui souffrent. Sous la politique néolibérale de dérégulation, de privatisation, d'austérité et avec le business des grandes entreprises, leur niveau de vie a baissé en un temps record. Ils ont perdu leur emploi. Ils ont perdu leur pension. Ils ont perdu une partie importante du filet social qui rendait cette perte moins effrayante. Ils voient pour leurs enfants un avenir qui s'annonce encore plus grave que leur existence présente déjà passablement précaire. »

Il s'agit donc d'une modalité du tuyau rhétorique confusionniste de « la victoire du Peuple contre les élites », secondarisant le racisme et le sexisme de Trump et ouvrant des ambiguïtés lexicales et sémantiques entre critique émancipatrice du néolibéralisme et critique d'extrême droite, entre Peuple de l'émancipation et Peuple des discriminations.

Laurent Bouvet trumpisé

Laurent Bouvet est un professeur de science politique proche du Parti socialiste, et plus particulièrement de Manuel Valls. Il a jadis été un des principaux introducteurs du social-libéralisme blairiste en France avant de se reconvertir dans une gauche républicaine modérément critique à l'égard du néolibéralisme, mais plus virulente vis-à-vis du *« multiculturalisme ».* Il commente la victoire de Trump dans un entretien du *Figarovox* (Bouvet, 10 novembre 2016). Comme chez Ramonet, le confusionnisme prend la forme d'une analyse « objective » :

« Ce qui vient de se passer avec Trump, c'est comme avec le vote en faveur du Brexit récemment au Royaume-Uni, l'expression de toute une partie des électeurs, des citoyens, contre des élites, contre un "système" politique, économique et médiatique, qu'ils estiment les tenir à l'écart, dont ils pensent qu'ils les ont "abandonnés", selon le mot qui revient souvent dans les enquêtes d'opinion. »

C'est l'abandon des *« catégories populaires »*, au profit *« des catégories sociales supérieures, diplômées, vivant dans les métropoles, profitant de la mondialisation et de l'ouverture des frontières »*, qui constituerait un parallèle entre la défaite des démocrates américains et la situation de la gauche française. *« Les populistes »*, dont Trump, profiteraient de cet état défaillant, notamment en reprenant *« des thèmes autrefois chers à la gauche [...] comme le patriotisme ou l'attachement à la souveraineté du peuple »*. Sous les apparences d'une analyse distanciée, les canaux rhétoriques confusionnistes sont mis en place, en rendant possible, dans l'ambiguïté, des passages entre thèmes d'extrême droite et de gauche. « Le peuple » et le « populaire » apparaissent les mêmes des deux côtés. Et le normatif imbriqué dans l'analytique, implicite au départ, devient explicite à la fin de l'entretien :

« Nous entrons pour la gauche dans son ensemble, partout dans les démocraties libérales, dans une phase de refondation indispensable. Et pour ce faire, il lui faudra quitter nombre des vieux habits endossés pendant des décennies en veillant à ne pas tout oublier de ce qui fonde son origine. »

La victoire du Brexit et de Trump devrait conduire la gauche à revenir à un « populaire » identitarisé et essentialisé, face à l'épouvantail « multiculturaliste », en donnant davantage de place au référent national, dans l'opposition à *« l'ouverture des frontières »*. Parmi les trumpisés de l'ambiguïté, Bouvet est le seul à déboucher sur un appel explicite à une reconfiguration conservatrice de la gauche ; le trumpisme servant en quelque sorte de modèle dont il faudrait s'inspirer avec modération, en se débarrassant de ses excès « populistes ».

Slavoj Zizek sur-trumpisé

Le philosophe slovène Slavoj Zizek est une vedette internationale de la pensée radicale chic. Il nous a habitués à appuyer des positions traditionnalistes à gauche, avec des accents para-staliniens, dans un style emprunté au « postmodernisme », qui en constitue habituellement l'opposant intellectuel, passant notamment par le miroitement superficiel de provocations et de paradoxes autour d'un « moi je » implicite mais omniprésent. Dans une tribune du

Monde, Zizek présente la victoire de Trump comme *« la chance d'une gauche radicale »* (Zizek, 12 novembre 2012 ; voir la critique de Hanne, 13 novembre 2016). Après avoir cité positivement Staline pour la énième fois, il avance dans la lignée, maintenant répétitive pour nous, de la trumpisation confusionniste :

« Le fait est que Trump a été porté par la même colère que celle où Bernie Sanders a puisé pour mobiliser les militants : il est perçu par la majeure partie de ses sympathisants comme LE candidat anti-establishment. »

Et de l'associer alors à *« la colère populaire »*. Et si la victoire de Trump apparaît avoir quelque chose de réjouissant, malgré *« le tournant droitier qu'il nous réserve »*, c'est qu'il *« effraie » « l'élite libérale »*. L'esthétisme « post-traditionnel » de Zizek peut réduire la politique au spectacle jouissif de la peur de ses ennemis, quelle que soit la source de cette peur, selon l'adage « les ennemis de mes ennemis sont presque mes amis »... Mais comme cette réduction esthétisante de la politique sent trop son « postmoderne », il rajoute une touche de vieille politique du pire, si risquée historiquement :

« la gauche a besoin de la menace de la catastrophe pour se mobiliser – dans l'inertie du statu quo actuel, jamais il n'y aura de mobilisation de gauche. »

Cependant, cette figure traditionnaliste peut elle-même être recyclée dans le spectaculaire « postmoderne ». Car le risque pour le clown intellectuel mondialisé est *peanuts* ! Il y a souvent chez Zizek une course-poursuite infinie entre le traditionalisme et le « postmodernisme » génératrice de maintes confusions. Dans ce cas, cela offre une petite obole au confusionnisme montant entre gauche et extrême droite, obole ayant de surcroît les attraits subversifs du « politiquement incorrect ».

Emmanuel Todd maxi-trumpisé

Trump n'a pas suscité chez le démographe et essayiste Emmanuel Todd, qui se définit comme un anti-néolibéral républicain de centre-gauche, les ambiguïtés et le flou nourrissant fréquemment, comme on l'a vu, les zones confusionnistes. Il a provoqué chez lui une adhésion enthousiaste produisant des propos délirants qui font passer un milliardaire ultra-conservateur, xénophobe et nationaliste pour un héritier de Marx bienfaisant pour l'Amérique. Dans un long entretien sur Canal+ (Todd, 14 novembre 2016), il se félicite de la victoire de Trump comme d'*« une bonne nouvelle »* et d'*« un regain de la démocratie américaine »*. Il serait une figure de la lutte des classes du côté des... prolétaires : *« Trump a parlé pour les pauvres »* et son succès serait celui d'*« un pays qui fiche en l'air son establishment »*. Le délire n'a alors pas de limite : *« c'est un type qui a recentré sur les questions économiques et sur les affrontements de classe, un rêve marxiste en fait Trump »*, bref une variante progressiste de la figure du « Peuple contre les élites ».

Chez Todd, le repli nationaliste à travers l'orientation protectionniste efface alors le racisme : *« un candidat protectionniste, partisan d'un recentrage national, plutôt pacifiste en fait »*. Il ajoute dans un entretien au site Atlantico (Todd, 15 novembre 2016) :

« C'est aussi pour cela qu'il a pu mettre l'intérêt économique réel des gens – le protectionnisme, le retour à la nation – au cœur de l'élection, plutôt que la passion religieuse ou raciale. La question du racisme doit être posée sans illusion mais le discours qui vise à dire que le vote Trump est le vote des petits blancs racistes, n'est pas seulement absurde, c'est juste le contraire. »

La confusion est ici structurante et assumée.

Jean-Luc Mélenchon trumpisé

Le candidat le plus en vue de la gauche de la gauche à l'élection présidentielle de 2017, Jean-Luc Mélenchon, a contribué, en commentant la victoire de Trump, à faire du « Peuple » une notion quasi naturelle incluant des usages de gauche, de droite et d'extrême droite. L'élection présidentielle américaine est associée alors à ce qui serait un mouvement plus vaste qualifié par Mélenchon d'*« ère du Peuple »* :

« *"L'ère du peuple" se présente comme une déferlante*

universelle aux aspects certes très divers mais aux formes souvent comparables et au contenu le plus souvent très profondément similaire. Cette vague mondiale est passée sur toute l'Amérique. Non seulement au sud du continent, vous le savez depuis le temps qu'il en est question ici. Mais aussi au nord. »

Et il salue au passage *« l'analyse lucide d'Ignacio Ramonet sur les ancrages populaires du discours de Trump »*. Le confusionnisme, ça s'attrape, comme la grippe, semble-t-il ! Par ailleurs, au sein du « Peuple », il distingue *« l'électorat populaire de la droite »* (Trump) et celui de gauche (Bernie Sanders). Mais une forte parenté est construite entre les deux : « "L'ère du peuple", "le moment populiste" [4] *submergeait le pays. »* Car *« la même vague populaire s'est donc manifestée clairement et ouvertement chez les Démocrates »* (avec Sanders).

Bien sûr, l'association entre Trump et le « populaire » ne signifie pas pour Mélenchon *« l'approuver »*. Cependant, une certaine fascination opérée par Trump sur Mélenchon, outre les supposés appuis « populaires » partagés, a à voir avec les ennemis du nouveau président américain : les fameuses élites, dont les médias, ou *« la caste médiatico-démocrate »*. Mélenchon martèle : *« Un autre aspect de la campagne de Trump a été de narguer le système de la caste oligarchique de l'intérieur »*, tout en insistant sur l'importance du *« dégoût que les médias inspirent aux gens »* dans le succès du milliardaire américain. Et il effectue alors des rapprochements avec le *« petit monde médiatique parisien »*, qu'il a pris lui-même pour cible (parce qu'il aurait pris sa candidature pour cible), appelée encore *« la meute »*.

Le candidat de « la France insoumise » a donc aussi participé à consolider – non pas dans l'adhésion à la victoire Trump mais dans l'ambiguïté de ses réactions – des tuyaux rhétoriques confusionnistes : « la victoire du peuple contre les élites » et « les ennemis des médias sont (presque) mes amis ».

Jean-Claude Michéa trumpisé

Le philosophe Jean-Claude Michéa récuse la notion de « gauche », mais s'inscrit dans la tradition du mouvement ouvrier et du socialisme. Ses écrits ont plusieurs facettes : il a contribué à la relance d'une réflexion sur l'émancipation, en prenant notamment appui sur la notion de « common decency » (ou dignité ordinaire) chez George Orwell, et il a donné des accents conservateurs à son socialisme, en particulier en liant négativement libéralisme économique, libéralisme politique et libéralisme culturel. Ce deuxième pôle a fait qu'il est devenu une référence importante à l'extrême droite (Eric Zemmour, Alain Soral, Alain de Benoist ou Marine Le Pen), sans qu'il combatte publiquement ces usages, tout en étant aussi utilisé dans des secteurs de la gauche radicale et des milieux anarchistes, mais également par une gauche républicaine venue du social-libéralisme (Laurent Bouvet ou Jacques Julliard).

Peu avant l'investiture de Trump (Michéa, janvier 2017), il a effectué un télescopage ambigu avec Martin Luther King :

« Par quel miracle celui qui est censé ainsi symboliser, selon Le Monde*, l'essence même du capitalisme le plus sauvage peut-il coaliser contre lui, du matin jusqu'au soir, la quasi-totalité de ce que Marx appelait la* "presse aux ordres de la Bourse" *(y compris de sa "brigade du rire", de Yann Barthès à Karl Zéro) ? C'est sans doute que celle-ci ne lui pardonne pas d'avoir eu le mauvais goût d'utiliser dans sa campagne électorale un peu trop d'éléments de langage "anticapitaliste".*

Mais que ces chiens de garde se rassurent ! Trump – bien que, contrairement à Fillon, il sache en effet parler aux travailleurs – n'a probablement jamais eu la moindre intention de remettre vraiment en cause le TAFTA ou la tyrannie de Wall Street (les choses sont peut-être un peu différentes sur le plan géopolitique).

Et, si même il poussait l'incohérence jusqu'à vouloir faire quelques pas dans cette direction - hypothèse peu plausible -, nul doute que le système saurait très vite lui rappeler les limites à ne pas dépasser. C'est qu'on ne plaisante pas avec ce genre de choses au pays des Kennedy et des Martin Luther King. »

Ce passage exprime une provocation, dont Michéa est coutumier et qu'il emprunte à la littérature

situationniste ; des publicitaires comme certains penseurs supposés radicaux ayant, de ce point de vue, puisé chez Guy Debord des formes stylistiques analogues. Cette provocation est tissée de sous-entendus. Michéa donne une couleur sympathique à Trump, car mal-aimé des médias et pourvu d'*« éléments de langage "anticapitalistes" »*. Cependant son « anticapitalisme » n'irait pas assez loin. Luther King apparaît, en regard, comme faisant partie de l'establishment capitaliste américain, valorisé par les médias, dans le couple constitué avec le président Kennedy. Dans les catégories de Michéa, il aurait aussi l'inconvénient de se situer du côté du « sociétal » (les droits civiques de la minorité noire américaine), dévalorisé, et non du « social », valorisé. La trumpisation confusionniste est ainsi redoublée par le grotesque de rehausser symboliquement un grand capitaliste raciste par rapport à un militant noir. Et, sur le fond de l'analyse, cela exprime deux travers : 1) la non-reconnaissance de l'apport propre de la lutte pour les droits civiques pour des millions d'opprimés parce que noirs aux États-Unis (ce ne serait que du « sociétal », berk !) ; et 2) la méconnaissance du double combat de Luther King pour l'égalité raciale et l'égalité sociale, dans une liaison entre droits d'une minorité et combat de classe (voir sa biographe Sylvie Laurent, 17 janvier 2017).

Une fois fait le tour d'un nouveau bréviaire confusionniste de gauche, il nous faut le resituer dans le contexte plus large de la situation de la critique sociale et de ses évolutions dans leurs rapports avec l'extrême droitisation.

2 - Critique sociale : de l'émancipation à la discrimination

Parallèlement et en interaction avec les poussées électorales du Front national, une trame idéologique ultra-conservatrice structurée par une obsession identitaire et dotée de tonalités xénophobes, sexistes, homophobes et nationalistes s'est donc mise en place en France au cours des années 2010. Alain Soral est une des principaux protagonistes du pôle antisémite, avec une aura de « rebelle » dans l'*underground* d'internet et parmi les jeunes générations. Éric Zemmour incarne une des figures les plus visibles du pôle islamophobe et négrophobe, avec une aura de « rebelle » dans les médias, adossée à des succès éditoriaux, et des échos dans les générations plus âgées. Or, cette idéologie ultra-conservatrice est en train d'opérer un rapt sur la critique sociale, traditionnellement ancrée à gauche en étant adossée à un horizon émancipateur.

Ainsi, l'extrême droite est en train de voler à la gauche en général, et à la gauche radicale en particulier, une bonne part de leurs postures et de leurs mots. Il s'agit du mot « critique » en général, mais aussi plus précisément de la critique du « système », la critique du néolibéralisme, la critique des banques, la critiques de la mondialisation, la critique des médias, la position de rebelle, les mots « peuple », « social », « République », « laïcité », etc. Ce rapt s'effectue sur fond de valorisation du « politiquement incorrect ». Qu'est-ce à dire ? À l'intérieur de ce piège rhétorique, ce n'est pas la correspondance avec l'observation rigoureuse des nuances du réel qui assure « la vérité » d'une thèse, ni son adéquation avec des critères d'émancipation, c'est uniquement le fait de prendre le contre-pied de ce qui est présenté comme « politiquement correct », dans une forme d'automatisme n'ayant plus besoin de développer une argumentation. Dans ce conformisme de l'anticonformisme, les significations sont renversées, puisque le stéréotype devient « levée des tabous », le brouillage confus des repères, « vérité », les diktats de la transgression obligatoire, « liberté ». Par exemple, « l'antiracisme » peut être stigmatisé comme « politiquement correct » et la xénophobie prendre alors des allures « rebelles ». Dans les mains de l'extrême droite, la critique devient une machine perverse, qui détourne l'élan critique en le connectant à la xénophobie et à d'autres logiques discriminatoires (comme le sexisme et l'homophobie). Cette OPA ultra-conservatrice sur la critique sociale bénéficie des logiques diverses contribuant à défaire le lien historique entre critique sociale et émancipation. L'association critique sociale/discrimination en est plus aisée. Les tuyaux rhétoriques confusionnistes constituent, dans le cadre de ce processus en cours, des facilitateurs de la reconfiguration politico-idéologique de la critique

sociale, dont on a déjà connu des formes dans l'Europe des années 1930, mais avec une critique sociale émancipatrice plus vivace appuyée sur de grandes organisations politiques et syndicales de gauche.

Ce rapt ultra-conservateur sur la critique sociale a d'abord été favorisé par le contexte politique : d'une part, les effets délégitimants de l'impasse autoritaire du stalinisme sur le pôle communiste de la gauche, qui culmine avec la chute du mur de Berlin en 1989, et, d'autre part, les déceptions successives vis-à-vis du pôle socialiste du fait de sa mise en œuvre de politiques social-libérales à partir de 1983. Ce qui a contribué à distendre les liens entre critique sociale et idéaux émancipateurs, tout en brouillant les repères historiques quant à la définition de la gauche. Les résistances à l'aimantation du débat public par une logique d'extrême droitisation en ont été affaiblies.

Les liens entre critique sociale et émancipation se sont également distendus dans le champ intellectuel (Corcuff, 2012). L'ultra-spécialisation des savoirs a contribué à rendre plus difficiles les dialogues entre sciences sociales et philosophie. Or, de plus en plus, les sciences sociales ont développé une critique de moins en moins référée à des appuis émancipateurs, alors que l'émancipation devenait surtout un objet de la philosophie politique. Les tensions entre la sociologie critique de Pierre Bourdieu et la philosophie de l'émancipation de Jacques Rancière sont particulièrement significatives des écarts creusés entre critique et émancipation. Par ailleurs, au sein des pensées critiques s'efforçant d'échapper à l'ultra-spécialisation, le face-à-face entre la nostalgie de la catégorie philosophique traditionnelle de « totalité » et la dilution « postmoderne » du sens laisse peu de place à une reformulation de pensées globales, à la fois critiques et émancipatrices. Or, la totalité apparaît inadéquate vis-à-vis de la diversification des savoirs et le « postmodernisme » tend à perdre de vue des repères globaux sur la réalité.

Autre obstacle dans le monde académique : un usage corporatif répandu du thème de « la neutralité axiologique », non pas comme horizon régulateur légitime invitant à prendre en compte les effets des présupposés des chercheurs quant aux valeurs sur leurs analyses, mais comme une injonction à rester à l'écart des débats de la cité et à bannir l'engagement. Cette posture freine l'engagement public des chercheurs en sciences sociales.

Enfin, l'hégémonisation de la critique par l'extrême droite rencontre peu de résistances du côté de ceux qu'elle dépossède principalement, car la gauche radicale renaissante à partir de 1995 ne se rend pas souvent compte du danger, croyant qu'elle a toujours la main en matière de critique sociale. Cet auto-aveuglement tend à paralyser les efforts pour reformuler une critique sociale de nouveau fermement arrimée à l'émancipation, en nette rupture avec les pièges ultra-conservateurs.

Pour une association comme Attac, avec un rôle particulier de son Conseil scientifique, l'enjeu pourrait se décliner en quatre axes associés :

1. se saisir des analyses de l'extrême droitisation et de la contribution du confusionnisme à ses avancées ;
2. donner à la critique du néolibéralisme la plus diffusée dans les espaces publics, via une action d'éducation populaire, une plus grande insertion dans l'analyse des logiques structurelles du capitalisme et de ses contradictions, en évitant une dénonciation trop sommaire et superficielle du néolibéralisme, de la finance et des banques ;
3. se préoccuper, à côté de l'utile contre-expertise spécialisée, de la reformulation de théories critiques globales, associant critique et émancipation ;
4. relancer les réflexions sur la réinvention de politiques d'émancipation individuelle et collective.

Il y va de l'avenir d'Attac et, au-delà, du mouvement altermondialiste comme du risque de marginalisation, voire de folklorisation, d'une gauche d'émancipation héritière notamment des combats

républicains du XVIII[e] siècle, des combats socialistes des XIX[e] et XX[e] siècles, des luttes féministes, des résistances anticolonialistes et antiracistes, des mobilisations contre l'homophobie, des critiques libertaires de l'étatisme, du cosmopolitisme républicain et de l'internationalisme ouvrier.

3 - En guise d'ouverture : ambiguïtés confusionnistes du « populisme de gauche »

La notion de *« populisme de gauche »*, théorisée aujourd'hui par la philosophe politique belge Chantal Mouffe, a récemment été introduite en France (Mélenchon, Mouffe, 21 octobre 2016). Le fait qu'une partie des dirigeants de Podemos en Espagne s'en réclame (autour d'Íñigo Errejón : voir Errejón, Mouffe, 2015) constitue un attrait de la notion dans une gauche française déboussolée. Cependant, le transfert du contexte espagnol – qui a connu ces dernières années et connaît encore des mouvements populaires et citoyens importants, un certain dynamisme néopartisan de Podemos et une extrême droitisation plus limitée que dans d'autres pays européens – au contexte français pose des problèmes. Chantal Mouffe insiste dans la caractérisation du *« populisme de gauche »* sur le caractère central de la confrontation *« caste/peuple »* (dans Errejón, Mouffe, 2015, pp. 111-138). Même s'il est distingué et posé comme une alternative du/au *« populisme de droite »* de l'extrême droite, il garde de fortes parentés lexicales et sémantiques avec lui.

Dans un contexte comme celui de la France, où l'extrême droitisation tend à aimanter le débat politique et idéologique, cela risque de prendre d'autres colorations que dans le cadre espagnol. Cela pourrait alimenter les tuyaux confusionnistes dont j'ai parlé dans ce texte, d'autant plus que l'antagonisme *« caste/peuple »* est mis au premier plan chez Mouffe, en tendant à reléguer au second plan la question de l'émancipation. L'étude classique du sociologue Pierre Birnbaum sur *Le peuple et les gros* (2012 ; 1[e] éd. : 1979) a mis en évidence dans le cas français comment historiquement des passages ont déjà été frayés entre usages de gauche et usages d'extrême droite, ou simplement conservateurs, de l'opposition peuple/élites.

Plus, le couple *« caste/peuple »*, en tant qu'il est adossé chez Mouffe à l'opposition *« ami/ennemi »* puisée chez le juriste allemand nazi Carl Schmitt et aux notions d'*« hégémonie »* et de *« guerre de position »* empruntées au théoricien communiste italien Antonio Gramsci, valorise une logique unitaire dans la conception du « peuple » au détriment de la pluralité culturelle comme des individualités. Ce cadre conceptuel permet mal de se saisir du double enjeu de la réassociation critique/émancipation et de la résistance à l'hystérisation identitaire ultra-conservatiste. Il nous faudrait un « peuple » plus polyphonique, multiculturel et lieu de convergences de processus individuels et collectifs d'émancipation, orienté par une boussole émancipatrice à reconstituer. Or, la figure du « populisme de gauche » nous détourne d'une part importante de nos tâches urgentes du moment, comme le pointe opportunément le sociologue Eric Fassin (à paraître en mars 2017) :

« C'est sans doute qu'il est plus facile, face au néolibéralisme, de s'opposer que de proposer, de résister que d'inventer. »

Dans ce cas encore, c'est le contexte qui stimule les dangers et affecte d'ambiguïtés confusionnistes les notions concernées, bien davantage que les notions en elles-mêmes, contrairement à ce que pourraient croire des vues idéalistes. La notion de « populisme » apparaît alors comme une impasse pour la gauche française en crise.

Bibliographie

- Albertini Dominique, Doucet David, *La Fachosphère. Comment l'extrême droite remporte la bataille du Net*, Paris, Flammarion, 2016.
- Amselle Jean-Loup, *Les nouveaux rouges-bruns. Le racisme qui vient*, Fécamp, Lignes, 2014.
- Bevort Antoine, « La mouvance

confusionniste de l'extrême droite », blog d'Antoine Bevort, 5 juin 2016.
- Bevort Antoine, « Les trente sites politiques français ayant le plus d'audience sur le Web », blog, Mediapart, 21 octobre 2016.
- Bevort Antoine, Corcuff Philippe, « Ignacio Ramonet trumpisé ? Le rapt néoconservateur sur la critique et le brouillard confusionniste à gauche », blog, Mediapart, 8 novembre 2016.
- Birnbaum Pierre, *Genèse du populisme. Le peuple et les gros* (1e éd. : 1979 sous le titre *Le peuple et les gros*), Paris, Fayard/Pluriel, 2012.
- Boltanski Luc, Esquerre Arnaud, *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, Bellevaux, Éditions Dehors, 2014.
- Bouvet Laurent, « La défaite d'Hillary Clinton, dernier avertissement pour la gauche française », entretien avec Alexis Feertchak, Le Figaro.fr, FigaroVox, 10 novembre 2016.
- Calame Claude, « L'investiture de Donald Trump : l'accomplissement du néo-libéralisme états-unien », blog, Mediapart, 20 janvier 2017.
- Corcuff Philippe, *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, collection « Bibliothèque du MAUSS », 2012.
- Corcuff Philippe, *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, Paris, Textuel, collection Petite Encyclopédie Critique, 2014.
- Corcuff Philippe, « Oui-Oui chez SuperTrump, au pays du confusionnisme », *Libération*, 25 novembre 2016.
- Errejón Íñigo, Mouffe Chantal, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelona, Icaria editorial, 2015.
- Fassin Eric, « 'C'est l'abstention, imbécile !' Les leçons de l'élection de Donald Trump », blog, Mediapart, 12 novembre 2016.
- Fassin Eric, *Populisme : le grand ressentiment*, Paris, Textuel, collection Petite Encyclopédie Critique, à paraître en mars 2017.
- Hanne Didier, « La victoire de Trump, 'une chance pour la gauche', vraiment ? », *Revue du Mauss permanente*, 13 novembre 2016.
- Klein Naomi, « It was the Democrat's embrace of neoliberalism that won it for Trump », *The Guardian*, 9 november 2016 ; larges extraits traduits en français sous le titre « Le sort des États-Unis a été scellé par l'élite de Davos », *Solidaire*, 10 novembre 2016.
- Laurent Sylvie, « De Martin Luther King à 'Black Lives Matter' », entretien avec Manuel Cervera-Marzal, *Contretemps*, 17 janvier 2017.
- Mediapart (Rédaction), « A Fréjus, le Front national met en scène une poigné d'intellectuels amis », reportage, Mediapart, 17 septembre 2016.
- Mélenchon Jean-Luc, « Trump comme symptôme de la cécité de la caste », blog « L'ère du peuple », 14 novembre 2016.
- Mélenchon Jean-Luc, Mouffe Chantal, « L'Heure du peuple », dialogue organisé par l'association Mémoire des luttes et animé par Christophe Ventura, Paris, 21 octobre 2016, YouTube.
- Michéa Jean-Claude, « Michéa cultive le coup de poing ironique », entretien avec Stéphane Bou, *Marianne*, n° 1032, du 6 au 12 janvier 2017.
- Ramonet Ignacio, « Les 7 propositions de Donald Trump que les grands médias nous cachent », site Mémoire des Luttes, 21 septembre 2016.
- Sapir Jacques, « Réflexions sur la Grèce et

l'Europe », blog RussEurope, 21 août 2015.
- Sapir Jacques, « Quelle campagne présidentielle ? », site Russia Today en français, 13 septembre 2016.
- Todd Emmanuel, Interview par Mouloud Achour, Le Gros journal de Canal+, 14 novembre 2016, Dailymotion.
- Todd Emmanuel : « La question du racisme doit être posée sans illusion mais le discours qui vise à dire que le vote Trump est le vote des petits blancs racistes n'est pas seulement absurde, c'est juste le contraire », entretien, site Atlantico, 15 novembre 2016.
- Traverso Enzo, « Spectres du fascisme. Penser les droites radicales au XXIe siècle », *Revue du crieur* (Mediapart/La Découverte), n° 1, juin 2015.
- Traverso Enzo, *Les nouveaux visages du fascisme*, conversation avec Régis Meyran, Paris, Textuel, collection « Conversations pour demain », février 2017.
- Zizek Slavoj, « La chance d'une gauche radicale », *Le Monde*, 12 novembre 2012 ; repris sur le blog « Le vieux monde qui n'en finit pas », 15 novembre 2016.

Notes

[1] Voir Boltanski, Esquerre, 2014 ; Amselle, 2014 ; Corcuff, 2014 ; Traverso, juin 2015 et février 2017.

[2] J'ai déjà présenté dans le journal *Libération* un premier panorama de ces réactions confusionnistes à la victoire de Trump dans le registre d'un court conte humoristique (Corcuff, 25 novembre 2016).

[3] Pour une première critique plus développée, voir A. Bevort et P. Corcuff (8 novembre 2016).

[4] Expression empruntée à la philosophe Chantal Mouffe (voir Mélenchon, Mouffe, 21 octobre 2016).

Considérations sur le populisme de gauche

mardi 21 février 2017, par Roger Martelli, Samy Johsua

On ne discutera pas ici de la notion générale et approximative de « populisme », dont l'usage s'est accru régulièrement depuis les années 1990. Désignant principalement les droites radicalisées, elle touche aujourd'hui à la fois la droite et la gauche. Péjoratif dans la plupart des cas, le terme a toutefois été repris de façon positive, jusque dans la gauche la plus « radicale ». C'est de ce « populisme de gauche » qu'il sera question.

L'Argentin Ernesto Laclau a été un des premiers à tenter de penser le phénomène. Dans les années 1960, il s'est écarté de la gauche classique en soutenant le péronisme au pouvoir. Par la suite, tout en poursuivant son dialogue avec le marxisme, il s'est attaché à en montrer les limites. Rebelle à l'idée d'une « surdétermination » de la superstructure économico-sociale, refusant la conviction d'un rôle intrinsèquement révolutionnaire de la classe ouvrière, Laclau a cherché à énoncer les conditions de rassemblements transclassistes en vue de la prise de pouvoir.

Pour lui, la rupture sociale ne découle pas des contradictions internes du capitalisme –l'extension de la forme marchande et du salariat –, mais de négations externes fondées sur la réalité de l'antagonisme et sur l'exercice de la volonté. L'action révolutionnaire consiste donc à s'inscrire dans la conflictualité générale pour construire des « blocs d'hégémonie » – Laclau réinvestit le vocabulaire gramscien – rassemblant des groupes objectivement disparates dans un mouvement commun. Le peuple, pensé non pas en termes de classes sociales mais comme une manifestation politique de la plèbe et des exclus, devient ainsi un opérateur d'hégémonie, comme le « bloc jacobin » qu'évoquait Gramsci à propos de la révolution française.

Laclau est devenu une référence pour les projets politiques qui s'installent dans la crise de la gauche historique. Le pari de Pablo Iglesias et de Podemos est ainsi de dire que « la ligne de fracture oppose désormais ceux qui comme nous défendent la démocratie (...) et ceux qui sont du côté des élites, des banques, du marché ; il y a ceux d'en bas et ceux d'en haut, (...) une élite et la majorité » [1]. Interrogé par Jean-Luc Mélenchon, un responsable bolivien proche du président Evo Morales suit une ligne de conduite identique : « Alors comment vous définissez-vous ? demandai-je – Nous disons : nous sommes du peuple » [2]. Séduit, le leader français saisit la balle au bond. S'il est vrai que, en Bolivie comme en Espagne, « le système n'a pas peur de la gauche mais a peur du peuple », alors la solution politique n'est pas de rassembler la gauche, mais de constituer le « Front du peuple ».

La philosophe Chantal Mouffe donne aujourd'hui ses lettres de noblesse au refus du clivage ancien. En 2008, dans un essai sur *les Illusions du consensus*, elle acceptait encore sa pertinence, tout en rediscutant son usage [3]. En 2016, dans une interview au magazine *Regards*, elle revient sur ses affirmations d'hier. Si elle croyait alors à l'importance de la frontière entre la droite et la gauche, c'est qu'elle pensait possible de radicaliser la social-démocratie et de lui redonner une identité de gauche. Dès l'instant où cette hypothèse devient irréalisable, à partir du moment où la social-démocratie a témoigné de son incapacité à résister au tropisme libéral, la référence à la gauche est une illusion. Ce qu'il faut unir n'est pas la gauche, mais le peuple. « Parler de populisme de gauche signifie prendre acte de la crise de la social-démocratie, qui ne permet plus, à mes yeux, de rétablir cette frontière entre la gauche et la droite ».

Se réclamant de la pensée antagoniste d'un Carl Schmitt pour récuser « l'illusion du consensus », elle

fait de la confrontation du « eux » et du « nous » la clé des mobilisations populaires. Considérant, comme Laclau, que la rationalité ne suffit pas à mettre le peuple en mouvement, elle cherche à définir les affects mobilisateurs qu'elle trouve dans la vieille opposition du peuple et de l'élite.

Il ne sert à rien, conclut-elle, de tourner le dos à un populisme qui n'est que l'expression exacerbée d'un peuple dépossédé de ses droits à décider. Mais, pour éviter que l'antagonisme ne tourne à l'affrontement liberticide d'ennemis – ce que retient Carl Schmitt – et pour qu'il s'en tienne au combat politique d'adversaires, il faut disputer au populisme d'extrême droite le leadership sur les catégories populaires dominées par le ressentiment. Pour cela, il faut lui opposer un « populisme de gauche » qui déplace le « eux », des étrangers et des migrants vers l'élite des marchés et de la gouvernance.

Eux et nous, les élites et le peuple : c'est à la fois le couple ancien de la bourgeoisie et du prolétariat et celui de la droite et de la gauche qui s'effacent.

L'impasse d'un populisme de gauche

Le propos de Chantal Mouffe prend acte de l'échec des gauches européennes à enrayer l'essor des extrêmes droites. Il se veut donc réaliste. Son énoncé est simple ; il n'en est pas moins discutable. Pourquoi ? Parce que, si les catégories populaires existent concrètement, le peuple n'existe pas : il est à construire politiquement. Chantal Mouffe le sait, mais elle laisse entendre que la volonté politique adossée à la référence au peuple suffit à la constituer.

Or, le peuple ne se construit pas par cela seulement que l'on se réfère nominalement à lui, ou qu'on le distingue de son contraire supposé (l'élite). Il le peut s'il se rassemble autour du projet qui l'émancipe en même temps qu'il permet à la société tout entière de s'émanciper elle-même.

Dans la vaste lutte sociale, l'addition des composantes mobilisables n'est rien sans le liant qui en fait une force cohérente, et pas un simple agrégat numérique. Suffit-il pour obtenir ce liant que les dominés aient un adversaire commun ? La finance ? Elle ne se voit pas. L'élite ? Ses frontières sont bien floues, selon les cas trop extensives ou trop restrictives. L'adversaire ou l'ennemi, ce peut être le fonctionnaire « privilégié » contre le salarié du privé, le travailleur stable contre le salarié précaire, celui trop pauvre qui ne paie pas d'impôt contre celui guère plus riche qui en paie. L'ennemi le plus commode, c'est en fait plutôt le plus proche : en général il est au-dessous de soi et il ne « nous » ressemble pas. L'ennemi immédiat, c'est « l'autre », surtout quand on nous répète que le temps est à la guerre des civilisations et à la défense de l'identité menacée.

Qu'est-ce donc qui peut unifier le peuple pour son émancipation ? Ni l'adversaire, ni l'ennemi. Ni classe contre classe, ni camp contre camp, ni centre contre périphérie, ni bas contre haut, ni peuple contre élites : le cœur de tout antagonisme est dans le heurt des projets de société qui le fonde. Dans les années 1930, c'est en se hissant au niveau du « tous » de la globalité sociale, que le « nous » ouvrier et salarial ne s'est pas refermé sur lui-même et a permis l'élan majoritaire qui a sorti le monde ouvrier du ghetto dans lequel les possédants enfermaient les « classes dangereuses ».

Il est donc plus pertinent de dire que l'affect mobilisateur du mouvement critique populaire devrait se trouver, non dans l'exaltation d'un « nous » opposé au « eux », qui n'est pas un donné mais éventuellement un résultat, mais dans l'activation des valeurs populaires d'égalité-citoyenneté-solidarité, raccordée à un projet global d'émancipation, qui a nécessairement une dimension nationale, mais qui n'est pas « avant tout national ». Ce qui manque aujourd'hui à l'élan populaire, c'est un projet cohérent de rupture avec l'ordre-désordre existant.

Il faut distinguer cette question au long cours des temporalités plus ramassées où se jouent les affrontements. Toute confrontation de ce second type prend bien les aspects du « nous » et du « eux », autour d'éléments de mobilisation qui ne se saisissent qu'en contexte. Il n'y aucune possibilité de déterminer une fois pour toutes ces éléments, étant

donné que le contexte est justement changeant. Lénine, luttant contre tout dogmatisme « gauchiste » en la matière, dit que la situation révolutionnaire (et on pourrait avec précaution l'étendre à toute situation de confrontation globale dans une formation sociale donnée) tient en deux éléments. « C'est seulement lorsque 'ceux d'en bas' ne veulent plus et que 'ceux d'en haut' ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploiteurs) ». C'est tout en termes de contenus ? Oui, c'est tout. Mais il faut noter la deuxième partie, qu'on oublie souvent : la grande crise nationale. Laquelle affecte « exploiteurs et exploités », mais, comme son nom l'indique, en premier « la Nation » elle-même, autrement dit l'ensemble des classes et catégories qui la composent. En octobre 1917, cette « grande crise » s'ancre dans la guerre sauvage qui ravage l'Europe. En 2015, en Grèce, elle repose sur la politique des mémorandums imposée par la Troïka.

Autrement dit, avec le populisme de gauche, le débat ne porte pas sur le « eux » et « nous », mais, tant que le contexte ne met pas à l'ordre du jour une confrontation ramassée au sens strict, sur la définition du « eux » et du « nous », et donc, sur la manière de les construire. Par exemple, définir la séparation par la question de l'identité n'est pas la même chose que de le faire sur celle de l'égalité, et partant, ce n'est pas le même « peuple » que l'on contribue à bâtir ainsi.

Il faut y revenir encore. Un projet n'est pas un programme, mais ce qui donne sens aux mesures les plus emblématiques d'un programme politique. Le Front national, comme tous les partis, a un programme. Ce n'est pas ce programme qui fait son attraction, mais l'idée simple qui le sous-tend : « nous ne sommes plus chez nous ; nous ne le serons pas tant que l'on tolère la présence de ceux qui nous empêchent de l'être ».

Davantage que du catalogue programmatique, le projet est plutôt du côté du « grand récit », de l'imaginaire qui donne conscience à un groupe qu'il est au cœur de l'historicité. Le projet ainsi conçu, ce fut jadis celui de la « Sainte Égalité » des sans-culottes parisiens pendant la Révolution française, du « communalisme » de Babeuf, du socialisme et du communisme du mouvement ouvrier. Ce fut ce que l'on appela la « République sociale », dans la tradition républicaine et ouvrière de la France, avec son summum lors de la Commune de Paris.

En raccordant le combat ouvrier et la gauche politique, les responsables du socialisme et du communisme historiques ne sacrifièrent pas la classe. Ils comprirent que la multitude des catégories populaires dispersées ne pourrait pas devenir peuple au sens politique du terme (l'acteur central de la cité) sans que la politique raccorde une expérience sociale concrète, un combat pour la dignité dans ou/et contre les institutions existantes. C'est par l'action politique, et donc par un travail volontaire de subversion de la gauche, que les ouvriers français sont passés du « nous » au « tous », du repliement communautaire à la société tout entière.

C'est sur la base de cette ambition large, que le socialisme jaurésien et ses héritiers disputèrent le magistère de la gauche aux formations réputées plus modérées. C'est sur cette base que le monde ouvrier put occuper une place majeure au sein du « bloc jacobin » dont parle Gramsci. C'est autour de cette vision projective que le mouvement ouvrier put, non pas mettre fin au capitalisme (les tentatives du XX^{e} siècle ont échoué à y parvenir – mais ont obtenu des compromis qui ont infléchi le mouvement du capitalisme pendant quelques décennies). Sans ce projet, le « nous » des catégories les plus populaires est soit voué à l'isolement et à l'inefficacité politique (le modèle américain), soit placé en position subalterne par des encadrements populistes qui annihilent les progrès possibles de l'émancipation populaire.

À moins d'accélérations brutales dont on ne peut prévoir le contenu, et qui donc ne dépendent pas de nous, un tel projet doit bien sûr s'inscrire dans le temps long, et son horizon doit bien être l'alternative aux logiques dominantes de la concurrence et de la « gouvernance ». Or peut-il s'imposer aujourd'hui dans toute la société, dans tout le peuple ? Non, car le

peuple est divisé et désorienté. Mais il est possible, dès maintenant, de créer un mouvement majoritaire en faveur d'une transformation globale, économique, sociale, culturelle, dans laquelle l'esprit de rupture ne serait plus minoré, comme il l'est depuis le début des années 1980.

Unir les divisé-e-s

C'est donc un problème plus vaste. Qu'on remplace « peuple » par « prolétariat », on y gagnerait en précision, mais sans se débarrasser du problème lui-même : non seulement ces entités ne se donnent pas comme telles (elles se construisent par les luttes), mais encore elles sont réellement divisées, et il y faut un projet pour les unifier. Il ne s'agit pas donc là d'abord de purisme des concepts. Quand nous avons un prolétariat si nombreux, la différence avec le peuple, si elle existe bien, perd de sa force. Bien entendu, il faut se garder d'effets purement statistiques. Il est juste de définir le prolétariat par ceux qui « n'ont que leur force de travail à vendre », donc de l'assimiler au salariat potentiel, y compris chômeurs et précaires, femmes non actives économiquement. Ce qui permet d'éviter un ouvriérisme trop étroit (où le métallo est un prolétaire, mais pas la caissière parce qu'elle ne produit pas de valeur au sens marxiste strict…). Mais c'est sans doute trop extensif. Il est évident que les sommets de l'appareil d'État, des médias, des PDG (pris là en dehors d'un actionnariat possible), etc., bien que salariés, sont de la bourgeoisie, non du prolétariat. Des « élites » si on veut prendre le langage de Laclau. Il faut donc définir le prolétariat comme ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre *et* qui n'ont aucun intérêt vital au maintien du système. Et ça fait quand même beaucoup de monde.

Si on entre par « le peuple », à partir du moment où on rétablit le type de conflictualité qui y correspond, dont les aspects de classe au sens traditionnel et la mise en cause du mode de production capitaliste (et c'est ce que fait plus ou moins quelqu'un comme Mélenchon), ce n'est plus là qu'il faut chercher la divergence avec le populisme de gauche. La clé ici est de savoir si on convient de distinguer « le peuple » comme un donné passif et « le peuple » qui se construit comme tel (« pour soi »), et donc de convenir que la conflictualité existe. À ce titre, toute construction de ce type, dans un contexte donné, prend effectivement la forme d'une délimitation du « eux » et du « nous ». Mais la difficulté est que le « nous, s'il ne peut exister que par la lutte, contre un « eux », ne s'y limite pas. Il faut, dans le même mouvement, qu'il définisse ce qui le constitue en tant que tel, « pour soi », comme dit la formule.

De plus, même si on entre par « la classe », et parce que celle-ci doit non seulement s'émanciper elle-même, mais libérer toute la société, c'est bien d'un programme « pour le peuple » qu'il s'agit. Gramsci va plus loin, demandant un programme de « sauvetage de la Nation », incluant la politique éducative, artistique, urbanistique, etc.

Mais le débat sur « le sujet révolutionnaire » ne se limite pas à ces précisions. Dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas d'une vision purement statique, mais d'une construction, par la lutte, et entre « eux » et « nous » (autre façon de reprendre le « en soi » et le « pour soi »). Mais, même ainsi, il y a une question majeure qui est explicitement mise de côté par les approches de Mouffe (c'est même d'un certain point de vue la raison d'être de sa théorisation). C'est que le peuple (ou la classe) est structurellement divisé, et pas seulement par des artefacts, mais y compris par ses luttes. Si, comme dit Engels, « dans la famille l'homme est le bourgeois, la femme joue le rôle du prolétariat », ce n'est pas le même peuple qui se construit si les femmes y occupent une place subordonnée, ou si elles y sont incluses, et à égalité. Ce qui suppose que leurs revendications propres soient intégrées au combat général, et colorent celui-ci. On peut étendre à toutes les catégories discriminées à un titre ou un autre (même petites villes versus grandes villes). Parler des 99 % c'est donc à la fois juste, et trop large. Juste (à 10 % près disons), si on prend le critère « caste/austérité ». Mais trop large, si on tient compte d'une multitude d'autres facteurs. Comme unifier tout ceci sans écraser telle ou telle partie est (pour nos sociétés) la question stratégique décisive. Certes, ce terrain est puissamment occupé par les post-modernes, fascinés par l'émiettement, et

presque hostiles à toute visée unificatrice. Mais la victoire de Trump est en train de faire bouger les choses à toute vitesse. Voir par exemple l'évolution de Judith Butler, initiée, de plus, un peu avant. Il faut la prendre au sérieux quand elle est dit : « Maintenant il nous faut envisager sérieusement la création d'un parti socialiste aux États-Unis, un parti qui puisse prendre appui sur de solides alliances de solidarité avec d'autres pays. Occupy Wall Street et d'autres mouvements anti-mondialisation ont dénoncé la crise économique et ses conséquences ainsi que l'approfondissement des inégalités ».

Polarité à gauche

C'est là que l'on retrouve le dualisme de la gauche et de la droite. Encore faut-il convenir que les deux termes ne doivent pas désigner des partis, des entités immobiles, des sortes de tiroirs dans lesquels il suffirait de ranger les individus, les courants politiques et les organisations. Définir la gauche et la droite par l'accumulation de leurs composantes ne sert à rien. Ce qui compte n'est donc pas l'intitulé des étiquettes, mais le mouvement qui oppose les courants : chaque pôle n'est rien sans la polarité qui le relie aux autres.

Renonçons, au moins au départ, à la logique classificatoire. Ne cherchons pas à décréter dans un débat sans fin qui est de gauche et qui ne l'est pas. Déterminons plutôt ce qui produit, tout à la fois, l'unité relative des gauches et leur hétérogénéité. À la métaphore des cases dans lesquelles sont sagement rangées les « familles », substituons celle des pôles magnétiques. Le pôle agrège des particules et, dans un champ de forces, ce qui compte est la capacité d'attraction de chacun des pôles. À partir du moment où la révolution installe le politique comme un espace distinct de conflits, elle inscrit une logique de polarité dans l'ordre des comportements et des représentations. La gauche, ancrée dans l'idée, non du progrès en général, mais de la perfectibilité de l'espèce humaine, considère que l'égalité entre les hommes est le seul fondement légitime du lien social ; la droite, convaincue du contraire (*homo homini lupus*) fait de l'ordre et de l'autorité le socle intangible de toute société.

Mais, en même temps que la révolution installe la polarité centrale, elle produit une autre polarité à l'intérieur de chaque camp. À droite, elle ouvre un distinguo entre ceux qui se demandent s'il faut introduire de l'ordre dans l'espace nouveau ouvert par la Déclaration des droits et ceux qui estiment que l'ordre ne peut s'obtenir pleinement, s'il ne dérive pas de l'inégalité juridique des corps et de l'autorité de droit divin.

Dans la gauche française, c'est une autre polarité qui se dessine dès 1789 et qui s'approfondit en se transformant dans les décennies suivantes. Dès le départ, tout dépend de la manière dont on conçoit le champ de l'égalité : doit-elle rester celle du droit ou devenir celle des conditions ? La majorité des membres de l 'Assemblée constituante de 1789 (le noyau du futur libéralisme) penche pour la première hypothèse ; les « sociétés populaires » et clubs politiques créés à la même époque (bases du mouvement sans-culotte) penchent plutôt pour la seconde option. Plus tard, une fois acquis que la Révolution va « s'arrêter là où elle a commencé » (Bonaparte), la question se déplace substantiellement. La société bourgeoise nouvelle étant désormais indépassable, faut-il s'inscrire dans ses mécanismes (le jeu du marché et de l'État) pour en corriger les traits les plus négatifs ? En sens inverse, la société nouvelle (« capitaliste », dira-t-on au XIX^{e} siècle) étant par nature inégalitaire, ne faut-il pas, pour qui veut l'égalité des conditions, en envisager la transformation radicale, jusqu'à sa disparition s'il le faut ? Le souhaitable est-il impossible ? L'impossible l'est-il à tout jamais ? S'accommoder ou subvertir ? Le rapport global à l'ordre social dominant devient le pivot d'organisation du champ politique de la gauche.

Les formes concrètes de la tension ont changé (Feuillants et Montagnards, Girondins et Jacobins, à l'époque de la Révolution de 1789, plus tard opportunistes et radicaux, radicaux et socialistes, socialistes et communistes, social-libéralisme et antilibéralisme...). La polarité, elle, a persisté. Les éléments distinctifs se sont déplacés, souveraineté, nation, droit de suffrage, laïcité, droit social, réforme

et révolution, mais le principe de distinction est demeuré intact. À chaque moment historique, se joue la force propulsive de chaque pôle, adaptation au « système » ou rupture avec lui. De façon volontiers pendulaire, l'esprit d'adaptation domine, ou celui de rupture. Mais c'est bien dans une polarité duale, à droite comme à gauche, que se répartissent les idéologies (mouvantes), les pratiques (évolutives) et les organisations (éphémères). La polarité de la droite et de la gauche fonde l'unité de la gauche non ramenée à des organisations, mais dans son principe (le principe d'égalité ou plutôt le principe d'égalité-liberté ou d'« égaliberté », comme le suggère Étienne Balibar). La polarité interne à la gauche construit sa diversité.

L'avantage de la métaphore des pôles est qu'elle exclut toute continuité simple. Le jeu des contraires se noue à travers une fluidité constante de ses formes, ce qui décourage toute vision statique de catégories fermées ou de « camps » intangibles. « En bas », aucune muraille de Chine ne sépare les gauches, quand bien même elles s'opposent vivement. Chaque stabilisation relative d'un pôle ou d'un sous-pôle est à terme remise en cause par de nouvelles différenciations, au fur et à mesure que le système global se transforme. Il n'en reste pas moins que les polarités essentielles se reproduisent, suffisamment pour demeurer des principes actifs de distinction et de classement des courants dans la longue durée.

Au XX^{e} siècle, dans toute l'Europe, la polarité fondamentale à gauche s'est fixée principalement – mais non exclusivement – sur la concurrence du communisme et du socialisme, l'un adossé à la Révolution d'Octobre (de filiations ultérieures diverses comme on sait), l'autre à celui de l'État-providence. En France, il en est résulté l'intégration du socialisme dans les dispositifs institutionnels (1936-1959 et 1981-2012), l'expansion puis l'essoufflement du communisme de filiation bolchevique-stalinienne, la marginalisation du bolchevisme d'extrême gauche dans la diversité de son ancrage. Au total, les années 1970-1990 ont porté tout à la fois l'échec de l'État-providence et la disparition du bloc de l'Est. Du strict point de vue formel, il y a un équivalent entre la crise de la vieille social-démocratie et celle de la souche bolchevique ; partant, on peut considérer qu'il y a un double épuisement d'une variante de la réforme sociale-démocrate et d'une forme historique de la révolution. Ce n'est pas pour autant que l'on peut conclure qu'il y a obsolescence du dilemme de la « réforme » et de la « révolution ». S'il y a obsolescence, peut-être la verra-t-on dans la tentation essentialiste du singulier : toute réforme n'est pas « la » réforme et toute rupture n'est pas « la » révolution. Mais le parti pris de rupture et celui d'accommodement restent actifs.

Un pôle populaire et non populiste

L'essentiel tient à ce que la polémique de l'égalité est cardinale quand fonctionne la polarité de la droite et de la gauche [4]. Accepter aujourd'hui la disparition du clivage politique originel présente donc deux inconvénients majeurs.

C'est oublier tout d'abord que toute transformation, partielle ou radicale, repose sur des mouvements majoritaires. Une ambition transformatrice oblige à penser des majorités qui ne se fondent pas d'abord sur d'incertaines proximités sociales, mais sur des conceptions intégrées de la dynamique sociale. À vrai dire, il ne sert à rien de rassembler « le peuple », si ce n'est autour d'un projet qui met fin à son aliénation. De ce point de vue, le triptyque de l'égalité, de la citoyenneté et de la solidarité est sans doute le seul qui permette de fonder en longue durée le mouvement populaire sur d'autres affects que la peur de l'autre, l'amertume de l'insécurité sociale et le ressentiment, ferment historique de toutes les droites extrêmes.

Ajoutons que nous sommes à un de ces moments où l'on nous explique, savamment ou plus grossièrement, que le temps de l'égalité est dépassé et que le temps est venu de l'identité. Ce ne serait plus le partage qui serait la base de l'équilibre social, mais la protection des identités. « Être chez soi » serait le summum du bien-vivre et de la liberté. Nous ne devons pas accepter un seul instant ce paradigme : c'est l'inégalité galopante, couplée à l'exacerbation des discriminations, à l'anémie de la citoyenneté et à l'érosion des solidarités, qui est la cause de tous nos

maux. C'est elle qu'il faut donc tendre à résorber.

Mais si l'égalité doit rester au cœur des combats populaires, la gauche reste un opérateur majoritaire nécessaire ; une gauche transformée, rééquilibrée, refondée, totalement incompatible avec le social-libéralisme dominant. Une gauche, donc, qui doit aspirer à être populaire, critique, innovante, ce qui l'oblige à tourner franchement le dos à ce que le socialisme impose en France depuis plus de trois décennies, et pas seulement depuis la dérive vers la droite de la gestion Hollande-Valls.

Plutôt que de se fixer l'objectif utopique de rassembler un « peuple tout entier » qui n'est qu'une abstraction, mieux vaut se fixer l'ambition de s'appuyer sur les attentes populaires et sur le mouvement critique existant pour redonner sens à des majorités populaires de gauche, centrées non sur le combat contre « l'élite », mais contre un « système » social qui produit la division entre exploités et exploiteurs, dominants et dominés, aliénateurs et aliénés, catégories populaires et élites.

Dès lors, s'affirme le lien nécessaire entre la constitution du « peuple » comme objet politique et la refondation radicale du clivage droite-gauche. Pour peu que chacun de ses termes soit reprécisé, la trilogie ancienne de l'égalité, de la citoyenneté et de la solidarité peut redevenir un principe de rassemblement pour une majorité (pas pour la totalité) des classes populaires. Il n'est pas de politique populaire conséquente qui ne soit de gauche ; à l'inverse, on peut craindre qu'il n'y ait pas de populisme qui ne laisse trop d'espace à la droite.

La tentation d'un populisme de gauche n'est certes pas une abomination, elle a de solides arguments, mais elle peut donc devenir une impasse. Elle se veut combative, mais elle risque de préparer déjà les défaites futures. On ne dispute pas la nation à l'extrême droite : on ouvre la souveraineté populaire vers tous les espaces politiques sans distinction. On ne lui dispute pas l'identité collective, nationale ou autre : on plaide pour les libres identifications, pour le libre jeu des appartenances et pour la revalorisation massive de l'égalité, seule base durable du commun. On ne dispute pas le populisme à l'extrême droite : on délégitime son emprise en lui opposant la constitution d'un pôle populaire d'émancipation. Et « populaire » n'est pas « populiste ». C'est ce pôle de la dignité populaire qui doit concentrer les efforts.

Notes

[1] Pablo Iglesias, 22 novembre 2014.

[2] Jean-Luc Mélenchon, *L'Ère du peuple*, Fayard, 2014 (réédition 2016).

[3] Chantal Mouffe, *On the political*, Routledge, 2005 (traduction française, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016).

[4] Norberto Bobbio, *Droite et gauche*, Seuil, 1996.

La souveraineté populaire est-elle possible ? La question du populisme

mardi 21 février 2017, par Pierre Khalfa

Le thème de la discussion traduit d'évidence la crise qui traverse actuellement nos sociétés. C'est aujourd'hui devenu une banalité de dire qu'il s'agit non seulement d'une crise économique et sociale, mais aussi, de mon point de vue surtout, d'une crise démocratique qui se traduit par une perte de légitimité de tous les pouvoirs institués. Je traiterai cinq points :

1. **Les causes « immédiates » de cette crise ;**
2. **Les apories de la démocratie représentative ;**
3. **Quelle démocratie ?**
4. **Des problèmes soulevés par la question de la souveraineté populaire ;**
5. **Le populisme de gauche, une réponse en trompe-l'œil à ces difficultés.**

Ce texte est issu en grande partie d'une intervention faite lors d'un débat avec Chantal Mouffe, animé par Christophe Ventura, organisé le 25 janvier 2017 par la Fondation Copernic, la Fondation Gabriel Péri et l'Institut de Tribune socialiste.

1- Les causes « immédiates » de la crise démocratique actuelle

Nous assistons depuis une trentaine d'années à deux phénomènes convergents. D'une part, l'hégémonie du consensus néolibéral dans les classes dirigeantes. Quel que soit le gouvernement en place, il applique, avec des variations à la marge, une seule et même politique économique et sociale. Dans cette situation, les notions de droite et de gauche tendent à s'effacer pour une partie non négligeable de la population. Toute une série de sujets sont explicitement exclus de la décision citoyenne [1] et toute remise en cause des politiques suivies est immédiatement disqualifiée. Les mécanismes mis en place par les gouvernements nationaux dans le cadre de l'Union européenne aboutissent à une gouvernance par les normes et à un fédéralisme autoritaire. La déclaration du président de la Commission, Jean-Claude Junker, après la victoire électorale de Syriza, résume la situation actuelle : « Il ne peut y avoir de démocratie contre les traités ». Il y a donc une perte de sens du vote qui tend à se réduire à une méthode permettant de sélectionner des individus dans une lutte concurrentielle pour le pouvoir, comme Schumpeter l'avait analysé dès 1942 dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*.

Le second phénomène renvoie à la multiplication des lois sécuritaires qui installent dans le droit commun des dispositions relevant de l'état d'exception : réforme de la procédure pénale qui affaiblit le rôle de l'institution judiciaire, création de nouveaux délits, renforcement des pouvoirs de la police, fichage généralisé. En France, l'état d'urgence est reconduit régulièrement, alors même que son inefficacité en matière de lutte contre le terrorisme est largement admise. Les droits fondamentaux sont ainsi petit à petit détricotés et une épée de Damoclès pèse sur les libertés démocratiques.

Si ces deux phénomènes sont présents dans nombre de pays, s'y ajoutent en France les caractéristiques propres de la Cinquième République qui donne un poids déterminant à l'exécutif, lequel n'exécute d'ailleurs rien, mais gouverne sans contrôle réel.

2- Les apories de la démocratie représentative

On aurait cependant tort de s'en arrêter là et de penser ainsi en avoir fini avec les raisons de la crise actuelle et les problèmes rencontrés par la question de la souveraineté populaire, c'est-à-dire de la démocratie, pouvoir du peuple, « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple [2] ». De ce point de vue, on peut considérer que l'expression « démocratie représentative » est une contradiction dans les termes.

Le gouvernement représentatif contre la démocratie

On sait que les démocraties dites représentatives sont historiquement issues d'une forme de gouvernement, le gouvernement représentatif, que ses fondateurs opposaient explicitement à la démocratie. Jusqu'au XVIII[e] siècle, le terme « démocratie » renvoyait à la cité grecque, en particulier à Athènes [3], forme politique dans laquelle la notion même de représentation était inconnue et où le peuple assemblé, l'*ecclesia*, exerçait directement le pouvoir, le tirage au sort et la rotation étant la règle générale pour les postes exécutifs et les magistrats. Pour les Grecs, l'élection est un principe aristocratique : il s'agit de choisir les meilleurs, les *aristoi [4]*. Le gouvernement représentatif se construit donc en opposition explicite avec cette conception [5]. Contrairement à ce qui est avancé habituellement, le refus de la forme démocratique n'est pas justifié à l'époque par des raisons techniques, comme la taille des États modernes qui empêcherait le peuple de se réunir. Les fondateurs du gouvernement représentatif savaient parfaitement que les habitants, que ce soit dans les villages ou dans les villes, avaient l'habitude de se réunir régulièrement pour traiter de problèmes divers. Le refus de la démocratie est justifié par des raisons politiques. Il s'agit explicitement d'empêcher les classes populaires de se mêler des affaires du gouvernement.

Voici ce que déclarait Madison, un des pères fondateurs de la Constitution américaine : « Le but de toute constitution politique est, ou doit être, d'abord d'avoir pour gouvernement les hommes qui ont le plus de sagesse pour discerner le bien commun de la société ». Madison et ses amis (les *federalists*) opposent explicitement république et démocratie. La république se distingue par un corps de représentants. C'est un « corps choisi », non seulement parce que ses membres sont élus, mais parce qu'ils font partie des citoyens les plus distingués. L'objectif est alors de faire en sorte que les élus soient d'un rang social plus élevé que leurs électeurs. Non seulement le corps électoral est restreint (suffrage censitaire), mais les conditions d'éligibilité restreignent encore la couche des élus possibles (cens d'éligibilité).

On retrouve la même logique lors de la Révolution française avec Sieyès (*Qu'est-ce que le Tiers état ?*) pour qui, reprenant ainsi sur ce point ce que disait Hobbes auparavant, le peuple n'existe qu'à travers ses représentants « seuls dépositaires de la volonté générale ». Mais Sieyès va encore plus loin puisqu'il fait disparaître le peuple pour le remplacer par la nation : « La nation existe avant tout, elle est à l'origine de tout ». Ainsi, l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen indique : « Le principe de toute souveraineté populaire réside essentiellement dans la nation ». Le peuple se trouve ainsi doublement escamoté : les représentants sont les seuls dépositaires de la volonté générale et la souveraineté n'est plus celle du peuple mais de la nation [6].

Ce processus aboutit à deux choses : d'une part la mise en place d'une oligarchie élective, ce que Montesquieu et Rousseau avaient parfaitement vu à partir de l'exemple anglais, d'autre part la négation du peuple dans ses composantes et ses contradictions, la loi Le Chapelier (1791) indiquant : « Il n'y a plus dans la nation que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général ». Le leurre de la représentation (chez Hobbes) combiné à l'idée abstraite de volonté générale (chez Rousseau) aboutit à évacuer la diversité du peuple concret.

Un processus de démocratisation très partiel

Aux XIX[e] et XX[e] siècles, la fin du suffrage censitaire et

l'élargissement du suffrage universel [7], arrachés de haute lutte, semblent transformer la nature du lien représentatif. S'y combine la montée en puissance du mouvement ouvrier avec l'apparition des partis de masse qui rapprochent le personnel représentatif de la base et permettent un engagement massif des catégories populaires dans l'action politique. C'est la fin du système des notables, et on assiste à une transformation sociologique du personnel représentatif : passage du notable à la petite bourgeoisie (avocats, journalistes, etc.) puis même aux ouvriers avec les partis communistes. Cependant, dès leur apparition, des analyses prémonitoires (Robert Michels, Moïseï Ostrogorski) mettent en avant le caractère oligarchique des partis de masse, notamment à partir d'une analyse de la social-démocratie allemande.

La mise en place progressive d'un État social vient conforter le système, dont la démocratisation s'accompagne de conquêtes sociales importantes. Le gouvernement représentatif se mue en démocratie représentative qui s'articule en quatre éléments : le suffrage universel, l'existence de droits fondamentaux et de droits sociaux, l'existence de contre-pouvoirs puissants, un espace public qui permet la confrontation des points de vue.

Ces quatre éléments sont aujourd'hui en crise profonde. La montée de l'abstention, surtout dans les classes populaires, fait apparaître ce que certains ont pu appeler un « cens caché ». Les droits fondamentaux et les droits sociaux sont attaqués de toutes parts. Les contre-pouvoirs traditionnels sont très affaiblis, et si de nouvelles formes d'organisation de la contestation apparaissent, elles n'arrivent que rarement à peser sur le cours des choses. Les partis politiques de gauche connaissent une crise profonde : non seulement leur efficacité est contestée, mais leur mode de fonctionnement vertical et hiérarchique entre en contradiction avec les aspirations des individus à l'autonomie. L'espace public traditionnel tend à dépérir, car nombre de thèmes politiques sont, de fait, délégitimés dans le débat public, ce d'autant plus que nous assistons à une concentration capitalistique dans les médias. L'espace public était traditionnellement un espace où la plupart des individus étaient des spectateurs et où s'affrontaient des personnes reconnues comme qualifiées (experts, responsables politiques ou syndicaux, journalistes). L'arrivée d'internet a totalement changé la donne pour le meilleur (démocratisation des possibilités de production et diffusion de l'information et du commentaire), et pour le pire (règne de la rumeur, force des visions complotistes, apparition aujourd'hui de la « post-vérité »).

La transformation du gouvernement représentatif en démocratie représentative n'a donc pas modifié la nature profonde du système. Nous vivons dans une oligarchie élective libérale : oligarchie, car nous sommes gouvernés par un petit nombre d'individus au service des plus riches ; élective, car nous sommes appelés régulièrement à choisir par notre vote ces individus ; libérale, car nous avons historiquement arraché un certain nombre de droits que les classes dirigeantes essaient d'ailleurs en permanence de remettre en cause.

3- Quelle démocratie ?

La souveraineté populaire c'est, pour moi, l'autre expression pour parler de démocratie. Il faut en ce sens distinguer la souveraineté nationale et la souveraineté populaire : un État peut être parfaitement souverain dans ses relations aux autres États, sans qu'il y ait la moindre souveraineté populaire en son sein. Cependant, le sens du mot « démocratie » n'est pas donné d'emblée. Il baigne dans une certaine indétermination et sa définition fait l'objet de débats et de batailles politiques. Ainsi, le fait que la démocratie puisse être définie comme le pouvoir du peuple est contesté.

Démocratie, un mot indéterminé

Alain, philosophe aujourd'hui un peu oublié, ardent républicain, plutôt à gauche, mort en 1951, indiquait ainsi dans *Propos de politique* : « La fausse idée de la démocratie est que le peuple gouverne (...) La démocratie réserve au peuple un pouvoir de regard et de jugement, il n'en faut pas plus ». Il définissait la démocratie comme « un pouvoir de contrôle et de résistance (...) effort perpétuel des gouvernés contre les abus du pouvoir ». Cette position est loin d'être

isolée. Elle a été celle des grands philosophes républicains du XIX[e] siècle comme Renouvier ou Fouillé.

Plus près de nous, Claude Lefort, qui a été avec Cornelius Castoriadis l'un des fondateurs du groupe *Socialisme ou barbarie*, est sur une position similaire. Pour lui, la démocratie consiste à pouvoir contester le pouvoir politique et à revendiquer des droits contre lui. Il a d'ailleurs cette formule sibylline : « en démocratie, le lieu du pouvoir est vide ». Pour Lefort, il ne doit pas en tout cas être occupé par le peuple.

Dans un livre récent *Démocratie sans démos*, Catherine Colliot-Thélène indique qu'il faut abandonner le mythe de l'autolégislation et de la souveraineté populaire. Outre que cela n'a jamais existé – nous vivons dans des régimes oligarchiques – la mondialisation rendrait de toute façon illusoire l'idée même de souveraineté populaire. Catherine Colliot-Thélène défend elle aussi l'idée que la démocratie se caractérise par l'existence de droits subjectifs et la possibilité de combattre pour eux.

Il est certes indéniable que l'existence de droits individuels et collectifs caractérise un système démocratique. Mais faut-il pour autant faire son deuil de l'idée de souveraineté populaire ?

Affirmer la souveraineté populaire : un choix politique

À l'encontre des auteurs précédents, mon choix politique est de prendre au sérieux l'étymologie du mot « démocratie », pouvoir du peuple – *kratos* ayant en grec un sens assez fort exprimant la puissance – et d'essayer d'en tirer un certain nombre de conséquences.

L'objectif doit être de créer les institutions qui permettent la *participation effective* de toutes et tous aux affaires qui les concernent et de mettre ainsi en place une démocratie active [8]. Deux mots importants dans cette phrase : *participation effective*, ce qui signifie qu'il ne s'agit pas seulement, même si cela est nécessaire, d'améliorer les mécanismes de la démocratie dite représentative, mais de créer la possibilité que toutes et tous puissent être parties prenantes de tout pouvoir existant dans la société.

Il ne s'agit donc pas de créer une société transparente à elle-même sans contradictions ni pouvoirs. Déjà présente en filigrane chez Rousseau, et portée dès l'origine du mouvement ouvrier et socialiste par des courants très divers, la société future est, dans cette tradition, une société sans contradictions, dans laquelle « l'administration des choses remplacera le gouvernement des hommes » (Saint-Simon repris par Engels dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*). Une telle conception fait l'impasse sur les multiples oppressions qui existent dans la société et qui ne se réduisent pas à l'opposition entre le travail et le capital. Et, surtout, elle fait l'impasse sur la politique au sens du débat contradictoire sur des choix opposés.

Si, comme le dit Jacques Rancière dans *La Haine de la démocratie*, cette dernière est « le gouvernement de n'importe qui », l'égalité est alors un présupposé de nature axiomatique et une visée pratique dont il faut créer les conditions. Cette égalité demande à être définie. Il ne s'agit pas de l'égalité des chances qui vise une égalité sur la ligne de départ – par ailleurs inatteignable – et une concurrence féroce pour les places par la suite, ni d'une égalité des capacités qu'elles soient intellectuelles ou physiques. Il s'agit ici d'une égalité de participation aux pouvoirs existants dans la société, pouvoirs qui se reconfigurent régulièrement.

En créer les conditions suppose un bouleversement économique et social d'ampleur. Il s'agit non seulement de prendre des mesures sur le plan économique [9] qui permettent de briser la domination du capital, mais aussi de construire une véritable démocratie sociale et de mettre en œuvre un processus permanent de lutte contre les oppressions, les discriminations et les inégalités sociales. Insistons sur un aspect, l'absolue nécessité de réduire le temps de travail au-delà même de l'objectif de création d'emplois. Tant que les individus travailleront huit heures par jour, sans compter le temps passé dans les transports et le fait de s'occuper des tâches domestiques – en grande

majorité le fait des femmes aujourd'hui –, l'activité politique ne peut que rester le fait d'une infime minorité ayant le temps et la volonté de s'y adonner. La réduction massive du temps de travail est une des conditions les plus importantes qui soient pour favoriser l'implication dans la vie démocratique.

Deux confusions à éviter

La démocratie n'est donc pas seulement un régime institutionnel, mais un régime qui suppose des conditions économiques et sociales. Cependant, la question des institutions est décisive. Il est difficile de prévoir aujourd'hui ce qu'elles seront précisément, et tout schéma préétabli risque de se voir emporter par le mouvement réel, comme l'expérience historique nous l'apprend. L'histoire est création d'inédit et non reproduction du même. Cependant il me semble qu'il faut éviter deux confusions.

La première est celle entre représentation et délégation. C'est une confusion que fait Rousseau. Pour lui, en démocratie, le peuple exerce à la fois la fonction législative (ce qu'il appelle « le Souverain ») et la fonction exécutive (ce qu'il appelle « le Prince »). C'est évidemment impossible car cela supposerait que le peuple rassemblé fasse toutes les tâches concrètes liées à l'exercice pratique du pouvoir. Pour Rousseau, cela rend la démocratie impossible et l'on connaît sa formule célèbre : « S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement ». En réalité, aucun régime politique ne peut fonctionner sans délégation et, en démocratie, ces délégués ne représentent pas le peuple, ils en exécutent les décisions. Ainsi à Athènes, la fonction législative est exercée par l'*ecclésia* et les fonctions exécutives sont tirées régulièrement au sort.

La seconde confusion est celle faite entre État et institutions. Contrairement à une certaine tradition marxiste, l'existence de contradictions sociales n'implique pas automatiquement l'existence d'un État. Les anthropologues ont mis en évidence l'existence de sociétés sans État qui étaient traversées par des contradictions sociales. Au-delà des sociétés dites « primitives », une société relativement complexe, l'Athènes de l'âge classique, pourtant travaillée par de profondes contradictions de classes, ne connaissait pas d'État au sens précis que nous donnons à ce mot aujourd'hui, c'est-à-dire une instance séparée de la société, qui s'élève au-dessus d'elle, une pyramide bureaucratique, ce qui n'empêchait ni l'existence d'institutions, ni encore moins l'existence de la politique.

La critique de la thèse sommaire du dépérissement de l'État pour laquelle la disparition de l'État correspondrait à une société sans contradictions sociales, totalement transparente à elle-même, ne doit pas nous faire jeter le bébé avec l'eau du bain. C'est le rôle des institutions politiques de créer les conditions d'une participation pérenne des citoyennes à la décision politique. Comme l'indique Castoriadis, le rôle de l'action politique consiste en dernière instance à « créer les institutions qui, intériorisées par les individus, facilitent le plus possible leur accession à leur autonomie individuelle et leur possibilité de participation effective à tout pouvoir explicite existant dans la société » [10]. Cela suppose que soient remplies les conditions économiques et sociales de la démocratie, dont la réduction massive du temps de travail est la première.

4- Les difficultés de la souveraineté populaire

Prendre au sérieux le mot « démocratie » dans son sens étymologique est un choix politique qui suppose de traiter certains problèmes.

L'hypothèse anthropologique

« Le gouvernement de n'importe qui » repose sur une hypothèse, celle de l'égalité comme axiome de départ qui suppose que, *a priori*, chacun soit en capacité d'intervenir dans les affaires de la cité. Un débat philosophique fondateur a eu lieu à ce propos, dans le *Protagoras* de Platon, où ce dernier parle à travers Socrate. Pour Platon, la politique est affaire de vérité, il s'agit d'un savoir spécialisé que seuls certains peuvent posséder et il n'a pas de mot assez fort pour dénoncer ces boutiquiers qui osent, ignorants qu'ils

sont, donner leur avis sur la marche de la cité.

Protagoras développe au contraire un mythe qui met en scène le fait que le discernement politique est partagé par tous. La politique n'est pas affaire de vérité mais d'opinion et les capacités politiques ne sont pas des savoirs techniques. Elles sont le produit du débat public. En ce sens, c'est la vie politique démocratique de la cité qui forme des citoyens aptes à la démocratie.

Disons-le, dans le débat Protagoras/Platon, c'est ce dernier qui l'a emporté, à tel point que tous les contempteurs de la démocratie n'ont fait que reprendre sous une forme ou une autre ses arguments. Rousseau, considéré pourtant comme un penseur démocrate, n'a pas été immunisé contre la rhétorique platonicienne. On connaît surtout à propos du peuple sa phrase célèbre dans le *Contrat social* : « De lui-même, le peuple veut toujours le bien, mais de lui-même il ne le voit pas toujours ». Il est moins magnanime à ce sujet quelque lignes avant : « une multitude aveugle qui ne sait pas ce qu'elle veut, parce qu'elle sait rarement ce qui est bien [11]. ». Il ajoute d'ailleurs plus loin que « C'est l'ordre le meilleur et le plus naturel que les plus sages gouvernent la multitude » tout en mettant cependant un bémol : « quand on est sûr qu'ils la gouvernent pour son profit en non pour le leur [12] **».**

La souveraineté populaire peut-elle être absolue ?

La réponse est clairement non, sous peine de se transformer en tyrannie de la majorité. Cette question fut d'ailleurs le point d'accroche de penseurs contre-révolutionnaires comme Edmond Burke ou, plus près de nous, Carl Schmitt qui, dans *Légalité et légitimité*, indiquait que « celui qui dispose de 51 % peut rendre le 49 % illégal » et pour qui « un parti total (au pouvoir) fermera la porte de la légalité derrière lui [13] ».

Certes, les garanties institutionnelles ne seront probablement pas suffisantes si une telle situation se présente. Elles n'auront de force que si elles s'accompagnent de mobilisations populaires importantes. Cependant, les garanties institutionnelles sont parties intégrantes de la construction d'un rapport de forces. Ainsi, un vote majoritaire ne doit pas pouvoir remettre en cause les libertés et droits fondamentaux, le droit des minorités et plus globalement ce qui fait la substance d'un État de droit.

La démocratie est le « régime de l'autolimitation » (Castoriadis). Il faut donc créer des institutions qui permettent cette autolimitation. Aujourd'hui, les cours constitutionnelles sont censées jouer ce rôle et on voit que des gouvernements autoritaires, comme en Hongrie ou en Pologne, s'en prennent à leur indépendance. Cependant, le mode de nomination de leurs membres et le caractère restreint de ces cours en affaiblissent considérablement la légitimité [14].

Ainsi conçue comme régime capable de s'autolimiter, et donc de créer des institutions qui le permettent, la démocratie ne s'oppose pas au libéralisme politique comme l'affirme Chantal Mouffe, qui reprend sur ce point les analyses de Carl Schmitt. La garantie de l'exercice des droits fondamentaux est la condition de toute vie démocratique. Comme le résumait Rosa Luxemburg dans sa critique du tour pris par la révolution russe : « Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie reste le seul élément actif. C'est une loi à laquelle nul ne peut se soustraire. La vie publique entre peu à peu en sommeil. » (*La Révolution russe.*)

Le peuple existe-t-il ?

C'est un mot aux sens multiples qui renvoient à des usages contradictoires et à des projets politiques différents [15] : peuple vu comme ethnie aux fondements racistes, biologiques ou culturels ; les classes populaires, c'est-à-dire les dominés ; la multitude des individus ; la communauté politique des citoyens… L'évocation du peuple ne suffit donc pas à définir un projet politique même si on considère qu'un peuple est simplement l'ensemble des individus soumis au lois d'un État.

Si l'on prend deux conceptions progressistes du

peuple – les dominés et la communauté politique des citoyens – les problèmes ne sont pas résolus pour autant. Dans le cas de la communauté politique des citoyens, deux questions apparaissent immédiatement : qui en fait partie ? quel est son périmètre ? L'instauration par la Révolution française de la distinction entre citoyens actif et citoyens passifs, la longue lutte pour le droit de vote des femmes et aujourd'hui le statut des non-nationaux montrent que la réponse à la question de l'appartenance au peuple est l'objet d'une bataille politique, car elle recoupe des conceptions différentes du peuple. De plus, nous sommes là devant une difficulté majeure. Comme le note Manuel Cervera-Marzal, « s'il faut décider qui appartient au peuple, se pose immédiatement la question de savoir qui va prendre cette décision, autrement dit, qui va décider de ceux qui devront décider ? [16] ».

Quant au périmètre de la communauté politique, les débats actuels sur la place respective de l'État-nation et de l'Europe en montrent l'actualité. Si la démocratie, conçue comme souveraineté populaire, ne peut s'appliquer que dans un espace territorial précis – il y a ceux qui décident et ceux qui sont exclus de la décision –, cela ne dit rien *a priori* sur la nature de cet espace. Si tout combat politique doit partir de la réalité des cadres existants, la réponse souverainiste, qui fait de la nation le référent ultime et indépassable, confond, de fait, souveraineté nationale et souveraineté populaire. Elle peut assez vite se transformer, comme dans le cas de Carl Schmitt, en une vision xénophobe de la démocratie.

Les problèmes ne se laissent pas non plus résoudre facilement si l'on prend le mot « peuple » au sens des dominés, du fait d'une multiplicité des oppressions croisées, d'une déterritorialisation et transnationalisation des dominations. Apparaît aussi un décalage entre le peuple dans son acception politique et le peuple dans son acception sociale. Le peuple n'existe donc que sous des formes diverses, souvent contradictoires, et Chantal Mouffe a raison d'affirmer qu'il faut « remettre en cause toute notion de ''peuple'' comme étant déjà acquise et dotée d'une identité substantielle [17] », même si, de mon point de vue, cette affirmation est contradictoire avec sa défense du populisme de gauche (voir plus loin). Il est illusoire de penser que le peuple puisse parler d'une seule voix. Il s'agit d'un problème majeur pour toute stratégie politique de transformation sociale.

5- Le populisme de gauche, une réponse en trompe-l'œil

Une remarque préalable s'impose. Si, comme l'écrit Chantal Mouffe dans un court papier qui résume son point de vue [18], « le populisme surgit quand on cherche à donner naissance à un nouvel acteur de l'action collective – le peuple – qui soit capable de reconfigurer un ordre social vécu comme injuste », le populisme a été alors de toutes les époques historiques : Périclès et le *démos* athénien, les Gracques dans la Rome républicaine, les acteurs de la Révolution française, le PCF et les « 200 familles », etc. Ils étaient, nous serions, tous populistes sans le savoir. L'élasticité de la notion en fait perdre tout l'intérêt.

En fait, l'emploi du mot « populiste » a aujourd'hui une fonction dans le débat public. Il permet de stigmatiser toute proposition et toute attitude de rupture avec l'ordre existant. Tout rejet des pratiques et orientations dominantes est ainsi disqualifié d'emblée par l'emploi de ce qualificatif. Il est indéniable que l'apparition du terme « populisme » est le signe manifeste du déficit démocratique actuel : les procédures démocratiques semblent le plus souvent tourner à vide. Faut-il pour autant se réclamer du populisme, fût-il de gauche ? Cette notion pose aujourd'hui, d'un point de vue stratégique, trois gros problèmes.

Une confusion politique

Qualifier, à l'identique, de populiste l'extrême droite [19] et la gauche de transformation sociale et écologique permet aux classes dirigeantes et aux médias dominants d'amalgamer des courants politiques opposés et ainsi de discréditer les propositions de cette gauche. Or, les partisans du populisme de gauche ne font en fait sur ce point que reprendre ce discours dominant.

Reprendre ce discours laisse entendre que nous

aurions des choses communes avec l'extrême droite. Pire, cela entretient l'idée que cette dernière souhaite aussi rendre sa souveraineté au peuple. Cette confusion efface un double clivage, sur la définition du peuple et sur la question de la démocratie. Nous aurions ainsi les mêmes objectifs que l'extrême droite, seuls les moyens différeraient. Dans la situation actuelle, un tel sentiment ne peut que légitimer encore plus le Front national.

Définir l'ennemi, est-ce le problème principal ?

Le populisme fonctionne sur le mode du « eux et nous ». Chantal Mouffe [20] part de la conception de Carl Schmitt, qui fait de la discrimination entre amis et ennemis le point nodal de la détermination du politique. Elle s'en distingue cependant sur un point. Pour Schmitt, il s'agit d'éliminer un ennemi qui est un obstacle à l'homogénéité du peuple, alors qu'il s'agit pour elle de définir un adversaire dans une démocratie qui resterait pluraliste. Si cette distinction est fondamentale, elle est cependant loin de résoudre tous les problèmes.

En effet, si la désignation de l'adversaire est une condition du combat politique, elle ne doit pas nous amener à passer sous silence les contradictions – d'abord chez les dominants, contradictions qu'il s'agit d'exacerber –, mais surtout chez les dominés, car ces dernières sont un obstacle à la construction d'une stratégie hégémoniste. En effet, une même personne peut à la fois être exploitée par le capital, opprimée par d'autres exploités, ou en opprimer d'autres, et prise dans des configurations discriminantes. Il est donc impossible de réduire tous les antagonismes qui traversent la société à un antagonisme majeur, que ce soit le rapport capital/travail, pourtant fondamental, ou la division peuple/oligarchie portée par le populisme de gauche.

C'est ce qui rend difficile la construction d'une stratégie et d'un projet émancipateur. Comment faire converger, sur des objectifs communs, des combats se situant sur des terrains différents ? Comment faire pour construire une cohérence stratégique si aucun acteur particulier (le prolétariat, le Parti) ne peut la donner *a priori* ? Comment construire un projet d'émancipation qui tienne compte de la multiplicité des oppressions ? La réponse du populisme de gauche est qu'il faut construire le peuple comme sujet politique en lui désignant un adversaire, l'oligarchie, et en s'appuyant sur « la dimension affective en politique et la nécessité de mobiliser les passions par des voies démocratiques [21] ».

Cette réponse pose deux problèmes. D'une part, il est loin d'être sûr qu'*in fine* les gens choisissent l'ennemi que nous voulons : l'oligarchie ou l'immigré ? Roger Martelli a raison de rappeler que l'expérience montre qu'il est plus facile de désigner un ennemi proche, à côté de chez soi, qu'un ennemi lointain et inaccessible, comme par exemple la finance. Ce qui fait la force des partis d'extrême droite n'est pas dû seulement « au fait qu'ils expriment, même de façon très problématique, de véritables demandes démocratiques que les partis traditionnels ne prennent pas en compte [22] », mais aussi que « cette façon très problématique » a, comme le remarque Chantal Mouffe elle-même, pour nom la xénophobie. Les questions sociales et démocratiques sont vues à travers le prisme xénophobe et raciste et les passions mobilisées ne renvoient pas seulement à l'idée de peuple, mais surtout à la haine de l'autre. Mobiliser les affects et désigner un adversaire est certes nécessaire, mais cela ne peut se faire que sur la base d'un projet émancipateur porteur d'un imaginaire social de transformation, comme l'a été en son temps l'idée de communisme. C'est cet imaginaire qui doit être « à haute teneur affective », pour reprendre ici une expression de Chantal Mouffe. Face à l'extrême droite qui promeut une politique et un imaginaire du ressentiment, nous devons promouvoir l'espoir d'une société démocratique, plus juste et plus égalitaire.

D'autre part, l'idée même de « construire le peuple » pose problème. Car la question immédiate est « qui construit le peuple ? » Si on remplace le mot « peuple » par « prolétariat », on retrouve là la thématique classique du substitutisme avant-gardiste dans laquelle, *in fine*, le prolétariat, ici le peuple, doit être construit politiquement par une entité extérieure. Dans la logique de la représentation, les représentants incarnent le peuple par le moyen du suffrage universel. Cohérente, cette vision, on l'a vu, est porteuse d'une logique oligarchique. Qu'en est-il

dans le populisme du gauche ?

Le non-dit du populisme de gauche

Le populisme se distingue d'autres processus politiques par un mode d'être de la politique tout à fait particulier, celui d'un rapport direct entre une personnalité se voulant charismatique et le peuple, ou d'ailleurs plus exactement le peuple s'incarne dans le meneur. Ce n'est donc pas simplement par effet de circonstances que les forces populistes sont essentiellement d'extrême droite. Il y a un lien étroit entre la démarche autoritaire du populisme et ce que proposent ces forces.

À la question « qui ou quoi construit le peuple ? », la réponse populiste est : c'est le chef qui construit le peuple et incarne sa volonté. L'homme providentiel (historiquement c'est le plus souvent un homme) fait exister le peuple comme entité politique à travers lui-même. En fait, contrairement au populisme de droite qui n'a pas ce genre de pudeur, le populisme de gauche évite généralement de traiter cette question. Ernesto Laclau n'hésite cependant pas à indiquer explicitement que, pour lui, « l'absence de meneur » équivaut à « la dissolution du politique [23] ». On le voit, il s'agit pour lui d'une question centrale.

Le populisme, qu'il soit de droite ou de gauche, est donc un autoritarisme et on voit mal comment la valorisation et le mythe du chef pourraient se retourner dans une perspective émancipatrice. Le paradoxe de cette affaire est que le populisme, qui critique la représentation parlementaire, ne fait que pousser à l'extrême la logique de la représentation : l'incarnation poussée à sa limite.

Sortir de l'impasse

Dans une perspective démocratique émancipatrice, le populisme, même dit de gauche, est une impasse. Comment en sortir ? Ernesto Laclau fait une longue citation d'un passage de *Psychologie des foules et analyse du moi*, où Freud évoque au contraire que le meneur pourrait avoir comme substitut une idée, une abstraction [24]. Il est dommage qu'il ne reprenne pas cette analyse féconde – il affirme au contraire juste quelques lignes avant que « La nécessité d'un meneur existe toujours [25] » – car elle permet d'entrevoir ce qui peut être l'élément moteur et unificateur. L'idée, l'abstraction, dont parle Freud dans ce passage, c'est le projet émancipateur qui doit être porté par notre imaginaire. Un tel projet n'est pas simplement un programme, pourtant indispensable, de mesures concrètes réalisables, mais une perspective d'avenir qui permet à l'espoir de naître et de résister aux vents contraires. Il n'y a aucune garantie pour que l'action politique en vue de l'autogouvernement des êtres humains réussisse ou même puisse voir le jour. Cela dépend entièrement de nous, même si cette action s'enracine dans les contradictions du monde réel.

Sur quoi fonder une telle perspective émancipatrice ? Comme on l'a vu plus haut, on ne peut la fonder sur rien. C'est un choix politique que nous faisons (ou pas). Il peut être rationnellement argumenté, mais toute tentative pour en démontrer théoriquement la nécessité ne peut mener qu'à des théories spéculatives, que ce soit la théorie des droits naturels ou celle du communisme comme nécessité de l'histoire. Nous restons donc seuls avec nous-mêmes et c'est ce que nous décidons de faire ou de ne pas faire qui créera peut-être du sens. C'est pourquoi les questions stratégiques sont si importantes.

À l'idée ambiguë de « construire le peuple », il faut opposer le projet d'une convergence stratégique entre les différents mouvements de contestation de l'ordre néolibéral et sécuritaire [26]. Il s'agit donc plus d'une « autoconstruction » que de construction. Dans une perspective hégémonique, cela ne peut se faire que sur la référence à un projet commun qui soit capable d'être une force d'attraction politique et idéologique. C'est dans ce cadre qu'une organisation politique peut jouer un rôle par sa capacité d'initiatives et de propositions. Mais cela suppose une tout autre forme d'organisation que les partis politiques actuels, pétris de verticalisme et marqués par un rapport de similitude avec l'appareil d'État [27].

Notes

[1] Pensons entres autres aux fameux critères de Maastricht.

[2] Abraham Lincoln, *Discours de Gettysburg*.

[3] Je n'entre pas volontairement ici dans le débat sur la place des femmes et le rôle des esclaves. Sur Athènes, la littérature est immense : voir notamment Moses Finley *Démocratie antique, démocratie moderne*, Payot, 1976, Cornélius Castoriadis, *Les carrefours du labyrinthe*, notamment le tome 4, Seuil, 1996 ; Emmanuel Terray, *La politique dans la caverne*, Seuil, 1990 ; Pauline Schmitt Pantel et François de Polignac (sous la direction de), *Athènes et le politique*, Albin Michel 2007 ; Paulin Ismard, *La démocratie contre les experts*, Seuil, 2015. Pour une présentation synthétique, Pierre Khalfa, « Retour sur les origines de la démocratie ».

[4] Sont ainsi élus les stratèges et les responsables des finances de la cité, car ces postes nécessitant une compétence technique, il faut choisir les meilleurs

[5] Le développement qui suit est repris de Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion 1995.

[6] Voir sur ce point Myriam Revault d'Allones, *Le miroir et la scène*, Le Seuil, 2016.

[7] La France a le triste privilège d'être le pays qui a mis le plus de temps à passer du droit de vote réservé aux hommes au suffrage universel.

[8] Je ne parle volontairement pas de « démocratie directe », cette expression étant, soit rattachée à la démocratie grecque, qui, si elle représente un germe (pour reprendre ici le terme employé à ce sujet par Castoriadis), ne peut évidemment être reproduite, soit au modèle conseilliste qui est historiquement marqué.

[9] Sur le plan économique, voir par exemple Fondation Copernic*, Changer vraiment !*, Syllepse 2012 ; et Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, Les Liens qui libèrent, 2017.

[10] Cornélius Castoriadis, *Le monde morcelé,* Seuil, *1990*, p.138.

[11] Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, 10/18, 1963, p. 83.

[12] Jean-Jacques Rousseau, *Ibid,* p. 115.

[13] Cité par Jean-Claude Monod, *Penser l'ennemi, affronter l'exception*, La Découverte, 2007.

[14] Athènes avait institué une procédure d'autocontrôle du peuple par lui-même, le *graphe paranomon*. Un homme pouvait être accusé et jugé pour avoir fait une proposition à l'Assemblée du peuple, même si celle-ci l'avait adoptée. Il est alors jugé devant un tribunal tiré au sort et comprenant plusieurs milliers de personnes. Si la proposition était jugée illégale, son auteur pouvait être lourdement condamné et le vote de l'Assemblée annulé. Il s'agit donc là d'une procédure d'appel du peuple contre lui-même, devant lui-même. Ce n'est pas une cour constitutionnelle restreinte, mais le peuple lui-même qui est le recours contre des décisions qu'il a lui-même prises.

[15] Dans un avant-propos rédigé pour la revue *Tumultes* n°40 (juin 2013), Etienne Balibar indique « repérer (…) quatre noms du peuple inscrits au premier plan par la tradition occidentale ».

[16] Manuel Cervera-Marzal, *La démocratie sous tension*, in *Utopia Nova. La démocratie radicalement*, « Tumultes », n°47, octobre 2016.

[17] Chantal Mouffe, *Carl Schmitt et le paradoxe de la démocratie libérale*, in*, Le paradoxe démocratique*, Beaux-Arts de Paris, 2016.

[18] Chantal Mouffe, « Le moment populiste », 9 juillet 2016.

[19] Chantal Mouffe n'emploie d'ailleurs pas le terme « extrême droite » mais « populiste de droite ».

[20] Chantal Mouffe*, L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016.

[21] *Ibid*, p. 106.

[22] *Ibid*, p. 107.

[23] Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Seuil, 2005, p.81.

[24] *Ibid*, p. 79.

[25] *Ibid*, p. 78.

[26] Le débat avec Chantal Mouffe a montré que nous étions assez proches sur ces points malgré un vocabulaire différent.

[27] Voir l'intervention de Roger Martelli au Forum de Nîmes le 21 janvier 2017.

Débats

À propos du livre d'Emmanuel Terray, « Penser à droite » : du conservatisme libéral à la mondialisation capitaliste

mardi 21 février 2017, par Claude Calame

Qu'est-ce donc que « penser à droite » ? Les réponses proposées par l'anthropologue Emmanuel Terray sont d'ordre historique et politique. Elle partent d'un principe énoncé d'emblée : « La pensée de droite est d'abord un réalisme : elle accorde un privilège à l'existant, et tend à s'incliner "devant la force des choses", la puissance du fait acquis » (p. 23).

La trame de l'enquête est à la fois historique et systématique ; par ce double biais, elle permet de rendre compte de la diversité de la pensée de droite, dans le temps et dans l'espace idéologique et politique. De là, par conséquent, les références régulières aux grands penseurs de la droite tels Hippolyte Taine, Antoine de Rivarol, Auguste Comte, Charles Maurras ou Chantal Delsol en France, Carl Schmitt ou Ernst Jünger en Allemagne ; les citations de leurs ouvrages ponctuent et rythment le parcours intellectuel offert par l'anthropologue critique, élève en philosophie de Louis Althusser. Quant au fil conducteur de l'investigation, il est offert par les différentes idées qui n'ont cessé d'animer et de mobiliser la pensée de droite.

À commencer par le réalisme qui évacue toutes les formes d'idéalisme pour donner son acquiescement à ce qui existe, à « ce qui a au moins le mérite d'exister » ; et ce qui existe, socialement et politiquement, ce sont les individus, et non pas les collectivités ou les abstractions telles la Justice, la Nation ou le Peuple. Mais, si la pensée de droite prend pour référence le réel, c'est uniquement « sous condition de l'ordre » : cet ordre qui, deuxième paramètre de la pensée de droite, est porteur de civilisation, cet ordre dont on se demande par ailleurs s'il est naturel ou artificiel. Et, troisième thème, qui dit ordre dit hiérarchie, et qui dit hiérarchie dit inégalité : inégalité entre la masse et l'élite, inégalité devant la citoyenneté, inégalité à l'égard d'une liberté crainte par la majorité, pour assurer la domination de la classe dirigeante. Ce pouvoir des élites est assis sur une quatrième idée cardinale de la pensée de droite, celle de l'autorité. Car « l'importance capitale de l'autorité pour les penseurs de droite tient au fait qu'à leurs yeux, elle constitue la forme première et fondamentale du lien social » (p. 64) ; le concept est de plus soumis à la distinction essentielle, reprise par Georges Dumézil, entre autorité fondatrice (d'un ordre nouveau) et autorité conservatrice (qui maintient l'ordre institué).

Mais la pensée de droite suppose aussi une anthropologie, c'est-à-dire une conception de l'être humain : nature humaine d'ordre biologique pour un homme en proie aux instincts, aux passions, aux vices. Ce caractère « immuablement pervers » de la nature humaine exige l'imposition des valeurs défendues par Charles Maurras : ordre, tradition, discipline, hiérarchie, autorité, travail, famille, etc. Les progrès découlant de la maîtrise de la nature par la science et la technique doivent y être subordonnés. De là, sixième thématique, les variations dans la manière d'envisager les relations de l'individu avec la société. On reconnaît à ce propos la nécessité de l'autorité de l'État, plutôt contradictoire dans le contexte de l'individualisme libéral ; s'il est vrai qu'il est congédié dans le domaine de l'économie, l'État est appelé à la rescousse pour faire respecter l'ordre et la loi. On entre ainsi en politique : d'abord, la démocratie, septième chapitre, pour une souveraineté populaire qui, par le pouvoir exécutif, doit rester aux mains d'une minorité éclairée ; puis, la nation attachée à l'idée de patrie, à celle de terre, sinon à celle de race, avec pour corollaire le rejet des immigrés et les discriminations et stigmatisations dont ils sont l'objet ; enfin, les dérives fascisantes dans les droites extrêmes par la paradoxale

dénonciation des élites, par une xénophobie agressive et par le mépris des libertés fondamentales auxquelles l'individualisme libéral reste pourtant attaché.

De là, en politique, trois corollaires (qui, en triade, concluent la séquence des douze chapitres de *Penser à droite*) : défiance à l'égard de l'activité politique, et plaidoyer pour les artisans et les professions libérales qui contribuent pratiquement au bien commun ; opposition entre la morale qui s'adresse à l'individu et le politique qui concerne le groupe ; rapports avec un catholicisme dans la fascination exercée, même sur les penseurs athées, par les interventions d'un être tout-puissant et omniscient dont l'autorité ne souffre pas le moindre doute.

En conclusion, la pensée de droite est loin d'être homogène et, par référence implicite à la situation contemporaine, une tension est tracée entre les valeurs du libéralisme économique et celles du conservatisme social. Les contrastes sont organisés en une série d'oppositions binaires qui sentent bon l'anthropologie structurale : mobilité *versus* stabilité, innovation *versus* continuité, cosmopolitisme *versus* patrie, compétition *versus* consensus, etc. Tout penseur altermondialiste sera sensible aux causes alléguées pour rendre compte de l'accentuation de ces tensions : d'une part, l'avènement du capitalisme financier avec la marchandisation de toute chose par la domination de la valeur-argent ; d'autre part, la mondialisation (économique) couplée avec la chute du communisme. Par la référence en particulier aux travaux de Robert Castel, Emmanuel Terray conclut son investigation politico-anthropologique en esquissant la situation dans laquelle sont désormais impliqués les penseurs de droite par la dérégulation systématique de l'économie et la remise en cause en parallèle de la protection sociale instituée dans la conjoncture des « Trente glorieuses », en confrontation avec les pays communistes.

Le constat est sévère et on ne pourra qu'y souscrire : l'hégémonie du marché, en particulier par le fait de la mondialisation, a soustrait l'économie à tout contrôle gouvernemental, engageant les classes dirigeantes à revendiquer une rentabilité de 15 % pour une économie dont le taux de croissance est bien inférieur ; l'écart de revenu entre la masse des plus pauvres et l'oligarchie des plus riches s'en est trouvé fortement creusé. L'analyse devient alors brièvement marxiste : contradiction entre le libéralisme économique et le conservatisme social, avec la perspective d'un fracture dans les tenants de la pensée de droite. Révolution ? Des deux conditions énoncées par Lénine, une seule serait pour l'instant remplie : « ceux d'en haut » ne peuvent plus vivre de la même manière. Restent « ceux d'en bas » ; mais du côté de « l'Opposition » c'est pour l'instant le silence, tant les partis de l'opposition instituée ont renoncé à mettre en cause le système capitaliste comme tel – en attendant une renaissance du communisme ?

Emmanuel Terray nous offre donc un essai qui donne à réfléchir sur la situation d'impasse politique, économique, sociale et idéologique dans laquelle nous a placés la domination d'un libéralisme centré sur la seule liberté du marché, mise au service de l'accumulation capitaliste et du profit financier.

Nombreux sont les approfondissements critiques auxquels nous invite une pensée de droite détournée au profit d'une petite oligarchie de ploutocrates qui sont parvenus à vider le politique de tout pouvoir et de tout sens.

Du côté de l'expansion mondiale d'un capitalisme libéralisé et axé de manière exclusive sur l'augmentation du taux de profit, on devrait approfondir le processus de domination néocoloniale sur les « ressources naturelles » et les « ressources humaines » des pays les plus pauvres. Par l'intermédiaire des plans d'ajustement structurel imposés aux pays les plus endettés par les institutions bancaires internationales et par le biais des multinationales qui pratiquent l' « optimisation fiscale » la plus éhontée, non seulement on est parvenu à imposer un mode économique fondé sur l'extractivisme et le productivisme par l'intermédiaire des énergies fossiles ; mais surtout, par la marchandisation, on a soutenu le principe d'une croissance en termes purement financiers, axée sur la consommation addictive et la création de besoins nouveaux : au détriment des communautés des hommes, au détriment de leur environnement. On sait les problèmes de pollution climatique et

environnementale, de destruction sociale et culturelle, de migration contrainte qui en découlent.

Du point de vue idéologique, l'apparente contradiction entre le conservatisme social et le libéralisme économique a été parfaitement intégrée par les partis d'extrême droite toujours plus en faveur dans les pays occidentaux, des néo-conservateurs états-uniens au Front national français en passant par la Fidesz-Union au pouvoir en Hongrie ou l'UDC helvète (30 % des sièges au Parlement fédéral). Par leur propagande populiste, les conséquences destructurantes d'un libéralisme économique et financier qui exclut toute mesure régulatrice de la part de l'État sont canalisées vers un nationalisme étroit et discriminant. Les craintes des salariés précarisés par les attaques au droit du travail, les privatisations, la réduction des services sociaux sont dirigées contre plus précarisés encore : chômeurs, réfugiés, migrants, Rroms, etc.

Il y aurait enfin à redire les perversions récurrentes d'un individualisme libéral désormais centré sur l'affirmation égoïste d'un « self » très anglo-saxon : développement de l'individu à partir de capacités qui lui seraient propres, en concurrence compétitive avec les autres, au nom d'une liberté exercée à leur détriment. Tout en ignorant que l'individu agissant comme personne est fabriqué et soutenu par les autres, cette idéologie du développement autonome de soi et de la performance individuelle a pour résultat les discriminations les plus sévères à l'égard des plus pauvres et des plus fragiles, à commencer par celles et ceux que la domination capitaliste et la mondialisation économique ont contribué à précariser et à marginaliser. À cet égard en particulier, de l'inlassable militant de la LDH pour les droits fondamentaux des « sans-papiers », on aurait peut-être attendu davantage quant à l'impact de sa réflexion autour du « penser à droite », sur son engagement concret pour les victimes d'une pensée devenue unilatérale et hégémonique.

En définitive, refuser de penser à droite serait renoncer à estimer que « le réel est supérieur au possible ». Dans cette mesure, ce n'est peut-être pas tout à fait un hasard si la présente recension paraît dans une revue qui a précisément pour titre titre « *Les Possibles* » ! Les solutions alternatives existent, à nous de les activer.

À propos de l'ouvrage Contre l'allocation universelle (M. Alaluf, D. Zamora, dir.)

mardi 21 février 2017, par Christiane Marty

À l'heure où le revenu universel occupe le débat public, un petit ouvrage paru fin 2016, *Contre l'allocation universelle [1]* vient en éclairer les enjeux, à partir d'une évaluation résolument de gauche.

Versée de manière inconditionnelle à chaque citoyen, l'allocation universelle vise à lutter contre la pauvreté, la précarité et le chômage. Paradoxalement, la proposition séduit à gauche comme à droite. Dans son acception de gauche, elle doit permettre chacun de se libérer de l'impératif de travailler : selon ses promoteurs, le plein emploi serait en effet devenu une utopie du fait de la robotisation et l'automatisation des tâches. Le travail flexible de type « uber » devenant la norme, « le revenu de base inconditionnel serait donc le dispositif social adapté à une société 'ubérisée' ». À droite, cette idée plaît aussi, ses partisans y voyant un moyen de se débarrasser des institutions de la sécurité sociale.

Les quatre contributeurs de l'ouvrage, chacun sous un angle différent, s'attachent à révéler les erreurs de raisonnement des projets de gauche, et les dangers de ceux de droite. De fait, le principe de l'allocation universelle s'accorde bien avec la pensée libérale : chacun recevant un même revenu au départ, c'est de sa responsabilité individuelle de le faire fructifier.

La première contribution est signée par Daniel Zamora et retrace la genèse de l'idée d'allocation universelle. Tout d'abord, l'auteur remet en cause le fait que cette idée aurait une longue histoire – ses promoteurs la font remonter au XVI^{e} siècle et à Thomas More. La construction d'une telle histoire idéalisée sur le plan intellectuel est, écrit-il, une manière de fonder la légitimité de cette idée. Au contraire, elle « n'a pu émerger que par la remise en cause des institutions de protection sociale d'après-guerre et du projet social qu'elles portaient ». Elle est ainsi intimement liée à l'émergence du néolibéralisme, aussi bien par le type de réponse qu'elle propose face à la crise que par la conception de justice sociale sur laquelle elle s'appuie. L'auteur présente une intéressante mise en perspective de la question sociale depuis le XIX^{e} siècle. Il retrace l'avènement de l'État social, de l'idéal égalitaire, puis sa fragilisation à partir des années 1970. L'apparition d'une notion de justice sociale basée sur l'égalité des chances est au fondement de l'idée de revenu de base : l'objectif n'est plus « d'abolir la compétition en établissant l'égalité réelle, mais de garantir que la concurrence soit loyale, que nous partions tous sur la même ligne de départ ». Ainsi, « prôner l'instauration d'une allocation universelle, c'est abandonner la lutte contre les inégalités ». C'est contester l'État social, la protection sociale, son rôle de redistribution, et c'est escamoter la responsabilité des politiques néolibérales dans la production des inégalités.

Dans la deuxième contribution, Seth Ackerman explique pourquoi l'allocation universelle n'est pas une solution au chômage. Il conteste ainsi l'analyse d'un sociologue, Peter Frase, pour qui les effets désastreux du chômage ne seraient pas « inhérents à la condition de sans-emploi, mais découlent plutôt d'une stigmatisation sociale. » Ainsi, les gens auraient besoin d'un revenu, pas d'un emploi. Argument fréquent chez les tenants de gauche du revenu universel. Pour Frase, la bonne réponse passerait par l'allocation universelle accompagnée d'une campagne idéologique valorisant le non-travail « contre l'hégémonie de l'éthique du travail ». Ackerman argumente contre cette thèse. Il rappelle que l'éthique du travail n'est pas un simple arbitraire social, et que « de manière presque universelle, on juge problématique que *certains* soient pauvres et d'autres riches, ou que *certains* passent leur vie à

travailler pendant que d'autres se consacrent aux loisirs ». Marx et Engels parlaient d'une « responsabilité égale pour tous de travailler ». Dans un second temps, l'auteur met en cause l'idée que le revenu universel permettrait d'atteindre le plein emploi… en réduisant le nombre de demandeurs d'emploi. Il rappelle que la plupart des personnes sans emploi souhaitent en avoir un. Pour lui, l'émancipation du travail salarié passe par la réduction du temps de travail, non à travers le nombre de travailleurs, mais à travers le nombre d'heures par travailleur. De ce point de vue la voie « *vers une politique postproductiviste est l'abondance d'emplois salariés* », avec une norme réduite de temps de travail.

Jean-Marie Harribey signe la troisième contribution « Repenser le travail, la valeur et les revenus », thème important des travaux qu'il a menés depuis une vingtaine d'années. Face aux défaillances de la protection sociale qui échoue à assurer à chacun de quoi vivre dignement et à favoriser l'insertion dans l'emploi, ne faudrait-il pas en revoir les modalités ? L'auteur revient rapidement sur les étapes qui ont forgé l'idée du revenu universel, en lien avec l'évolution, depuis deux siècles, des conceptions philosophiques et politiques. Il interroge ensuite la place du travail dans la société. Certes, le travail est aliénant, mais c'est en même temps un facteur de reconnaissance et d'intégration sociales. Pourtant, les défenseurs du revenu inconditionnel ne reconnaissent pas cette ambivalence. De plus, ils fondent la légitimité d'un revenu inconditionnel sur une conception erronée de la valeur économique, en affirmant que le travail ne serait pas la source de toute valeur économique et que celle-ci peut naître hors du système productif, du fait de la place croissante prise par les connaissances (concept de capitalisme cognitif). Ou encore du fait que toute activité autonome – voire une activité de lien social – serait productrice de valeur économique, ce qui justifierait le versement d'un revenu. L'auteur remarque que cette conception confond valeur d'usage et valeur économique, c'est-à-dire richesse et valeur. Il rappelle que c'est la validation sociale des activités qui fait la valeur économique dans notre société : « *l'utilité sociale d'une activité ne peut être décrétée comme allant de soi. Elle doit être soumise à l'approbation démocratique* ». Un revenu inconditionnel ne pourrait provenir que d'un transfert, c'est-à-dire d'un prélèvement sur les revenus du travail réalisé dans la sphère productive. Il ne peut donc y avoir de revenu monétaire déconnecté de l'emploi (ce qui explique la préférence pour le terme « allocation » universelle et non « revenu »). J.-M. Harribey fait ensuite une analyse critique du chiffrage des divers projets et de leurs implications sur la protection sociale. Il attire enfin l'attention sur le risque d'entériner la dualisation de la société entre ceux qui seraient exclus du travail validé collectivement et les autres. Les droits sociaux ayant été fondés historiquement sur le travail, vouloir se débarrasser du travail, en nier le rôle social, c'est affaiblir tout l'édifice des droits sociaux qui y sont associés.

Enfin, dans le quatrième article intitulé « Adieux à l'État social, André Gorz et l'allocation universelle », Mateo Alaluf retrace l'évolution de la pensée de Gorz, l'un des principaux inspirateurs du revenu d'existence. Tout d'abord hostile à cette idée de revenu, Gorz ne s'y est rallié que tardivement, en 1997, avec son livre *Misères du présent, richesse du possible*. Il est intéressant de prendre connaissance du parcours de cet intellectuel, car il « est constamment convoqué comme gage moral de légitimité par les tenants 'de gauche' du revenu universel » alors qu'en réalité, son adhésion à cette idée est bien moins évidente qu'il n'y paraît. Gorz a commencé par soutenir « un revenu social indépendant de l'occupation d'un emploi », mais indissociable d'une réduction collective du temps de travail et de l'exercice d'une activité. Sinon, disait-il, un tel revenu ne serait que « le salaire de l'inactivité forcée ». Mais, au bout de son parcours, Gorz aboutit à « un diagnostic unilatéral et désespéré du travail. S'il n'y a plus rien à
retirer du travail pour l'émancipation, autant se résigner à un revenu d'existence suffisant en rupture complète avec le travail ». Alaluf cite les critiques de Robert Castel contre ce diagnostic jugé « sociologiquement erroné et politiquement dangereux ». Des droits forts sont nés du travail, qui sont remis en cause aujourd'hui. « Renoncer à mener des luttes

sur le front du travail revient à accepter, conclut Castel, que les entreprises puissent puiser au moindre coût dans un stock de travailleurs potentiels, rémunérés par un revenu de subsistance médiocre et formant une nouvelle armée de réserve ». Le revenu d'existence inconditionnel pourrait ainsi être un outil des politiques néolibérales pour saper les fondements de l'État social.

On ne peut mieux terminer qu'en reprenant la mise en garde de l'essai : « la restriction des droits sociaux nourrit les contre-réformes néolibérales et l'octroi d'un revenu inconditionnel s'inscrit bien dans cette tendance.../... L'abandon des droits sociaux nourrit la montée d'une extrême droite redoutable. Il revient maintenant et de manière urgente à la gauche d'imaginer l'État social au temps de la mondialisation. »

Notes

[1] « Contre l'allocation universelle », 2016, Lux Éditeur, Québec, par Mateo Alaluf et Daniel Zamora (dir.), Jean-Marie Harribey et Seth Ackerman.

La théorie du sans emploi : un pas dans la sociologie néolibérale

mardi 21 février 2017, par Jean-Marie Harribey

Les publications sur le travail et l'emploi abondent. Elles viennent de tous côtés. De celui des gouvernants, des idéologues du patronat, et de la majorité des prétendus experts académiques ou des officiants grassement payés dans les organismes internationaux prônant la baisse des salaires et l'abaissement des protections sociales. Du côté aussi de ceux qui dénoncent les « emplois de merde » [1] ou qui continuent à défendre un code du travail protecteur, la réduction du temps de travail pour endiguer le chômage et concevoir un modèle non productiviste, et la réduction des inégalités de revenus [2]. Mais il y a aussi une troisième catégorie qui s'est saisie des thèmes à la mode : la révolution numérique qui fait soi-disant arriver la fin du travail, l'économie collaborative des auto-entrepreneurs qui peuvent survivre grâce au revenu d'existence. Le livre récent du sociologue Raphaël Liogier appartient à cette dernière catégorie : *Sans emploi, Condition de l'homme postindustriel* (Les Liens qui libèrent, 2016). Cet essai s'appuie-t-il sur des faits objectifs ou bien est-il une suite de préjugés idéologiques s'inscrivant dans l'air du temps ? En prenant le lecteur à contrepied, Liogier annonce plusieurs bonnes nouvelles. Correspondent-elles à la réalité ?

Première nouvelle : le capitalisme a disparu

Le livre de Raphaël Liogier part de l'idée que la révolution numérique à l'œuvre depuis quelques décennies a fait disparaître le mode de production capitaliste (tout au moins dans les anciens pays industrialisés, à savoir pour lui : les États-Unis et l'Europe ; notons déjà l'absence du Japon, dont la révolution Meiji, qui déclencha l'industrialisation du pays, eut lieu pourtant au XIX[e] siècle). Est advenu le « mode de production interactif » grâce à la robotisation et Internet. Nous serions au-delà de l'automatisation des tâches, parce que les machines ne calculent pas seulement beaucoup plus vite que les hommes, dorénavant elles choisissent entre plusieurs calculs celui qui est « le plus opportun » (p. 48).

C'est donc l'ère de l'intelligence artificielle. Mais comprenons de quoi il s'agit : « C'est l'idéal-type du cyborg. L'homme transformé à travers les machines. Machines qui participent de fait à son évolution organique. On peut parler d'une coévolution homme-machine qui est en train de commencer sans que nous en soyons clairement conscients. [...] À côté de l'*objectivation de sujets*, il y a donc une *subjectivation des objets*. C'est, cette fois, l'idéal-type de l'androïde. » (p. 36).

S'agit-il pour l'auteur d'un constat critique ? Pas du tout. Il note avec intérêt la mise au point en Chine « d'un robot féminin destiné à interagir avec les humains, à rendre des services imitant l'expression des affects humains, entre tristesse et humour. Cet androïde surnommé 'Jia Jia' devrait pouvoir développer des capacités d'apprentissage autonome (*deep learning*) grâce à sa connexion à internet. Le fait de donner un nom humain à ces machines n'est pas anodin. » (p. 37).

Alors que nombre de philosophes et de scientifiques s'inquiètent aujourd'hui du risque représenté par ce post-humanisme ou ce trans-humanisme qui n'aura plus grand-chose d'humain, Liogier y voit au contraire une promesse d'avenir. La raison essentielle en est que la robotisation va enfin supprimer le travail. Voyons cela de plus près.

Mais, auparavant, reprenons ce premier élément présenté comme un fait établi : le capitalisme a disparu. L'auteur nous raconte une histoire de l'humanité en trois étapes : l'économie de subsistance qui s'étend de l'aube de l'humanité jusqu'à l'avènement du néolithique, l'économie de rareté qui va de cette révolution jusqu'aux années

1970, dans laquelle le travail est sacralisé, et enfin l'économie interactive aujourd'hui. Selon Liogier, nous sommes sortis d'une économie de subsistance pour entrer dans une économie d'abondance (p. 40, 42, 43, 137), grâce à une « amélioration extrême de la productivité » (p. 191), dans laquelle « l'économie collaborative prend progressivement la forme d'un nouveau mode de production au sens de Marx » (p. 48). Mais, le problème est que, sortant d'une économie de rareté, puisque nous avons atteint l'abondance, subsistent des rentes (p. 160)… de rareté…

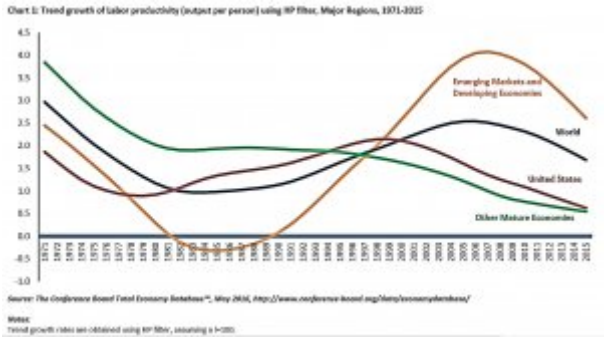
Dans cette fresque grandiose, le capitalisme en tant que tel ne joue pas de rôle décisif. Par un raccourci de l'histoire humaine assez étonnant, l'auteur affirme que « la révolution industrielle qui commence *à la fin du XIXe siècle*, est le *dernier moment* du capitalisme, autrement dit de l'économie de rareté » (p. 16, je souligne). D'une part, il se trompe d'un siècle pour l'Angleterre, les Pays-Bas et la Wallonie. D'autre part, la révolution industrielle est le premier moment véritable du capitalisme, et non le dernier.

D'ailleurs, le capitalisme, en tant que rapport social entre travail et capital, n'est jamais défini dans ce livre. S'il était défini, l'auteur pourrait-il parler de disparition du capitalisme ? Il prend la précaution de dire qu'elle ne concerne que les pays riches, mais, s'il définissait le capitalisme, pourrait-il considérer que, vu la libre circulation des capitaux qui place le monde entier sous le même impératif de profit et d'accumulation, une partie du monde est sortie du capitalisme alors que l'autre y entre à plein ? Peut-être l'auteur sent-il que son diagnostic est fragile, car il hésite sur ce « mode de production capitaliste que nous avons *virtuellement dépassé* » (p. 19, je souligne) ou bien sur le mode de production capitaliste « en voie d'extinction » (p. 172). Mais cela ne l'empêche pas de conclure que « le capitalisme est dépassé par le mode de production interactif » (p. 208-209). Cette conclusion n'a aucun sens si on définit le capitalisme par le rapport social dominant et non pas seulement par l'évolution des techniques.

Deuxième nouvelle : le travail disparaît

Nous sommes au cœur du livre. Son fil conducteur est que la hausse de la productivité du travail grâce à la robotique est en train de supprimer le travail. Le premier mouvement serait de se dire : tout le monde sera au chômage. Non, dit l'auteur, et le bandeau de l'éditeur entourant le livre en rajoute dans la provocation : « En finir avec le travail pour en finir avec le chômage ». Autrement dit, il n'y a pas de solution au chômage car « le chômage n'est pas un problème » (p. 9, premiers mots de l'introduction) et « plus on tente de préserver l'emploi, plus on aggrave la situation, retardant le passage à la nouvelle économie d'abondance » (p. 15).

L'auteur a le goût du paradoxe. Mais celui-ci est bâti sur une double erreur. Premièrement, depuis maintenant quatre décennies, dans tous les pays capitalistes développés (ceux dans lesquels l'auteur voit le capitalisme disparaître), la productivité du travail progresse de moins en moins vite, pour ne plus dépasser guère aujourd'hui que 1 % par an en moyenne, alors qu'elle augmentait d'environ 5 % par an dans la période d'après-guerre. Les ordinateurs, les robots et internet n'y changent rien. C'est le constat que faisait déjà Robert Solow dans les années 1980 : « on voit les ordinateurs partout sauf dans les statistiques de la productivité » [3]. Il s'agit donc de comprendre pourquoi le chômage a explosé dans la période où la productivité progressait le moins vite, la réponse se trouvant du côté de l'appropriation par les actionnaires de la plus grande part de ces faibles gains de productivité annuels.



Source : The Conference Board, *Productivity Brief 2016*, 2016.

Liogier fait état de gains de productivité plus élevés

dans certains secteurs industriels (p. 23, 24, 85), mais comme les économies sont devenues des économies de services, il ne voit pas que ces gains ne suffisent pas à tirer la productivité de l'ensemble vers le haut. Il ne s'attarde donc pas longuement sur les arguments de Robert Gordon [4], pour qui la révolution numérique ne paraît pas porter en elle des effets aussi importants que les deux premières révolutions industrielles. Il préfère ceux d'Erik Brynjolfsson et de Andrew McAfee [5], résolument plus optimistes devant le remplacement de l'homme par la machine. Et aucune étude sur le remplacement de l'homme par les robots n'emporte encore l'adhésion. [6]

Il s'ensuit une deuxième erreur factuelle. La diminution de la quantité de travail vivant nécessaire pour fabriquer chaque marchandise est confondue avec la variation de la quantité de travail utilisée dans l'ensemble de l'économie. La première est indéniable et est synonyme de la diminution de la valeur des marchandises, c'est-à-dire de l'augmentation de la productivité du travail, quoique très ralentie depuis une quarantaine d'années. Mais la seconde est plus complexe à saisir. Sur le très long terme, le volume global de travail diminue, mais cela ne signifie pas que, dans le même temps, le nombre d'emplois diminue proportionnellement. Parce que, entre les deux, intervient une variable déterminante : la durée individuelle du travail qui diminue. Par exemple, en France, sur deux siècles, on peut mettre en relation la productivité horaire du travail qui a été multipliée par environ 30, la production multipliée par 26 et la durée individuelle du travail qui a été divisée par 2. Le résultat est que le nombre d'emplois a augmenté de 75 % (multiplié par 1,75). [7] Il est donc faux d'écrire qu'« il y a moins de salariés » (p. 17, voir aussi p. 86, 92) et très hasardeux de prédire la disparition du travail et des emplois salariés ou non si on ne tient pas compte de l'évolution simultanée des quatre variables précédentes. Il est également faux d'affirmer que, historiquement, « cette réduction du temps laborieux s'accompagne en général d'une baisse de salaire et donc de pouvoir d'achat » (p. 81), affirmation d'autant plus curieuse qu'elle était précédée de son exact contraire affirmant « une hausse collective du niveau de vie » (p. 40).

Ces deux erreurs factuelles aboutissent à un parti pris idéologique : Liogier récuse toute idée de poursuivre le mouvement séculaire de réduction du temps de travail. Le verdict de l'auteur est sans appel : « Ce n'est pas seulement l'envol inhumain de la productivité, par machines interposées, à l'origine de l'économie d'abondance, qui renverse le règne de l'emploi. Internet a créé un nouvel espace-temps de production, de négociation et d'échange qui bouleverse la conception que nous avions du marché. Dans ce nouveau marché interactif les emplois exclusifs n'ont plus leur place et la notion de plein emploi, ou même de réduction du temps de travail, n'a plus aucun sens. » (p. 45). « Aujourd'hui, le plein emploi ne peut plus être un objectif pleinement légitime. Si toutefois on considère que la politique poursuit le bien commun. Même la réduction du temps de travail qui dépendait de l'existence de l'unité de temps et de lieu de la production n'a plus de sens. [...] Mais la réduction comme la hausse du temps de travail n'ont plus de sens à l'heure où les espaces de travail se disséminent ou se décentrent. Augmenter le temps de travail ne peut plus accroître la production et l'améliorer. Réduire le temps de travail n'est plus la cause du progrès social. Le vrai progrès social, c'est d'en finir avec le travail tout court. » (p. 77-78). L'auteur devrait aller expliquer cela à Fillon et Gattaz, qui veulent à tout prix ramener la durée hebdomadaire légale à 39 heures et ne lui mettre comme borne que les 48 heures de l'OIT, tout en obligeant à travailler jusqu'à 65 ou 67 ans, en attendant plus encore.

Mais tout n'est pas perdu puisqu'« on passe de l'illusion délétère du plein emploi à la réalité productive de la pleine activité » (p. 18, 93). L'adhésion à cette notion née dans les années 1980-1990 au sein des officines néolibérales ne laisse pas de surprendre. D'abord, les confusions furent à l'époque entretenues dans le débat public entre le travail et le travail salarié, l'emploi et l'emploi salarié (oubliant le travail indépendant), ou bien le travail fut opposé à l'emploi (alors que l'emploi est le cadre juridico-institutionnel dans lequel le travail, salarié ou non, s'exerce), et, finalement, le travail fut opposé à l'activité, sans que cette dernière soit rapportée à l'exigence de validation sociale pour être

créatrice de valeur. [8]

Et l'auteur adopte cette notion de pleine activité, oubliant qu'elle fut élaborée pour justifier les politiques qui avaient décidé de laisser filer le chômage, et qui, pour se dédouaner, prônaient le remplacement de l'emploi par l'activité. La thèse de Liogier, qui voit partout des politiques *en faveur* de l'emploi, serait risible si le résultat de ces politiques *contre* l'emploi n'était pas si catastrophique. Et il faut considérer la vision de « l'emploi, comme s'il s'agissait d'une richesse en soi » (p. 11, voir aussi p. 77, 83-84) comme un travestissement idéologique de la véritable intention desdites politiques de l'emploi, car qui peut croire un instant que le but de notre système économique est de « sauvegarder le travail malgré l'accroissement de la productivité » (p. 187) ? Toute l'histoire des luttes ouvrières victorieuses sur le temps de travail est ramenée à une parodie vulgaire : « La société vous aime, et donc ménage vos forces, semble dire le législateur en fixant un âge de la retraite à 65 ans ou en limitant le durée du travail hebdomadaire à 40 heures et en octroyant 2 semaines de congés payés à la suite des accords de Matignon de 1936 sous l'égide du Front populaire. » (p. 133).

Troisième nouvelle : le travail disparaît mais on peut verser un revenu d'existence

Liogier plaide pour l'instauration d'un revenu d'existence. Mais, malheureusement, en reproduisant toutes les incohérences et tous les contresens que l'on trouve dans les thèses en faveur de cette proposition.

« Ce sont les machines qui produisent l'essentiel de la richesse matérielle » (p. 43). Mais qui produit la valeur ? On ne sera pas étonné de voir reprise la confusion répandue dans toute ladite science économique et dans le débat public entre richesse et valeur : « la productivité [est] concrètement en train de s'accroître *sans le travail humain* » (p. 92, je souligne). La construction de cette phrase doit être interrogée : manifestement, il est sous-entendu par l'auteur qu'il s'agit de la productivité des machines, sinon la *productivité du travail sans travail* n'aurait pas de sens. Or, les machines, si elles servent à faire produire de la valeur par le travail, ne produisent elles-mêmes aucune valeur. L'incohérence se répète ailleurs : « Pour la première fois dans l'histoire, la productivité prend son envol sans l'emploi des forces laborieuses humaines. » (p. 16). Sont confondus le phénomène (l'évolution de la productivité du travail) et ses causes (progrès des techniques, meilleurs savoir et savoir-faire, organisation et intensité du travail…).

Derrière cette incohérence, il y a l'oubli ou la négation de la distinction entre valeur d'usage (ou richesse) et valeur : il faut, dit l'auteur, « sortir de l'idée que dans un couple celle ou celui qui reste au foyer ne fait rien de productif. Nous sommes tous productifs » (p. 93-95). De quoi ? De valeurs d'usage, oui ; de valeur, non, car la différence entre les deux dépend de la validation sociale des travaux, et non d'une décision individuelle. [9] Plus loin, l'auteur aboutira à une inversion de causalité sur la détermination du caractère productif du travail : « les travaux domestiques effectués par la famille ou certains de ses membres, l'éducation des enfants par les parents, seront relégués à une activité amateur. Non rémunératrice, *donc* non productive. » (p. 121, je souligne).

La confusion récurrente entre richesse et valeur empêche de voir la contradiction dans laquelle est plongé le capitalisme. Jusqu'ici le capitalisme compensait la diminution de la valeur unitaire des marchandises, consécutive à l'augmentation de la productivité du travail, par un élargissement permanent du champ de la production de valeur pour le capital. Et Gorz, que Liogier se plaît à citer, voyait là « la crise du capitalisme » [10], car les obstacles se multiplient face à cette compensation : rétrécissement de la base matérielle des ressources naturelles pour la production, insuffisance de débouchés pour des marchandises en surnombre à cause de la pression sur les salaires, stérilité de la finance qui ne peut pallier durablement la surexploitation du travail et de la nature.

Dès lors, il est contradictoire de soutenir que le travail (qui est, contrairement à ce qu'imagine

Liogier, seul créateur de valeur économique) disparaît et qu'il est possible de verser un revenu d'existence dont on se demande bien quelle en serait la source. Liogier semble répondre : « Le revenu d'existence doit être conçu comme la contrepartie de la participation à la richesse collective du seul fait de notre existence. Du seul fait de participer dès notre naissance à la vie collective, aux échanges matériels, au fait d'avoir des loisirs, d'aider les autres, de débarrasser la table à la maison, d'aider un malade à traverser la rue, de s'habiller, de répondre au téléphone, de marcher, de consommer. Le revenu d'existence est donc un revenu de base, sans condition autre que d'*être-au-monde*. Il est reçu comme un héritage par le citoyen parce qu'il est un enfant de la société. Il appartient à cette société, et la société lui appartient. C'est un revenu primaire en quelque sorte, qui peut être complété par toutes les autres sources financières possibles, en fonction des goûts, des compétences, des efforts de chacun. » (p. 94-95, je souligne).

Chaque élément de cette citation porte en lui une confusion : 1) dès la naissance, un enfant serait productif de valeur ! le fait d'être au monde crée sans aucun doute un droit, mais un droit ne produit rien ; 2) confusion entre produire et consommer ; 3) s'il était créé, le revenu d'existence serait un revenu de transfert et non pas primaire ; 4) les formes de revenu complémentaires sont renvoyées à la sphère de décision individuelle, niant ainsi que le travail est un acte social. On ne s'étonnera pas des conclusions : « Le revenu d'existence rend caduc le droit du travail [...]. (p. 103). « Un salaire minimum n'aurait plus de sens avec le revenu d'existence de haut niveau : tout autre revenu n'étant qu'un complément à cette base universelle. » (p. 111) [11]. On est en plein discours néolibéral.

Quant aux évaluations des montants possibles de ce revenu d'existence, elles frisent l'inconscience : entre 1000 et 1800 euros par mois pour les adultes (p. 96), donc de 600 à 1080 milliards d'euros par an, et entre 500 et 700 euros pour les mineurs, donc de 90 à 120 milliards par an, soit un total oscillant entre 690 et 1200 milliards par an. [12] Autrement dit, au bas mot, on atteint l'équivalent de la protection sociale actuelle, et, au plus haut, on atteint presque la totalité du revenu disponible des ménages. La contradiction éclate quand on voit que ou bien le montant atteint à peine le niveau du seuil de pauvreté, qu'on ne peut donc qualifier de « décent » (p. 102), ou bien le montant est si élevé qu'il fait disparaître la base même sur laquelle il pourrait être prélevé. L'auteur a sa solution : « L'ensemble pourrait être financé par la réorientation des dépenses de protection sociale (maladie, retraite, chômage, allocations familiales), sauf dans le cas des maladies de longue durée, et par une augmentation de deux points de la TVA. » (p. 95-96). Exactement le programme de Fillon pour 2017. Suit le lieu commun qui confond le source et l'assiette d'un prélèvement, et qui ignore donc que tout trouve sa source dans le travail : « Cette augmentation de la TVA est intéressante, parce qu'elle permet de financer davantage la protection sociale par la consommation que par le travail. » (p. 96).

Liogier se réfère à Yoland Bresson qui, dans les années 1980, avait élaboré une thèse selon laquelle la valeur économique aurait une double provenance partageant le temps de vie : le travail contraint et le temps libre. Cette partition du temps était due exclusivement chez Bresson à un artifice mathématique que j'avais mis en évidence. [13] Et cet auteur aboutissait à la conclusion ahurissante que la valeur de la vie d'un Africain était moindre que celle d'un Européen car les valeur-temps qu'il avait calculées pour l'un et l'autre étaient différentes.

Comme on peut s'en douter, toutes ces élucubrations rejoignent à l'insu de leurs auteurs la théorie néoclassique la plus banale fondée sur une prétendue théorie de la valeur, dite subjective : « Dans l'économie de l'abondance dans laquelle nous sommes entrés, c'est le désir d'être, le sens de la distinction, le *small is beautiful*, la singularité, qui déterminent prioritairement la valeur et donc le prix des choses. » (p. 71). Et l'auteur de multiplier des exemples pour étayer cette thèse, qui sont pour la plupart pris dans les domaines de l'art ou de l'immobilier, mais qui constituent justement des domaines à part de la production de marchandises par le capitalisme, et qui soit ne relèvent pas, ainsi que l'avaient déjà compris Ricardo et Marx, de la théorie de la valeur, soit reflètent des phénomènes

de rente ou de monopoles de marchés, en totale contradiction avec la croyance de l'auteur qui voit « le marché se rapproche[r] de l'idéal de la concurrence pure et parfaite » (p. 73) [14]. Et, dernier avatar de la fétichisation de l'argent et du capital, cette « chose morte » selon Marx, Liogier adhère au mythe de la finance capable de « produire spéculativement sa propre richesse » (p. 138), alors qu'elle ne fait que capter celle produite par le travail ou anticiper celle qu'elle pourra capter.

L'adhésion inconsciente à la théorie néoclassique est manifeste encore quand Liogier croit que le revenu d'existence romprait la subordination du travail au capital, dès lors qu'« il permet aux entreprises de se séparer à n'importe quel moment des employés. Mais il permet aussi à n'importe quel employé de se séparer à n'importe quel moment de l'entreprise à laquelle il consacre une partie de son temps. » (p. 105). Toute trace de rapport de domination au sein des rapports sociaux capitalistes a disparu, par la magie de l'évolution des techniques. Fétichisme et déterminisme technique vont ici ensemble. Et, pour faire bonne mesure, « pour libérer le travailleur de ses chaînes, il faut donc aussi le libérer du droit du travail. » (p. 105). Enfin, croire que « le travail [est devenu] la valeur de plus en plus centrale justifiant la distribution des revenus, et bientôt la distribution des statuts dans la société bourgeoise en gestation » (p ; 128-129) oublie que ce n'est pas le travail qui préside à la répartition des revenus et des statuts, mais c'est le capital qui en détient la clé. À la place du « sacre du travail » comme dit l'auteur (p. 129), notre société a institué celui du capital.

On encourage l'auteur à lire les travaux critiques sur le revenu d'existence [15], car, contrairement à ce qu'il affirme, jamais ils n'ont mis en avant que « le premier argument, le plus fondamental, qui semble plaider contre le revenu d'existence inconditionnellement octroyé est celui d'une dangereuse extension de la paresse. » (p. 113). L'argument de la paresse est invoqué uniquement par les idéologues réactionnaires, opposés de longue date à toute aide aux pauvres et à toute allocation chômage, dès l'instant où ils pensent que le chômeur a choisi d'être au chômage en bon calculateur rationnel. Liogier ignore les trois véritables critiques progressistes à l'encontre du revenu d'existence : 1) la place du travail comme l'un des facteurs d'intégration dans la société, à rebours des thèses sur la « disparition de la valeur travail » [16] ; 2) le travail comme seul créateur de valeur au sens économique, idée dont il résulte qu'on ne peut pas collectivement dissocier le travail et le revenu global [17] ; 3) le danger de libéralisation accrue en affaiblissant le droit du travail, la loi « travail » de 2016 en étant le plus récent exemple en France.

Quatrième nouvelle : l'abondance sans matière

Le lecteur n'est pas au bout de ses étonnements. En effet, à la production de valeur sans travail, au revenu d'existence tombant du ciel, à l'homme post (ou trans) -humain, à cet être cyborg post-industriel, correspond une économie sans matière. « C'est le capitalisme, s'appuyant sur l'accumulation matérielle et le travail salarié, qui a atteint ses limites, pour laisser la place à un nouveau mode de production plus efficace, plus écologique, plus créatif : *le mode de production interactif*. » (p. 12-13).

Comment est-ce possible ? « Avec le développement des imprimantes 3D chacun pourra aussi fabriquer et reproduire une multitude d'objets à la maison. » (p. 14). « Si nous accompagnions le mode de production interactif par un nouveau système qui abandonne définitivement l'emploi, alors nous passerions à une autre vitesse économique et sociale. Nous jouerions sur un autre terrain. Au lieu d'être à la traîne d'un monde industriel de surproduction en grande partie inutile dont nous ne faisons plus partie. Le progrès social se redéploierait et la croissance économique serait plus qualitative et durable. » (p. 19, voir aussi p. 75).

Le rêve enchanté d'une économie sans matière, c'est-à-dire de la « dématérialisation de la compétition productive » (p. 39) s'épanouit : « Imaginons des millions de véhicules de par le monde, roulant, navigant, volant pour transporter des passagers ou des marchandises. Tout ce trafic supervisé par des centres de contrôle et d'aiguillage

avec quelques humains. » (p. 30). L'auteur ne dit mot des conséquences de ladite dématérialisation en termes écologiques : l'usage des machines électroniques (ordinateurs, tablettes, smartphones) est très gourmand en énergie et métaux rares, et il contribue largement aux émissions de gaz à effet de serre.

Justement, selon Liogier, « l'énergie permettant de faire tourner et d'entretenir les technologies à disposition du plus grand nombre sera aussi de moins en moins chère. Car la part des énergies renouvelables s'accroît (le solaire et l'éolien surtout, à la place des énergies fossiles). » (p. 50). Comment peut-on être certain que l'avenir proche ou à moyen terme verra le coût de l'énergie renouvelable diminuer ? L'auteur indique que « ces nouvelles énergies durables, propres, existent en quantité illimitée à l'échelle des besoins humains » (p. 51) ou sont « virtuellement inépuisables » (p. 52). Ces énergies sont certes illimitées à l'état brut : la lumière du soleil, le vent, la force des marées, les nappes d'eau chaude. Mais leur transformation en énergie utilisable ne se fait pas sans coûts.

Dans ce monde imaginaire, « on peut monter une boutique virtuelle, par exemple de chaussures de sport, ce que fit la société Nike. Les chaussures peuvent être choisies et achetées dans l'univers virtuel, mais livrées à notre adresse dans le monde réel. » (p. 56-57). On s'attendrait à ce que ces chaussures soient livrées par Internet, sans camion, train, bateau ou avion, mais non, le monde virtuel ne peut répondre à tout. Ou alors l'homme « postindustriel » marcherait-il pieds nus, ou bien marcherait-il virtuellement sur Internet ?

Cinquième nouvelle : la richesse réelle est patrimoniale

L'ouvrage de Liogier se livre enfin à un plaidoyer pour une réforme fiscale en profondeurqui supprimerait l'impôt sur le revenu et le remplacerait par un impôt sur toute forme de capital. L'argument est que « le salaire peut être un leurre qui ne dit rien de la richesses réelle » (p. 149) et que, à l'inverse, on peut avoir beaucoup de capital mais pas de revenu « si le propriétaire n'en fait rien, le laissant pour mort » (p. 149). On a affaire ici à un paralogisme, voire à un sophisme. Certes, une fiscalité sur les patrimoines est nécessaire pour limiter leur concentration, mais il est extrêmement rare que les détenteurs de capital n'en tirent pas de revenus, généralement élevés. Sinon, on ne comprendrait pas pourquoi l'accumulation et la concentration des patrimoines grandissent. Or, cette accumulation n'est possible à l'échelle globale (et pas seulement entre les mains de tel ou tel capitaliste individuel) que par l'exploitation de la force de travail. Liogier ne doit pas ignorer cela puisqu'il écrit : « en disposant de cette richesse, *qui est produite par des milliers de gens*, les milliardaires disposent aussi du destin de la collectivité » (p. 151, je souligne). Aussi, l'idée qu'il faut effectuer un « prélèvement direct progressif sur le patrimoine global des personnes (sur le capital) » (p. 210) se heurte à une double impasse. D'une part, en omettant de distinguer stock et flux, on ne peut voir que le prélèvement d'un tel impôt se ferait sur le revenu tiré du capital, ou bien par la liquidation d'une partie de ce capital achetée par le revenu de quelque autre capitaliste. D'autre part, la notion de capital utilisée par Liogier est un fourre-tout comptable qui ne permet pas de mettre en évidence le capital selon qu'il est ou non mis en œuvre par la force de travail.

Quelle est la portée du projet politique exprimé par Liogier : « il ne s'agit pas de les exproprier, de les empêcher de s'enrichir » mais « de sanctionner la mauvaise gestion des plus riches » afin de « réattribuer le capital à d'autres qui en feront peut-être un meilleur usage » (p. 152-153) ? Tout au plus, à la place d'un capitalisme de monopoles gigantesques, il y aurait un capitalisme de plus petits (un peu plus petits) actionnaires.

Le livre de Raphaël Liogier est en phase avec l'air du temps. Il épouse tous les thèmes à la mode : le plein emploi est fini, le travail aussi et les revenus tombent donc du ciel, le droit du travail est obsolète, le droit constitutionnel au travail est désuet, l'impôt progressif sur le revenu est archaïque, le surhomme est en marche… On avait pris l'habitude des apologies de l'économie néolibérale, va-t-il falloir se faire à l'idée que la sociologie néolibérale a emboîté

le pas à celle-ci ? On nous a souvent annoncé la disparition des classes sociales, on sait ce qu'il en est. Dire que le capitalisme a disparu relève de l'idéologie. Au vu d'une crise écologique peut-être insurmontable, affirmer que nous sommes dans une économie d'abondance quasi infinie est un fantasme absolu. Et, si nous prenions un seul instant au sérieux cette dernière affirmation en retenant l'hypothèse d'une tendance, pourquoi faudrait-il abandonner le choix de la réduction du temps de travail pour accompagner cette tendance tant qu'il reste encore du travail à effectuer ? C'est dire qu'idéologie et fantasme débouchent sur une aporie intellectuelle.

Note de la rédaction : Raphaël Liogier a sollicité la possibilité de répondre, ce qui lui a été promis ; mais il n'a pu encore rédiger cette réponse. Affaire à suivre.

Notes

[1] David Graeber,« Bullshit jobs », 2013 ; Julien Brygo et Olivier Cyran, *Boulots de merde*, Paris, La Découverte, 2016.

[2] Fondation Copernic (Pierre Khalfa coord.), *Le plein emploi, c'est possible ! Éléments pour une politique de gauche*, Paris Syllepse, 2016. Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017.

[3] Solow R., « We'd better watch out », *The New York Times Book Review,* July, 12 , 1987.

[4] Gordon Robert J., « Is US economic growth over ? Faltering innovation confronts the six headwinds », Center for Economic Policy Research, *Policiy Insight*, no 63, september 2012 ; « L'âge de la croissance est derrière nous », *Le Monde*, 21-22 février 2016. Brynjolfsson Erik et McAfee Andrew, *The Second Machine Age*, W.W. Norton & Company, New York, 2014.

[5] Ce débat, né aux États-Unis et qui a gagné l'Europe, est retracé dans l'ouvrage d'Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017. Pour les détails techniques : Harribey Jean-Marie, « L'impact cumulé des crises sociale et écologique sur le devenir de la croissance : la fin programmée de celle-ci ? », Colloque Recherche et Régulation, juin 2015 ; « La crise est bien celle du capitalisme », *Les Possibles*, no 9, printemps 2016 ; Husson Michel, « Stagnation séculaire ou croissance numérique ? », *hussonet*, janvier 2016 et dans *Analyses et documents économiques*, n°122, juin 2016 ; Ragot Xavier, « De quoi la stagnation séculaire est-elle le nom ? », *L'Économie politique*, no 70, avril 2016.

[6] Frey Carl Benedikt et Osborne Michael A., « The Future of Employment : How Susceptible Are Jobs to Computerisation ? », septembre 2013. Roland Berger Strategy Consultants, « Les classes moyennes face à la transformation digitale », octobre 2014. *The Local.de* « Are robots about to take away 18 million jobs ? », 4 mai 2015. Arntz Melanie, Gregory Terry et Zierahn Ulrich, « The Risk of Automation for Jobs in OECD Countries, A comparative Anakysis », OECD, 2016. Conseil d'orientation pour l'emploi, « Automatisation, numérisation et emploi », janvier 2017. Conseil national du numérique, « Travail emploi numérique : les nouvelles trajectoires », janvier 2016

[7] Des données sur les séries longues dans Marchand Olivier, Thélot Claude, *Deux siècles de travail en France*, INSEE, Études, 1991. Pour la période récente : Pak Mathilde, Zylberman Serge, Letroublon Claire, « La durée du travail des salariés à temps complet », Dares, *Analyses,* n° 47, juillet 2013.

[8] Ces confusions sont commises pendant les années 1980 à l'OCDE et en France dans les rapports d'Alain Minc (*La France de l'an 2000*, Rapport du Commissariat général du Plan, Paris, O. Jacob, 1994) et de Jean Boissonnat (*Le travail dans vingt ans*, Rapport du Commissariat général du Plan, Paris, O. Jacob, 1995).

[9] Il existe deux modes de validation collective : par le marché ou par décision politique de produire des services non marchands. Voir Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2016.

[10] André Gorz, *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003, p. 55.

[11] Voir mon article « Il faut choisir entre revenu minimum et salaire minimum », *Le Progrès social*, n° 72, 25 juin 2016,.

[12] En comptant 50 millions d'adultes et 15 millions de jeunes.

[13] Yoland Bresson, *L'après-salariat,, Une nouvelle approche de l'économie*, Paris, Economica, 1993, 2e éd. J'ai montré que sa construction formalisée ne tenait pas debout dans *L'économie économie, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Pari, L'Harmattan, 1997. La démonstration figure aussi dans le chapitre 8 de ma thèse de doctorat.

[14] Curieusement, l'auteur dit le contraire p. 155.

[15] Par exemple, Mateo Alaluf et Daniel Zamora (dir.), *Contre l'allocation universelle,* Montréal, Lux Éditeur, 2016 ; j'ai écrit dans ce livre le chapitre « Repenser le travail, la valeur et les revenushttp://harribey.u-bordeaux4.fr/trav... », p. 47-80.

[16] Les livres emblématiques des années 1990 furent celui de Dominique Méda, *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Alto Aubier, 1995, (dont elle a démenti plus tard les conclusions par ses enquêtes dans Dominique Méda, Patricia Vendramin, *Réinventer le travail*, Paris, PUF, 2013), et celui de Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, Paris, La Découverte, 1996.

[17] Liogier ne distingue pas la production collective de revenu et sa répartition entre les individus : « Le revenu est aujourd'hui de plus en plus déconnecté du travail. » (p. 147).

Sortir de la crise qui dure – ou d'un capitalisme barbare ?

mardi 21 février 2017, par Catherine Samary

Les questionnements que je veux soulever à propos de ce très opportun ouvrage collectif d'Attac [1] (ultérieurement « Par ici la sortie. Cette crise qui n'en finit pas… ») s'inscrivent dans la problématique proposée.

Le questionnement général soulevé par les auteurs du livre est clairement exprimé en introduction : depuis la crise des années 1970, alors présentée par certains comme un « choc exogène », « les alertes se sont succédé, à intervalles réguliers, avec une tendance à se renforcer et à se généraliser, jusqu'au déclenchement, en 2007 d'une tornade financière, laquelle a aussitôt provoqué un désastre économique mondial ». D'où la question : « quel phénomène le mot « crise » devait-il désigner ? » Ne doit-on pas penser que « chacune de ces « crises » particulières (jalonnant les années 1970, 1980 et 1990 jusqu'à 2007) était « le symptôme d'un phénomène plus profond, plus durable, plus systémique ? Dans ce cas, nous devrions réserver le terme « crise » à ce long bouleversement » considéré « comme un phénomène "endogène" c'est-à-dire ayant sa source dans un système dont la logique d'ensemble était en cause ».

Les auteurs s'inscrivent clairement dans cette optique en rappelant que, dès « l'éclatement de la bulle immobilière et le déclenchement de la crise financière, en 2007, nous avons caractérisé la crise du capitalisme comme globale, systémique, imbriquant contradictions sociales et contradictions écologiques de manière inédite [2] ».

L'ouvrage a donc une double dimension, fidèle aux objectifs d'Attac : comprendre (et expliquer) les causes profondes du désordre mondial en refusant tout fatalisme, et donc se tourner vers l'action constructive d'alternatives progressistes.

L'ouvrage commence par « mettre en perspective » la crise de 2007/2008 : cette crise révèle l'échec patent des pseudo-réponses néolibérales à la crise structurelle des années 1970, une crise de profit associé à la baisse des gains de productivité d'après-guerre. Le rétablissement des taux de profit s'est fait en comprimant la part des salaires dans la valeur ajoutée – la financiarisation permettant de compenser par un endettement colossal la compression des débouchés ; en même temps s'ouvrait un univers illimité d'innovations financières dont les finalités expriment celles d'un système « à bout de souffle » et incapable de satisfaire les besoins humains : protéger à tout prix ce capital fictif, lui permettre de fructifier quel qu'en soit le coût social et environnemental. Proliférant au détriment des investissements productifs – puisque ceux-ci s'avèrent de moins en moins « rentables » – ces placements financiers sont de plus en plus incontrôlables, en même temps qu'une « stagnation séculaire » s'installe. Cette conclusion très convaincante de la première partie de l'ouvrage nous prépare à de nouvelles crises financières, au « piège de la dette ».

En effet, les supposées « réponses » à la crise ne font que l'aggraver. C'est ce qu'analyse la deuxième partie du livre : qu'il s'agisse des marchés « verts », des liquidités que les banques centrales ont abondamment déversées vers les banques privées, des pseudo-réformes supposées protéger des risques pesant sur les « banques systémiques » ou des lois « travail » qui se multiplient partout pour démanteler les dernières protections sociales.

Trois grands ensembles de pistes pour un autre « ordre productif » sont alors proposés dans le dernier chapitre : désarmer la finance et subordonner les financements de l'économie à un contrôle démocratique ; réduire le temps de travail en le réorganisant selon des choix éthiques et politiques – contre le mythe d'un chômage fatal à l'ère de la

robotisation ; et organiser vigoureusement la transition à la fois sociale et écologique. La « bifurcation » vers ce nouvel ordre implique une profonde réorganisation de la société qui étende « la sphère non marchande des services publics et de la couverture des besoins sociaux, soustraits à la logique du profit » ainsi que « la gestion collective des ressources naturelles considérées comme des biens communs ». Cela n'est pas possible si la démocratie s'arrête aux portes des entreprises et n'améliore pas le statut du travail. Nul doute que cette « grande transformation » se heurtera à « l'opposition des classes dominantes ».

C'est pourquoi cet ouvrage d'Attac est un appel à une mobilisation internationale à laquelle l'association veut contribuer.

Je m'inscris dans cette démarche d'ensemble : en accord profond avec l'analyse du caractère « endogène » (relevant du « système » capitaliste) de toutes les « alertes », crises partielles, et plus globales se succédant depuis les années 1970. En accord aussi avec le diagnostic quant aux nouvelles crises qui se préparent. Et bien évidemment en accord avec la nécessité et possibilité de « sortir du tunnel » en rompant avec la logique intrinsèque (endogène) de ce système de plus en plus barbare. Le livre est un outil de débat et d'action sur tous ces terrains.

Ma contribution à la discussion part donc de ces points d'accord. Et elle porte uniquement sur les aspects analytiques de l'ouvrage, concernant les transformations et la crise du système. Je laisse de côté les questions que l'ouvrage ne traite pas, mais que sa lecture incite à débattre, en lien avec les pistes proposées dans la dernière partie du livre et prolongeant sa conclusion : notamment comment lutter dans/contre le système aux différents niveaux où le capital s'est réorganisé et « globalisé » ? Comment concrétiser la nouvelle architecture de droits et de protections sociales et environnementales que nous opposons à ceux qui veulent imposer les traités de libre-échange ou face aux firmes multinationales et grandes institutions transnationales de la globalisation capitaliste ? Et notamment, quel relais stratégique continental (européen, pour nous) construire pour renforcer à la fois les luttes nationales et internationales pour cet autre « ordre productif » proposé par l'ouvrage d'Attac, qui se heurtera « à l'opposition des dominants », comme le soulignent ses rédacteurs.

Ma contribution porte donc seulement sur certains aspects de l'axe analytique de l'ouvrage concernant les crises endogènes au système. Je voudrais discuter, dans cette optique, l'hypothèse d'une crise continue (ou d'un « long tunnel ») depuis les années 1970 : et, ce faisant, discuter de l'utilisation de la notion de crise. Je proposerai ensuite un éclairage géopolitique (absent de l'analyse purement économique) et qui me paraît nécessaire pour comprendre à la fois la radicalité des attaques sociales depuis les années 1980 et la « mise en perspective » de la crise de 2007/2008 et de ses lendemains, en remontant, comme le fait l'ouvrage dès son introduction, à ses racines dans les années 1970.

Je partirai de la notion de crise structurelle. Il me paraît utile de l'utiliser pour désigner et analyser un dérèglement effectif et global des mécanismes et institutions qui ont permis une phase donnée d'accumulation dans les pays dominants du système (même s'ils ne sont pas tous atteints selon le même scénario). En ce sens, les années 1970 enregistraient la crise structurelle de tout ce qui avait porté la croissance des décennies d'après-guerre – en premier lieu (mais pas seulement) les gains de productivité : seront concernées toutes les institutions et politiques économiques mises en place après la Seconde Guerre mondiale (j'y reviendrai). De même, c'est bien le système bancaire et financier mis en place par le tournant néolibéral, avec son épicentre états-unien, qui est paralysé en 2007-2008, ce qui provoque un effondrement systémique. Dans les deux cas, il n'y a aucun doute sur l'aspect « endogène » de ces « dérèglements » qui touchent, selon des scénarios divers, tous les pays du « centre » capitaliste (avec évidemment des répercussions au-delà). La crise des années 1930 était également une crise de cet ordre-là. Et, dans tous les cas, il peut y avoir des « pics » (ou années spécifiques) qui se détachent et des reprises de la croissance après de premières mesures prises, sans

véritable « sortie de crise », tant qu'un nouvel ensemble de « règles » et institutions ne s'impose dans une nouvelle phase d'accumulation. Ainsi, comme on l'admet largement, la crise structurelle des années 1930 connaît un pic conjoncturel en 1929 mais elle se prolonge jusqu'à la fin de la guerre. La sortie de crise n'est pas pour autant la fin des crises capitalistes. Le dit « choc pétrolier » de 1973 s'inscrit en réalité dans une crise plus globale « des coûts » (du profit) et donc aussi une crise des politiques d'inspiration keynésienne soutenant la demande, symétrique à la crise des politiques libérales qui furent remises en cause à la faveur de la crise des années 1930.

On peut à ce sujet, et en lien avec le livre d'Attac, se poser deux questions : la première est : y a-t-il eu « sortie » de la crise des années 1970 ou bien sommes-nous restés dans la même crise ? Mais, quelle que soit la réponse à cette première question, une deuxième se présente, car il y a bien eu un effondrement systémique en 2007/2008 : sommes-nous sortis de cette crise-là ?

Je ne partage pas le point de vue des rédacteurs de « Cette crise… » quant à la continuité d'une même crise structurelle du capitalisme depuis les années 1970. La nouvelle phase historique d'accumulation capitaliste après les années 1980 s'est globalisée à une échelle sans précédent après le basculement de 1989. Elle a été une forme (capitaliste) de « sortie » de la crise des années 1970 au sens où elle a permis un rétablissement du taux de profit et la mise en place d'un nouveau régime d'accumulation capitaliste au bénéfice des rentiers, appuyé sur des États forts et des institutions propageant les buts socio-économiques de cette phase de mondialisation (privatisations généralisées, extension des rapports marchands, libre circulation du capital). Elle a pu renverser les rapports de force sociaux antérieurs d'une façon profonde, dans un nouvel espace productif globalisé grâce à la fin du « monde bipolaire » et notamment à l'insertion de la Chine dans la globalisation capitaliste.

Le livre d'Attac a raison de mettre le ralentissement des gains de productivité au cœur de la crise de profit des années 1970. Mais, ne serait-ce que sous cet angle, l'insertion de la Chine dans le système-monde capitaliste a marqué une rupture. L'ouvrage « Cette crise. . » prend partiellement en compte ce point par des encarts sur les pays émergents et certains passages et graphiques, tout en soulignant à plusieurs reprises combien la Chine se distingue du reste. Mais que nous montre justement, même de façon imprécise, le graphique 5 (p. 41) qui intègre « les émergents » dans l'analyse de l'évolution de la productivité dans « le monde » ? On y voit la hausse vertigineuse de la productivité des émergents au moins entre la fin des années 1980 et la crise de 2007, une période où ils sont partie prenante de l'ordre capitaliste globalisé.

Il est par contre vrai que les conditions mêmes de cette nouvelle accumulation depuis le tournant des années 1980 dans les pays du centre capitaliste créent de nouvelles contradictions : la contraction de la part des salaires dans la valeur ajoutée pèse sur les débouchés ; la financiarisation a compensé cette perte tout en œuvrant à la mondialisation de la compétition marchande, mais elle a nourri un amoncellement de capital fictif et de crédits toxiques « titrisés » infectant tous les bilans bancaires. Tout cela est à la racine de la crise de 2007/2008. Autrement dit, une « sortie » de la crise des années 1970, pas plus d'ailleurs qu'une sortie de la crise des années 1930, ne signifie une stabilisation du capitalisme. Dans chaque contexte différent, il y a « déplacement » des facteurs de crise, maîtrise (provisoire) des contradictions profondes et accumulation de nouvelles sources de crises à une échelle démesurée. L'ensemble, inséré dans la crise climatique et énergétique, est de plus en plus directement menaçant pour la civilisation humaine tout entière. Ceci est particulièrement vrai depuis la crise de 2007/2008 – et sur ce point l'ouvrage d'Attac est convaincant.

Sommes-nous sortis de cette crise-là ? À cette deuxième question, j'aurais tendance à répondre « non, mais ». Le « non » s'appuie sur tous les arguments et analyses du livre d'Attac sur le caractère totalement cosmétique des mesures supposées consolider les bilans bancaires et les montages financiers destinés à contourner les « règles prudentielles » : les fragilités systémiques de

2007/8 ne sont pas surmontées. *Mais…* D'une part, les politiques dominantes n'ont pas du tout été remises en cause. On peut même estimer, en dépit de la profondeur de la crise et des attaques sociales, qu'il y a une véritable hégémonie idéologique des principaux thèmes de la propagande néolibérale, y compris au sein des classes populaires. Un ordolibéralisme tend à s'imposer pour constitutionnaliser les « règles » de la concurrence marchande. De plus, au plan européen au moins, la crise a « servi » d'argument pour une nouvelle offensive néolibérale, en assumant désormais pleinement un nouveau « paradigme » austéritaire, loin des promesses de bien-être antérieurs.

Parallèlement, les auteurs du livre d'Attac ont contribué à contester l'usage extensif de la formule « crise de la dette » (ou dette « insoutenable ») : s'agit-il d'une « crise de la dette » (grecque et d'autres États membres de l'Union européenne), ou plutôt d'une « dette de la crise » (bancaire) ? Car c'est le sauvetage des banques privées par les États – et non pas « trop de dépenses sociales » – qui a considérablement gonflé la dette publique. Les titres publics apparaissant initialement plus sûrs, la spéculation s'est à son tour engouffrée sur les marchés de ces titres, d'autant plus que l'Union européenne a inscrit des « principes » de non-solidarité entre États concernant leurs dettes. Mais il est plus important et juste de mettre l'accent sur une crise des critères et mécanismes de financements de l'UE, plutôt que sur une dette « insoutenable ». Ce point de vue prolonge notamment bien des écrits du CADTM ou des rédacteurs du livre d'Attac, soulignant que certaines dettes publiques peuvent être soutenables et légitimes, même avec des montants importants (par exemple pour assurer des transformations structurelles visant la transition énergétique tout en créant des emplois). Bref, les « audits citoyens » sur les « dettes souveraines » (des États) dans l'UE sont essentiels pour mettre à nu les mécanismes (dépenses et ressources fiscales réelles) et dénoncer l'instrumentalisation de cette dette pour radicaliser les attaques sociales mises à l'ordre du jour par les « néolibéraux » depuis le tournant des années 1980.

La crise de 2007/2008 ouvre une crise structurelle de cette phase-là. Elle se distingue de la succession des « alertes » depuis les années 1980, en ce qu'il s'agissait à chaque fois de crises financières partielles, concernant un secteur ou pays particulier ; elles étaient suffisamment limitées pour qu'il soit possible d'éviter un effondrement global du système bancaire et financier, suivi d'une récession comparable à celle des années 1930 dans la séquence 2007/2009. Bien entendu, comme le dit l'ouvrage d'Attac, ces crises boursières partielles étaient des « alertes », explicables à partir des caractéristiques du système d'accumulation financière, tel qu'il s'est déployé depuis les années 1980 – mais les « alertes » des années 1970, la crise des coûts et la « stagflation » de ces années-là ne relevaient pas du même système d'accumulation.

Autre remarque, sur l'usage du mot crise : ce qui pèse sur les populations subalternes (et *qu'elles ressentent comme « crise » permanente depuis les années 1980*), qu'il s'agisse de la précarité croissante ou du chômage camouflé, de l'appauvrissement ou de la perte d'accès aux services publics, ne relève pas d'une « crise du capitalisme » mais de son mode de fonctionnement, des buts et mécanismes nécessaires à l'application d'une logique capitaliste « pure » mise à l'ordre du jour au tournant des années 1980. Elle est lourde de contradictions pour le système lui-même, comme cela a été le cas dans toute son histoire. Il faut bien sûr les mettre en évidence. L'ouvrage d'Attac y contribue et soulève ce questionnement (p.157) : « les politiques néolibérales sont-elles absurdes ou rationnelles ? ». Et il souligne que « même du point de vue des dominants », les « réformes mis en œuvre sont néfastes » - en ce qu'elles enfoncent dans la « stagnation séculaire ». Pourtant, en soi, le ralentissement de la croissance mondiale n'est pas un critère de crise du système : ce sont les taux de croissance spécifiques de l'après-Seconde Guerre mondiale qui ont été exceptionnels. Dans l'histoire longue du capitalisme, les taux de croissance dans les pays du centre ont été de l'ordre de 2 %.

Des profits faramineux continuent de flamber en même temps que se concentrent de plus en plus les richesses et que s'imposent toujours plus de restructurations, délocalisations, externalisation et chômage camouflé en « emplois » précaires ou en

pseudo choix de « sortie de la population active ». Extraire plus de plus-value pour alimenter les profits ne suffira pas à rendre l'investissement dans les biens et services aussi « rentables » que le sont les placements financiers … tant que le système financier ne s'effondre pas en détruisant l'immense amoncellement de capital fictif. La « loi de la valeur » finira par s'imposer.

C'est pour souligner ce type de contrainte fondamentale, que l'analyse proposée par le livre d'Attac se centre sur le ralentissement des gains de productivité pesant sur le taux de profit. Un aspect de la discussion que je soulève revient à contester la pertinence de ce critère pour fonder une continuité de crise depuis 1970. Par contre, il est à la racine de l'actuelle croissance chaotique. Et il est au cœur de la crise des années 1970. Mais, et c'est mon dernier commentaire, je pense que l'analyse économique gagne en n'isolant pas ce facteur de l'ensemble du contexte de crise géopolitique qui frappait le système-monde capitaliste à cette époque. Introduire cet éclairage n'est pas s'éloigner du sujet que traite l'ouvrage d'Attac : cela permet mieux de comprendre à la fois la gravité des attaques sociales subies depuis lors et le changement de régime d'accumulation (donc les discontinuités). Et cela permet aussi de répondre à la question : pourquoi n'y a-t-il pas eu un tournant vers un New Deal Vert après la crise de 2007/2008 ?

Le ralentissement des gains de productivité dans les années 1960-1970 reflète des résistances sociales majeures d'une population désormais massivement salariée et organisée, politiquement et syndicalement dans les pays du centre capitaliste ; il surgit de surcroît dans un contexte mondial de guerre froide entre systèmes, autre « nouveauté ». La menace politico-sociale pesant sur le système est d'autant plus profonde qu'elle ne pouvait l'être dans le passé, qu'elle se combine à ce qu'on peut décrire comme une crise de l'ordre mondial capitaliste, sans précédent dans son histoire : les années 1960-1970 vont voir sur tous les continents, mais notamment au cœur du capitalisme, la radicalisation d'une nouvelle génération contestant tous les rapports de domination et la pauvreté de l'horizon fordiste de satisfaction des besoins. Ces années « 1968 » [3] ne furent pas seulement françaises. Elles se déploient dans le contexte d'une montée des résistances et révolutions contre le colonialisme et le néo-colonialisme s'accompagnant d'une radicalisation contre les interventions impérialistes états-uniennes « en défense du monde libre ». En Europe, la Révolution des œillets au Portugal au début de la décennie 1970 (comme la montée révolutionnaire du Chili d'Allende) se produit dans ce même contexte : sans prendre en compte la réalité des pressions du monde « bipolaire », on ne peut comprendre pourquoi la CEE des années 1980, cherchant à canaliser vers elle les populations du sud de l'Europe (Portugal, Espagne, Grèce) qui sortent de dictatures en leur offrant un véritable plan Marshall d'augmentation des fonds régionaux du budget européen, en direction de ces pays… Alors qu'après 1989, les élargissements vers l'Est de l'Europe se feront en plafonnant le budget européen.

Autrement dit, la crise des années 1970 doit être située au plan géopolitique mondial et dans l'histoire du « siècle soviétique » si l'on veut comprendre la radicalité des « réponses » (de classe) apportées ensuite. Avant même le basculement de 1989, ce qui est à l'ordre du jour c'est la destruction de tous les bastions de résistance sociale collective à la « pure » logique de profit marchand, et avec eux, à la fois les forces syndicales, les codes du travail protecteurs, les conventions collectives, les statuts protégés de la fonction publique et l'État-social. Une radicalité que l'imprévu de 1989 va renforcer. Or, l'ouvrage discuté ici ne retient (dans son introduction, p.7) de la perception de cette crise à l'époque, que les déclarations les plus superficielles sur une crise « exogène », du pétrole ou autre. Mais tel n'était pas du tout le point de vue des *think tanks* et des écoles de pensée qui vont faire le programme de Margaret Thatcher, de Reagan et de la contre-révolution néolibérale jusqu'à aujourd'hui. Les causes de la crise sont pour eux « endogènes » (d'un point de vue capitaliste « pur ») et sont exprimées sous les formes « théoriques » édulcorées que l'on connaît. La cible est « le travail » (en fait toutes les résistances collectives aux logiques marchandes capitalistes dans le travail) : il doit être traité comme les autres « facteurs de production » (des choses vendables et

jetables), et ramené à un coût qu'il s'agit de comprimer. Il faut donc remettre en cause tout ce qui dans l'époque historique écoulée en ce siècle avait pu relever des compromis sociaux keynésiens et de tout projet socialiste. Finalement, quelles que soient les « défaillances du marché » qui avaient été analysées par les keynésiano-classiques pour légitimer un régulateur étatique, les nouvelles théories « démontrent » que les effets sont pires que le mal. Bref, seuls la propriété privée, les financements privés et la concurrence marchande sont efficaces.

Il ne s'agit pas d'un simple enjeu de productivité, mais du statut des êtres humains et du démantèlement de tout ce qui, par d'intenses luttes, dans le monde interne ou externe au capitalisme, a cherché à échapper à la logique du profit marchand. La radicalité de classe des cibles « endogènes » du programme néolibéral derrière le discours théorique édulcoré doit être explicitée ; de même qu'on ne peut oublier l'argument politique keynésien qui visait (au contraire) à assagir et réguler le capitalisme mais pour empêcher que les revendications légitimes du mouvement ouvrier (la contestation du chômage et des inégalités) deviennent révolutionnaires, avec l'espoir illusoire que le capitalisme puisse en quelque sorte renoncer à sa nature.

C'est donc un programme de guerre sociale et de reconquête néocoloniale d'un nouveau genre qui sera appliqué par les institutions de cette nouvelle mondialisation, en exploitant des crises spécifiques (stagflation, crises de la dette du tiers-monde, puis de pays d'Europe de l'Est). Pour que les pressions du marché et de la concurrence s'exercent, il faut la libre circulation des capitaux et les privatisations – et protéger celles-ci par tous les traités possibles.

L'imprévu va donner une profondeur et une extension particulières à ce programme. Alors que l'arrivée de Reagan s'inscrivait dans la dernière phase de la course aux armements de la guerre froide, exploitant l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979, l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en 1985, avec son programme de réformes et de désengagement militaire, va ouvrir une dynamique qui lui échappera : il sera écarté du pouvoir par Eltsine qui mettra fin à l'URSS et entreprendra la thérapie de choc des privatisations de masse. Il est essentiel, notamment dans cette Europe issue de 1989/1991, de mettre en évidence tous les traits opaques internes/externes de la restauration capitaliste (et ses différences selon les phases et pays) que je ne peux traiter ici [4]. Celle-ci a radicalisé ce processus et toutes les dimensions de la globalisation capitaliste avec toutes les spécificités de l'UE et de l'actuelle Russie.

Au passage : quelle est donc « l'Europe » des graphiques 3 (p. 29) et 5 (p. 41) sur la productivité ? Ne serait-ce que pour des raisons de continuité des statistiques, il s'agit sans doute des pays de l'Europe occidentale. Et, en terme de PIB, l'Europe de l'Est appauvrie postérieure à 1989 compte peu. Par contre, l'impact sur l'UE de l'unification allemande et de l'insertion sans son orbite d'une Europe de l'Est en pleine destruction de son ancien système est considérable et ne se « mesure » pas simplement. Quand il s'agit de comprendre les mécanismes et la genèse de « crise » réelle de l'UE, le caractère bancal de cette construction, il faut évidemment remonter aux critères de Maastricht, au statut de la BCE (l'ouvrage évoque son « monétarisme » radical) – donc à une genèse historique et concrète de l'UE qui provient d'un double choc : d'une part, la crise en 1991 du système monétaire européen basé sur l'écu et ouvert depuis la nouvelle décennie à la libre circulation des capitaux ; et, d'autre part, l'imprévu : l'unification allemande. Les critères de l'UE sont issus de cette double crise. L'ampleur du dumping social et fiscal dans l'UE, sa financiarisation créant les nouvelles banques de l'Europe de l'Est comme filiales de celles de l'ouest, ses déséquilibres commerciaux internes ne sont pas compréhensibles sans une pleine prise en compte des nouvelles articulations productives et financières transeuropéennes postérieures à 1989.

La crise des « dettes souveraines » faisant suite à la crise bancaire de 2007/2008 n'a pas produit le tournant escompté par certains vers un New Deal vert. Elle a au contraire été une opportunité pour radicaliser la mise en œuvre du programme énoncé au tournant des années 1980 – privatiser ce qui ne l'a pas encore été, détruire les dernières protections sociales. Pourquoi ? Parce que n'existait plus la pression du monde bipolaire, le rapport de force

social, et la « peur du communisme » qui ont marqué ce que fut le capitalisme des « Trente Glorieuses » dans les pays du centre. Mais il ne s'agit pas de « fausses réponses » à la crise : ce sont des buts socio-politiques « capitalistes », mais insérés dans un contexte géopolitique. La peur de la contagion de l'exemple grec explique, politiquement, la radicalité des réponses de l'eurogroupe aux exigences pourtant bien modérées de Syriza. Il faut comprendre et dire que si le rapport de force ne se modifie pas, si les décideurs et profiteurs du système ne se sentent pas menacés, ils poursuivront le démantèlement des protections sociales collectives – ou proposeront aux populations de les protéger contre les étrangers migrants ou fuyant les guerres ou les dégradations sociales. La difficulté de lutter et d'imaginer une alternative, quand on est pris au piège de la concurrence comme système et dans une situation de précarité, affaiblit les résistances collectives et favorise l'exploitation d'exutoires racistes des colères sociales.

Mais, du point de vue du système, le ralentissement de la croissance, associé à la limite des débouchés et investissements productifs aussi rentables que les placements financiers, est un facteur de crise bien moins grave qu'un soulèvement social qui imposerait de nouveau un respect des droits fondamentaux reconnus sous pression de la guerre froide, et l'accès à des biens communs non marchands devenus une part essentielle du bien-être passé. Mais l'appauvrissement, la précarisation, la mise en concurrence xénophobe et l'augmentation de « l'armée de réserve » mondiale de travailleurs mis en concurrence et précarisés, rendent plus difficiles les stratégies de résistance collectives et d'émergence d'alternatives – donc contribuent à la durée de vie du système, si barbare, chaotique soit-il, quel que soit son taux de croissance.

Voilà pourquoi j'ai quelques réticences à dire ce système « en crise » tant qu'il n'est pas directement atteint, tant que son système financier ne s'effondre pas, et que les explosions ne sont pas capables de paralyser le pouvoir de nuisance de ses institutions et firmes, à toutes les échelles où elles exercent leur pouvoir. La réalité est que, du point de vue des populations, de la satisfaction de leurs droits de base, de la protection de la planète, des monstres qui naissent de ses entrailles, le capitalisme est un danger aux effets désastreux, du local au planétaire. Dire qu'il est instable et chaotique est juste. Mais l'essentiel est dans l'accord sur la conclusion de l'ouvrage, quelles que soient les divergences secondaires, en gardant son esprit : nous avons besoin d'une bifurcation non pas peut-être pour *sortir d'une crise qui dure*, mais certainement pour *sortir d'un système de plus en plus destructeur socialement et écologiquement* – donc également destructeur de choix démocratiques.

Notes

[1] Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, rédigé par Jean-Marie Harribey, Michel Husson, Esther Jeffers, Frédéric Lemaire et Dominique Plihon, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017.

[2] Notamment dans Attac (dir. Harribey J.-M. et Plihon D., *Sortir de la crise globale. Vers un monde solidaire et écologique*, Paris, La Découverte, 2009.

[3] *Contretemps*, « Un monde en révoltes : 1968 », 2008.

[4] Voir les articles sur ce sujet, notamment sur les enjeux sociaux et l'opacité de « la grande transformation capitaliste en Europe de l'Est ».

La Sécu et les mutuelles

mardi 21 février 2017, par André Grimaldi

François Fillon a affirmé clairement dans son programme qu'il faut :

1. **« *redéfinir les rôles respectifs de l'assurance maladie et de l'assurance privée, en focalisant l'assurance maladie notamment sur les affections graves ou de longue durée* » ;**
2. **« *introduire une franchise médicale universelle, fonction des revenus dans les limites d'un seuil et d'un plafond, le reste à payer étant pris en charge par les assurances complémentaires* », c'est-à-dire, en bon français, mettre fin à la prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale de 10 millions d'assurés ayant des affections de longue durée (ALD).**

Ce faisant, il a certes commis une gaffe de communication, mais il n'a rien inventé. Il a seulement anticipé le mouvement actuel de privatisation de la santé auquel François Hollande a apporté sa contribution en créant la complémentaire santé obligatoire d'entreprise subventionnée par l'État (ANI) et en promettant, dans son discours de Juin 2015 au 41e congrès de la Mutualité, la généralisation de la complémentaire, mettant ainsi fin au principe mutualiste de « l'assurance libre et volontaire ».

En effet, si on veut diminuer la dépense publique de santé pour répondre aux exigences du pacte budgétaire européen, il suffit de la privatiser ! Le « mécano » du transfert avait été mise en place en 2004 par la création de l'UNOCAM (Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie, alliant mutuelles, instituts de prévoyance et compagnies d'assurances à but lucratif) pour faire pendant à l'UNCAM et laisser entendre que la solidarité repose sur deux piliers, l'un pouvant compenser l'autre. Ainsi, Nicolas Sarkozy proposait lors des primaires de la droite et du centre, de diminuer de 3 points le taux de remboursement par la Sécu, soit 6 milliards de transfert aux complémentaires. François Fillon allait beaucoup plus loin. Il ne proposait pas de faire des économies dans les dépenses de santé en supprimant des rentes payées par la Sécu aux industriels et aux prestataires de la santé ou en améliorant la pertinence des prescriptions et des actes médicaux. Il souhaitait seulement transférer les 20 milliards de dépenses de la Sécurité sociale pour les soins courants (hors hospitalisation et hors ALD) aux assurances privées complémentaires.

Or, les complémentaires sont moins justes et plus chères que la Sécurité sociale. Le rapport de la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) de septembre 2016, constate que *« les pratiques tarifaires des mutuelles en individuel (soit 34,6 millions de contrats individuels) semblent se rapprocher, ces dernières années, de celles des sociétés d'assurances, sans doute en raison de la pression concurrentielle. La tarification en fonction des revenus est ainsi en retrait (29 % des personnes couvertes par des mutuelles en 2013 contre 37 % en 2006)* ». En effet, depuis les années 1990, sous l'impulsion de René Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) de 1979 à 1992, puis ministre des affaires sociales de 1992 à 1993, la mutualité a accepté, non sans débat, de souscrire aux directives européennes de l'assurance en acceptant de modifier en conséquence le code la mutualité. Elle a accepté notamment la libre concurrence avec les compagnies d'assurances. D'où le recul des mutuelles en matière de solidarité, se traduisant par la modulation des tarifs en fonction du risque (notamment pour les plus de 70 ans) et l'accroissement des frais de gestion (comprenant les coûts de publicité induits par la concurrence…). En 2014, ceux-ci atteignaient 19 % du montant des cotisations versées pour les

mutuelles (24 % pour les sociétés d'assurance et 15 % pour les instituts de prévoyance) contre 6 % pour la Sécurité sociale. Depuis, la dérive continue, éliminant les petites mutuelles de proximité « militantes » attachées aux valeurs mutualistes historiques et transformant progressivement les grandes mutuelles en sociétés d'assurance à but non lucratif grâce à un processus de concentration/fusion permanent, dans l'espoir de contenir les sociétés d'assurances à but lucratif qui gagnent du terrain. Elles sont d'ailleurs rejointes sur le marché de la santé par les nouvelles complémentaires santé créées par des banques. Thierry Beaudet, le nouveau président de la FNMF, ne dit pas un mot de cette évolution de la mutualité, dans sa réponse publiée par le journal *Le Monde* (24 janvier 2017) à la tribune de Martin Hirsch et Didier Tabuteau (15 janvier 2017) prenant position pour une assurance maladie universelle. Le président de la mutualité reprend l'antienne de la droite libérale sur le trop d'État : « *Un État omniprésent et compartimenté, tant l'on compte d'administrations, d'agences, de structures, de directions toutes chargées d'un poste de dépense, d'une question de santé spécifiques* ». Cette critique prête à sourire venant du représentant de 500 mutuelles différentes, bénéficiant de 6 milliards d'aides fiscales et sociales de l'État, pour l'accès à la complémentaire santé (rapport de l'IGAS 2015). Quant à l'argument avancé du « trou de la Sécu » alors que les complémentaires sont, elles, à l'équilibre, il laisse rêveur quand on sait que pour être à l'équilibre, il suffit aux mutuelles d'augmenter chaque année le montant de leur prime et que la Sécu serait de même à l'équilibre si on augmentait les cotisations et/ou la CSG ! Mais quelle est la proposition nouvelle de T. Beaudet ? On la cherche en vain dans sa tribune. On sait seulement que les assurances complémentaires, toutes réunies dans l'UNOCAM, souhaitent créer, selon le modèle américain, des réseaux de soins concurrentiels par conventionnement sélectif des professionnels et adhésion contrainte des patients (est-ce ce que T. Beaudet appelle pudiquement « *contractualiser avec les professionnels et les usagers* » ?). Les professionnels y perdraient leur indépendance et les usagers une bonne part de leur liberté.

Reste que la poursuite du statu quo aboutirait inexorablement à la proposition de F. Fillon. En effet, si la Sécurité sociale rembourse en moyenne aujourd'hui 76,5 % des dépenses de santé, en réalité elle rembourse bien (à plus de 90 %) les dépenses pour les maladies graves et de longue durée, mais mal (à moins de 50 % en moyenne) les frais pour les soins courants et beaucoup moins encore pour les soins dentaires, d'optique et d'audition. Et ce différentiel ne cesse de s'accroître avec le vieillissement de la population et le développement des maladies chroniques. Si bien que, pour les membres des classes moyennes bien portants, la devise de la Sécu « vous payez en fonction de vos moyens, vous recevez en fonction de vos besoins » est de moins en moins vraie. Ces personnes paient en effet deux fois : une fois la Sécu pour la solidarité et une fois leur mutuelle pour eux et leur famille. Recevant de moins en moins de la Sécurité sociale, et payant de plus en plus leur assurance privée, ils finiront inévitablement par exiger la fin du monopole de la Sécurité sociale. La Sécu devenant une assurance réservée aux pauvres et aux personnes très malades se transformerait rapidement en une pauvre assurance très malade. C'est pourquoi D. Tabuteau et M. Hirsch proposent une « Sécurité sociale intégrale » mettant fin au système dual actuel instauré en 1945, avec deux payeurs pour un même soin. On économiserait ainsi les 6,8 milliards de frais de gestion des complémentaires venant s'ajouter inutilement aux 7 milliards de frais de gestion de la Sécu. Aussitôt, certains y ont vu la volonté d'étatiser le service de santé sur le modèle anglais avec son risque de rationnement des soins. Pourtant, financement n'est pas gestion. Et il est essentiel de maintenir la Sécurité sociale comme « bien commun » ne devant être ni étatisé, ni privatisé. Cela a, à mon sens, les implications suivantes :

- Ses recettes (cotisations, impôts, taxes) doivent être dédiées à la santé sans que le pouvoir politique puisse les utiliser à d'autres fins et sans qu'elles soient confondues avec les recettes de l'État.
- Sa gestion doit relever d'une cogestion entre l'État, les partenaires sociaux, les

usagers (dont les associations de patients) et les professionnels de santé (dont les syndicats professionnels).

- Ses dépenses doivent couvrir un panier de soins et de prévention solidaire. Les prestations relevant de choix personnels qui n'en font pas partie, sont à financer par les personnes, soit directement, soit par l'intermédiaire d'assurances supplémentaires (et non plus complémentaires). La délimitation du panier de soins et de prévention solidaire doit être fixée par la représentation nationale après un débat national de démocratie sanitaire impliquant les usagers et les professionnels.
- La règle éthique est le juste soin pour chacun au moindre coût pour la collectivité.
- Le budget de l'assurance maladie doit être adopté par l'Assemblée nationale et donner lieu, en cas de dépassement, à un équilibre automatique des comptes l'année suivante, soit par l'augmentation des recettes, soit par la révision des dépenses (ou par les deux).

Cette proposition d'assurance universelle supprimerait les assurances complémentaires, mais pas les assurances supplémentaires, car les besoins de santé définie par l'OMS « comme un sentiment de bien-être physique, psychologique et social » sont pratiquement infinis. Les besoins de santé pris en charge par la Sécurité sociale ne peuvent donc être que médicalement validés et socialement acceptés.

Ce projet de la « Sécurité sociale intégrale » représente un grand bond en avant, supposant un rapport de force comparable à celui de 1945. Nous en sommes assez loin.

Une proposition permet cependant de répondre aux objections de la droite et de la gauche libérales **: pourquoi ne pas permettre à ceux qui le souhaitent de choisir la Sécurité sociale comme complémentaire ?** Ainsi la Sécu serait l'assurance maladie obligatoire (AM0) pour tous et l'assurance complémentaire (AC) pour ceux qui le souhaitent, moyennant une cotisation supplémentaire. C'est déjà le cas pour la CMUc et c'est en partie le cas pour le régime d'assurance maladie d'Alsace et Moselle ? Au nom de quel principe les libéraux, chantres du libre choix du consommateur, refusent-ils d'offrir aux citoyens cette possibilité, plus juste et moins coûteuse ? Le principal obstacle politique me semble relever de conflits d'intérêts. Pour défendre la Sécu, il faut à la fois reconquérir sa gestion en la modernisant et lui permettre de gagner du terrain sur les assurances privées complémentaires dont les mutuelles ne sont plus qu'un nom rappelant les valeurs d'un monde disparu !

L'Argentine dévisse

mardi 21 février 2017, par Pierre Salama

L'Argentine dévisse depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui, elle est de nouveau en crise. La croissance de son produit intérieur brut (PIB) est négative. Une crise prononcée, une inflation en hausse, une politique économique erronée suivie par la nouvelle présidence pour tenter de sortir du piège de la stagflation, accroissent les inégalités, augmentent la pauvreté, peinent à faire revenir la confiance des investisseurs. Le diagnostic sur l'héritage Kirchner est erroné. Ce n'est pas une contention de la demande interne qui peut résoudre la crise laissée par la présidence Kirchner et réduire l'inflation. Les remèdes mis en œuvre sont inefficaces et aggravent la situation. C'est la thèse développée dans cet article.

Malgré des rebonds, l'Argentine se désindustrialise. Le niveau de la productivité du travail, sa croissance sont très faibles, surtout si on les compare à ceux des pays asiatiques émergents. Pire, la dispersion autour de la moyenne est très prononcée, bien plus que celle observée dans les pays avancés. Il en est également de même des salaires. À qualification équivalente, les salaires versés par les grandes entreprises sont bien plus importants que ceux qu'obtiennent les salariés des petites et moyennes entreprises

L'Argentine se désindustrialise et, en même temps, l'inflation repart à la hausse, elle entre en crise et la hausse des prix passe à une vitesse supérieure. Y a-t-il une relation de cause à effet entre cette désindustrialisation et l'accentuation de la hausse des prix ? Dans l'affirmative, cela signifierait que l'inflation ne vient principalement ni d'un excès de demande de biens et services et/ou d'offre de monnaie, ni d'une méga-dévaluation, encore que celle-ci puisse avoir des effets temporaires (une pointe inflationniste), ni de comportements oligopolistiques, bien que ceux-ci jouent, ni de conflits distributifs, même si ces derniers favorisent l'inertie de l'inflation à un niveau élevé, mais fondamentalement de l'incapacité des gouvernements successifs à promouvoir une politique pro-industrielle à long terme, jouant sur les niches à haute technologie, afin de s'insérer positivement dans la division internationale du travail, à l'égal de ce que firent et font la Corée du sud, Taïwan, etc., et de favoriser ainsi une mutation des comportements des investisseurs qui, de tendance rentière, opteraient pour une attitude schumpétérienne.

I. Un parcours économique régressif, quelques faits saillants

La marginalisation de l'Argentine vient de loin. Alors qu'en 1913, le revenu par tête de l'Argentine correspondait à 65 % de celui du Royaume-Uni, en 1945 il se situait encore à 60 % pour passer en 2001 à 39 %. La comparaison avec le revenu par tête des Espagnols est encore plus éloquente : 393 % en 1913, 290 % en 1945 et 51 % en 2001. Le revenu par tête des Argentins est passé ainsi du quadruple de celui des Espagnols à un peu plus de la moitié.

Autres données, même diagnostic : un déclin prononcé. En 1980, l'Argentine était le seul pays d'Amérique latine présent parmi les 50 premiers pays exportateurs de produits manufacturés. Il occupait la 26^{e} position. En 1985, la Chine se situait en 26^{e} position et l'Argentine, désormais dépassée par le Brésil, occupait le 32^{e} rang. En 2000 elle était au 40^{e} rang, en 2005 au 45^{e} et en 2009 au 37^{e} selon les travaux menés par Gallagher (2010).

Comparer est instructif. Il n'est nul besoin de se référer aux étapes de développement théorisées en son temps par Rostow pour reconnaître qu'il y a des parcours porteurs d'avenir et d'autres qui le sont moins ou pas du tout. Le graphique ci dessous distingue les pays selon, en ordonnées, la valeur

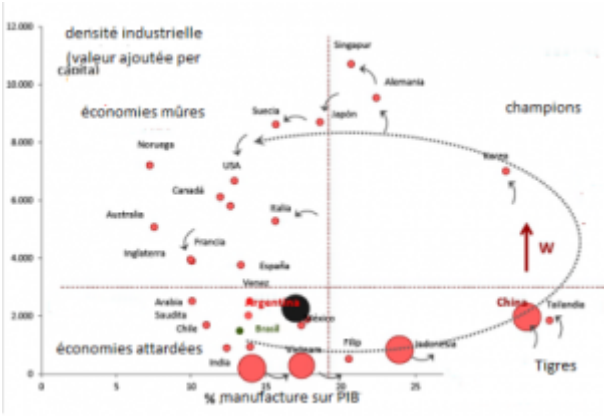
ajoutée de l'industrie (densité industrielle) par habitant en dollars et, en abscisses, la part du secteur manufacturier dans le PIB, le croisement de l'ordonnée et de l'abscisse se situant à 3000 dollars et 18 %.

Les pays latino-américains sont caractérisés par une faible densité industrielle et le poids de leur secteur manufacturier dans le PIB est également faible (premier quadrant) ; les tigres asiatiques et la Chine le sont par une densité relativement faible et une part du secteur manufacturier dans le PIB plus importante (second quadrant) ; et les dragons (Corée, Taïwan, Singapour), l'Allemagne (troisième quadrant) se caractérisent à la fois par une densité industrielle élevée et un poids de leur manufacture dans leur PIB également élevé. Dans les pays avancés autres que l'Allemagne (quatrième quadrant), l'augmentation du poids des services s'accompagne de la désindustrialisation, leur densité industrielle baisse ainsi que le poids du secteur manufacturier dans leur PIB. Au cours de l'histoire, le parcours économique de nombre de pays asiatiques a été de passer d'un quadrant à un autre, de gauche à droite et de bas vers le haut, la valeur ajoutée par habitant augmentant à mesure que la densité industrielle croissait, dans les deux premiers quadrants.

Le constat est implacable. Le parcours économique des pays latino-américains ne leur permet pas de s'insérer de manière positive dans la division internationale du travail. L'insertion dans la division internationale du travail portée par une reprimarisation de leurs économies a favorisé une désindustrialisation précoce, une léthargie de la croissance et, quand ce ne sont pas les matières premières qui en seraient la cause, ce sont les transferts de revenus des migrants aux États-Unis qui sont à l'origine de l'appréciation des monnaies nationales sur longue période [1].

Nombre de pays asiatiques ont connu ces quarante dernières années une industrialisation rapide, un taux de croissance élevé, accompagnés d'un taux de change sous-évalué. À l'inverse, les pays latino-américains sont restés quasiment figés dans le quadrant où se trouvent les pays attardés : faible densité industrielle par tête, faible ratio valeur ajoutée de l'industrie sur PIB, accompagnés d'une tendance à long terme à l'appréciation de leurs monnaies, appréciations interrompues par des crises financières fréquentes.

Figure 1 : parcours économiques comparés



Source : Albrieu R et alii (2015), *Argentina : una estrategia de desarrollo para el siglo XXI,* Éd. Turmalina, p. 54.

La croissance est restée modeste, alors qu'ailleurs elle augmentait. Ainsi, au lieu de prendre le chemin emprunté, favorisant leur industrie, par les tigres puis les champions, les pays latino-américains sont restés… sur place. L'Argentine ne fait pas exception, même si la période post-convertibilité se caractérise par un taux de croissance du PIB relativement élevé entre 2003 et 2008, puis un peu moins élevé qu'indiqué par les statistiques officielles jusqu'à 2013 [2].

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB interannuel en %, selon différentes sources

INDEC base 2004

2008	4.1	2.6	4.8
2009	-6	-4.1	-3.3
2010	10.4	8.2	8.3
2011	6.1	4.9	5.8
2012	-1.1	-0.4	-0.7
2013	2.3	3.5	1.1
2014	-2.6	-2.7	-2.8
2015	2.4	2	0.9
2016, 1° tri	0.6	1.1	-1.5
2016, 2° tri	-2.8	-3.1	-3.7

Source : Informe de coyuntura economica, *GERES*, n°13, 2016. Les données de l'INDEC différent de celles fournies sous la présidence Kirchner. Ainsi en est-il surtout pour l'année 2009 pour laquelle l'INDEC donnait une croissance nulle, donnée qu'elle a en 2016 revue à la baisse.

Les principaux pays latino-américains, dont l'Argentine, ont initié ce chemin mais, dès les années 1990 et surtout 2000, ils ont connu une bifurcation : leur PIB augmentait modestement, la part de l'industrie de transformation dans le PIB régressait, si bien que, contrairement aux pays asiatiques, ils n'ont pu passer au second quadrant comme le firent en leur temps la Corée du Sud ou bien Taïwan, pays à population comparable à celle de l'Argentine. Bien au contraire, avec la reprimarisation, ils se sont déplacés de la droite vers la gauche et du bas vers le haut au sein du premier quadrant. L'Argentine ne suit pas le parcours emprunté par les pays asiatiques, elle se spécialise (de nouveau) sur les produits de rente au détriment de son tissu industriel, surtout lors du second gouvernement de Cristina Kirchner. L'industrie perd en importance à un niveau quantitatif et à un niveau qualitatif. On est alors en présence d'une désindustrialisation précoce [3].

Figure 2 : Désindustrialisation dans quelques pays, en % du PIB, en valeur ajoutée, base 100=1965

Source : à partir de World Develoment Indicators, Worl Bank, dans Castillo M et Martins Neto A., 2016, p. 9

Figure 3 : Emploi dans la manufacture

Même source, p. 13

En Corée du Sud et dans de nombreux pays asiatiques, l'essor de l'industrie constitue le moteur d'une croissance élevée et durable et d'un essor de la productivité du travail conséquent. En Argentine, la préférence pour les activités de rente permet pendant un temps une croissance importante, mais hautement vulnérable. Celle-ci est compatible avec un essor de la production industrielle pendant les premières années pour deux raisons : la disparition de la contrainte externe grâce à l'essor des activités de rente particulièrement lucratives jusqu'à 2012, et le maintien d'un taux de change sous-évalué jusqu'à 2008-2010, qui protège l'industrie. La compétitivité pâtit de cet « avantage ». L'importation, même à un coût relativement élevé à cause de la sous-évaluation de la monnaie rogne les marges et il devient préférable d'importer les produits à moyen et haut coefficient technologique plutôt que de les produire, et ce d'autant plus que le tissu industriel avait énormément souffert de l'hyperinflation et de l'insuffisance d'investissement dans les années 1980, mais aussi de la politique de libéralisation des échanges des années 1990 et du décrochage de l'Argentine en termes d'efforts en recherche-développement relativement au PB (entre 0,5 % et 0,7 % contre 4,5 % en Corée du Sud). Comme on peut le voir dans la figure ci-dessous, l'Argentine reste confinée dans le quadrant caractérisé par des exportations de moyenne et haute technologie (en % du total des exportations) et peu innovantes.

Figure 4 : Trajectoires de l'Argentine, du Mexique et du Brésil, 1965 et 2012

Source : Banque mondiale, COMTRADE, USPTO, UNESCO et OCDE, in Schteingart D. et Coatz D, 2015, 49-79, p. 66

En résumé, si la croissance a pu être plus élevée dans les années 2000, tout en restant loin des scores asiatiques, c'est parce que la contrainte externe a été mise entre parenthèses par l'essor des matières premières, ce dernier poussant les pays vers l'avant mais le rendant plus vulnérables en participant, via l'appréciation de la monnaie nationale, à la destruction de pans entiers de l'industrie nationale. Plus vulnérables, parce qu'une fois la courbe haussière des matières premières inversée, le tissu industriel, affaibli, a moins de capacités à profiter de dépréciation de la monnaie nationale, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'en a plus, mais que celles-ci sont réduites. Cependant, la protection qu'offre une dévaluation de la monnaie nationale n'est que de courte durée, car le tissu industriel est de moins en moins performant, les biens d'équipement vieillissent faute d'investissements passés suffisants, et les secteurs de moyenne et haute technologie ont de plus en plus de mal à résister à la concurrence internationale, la disparition de la contrainte externe rendant possibles ces importations comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous. Les déficits concernent principalement les biens de moyenne et haute technologie. Les fuites de capitaux amputent alors les réserves. La réaction du le gouvernement a été de multiplier les obstacles administratifs pour importer, acheter des devises. Comme un mauvais joueur d'échecs, le gouvernement réagit sans anticiper les modalités de contournement de l'« adversaire » et multiplie, empile, les mesures administratives au coup par coup à mesure que l'efficacité de sa politique chute.

La désindustrialisation de quantitative devient alors qualitative. Le tissu industriel est de plus en plus orienté vers la production de biens à faible contenu technologique et faible qualité.

Tableau 2 : Solde de la balance commerciale de produits industriels selon le contenu technologique en milliards de dollars

Haut

2001	-3.162	-4.183	693	5.588	-1.063
2002	-718	-214	2.731	8.020	9.759
2003	-1.480	-2.813	2.634	9.887	8.228
2004	-3.554	-5.629	2.329	11.000	4.146
2005	-4.604	-7.124	2.219	11.802	2.293
2006	-5.315	-8.406	2.473	14.041	2.792
2007	-6.404	-12.024	-897	17.137	-393
2008	-6.998	-14.973	-922	21.128	-1.765
2009	-5.751	-7.028	301	19.198	6.720
2010	-8.008	-13.455	-1.411	19.905	-2.969
2011	-9.048	-17.271	-5.049	24.487	-6.887
2012	-8.557	-15.516	-3.130	23.512	-3.690
2013	-8.650	-19.012	-5.417	23.932	-9.147
2014	-8.409	-15.109	-6.252	24.684	-5.086

Source : Martín Schorr y Andrés Wainer, 2015, , p.8, en légèrement ombré, les années de crise.

Toutes les branches sont affectées, celles qui produisent des biens de moyenne et haute technologie le sont davantage, comme on peut le voir dans le déficit de la balance commerciale des biens industriels par niveaux technologiques (tableau ci-dessus). Le tissu industriel est de plus en plus orienté vers la production de biens à faible contenu technologique et faible qualité, ceux qui précisément sont menacés par la concurrence asiatique. À quelques exceptions notables, les équipements sont en moyenne assez âgés, voire dans certains cas obsolètes, ce qui pèse sur la productivité du travail, y compris dans les grandes entreprises.

Les petites et moyennes entreprises (PYME), 96,7 % de l'ensemble des entreprises, représentant 48,7 %

de l'emploi formel, 40 % du PIB, 6,5 % des exportations sont particulièrement affectées par la perte de compétivité, l'âge moyen de leurs biens d'équipement est parfois considérable comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 : Brèche technologique perçue par les entreprises argentines PYMES par rapport aux entreprises leaders dans le secteur et dans le monde, puis âge moyen des biens d'équipement, panel de 100 entreprises, 2016

	Brèche de 0 à 1	
Bois et meubles	0.56	7.29
Minerais non métalliques	0.54	5.22
Textile et habillement	0.53	7
Produits chimiques	0.50	5.40
Papier, carton, édition	0.45	6.37
Moyenne	0.44	8.70
Matériel de transport	0.43	10.20
Produits electromécanique et informatique	0.42	7.13
Aliments et boissons	0.42	8.77
Caoutchouc et plastique	0.33	7.83
Produits métalliques, machines et équipements	0.33	15.44
Chaussures et maroquinerie	0.33	12.50

Source : Giarrizzo V. et Montano F. : El stock de capital en la industria pyme : condiciones para modernizar la maquineria y el equipo de producción, *CIPPEC*, document n°172, 1-14, 2016, pages 5 et 3

L'enquête menée auprès des petites et moyennes entreprises (PYME) est révélatrice de comportements peu schumpétériens (Giarrizzo V. et Montano F., 2016). Selon les auteurs, la moyenne d'âge des équipements utilisés par les PYME est de 8,7 ans, 66,4 % des entreprises utilisent de machines soit obsolètes, soit très obsolètes, amorties depuis longtemps, ces entreprises ayant « une attitude passive face à la modernisation technologique » selon les auteurs. La capacité d'utiliser les technologies de l'information et de la communication est particulièrement faible : l'Argentine se situe au 91e rang mondial et au 14e si on considère l'Amérique latine en 2015. L'écart par rapport aux entreprises leaders dans le monde est particulièrement important comme on peut l'observer dans le tableau ci-dessus.

Il est dès lors logique que les excédents procurés par les exportations de produits de rente parviennent de moins en moins à compenser les importations nettes de produits industriels de moyenne et haute technologie. Le commerce avec la Chine est largement déficitaire. L'Argentine exporte des produits de rente, principalement le soja sous différentes formes (graines, tourteaux, huile) et importe des biens manufacturés. Le déficit commercial avec la Chine grandit à mesure que son tissu industriel s'avère de plus en plus incapable de répondre dans des conditions de rentabilité suffisante aux demandes de produits industriels. Il devient considérable comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous. L'Argentine est certes moins déficitaire que ne l'est le Mexique dans son commerce avec la Chine (pour un dollar vendu, dix sont importés) – il est vrai que le Mexique, à défaut de matières premières, vend peu à la Chine – mais il est bien plus important que celui du Brésil. Encore légèrement positif en 2007 (77 millions de dollars), le solde commercial avec la Chine devient de plus en plus négatif : - 4,832 milliards de dollars, - 6,318 en 2014 milliards de dollars respectivement en 2012 et 2014 (source ABCEB à partir de l'INDEC).

II. L'histoire peut-elle se répéter ? Le paradoxe d'une inflation en hausse alors qu'elle « devrait » baisser

La libéralisation des marchés au début des années 1990, la maxi-dévaluation alignant le taux de change officiel sur le taux parallèle, la convertibilité pleine et entière, y compris pour les transactions internes entre le peso et le dollar sans coût de transaction, ont cassé l'hyperinflation des années 1980, et, en quelques mois celle-ci est revenue à un taux annuel d'un chiffre. Peut être est-ce schéma que le président Macri avait en tête, dès sa prise de fonction

en décembre 2015, lorsque, dévaluant la monnaie, l'alignant sur le taux parallèle (voir graphique ci-dessous), libéralisant les mouvements de capitaux, supprimant les subventions massives à l'énergie, licenciant de nombreux fonctionnaires, il pensait que rapidement l'inflation diminuerait de manière significative [4], les capitaux entreraient en Argentine, la reprise économique viendrait. La situation est différente de celle de la fin des années 1980 : 1/ le commerce international ralentit ; 2/ la chute du cours de matières premières pèse sur les échanges avec la Chine et les exportations des produits de rente parviennent de moins en moins à combler le solde négatif de la balance commerciale des produits industriels ; 3/ le Brésil en 2015 et 2016 est en profonde crise, ce qui affecte le commerce de l'Argentine avec ce dernier ; enfin et comme nous l'avons vu, 4/ le tissu industriel ne s'est guère modernisé dans les années 2000, limitant ainsi les capacités de réponse de l'industrie à une réduction de ses prix à l'exportation suite à une dévaluation [5].

Source : informe de coyuntura GERES, *op. cit*, p. 33

Une politique d'austérité a, en général, des effets récessifs et un coût social plus ou moins important selon l'ampleur des mesures prises et l'existence ou non d'amortisseurs sociaux. À terme, elle peut conduire à un assainissement de l'activité économique et à un rétablissement des marges des entreprises permettant une reprise. Ce terme peut être plus ou moins long selon à la fois : 1/ l'ampleur de la crise, 2/ la nature des causes qui l'ont provoquée, 3/ la pertinence des mesures prises, 4/ le déficit de légitimité que de telles mesures peuvent entraîner, avec pour conséquence, le plus souvent, un déficit de rationalité du gouvernement, avançant et reculant à la fois. D'une crise n'émerge donc pas nécessairement un assainissement. La récession n'est pas toujours « un bain de jouvence » Autrement dit, si une crise est une opportunité à terme pour les entreprises et les investisseurs, elle peut aussi être une opportunité perdue pour le capital dans son ensemble avec un coût social croissant.

Le choix entre des mesures brutales, rapides, de type *big bang*, et des mesures gradualistes détermine le type d'austérité. Avec des mesures prises simultanément et rapidement – le *big bang* – l'effet récessif est plus élevé, selon certains économistes, qu'avec le gradualisme, mais la reprise est plus rapide et plus forte. Pour d'autres économistes, comme McKinon, elle est éminemment dangereuse. Utilisant une métaphore, ce dernier précise même que la libéralisation brutale de l'ensemble des marchés « c'est comme marcher sur un terrain miné, on ne sait jamais si le prochain pas sera le dernier ». Eichengreen, quant à lui, écrit : « l'Histoire est pleine de cadavres des pays qui ont libéralisé les marchés financiers et ouvert trop vite le compte capital de la balance des paiements… ». Cependant, bien que qualifiant la politique suivie par le gouvernement Macri de *big bang*, Eichengreen considère que la reprise peut être d'autant plus rapide que la crise, suite à ces mesures, aura été forte. Pour autant la crise perdure et s'approfondit et le diagnostic d'Eichengreen s'est avéré erroné.

La production industrielle chute de 7,9 % selon l'INDEC, de 7,4 % selon la FIEL (informe de coyuntura, GERES, *op. cit*, p. 10) en juillet 2016 par rapport à juillet 2015. Que le taux d'inflation augmente dans l'immédiat n'est pas surprenant, qu'il se maintienne à un niveau élevé, qu'il augmente est davantage surprenant (voir graphique ci-dessous). La dévaluation génère une hausse des prix importante, 4,7 % en décembre 2015. Celle-ci fléchit légèrement puis connaît un rebond important. Annualisée, l'inflation passe de 25 % en novembre 2015 à 46 % en juin 2016. Crise économique, accélération de l'inflation, hausse importante du chômage (voir tableaux ci-dessous), peu d'investissements étrangers alors qu'on en espérait beaucoup, développement de la précarité des emplois, baisse des revenus provoquent une augmentation de la pauvreté. Selon les enquêtes menées par l'UCA,

proche du gouvernement, le pourcentage de pauvres est ainsi passé de 29 % en décembre 2015 à 34,5 % en avril 2016. Le risque est grand que ce pourcentage augmente, triste ironie pour un gouvernement qui avait promis d'éradiquer totalement la pauvreté en quatre ans.

Aussi, force est de constater que le pronostic du gouvernement Macri ne s'est pas réalisé au bout de dix mois d'exercice du pouvoir. Décidemment, l'Histoire ne se répète pas à l'identique, et, pour paraphraser, elle se répète en tragédies avec sa cohorte de nouveaux pauvres, d'appauvris, de distribution des revenus de plus en inégale.

Tableau : Taux d'inflation, juin et décembre, 2012 – 2015, puis de janvier 2016 à Juin 2016 mois par mois, accumulé sur 12 mois

Déc 2012	Juin 2012	Déc 2013	Juin 2014	Déc 2014	Juin 2015	Déc 2015	Janv 2016	Fev 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016
23%	23%	29%	41%	39%	26%	29%	32%	35%	37%	41%	44%	46%

Source : GERES (op.cit) calculs à partir des données de DPE San Luis y ciudad de Buenos Aires et de sociétés de consulting privées, rappelons qu'en janvier 2014 et en décembre 2015 eurent lieu deux méga-dévaluations.

Tableau : emploi, chômage, sous-emploi, à partir de EPH-INDEC, 31 agglomérations

Taux d'activité

Déc 2012	Juin 2012	Déc 2013	Juin 2014	Déc 2014	Juin 2015	Déc 2015	Janv 2016	Fev 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016
23%	23%	29%	41%	39%	26%	29%	32%	35%	37%	41%	44%	46%

Source : GERES (op.cit) calculs à partir des données de DPE San Luis y ciudad de Buenos Aires et de sociétés de consulting privées, rappelons qu'en janvier 2014 et en décembre 2015 eurent lieu deux méga-dévaluations.
Tableau : emploi, chômage, sous-emploi, à partir de EPH-INDEC, 31 agglomérations

I.14	45	7.10	5.50	2.60
II.14	44.80	7.50	6.80	2.60
III.14	44.70	7.50	6.30	2.90
I.15	45 ?20	6.90	6.10	3.00
II.15	44.60	7.10	7.60	2.50
III.15	44.50	6.60	6.30	2.80
II.16	44.80	5.90	5.90	2.70
II.16	46	9.30	7.70	3.50

Source : CESO, informe economico mensual, sept. 2016

Est-ce à cause de la hausse des salaires dépassant celle de la productivité que l'inflation perdure à un niveau élevé ? La hausse des salaires réels n'a pas été aussi importante qu'annoncée par la précédente présidence. Elle a cependant dépassé celle de la productivité du travail [6], particulièrement modeste il est vrai (tableau ci-dessous). Elle croît peu dans l'ensemble, elle est encore moins le résultat d'une transformation structurelle du paysage industriel, c'est-à-dire d'une transformation dans la composition de la production en faveur des branches et des entreprises plus productives, l'effet structurel étant particulièrement faible. Alors que la productivité moyenne augmentait au taux annuel de 1,59 %, en Chine durant la même période, elle augmente de 10 % par an dont 7,62 points dus à une amélioration de la productivité au sein des branches, et 2,37 points dus à une transformation structurelle, et en Corée du Sud, de 3,21 %, avec 3,81 points et -0,61 point respectivement. De ce point de vue, l'Argentine, ainsi que de nombreux pays latino-américains d'ailleurs, manque le tournant productif que prennent les économies asiatiques.

Taux de croissance de la productivité du travail

1950 – 1975	1.47	1.42	0.04
1975 – 1990	- 1.76	- 1.37	- 0.38
1990 – 2011	2.12	2.68	-0.56
2000 – 2011	1.59	1.73	-0.14

Source : Castillo, p. 21

Est-ce à cause de la crise, latente, puis précipitée par la politique du gouvernement depuis décembre 2015 ? La croissance de la productivité est médiocre, largement en deçà de ce qu'on peut observer dans les pays émergents latino-américains. Avec un taux de croissance des salaires réels supérieur à la croissance de la productivité et un taux d'appréciation réelle de la monnaie nationale, il est logique que, dans l'ensemble, d'un point de vue macro-économique, l'Argentine perde en compétitivité, d'autant plus que les investissements en infrastructures (transports, énergie) et dans la recherche sont également très insuffisants, malgré un certain effort dans les années Kirchner dans l'éducation. Il faut aller au-delà de l'approche macro-économique et affiner l'analyse. Deux pays peuvent

avoir une croissance de la productivité semblable, un coût unitaire du travail (combinaison de la productivité, des salaires et du taux de change) équivalent et l'un avoir des excédents commerciaux considérables (par exemple l'Allemagne) et l'autre un déficit commercial non négligeable (par exemple la France). Au-delà donc des moyennes, il faut analyser la dispersion de la compétitivité selon les secteurs, la capacité de monter en gamme et de produire des produits nouveaux de haute qualité pour lesquels l'élasticité de la demande étrangère par rapport aux prix joue moins que celle par rapport aux revenus.

Ce n'est pas le cas de l'Argentine. Sa compétitivité passe par l'élasticité-prix pour ce qui concerne les produits manufacturiers d'origine industrielle (MOI) et d'origine agricole (MOA). Elle participe peu à l'éclatement international de la chaîne de valeur, à l'exception notable du secteur automobile, elle produit enfin des biens de moins en moins sophistiqués en technologie et importe de plus en plus des biens sophistiqués. Le tissu industriel des PYME est particulièrement ancien, voire obsolète. C'est moins le cas des grandes entreprises probablement. C'est ce qui explique à la fois la désindustrialisation dans la production de biens peu sophistiqués et les importations substitutives de la production locale, et l'incapacité de produire des biens sophistiqués à la hauteur de la demande, d'où le déficit commercial croissant que nous avons noté.

Non seulement la croissance de la productivité du travail est faible depuis plusieurs décennies, mais son niveau est également en deçà de ce qu'il faudrait pour que l'industrie puisse dans son ensemble être compétitive. La dispersion de la productivité est très élevée, plus élevée que dans les pays avancés. Dans l'industrie de transformation, les niveaux de productivité sont très différents. Il en est de même en ce qui concerne leurs évolutions respectives, mais raisonner en moyenne n'a pas grand sens. L'OCDE et la Cepal (2013) ont montré il y a quelques années que la dispersion autour de la moyenne, tant de la productivité que des salaires, était beaucoup plus élevée dans les économies émergentes latino-américaines qu'aux États-Unis. Lorsqu'on décompose les entreprises selon leur taille en quatre groupes (grandes, moyennes, petites et très petites) et qu'on compare leur productivité moyenne aux groupes correspondants aux États-Unis, indicés 100 pour chacun d'entre eux, on constate que la brèche de productivité n'est pas très importante dans le groupe des grandes (on pourrait ajouter que la productivité des transnationales est plus élevée en général que celle des entreprises nationales, sauf exception), mais qu'elle croît de plus en plus fortement à mesure que l'on passe du groupe de moyennes à celui des petites et enfin des très petites (où est concentré l'emploi informel). On obtient des résultats comparables pour ce qui concerne les revenus du travail, la dispersion y est très importante.

En Argentine, cette dispersion l'est encore davantage, l'obsolescence des équipements dans les PYME étant particulièrement importante (Giarrizzo V. et Montano F., *op. cit*). La crise accroît également cette dispersion : tous les secteurs ne souffrent pas de la même manière. L'exemple de l'industrie est emblématique. La chute de la demande, tant interne qu'externe, suite aux crises conjuguées en Argentine et au Brésil, alourdit considérablement les coûts unitaires de production, à cause de l'augmentation des capacités de production oisives. Celle-ci a un impact négatif sur la productivité du travail. Selon IDELAS-UCES (2016, n°85), la productivité du travail, combinée aux salaires réels dans cette branche (salaires nominaux déflatés par les prix de gros dans la manufacture) passe de l'indice 100 en 1997 à l'indice179,8 en 2011 et enfin à l'indice 151,8 en 2015. Il en est de même pour la branche machines et équipements : 100 en 1997, 160,6 en 2011 et 108 en 2015. L'indice pour l'ensemble de l'industrie s'établit à 194,4 en 2015. Il y a donc quelques branches comme la production de bois, à l'exception des meubles (indice 212 en 2015), papiers et dérivés (indice 289,3 en 2015), instruments médicaux et de précision (245 en 2015) qui ne connaissent pas de baisses prononcées du fait de la crise.

Selon les analyses de Coatz, Dragun et Sarabia (2014), la politique de marges par unité produite est contra-cyclique en Argentine. *Elles augmentent en période de contraction de la demande et de crise, elles tendent à baisser en période de croissance (*p. 56). On peut dès lors considérer que la crise accroît le taux

d'inflation, surtout dans les branches les plus affectées par la chute de la demande.

Le diagnostic sur la nature de la crise effectué par le gouvernement Macri est erroné. Certes, une dévaluation était nécessaire, compte tenu de la forte appréciation de la monnaie, mais, au lieu de précipiter une crise latente par des mesures d'austérité, il eût mieux valu soutenir la demande, ne pas laisser l'inflation amputer le pouvoir d'achat, par une réforme fiscale, par des incitations à comprimer les marges. Une partie plus ou moins importante de cette demande se serait davantage orientée vers la production nationale plutôt que vers des importations, celles-ci devenant plus chères du fait de la dévaluation. Davantage protégées, les entreprises auraient moins souffert de capacités de production oisives et leur politique de marge auraient moins besoin d'être contra-cyclique. Maintenir la demande aurait évité de précipiter la crise. Mais est-ce possible ?

Le scénario de la baisse des salaires réels n'est pas inéluctable. Le maintien des salaires réels en monnaie locale est possible. Les économies ne sont pas totalement ouvertes. Le niveau général des prix est composé des prix des biens exposés (*tradable*) et d'autres qui ne le sont pas. Certes, l'ensemble de ces biens utilise de manière plus ou moins importante des biens importés dont le prix augmente avec la dévaluation, mais, pour autant, la hausse de leurs prix n'est pas équivalente à celle de la dévaluation, sauf à considérer que l'ensemble de ses inputs est importé. On peut donc concevoir que la hausse des prix consécutive à une dévaluation soit inférieure à la hausse du cours de la monnaie nationale en dollars. Les biens exposés devenant plus compétitifs (le salaire en dollars baisse), le salaire nominal en monnaie locale peut alors s'accroitre sans que cela érode totalement l'accroissement de compétitivité, et le salaire réel peut alors rester stable.

Choisir de comprimer la demande des ménages, c'est opter pour une stratégie coûteuse en termes sociaux, inefficace en ce qu'elle alimente l'inflation. Au lieu de baisser, l'inflation a augmenté. Contrairement à la doxa, le soutien à la demande aurait permis de diminuer le taux d'inflation. C'est ce qui ne fut pas fait, favorisant ainsi la poursuite de la marginalisation de l'Argentine. *C'est donc l'inverse qu'il faut faire* : rattraper le pouvoir d'achat, favoriser l'essor de la demande interne en la protégeant de manière sélective et temporaire. Ne pas le faire, c'est courir le risque que la demande accrue se dirige vers des importations supplémentaires au lieu de favoriser un début de réindustrialisation, compte tenu de la faiblesse du tissu industriel argentin. C'est le marché interne aujourd'hui qui peut être source de dynamisme retrouvé, à l'heure où se développe le protectionnisme un peu partout dans le monde et au premier chef aux États-Unis, lors même que la demande extérieure est atone en raison de la plus faible croissance mondiale, de la chute du cours des matières premières, d'une relocalisation partielle d'activités industrielles dans les pays avancés.

Le président Macri est pris à contrepied : il a cru qu'il pouvait « imiter » la politique de Menem, casser les processus inflationniste et favoriser la reprise de la croissance, il a provoqué à la fois une accélération de la hausse des prix et une chute du PIB, une augmentation du chômage, une aggravation de la pauvreté, une baisse drastique des revenus de la grande majorité de la population, un alourdissement de la dette externe. Il se trompe d'époque : favorable au libéralisme sur l'ensemble des marchés il a à faire face à des politiques économiques « mixtes » voulues par le nouveau président des États-Unis : interventionnistes dans le domaine extérieur (protectionnisme déclaré) mais aussi intérieur (politique de grands travaux prévue), libérales sur le marché du travail, le marché financier.

À la différence d'autres pays latino-américains, les mobilisations sociales restent importantes en Argentine et, même si elles courent le risque d'être dévoyées par un péronisme renaissant par les luttes, elles sont la chance de l'Argentine de s'opposer aux politiques antisociales mises en œuvre depuis l'arrivée à la présidence de Macri.

« Etre réaliste, c'est demander l'impossible », vivre sans imagination c'est répéter et aggraver les erreurs passées. Émerger de la désindustrialisation, surmonter la marginalisation, opter pour le marché intérieur tout en menant une politique de

modernisation de l'appareil industriel exigent qu'on passe par un trou de souris et que soient surmontés beaucoup d'obstacles. Ne pas le faire, c'est en quelque sorte accepter que la marginalisation de l'Argentine se traduise par une aggravation des conditions de vie de la grande majorité des Argentins. Depuis des décennies, l'Argentine dévisse et, avec elle, les conditions de vie de la plupart des Argentins. Aujourd'hui, elle est à un « turning point ».

Le chemin est étroit, nombre d'auteurs considèrent déjà qu'il sera impossible d'emprunter ce trou de souris, oubliant que certains pays comme la Corée du Sud, Israël, etc., malgré leur faible population, ont pu le faire, que « le pessimisme de la raison c'est l'optimisme du cœur » (Valéry) et, dans sa version gramscienne, de la « volonté ».

Bibliographie citée

(Sauf institutions éditant des rapports de conjoncture cités dans le texte.)

- Albrieu R et alii (2015) : *Argentina : una estrategia de desarrollo para el siglo XXI,* edition Turmalina.
- Castillo M et Martins Neto A (2016) : « Premature deindustrialization in Latin America », Cepal, série *Production development*, n°205, 1-23.
- Coatz, D., Dragun P. et Sarabia M.(2014) : « La rentabilidad en la industria argentina a 12 anos de la crisis de convertibilidad : mitos y realidad, costos y precios en la industria manufacturera argentina », *Boletin informativo Techint,* N°343, 45-63.
- Fiorito A, Guaita N. et Guaita S. (2013) : « El mito del crescimiento economico dirigido por el tipo de cambio competitivo », *Circus, revista argentina de economia,* n°5, 81-105.
- Giarrizzo V. et Montano F. (2016) : "El stock de capital en la industria pyme : condiciones para modernizar la maquineria y el equipo de producción", *CIPPEC*, document n°172, 1-14.
- Gallagher P. (2010) : « China and the future of Latin American Industrialization », *Policy Brief* n°18, The Frederick S. Pardee Center.
- Oecd-Eclac, (2013) : Latin American Outlook.
- Salama P. (2012) : *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis,* Armand Colin, collection U, publié en espagnol (2016) accompagné d'une longue préface : *Tormenta en America latina*, ed Colegio de la frontera norte, Biblioteca de Jalisco
- Salama P. (2014) : *Des économies toujours émergentes ?* La Documentation française.
- Schorr M. et Wainer A.(2015) : Argentina en la posconvertibilidad : de la holgura a la restricción externa. Una aproximación en clave estructural, *mimeo,* 1-20.
- Schteingart D. et Coatz D.(2015) : « Que modelo de desarrollo para la Argentina ? » in *Boletin informativo TECHINT,* n°349, 49-79.

Notes

[1] La littérature sur ce sujet est devenue importante. Voir Salama P. (2012) ...où on trouvera une abondante bibliographie.

[2] Depuis 2007-2008 les données statistiques sont contestables, l'INDEC ayant modifié son mode de calcul de

l'inflation avec pour objectif de la sous-évaluer… L'écart ne cesse de grandir entre le taux d'inflation officiel et ceux calculés par différentes institutions. Lorsque la hausse des prix croît à des vitesses différentes selon les données officielles et officieuses, il y a un effet sur le taux de croissance réel du PIB. Celui-ci est moins élevé que celui mesuré par l'INDEC lorsque l'écart des prix officiels et officieux s'accentue (et inversement).

[3] **Désindustrialisation précoce :** on dit que la désindustrialisation d'un pays émergent est précoce par rapport à la désindustrialisation affectant certains pays avancés lorsque le revenu par tête au début de ce processus correspond à la moitié de celui des pays avancés au moment où débute leur désindustrialisation. La désindustrialisation affecte les emplois industriels, ceux-ci baissent relativement aux autres emplois, mais ils peuvent aussi baisser de manière absolue. On peut mesurer la désindustrialisation à partir de plusieurs indicateurs : l'évolution de la part de l'industrie (en valeur ajoutée) dans le PIB, l'évolution du poids de l'industrie dans l'industrie mondiale, la part des exportations manufacturières dans les exportations manufacturières. Mais on peut aussi utiliser des indicateurs d'emplois. Pour ne pas qu'il y ait d'ambiguïté, l'industrie concernée est l'industrie de transformation.

[4] En période d'hyperinflation, l'écart entre taux de change officielle et taux de change parallèle est un indicateur de l'importance de la défiance vis-à-vis de la politique du gouvernement. Comme le système des prix relatifs tend à devenir incohérent (tous les prix n'augmentent pas en même temps et d'un même pourcentage), les agents économiques cherchent à redonner de la cohérence à leurs prix en les indexant sur le taux de change parallèle, seul taux faible à leurs yeux. Plus le taux de change parallèle se déprécie, plus les prix augmentent. La monnaie perd ainsi une de ses fonctions, celle d'unité de compte dans la mesure où les prix sont fixés par rapport au dollar parallèle, on dit alors que la dollarisation est passive, ou encore *de facto*. Le taux de change parallèle acquiert donc un rôle central dans la détermination du taux d'inflation et en retour lorsque ce dernier augmente, la crédibilité vis-à-vis de la politique du gouvernement baisse et l'écart entre les deux taux augmente, relançant encore davantage l'inflation. Aussi une méga-dévaluation alignant le taux officiel sur le taux parallèle, accompagnée d'une politique de libéralisation surtout vis-à-vis du marché des capitaux, peut être de nature à enrayer la dépréciation de la monnaie et donc à réduire rapidement le taux d'inflation, comme ce fut le cas sous la présidence Menem au début des années 1990. Bien qu'attendu, ce n'est pas le résultat obtenu avec le gouvernement Macri, l'inflation après avoir augmenté, a baissé puis, à nouveau la croissance de la hausse des prix s'est accélérée, traduisant ainsi l'existence de problèmes d'ordre structurels non résolus..

[5] Ce dernier point est souligné par Fiorito A, Guaita N. et Guaita S, 2013. Nous ne partageons pas totalement ce diagnostic. Une dévaluation ne conduit pas dans l'immédiat à une reprise des exportations et à une réduction des importations (courbe en J). Cette phase, plus ou moins longue de non reprise, dépend de l'état du tissu industriel et donc de son élasticité prix de l'offre, de l'ampleur de la dévaluation, des élasticités de la demande étrangère par rapport aux prix. Dans le cas argentin, la détérioration du tissu industriel et la crise du Brésil font que cette phase peut être relativement longue, probablement plus longue qu'au Brésil. L'appareil industriel même affaibli par la désindustrialisation est plus performant qu'en Argentine. Notons qu'au Brésil, la dépréciation de la monnaie nationale suite à la crise de 2015-2016 n'a pas provoqué une reprise des exportations pendant plusieurs mois, la balance commerciale de produits industriels a connu une réduction de son déficit grâce à la baisse des importations, ce n'est qu'ensuite que les exportations ont connu un essor.

[6] Qu'on ne se méprenne pas : ce n'est pas la hausse des salaires qui est à l'origine du manque de productivité. La hausse des salaires est nécessaire compte tenu des très fortes inégalités de revenu. Mais elle

doit s’accompagner d’une politique de change adéquate, d’une politique industrielle qui ne pèche pas par clientélisme, voire la corruption, ce qui n’est pas évident. L’appréciation du taux de change, la faiblesse des efforts en termes de recherche, l’absence de politique ciblée jouent négativement sur la compétitivité et la rentabilité des entreprises industrielles en moyenne (avec toutefois une forte dispersion).

Revue des revues

Il n’est jamais trop tôt pour mal faire !

mardi 21 février 2017, par Jacques Cossart

Paul Nizan n’avait pas même atteint la trentaine quand il publia son célèbre *Aden Arabie*, qu’il ouvrait par cette phrase mille fois citée « J’avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c’est le plus bel âge de la vie. » Que pourrait-il écrire aujourd’hui, 85 ans après ?
L’Organisation internationale du travail (OIT), dans sa série consacrée à l’emploi et aux questions sociales dans le monde, publie Youth. En une sorte d’écho à l’apostrophe de Nizan, l’OIT présente son rapport 2016 avec cette alarme « Dans un climat de regain d’inquiétudes au sujet de la croissance économique mondiale, le chômage des jeunes est à la hausse ». Pourtant, ne nous rebat-on pas les oreilles, à satiété à gauche et à droite, avec le slogan de la croissance indispensable pour tout résoudre ?

Chômage des jeunes

Le tableau 1, reproduit ici, qui figure dès la page 4 du rapport Youth, chiffre sur la décennie 2007-2017 (il s’agit d’une projection pour la dernière année) d’une part, la population jeune (18-24 ans) sans emploi, et d’autre part la population, jeune aussi, disposant d’un emploi mais pauvre. Est défini comme pauvre, ou extrêmement pauvre, celui qui dispose de moins de 3,10 $/jour. En 2017, le monde devrait compter 71 millions de jeunes sans emploi dont plus de 61 millions dans les pays en développement et émergents. Mais, dira-t-on, on peut remarquer que le nombre de jeunes travailleurs pauvres, ou extrêmement pauvres, décroît tout au long de la période 2007- 2017 ; tant mieux, évidemment. Mais peut-on entonner un chant de louanges alors qu’ils sont encore 156 millions dans ces pays à « travailler » mais à être décomptés dans les pauvres ou extrêmement pauvres ?

Devant de tels constats, on se demande bien ce qui pourrait encore être accaparé par les propriétaires du capital pour qu’ils accroissent toujours davantage leurs revenus. On reste confondu de les voir ainsi scier la branche sur laquelle ils se croient assis jusqu’à la fin des temps. On lira, à cet égard, cette étude mentionnée dans Quoi, le néolibéralisme tuerait ? qui évalue à 6,4 % du PIB ghanéen la perte due à la malnutrition infantile. Sont-ils véritablement si sûrs, ces 1 % les plus riches de la planète, de réussir à s’approprier en 2020, 55 % des richesses mondiales ?

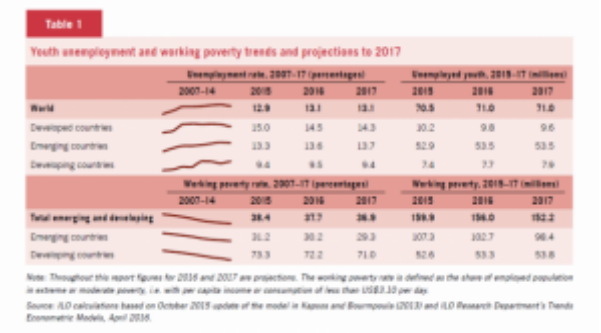


Table 1

Youth unemployment and working poverty trends and projections to 2017

	Unemployment rate, 2007–17 (percentages)				Unemployed youth, 2015–17 (millions)		
	2007–14	2015	2016	2017	2015	2016	2017
World	12.9	13.1	13.1	70.5	71.0	71.0	
Developed countries	15.0	14.5	14.3	10.2	9.8	9.6	
Emerging countries	13.3	13.6	13.7	52.9	53.5	53.5	
Developing countries	9.4	9.5	9.4	7.4	7.7	7.9	
	Working poverty rate, 2007–17 (percentages)				Working poverty, 2015–17 (millions)		
	2007–14	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Total emerging and developing	38.4	37.7	36.9	159.9	156.0	152.2	
Emerging countries	31.2	30.2	29.3	107.3	102.7	98.4	
Developing countries	73.3	72.2	71.0	52.6	53.3	53.8	

Note: Throughout this report figures for 2016 and 2017 are projections. The working poverty rate is defined as the share of employed population in extreme or moderate poverty, i.e. with per capita income or consumption of less than US$3.10 per day.

Source: ILO calculations based on October 2015 update of the model in Kapsos and Bourmpoula (2013) and ILO Research Department’s Trends Econometric Models, April 2016.

Mais que croient-ils, que leurs milliards les sauveront ? Il y a dix ans déjà, un ancien économiste en chef de la Banque mondiale produisait le Rapport Stern. Que trouvait-on dans ce document de plus de 700 pages qui fit tant de bruit dans le Landernau néolibéral ? Il fallait consacrer, chaque année, 1 % du PIB mondial pour pallier le réchauffement climatique, faute de quoi, l’inaction entraînerait, y inclus les dommages collatéraux, un coût allant jusqu’à 20 % de ce même PIB [1]. Comme on pourra le lire dans Ah, Dieu, que le climat est joli !, les dires de Stern et son équipe, n’étaient pas billevesées. Mais, disent les importants, où donc pourrait-on trouver de pareilles sommes ? Mieux vaut continuer à piller ...

Le chômage et les salaires de misère sont parfaits pour parvenir au nirvana capitaliste. Mais, il est toujours possible d’aller plus loin ! Ainsi, les inégalités femmes/hommes font partie des ces « perfectionnements » ; dans ce cas, autant commencer jeune !

On n'en finit pas de recenser les rapports démontrant le danger mortel que constitue, pour l'ensemble de l'humanité, la pollution provoquée par l'activité humaine. Rien, pourtant, ne semble influencer les ultras-riches et ceux, beaucoup plus nombreux, qui se sont mis à leur solde ; serait-ce cette pulsion de mort explorée depuis, au moins, Aristote ? Mais cette très faible fraction de l'humanité s'imagine toujours avoir à sa disposition des bouées de sauvetage. Par exemple, celle de la pollution qui touche le voisin et, en priorité, les pauvres.

Ainsi The Cost of Air Pollution. Ce rapport paru en septembre 2016, est produit par la Banque mondiale qui, pour l'occasion, s'est associée à l'*Institute for Health Metrics and Evaluation* (IHME) de l'Université Washington de Seattle. On y lit que, en 2013, 93 % des décès et maladies dus à la pollution atmosphérique ont eu lieu dans les PVD ; d'ailleurs, est-il ajouté, 90 % de leur population est exposée à de hauts niveaux de pollution atmosphérique. Les rédacteurs ont évalué, pour 2013 au niveau mondial, la perte de revenus du travail à 225 milliards de dollars, soit quelque 2,5 % du PIB des pays les moins développés (PMA) de cette même année. Par chance pour les ultras-riches, il est peu vraisemblable qu'ils vivent dans ces contrées !

On sait désormais que, si on redoute d'être traité de négationniste et exclu de la communauté capable de penser [2], il ne faut pas aborder le devenir des enfants défavorisés, les salaires, la politique industrielle, la finance, l'impôt, la dépense publique, l'immigration ou la RTT.... Bref, Beaumarchais donnait déjà, mais avec talent, la recette, en faisant lancer par son Figaro, « pourvu que je ne parle en mes écrits ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni de personne qui tienne à quelque chose, je puis tout imprimer librement, sous l'inspection de deux ou trois censeurs [3] ». Tant pis, lançons-nous et relisons D'où les inégalités de rémunération peuvent-elles bien venir ? Il est vrai que l'on n'est jamais trop prudent, les trois auteurs auxquels il y est fait référence appartiennent au FMI et qu'une « étude du FMI n'est pas une étude indépendante ». Serait-on à l'abri des foudres canoniques avec trois économistes des universités, pour l'un de Stockholm, pour l'autre de Pennsylvanie, et pour le troisième de Minnesota ? Les trois téméraires, Kurt Mitman, Dirk Krueger et Fabrizio Perri ont publié le 30 août 2016 une recherche relative à la macroéconomie et l'hétérogénéité des ménages. Ils y démontrent que l'éducation, ou ses failles, prennent une part importante dans l'accroissement des inégalités. Allons bon ! Ils fournissent, entre autres, ce tableau établi pour l'année 2006, par le *Panel Study of Income Dynamics* (PSID) mis en place par l'Université du Michigan pour étudier, depuis 1968, les ménages états-uniens. On a beau se penser vacciné contre les effets dévastateurs de la réalité, parfois, celle-ci vous dépasse.

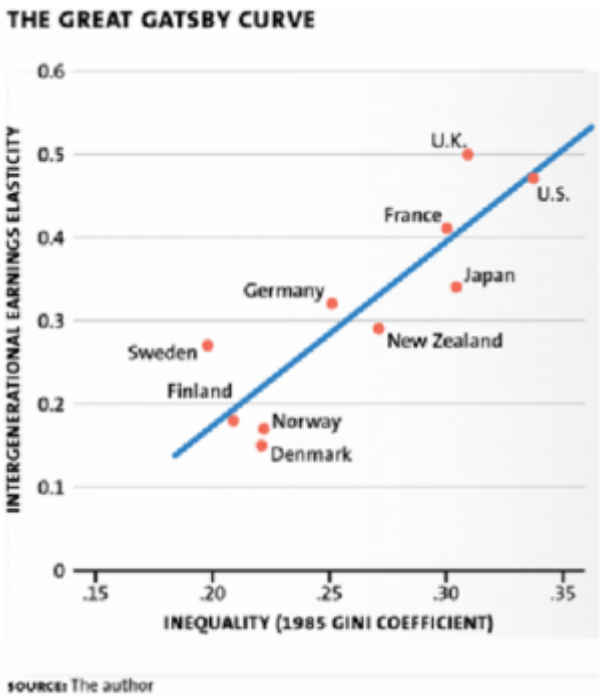
Wealth quintile	Wealth share	Income share	Consumption share	Consumption rate C/Y
Q1	-0.9%	8.7%	11.3%	90.0%
Q2	0.8%	11.2%	12.4%	76.4%
Q3	4.4%	16.7%	16.8%	69.8%
Q4	13.0%	22.1%	22.4%	69.6%
Q5	82.7%	41.2%	37.2%	62.5%

PSID a réparti la population des États-Unis en cinq groupes (quintiles), de Q1, les moins riches à Q5 aux revenus les plus élevés. Dans la deuxième colonne est indiquée la part de la richesse nette (tous les actifs des ménages diminués des dettes correspondantes). 40 % de ces ménages, ne détiennent ... moins que rien, et 20 % d'entre eux en détiennent près de 83 % ! Bien entendu, la répartition du revenu national (troisième colonne) n'est pas la même ; s'il en allait autrement, le pays n'existerait tout simplement plus puisque 40 % de sa population consommerait 0. La dernière colonne indique le ratio consommation/revenu où l'on voit, sans grande surprise, que les 20 % les plus pauvres de la population consacrent 90 % de leurs revenus à leurs dépenses de consommation. Les trois économistes ont, à partir de ces données, construit un modèle, que l'on ne présentera pas en détail ici. Il met en évidence que, dans une économie avec une inégalité comparable à celle constatée en 2006, un « choc » macroéconomique entraînera une chute de consommation beaucoup plus profonde que dans une économie avec peu d'inégalité.

On ne résiste pas cependant à reproduire leur graphique où, en abscisses sont notées les inégalités

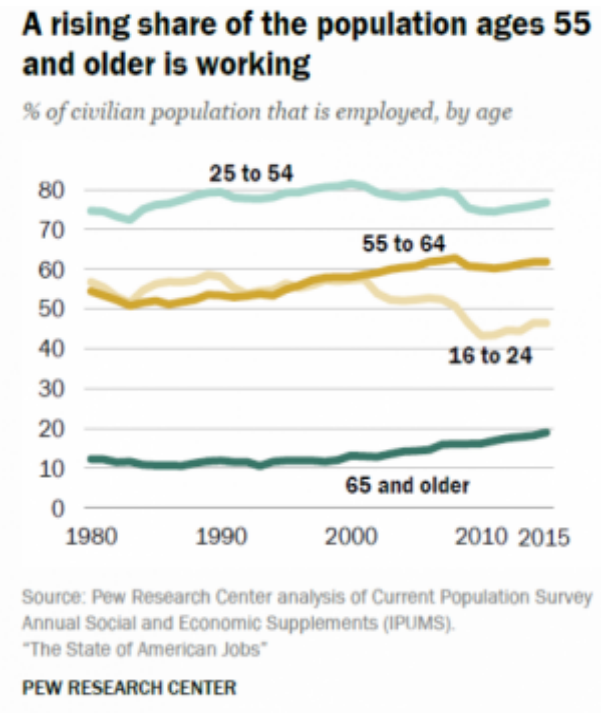
mesurées par le coefficient de Gini et, en ordonnées, l'inélasticité sociale qui, plus elle est élevée, reproduit, en l'aggravant d'une génération à l'autre, l'inégalité. Nos auteurs ont, avec ironie, dénommé la droite ainsi tracée, la courbe de Gatsby le magnifique. Ils font évidemment référence à ce roman [4] dans lequel F.S. Fitzgerald décrit la vie de ce millionnaire Gatsby et de la bourgeoisie qui l'entoure, qui vivent sans foi ni loi.

Comme on le voit, le peleton de queue des dix pays les plus riches de l'OCDE comprend les États-Unis, suivis de près par la Grande-Bretagne qui présente, en outre, une plus grande rigidité dans la reproduction des inégalités ; enfin, en troisième position, la France.

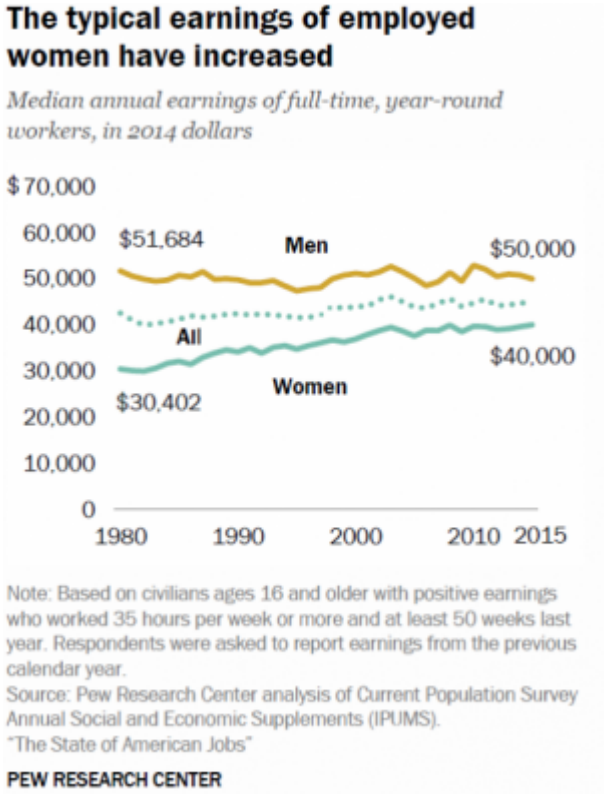


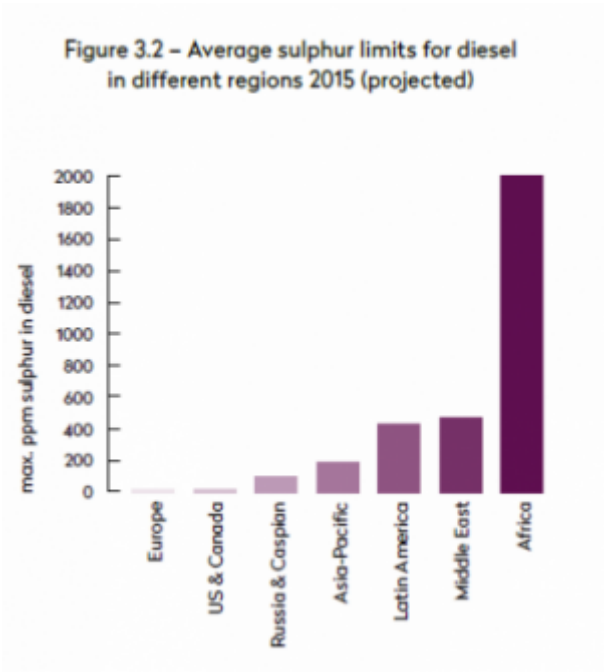
Sera-t-on surpris de constater la croissance des inégalités salariales aux États-Unis ? Le *Pew research center*, centre de recherche états-unien réputé pour ses analyses et enquêtes sociales, basé à Washington, a publié le 6 octobre 2016 The state of American jobs dans lequel il rend compte de l'état du « marché du travail » aux États-Unis. Le inégalités salariales vont croissant dans le pays. La situation pour les jeunes se détériore ; le salaire médian [5] des 16-24 ans a baissé de 11 % depuis 1980 pour atteindre 25 000 dollars en 2015. En revanche, les plus de 65 ans encore en activité ont vu leur rémunération grimper de 37 % pour atteindre 50 000 dollars, pendant que les 55-64 ans ont dû se contenter d'une augmentation de 10 % en 35 ans.

Le graphique reproduit ici montre que, si près de 60 % des 16-24 ans travaillaient en 1980, ce pourcentage a fortement baissé, tout au moins durant la première décennie 2000, pour atteindre à peine plus de 40 % en 2010 et remonter quelque peu jusqu'en 2015. On repère deux groupes de population qui pourraient bien être considérés comme groupes d'ajustement : les jeunes et les 'vieux' – dont le proportion a presque doublé en 35 ans – ce dernier groupe présente l'avantage d'être, globalement, plus expérimenté et de ne pas alourdir les chiffres du chômage quand ils quittent leur poste. Le niveau des retraites états-uniennes étant fortement lié aux cours boursiers, il semble bien que les retraités aient dû poursuivre leur emploi pour préserver leur revenu.



On remarquera sur le graphique, toujours dressé par le *Pew research center* et reproduit ci-dessous, l'évolution sur la période 1980-2015 du salaire médian aux États-Unis. Si celui des femmes a davantage crû que celui des hommes, il en est encore, en 2015, inférieur de 20 %. Cet écart, ne serait en France selon l'INSEE « que » de 19,5 %. Finalement, les Françaises ne sont pas beaucoup plus mal traitées que les Américaines !





La malédiction du pétrole

Polluants, les carburants ?

L'ONG La Déclaration de Berne publiait en 2012 un ouvrage particulièrement documenté à propos de ce qu'elle intitulait la malédiction des matières premières en général, dont rendait compte le numéro 3 de la revue *Les Possibles*.

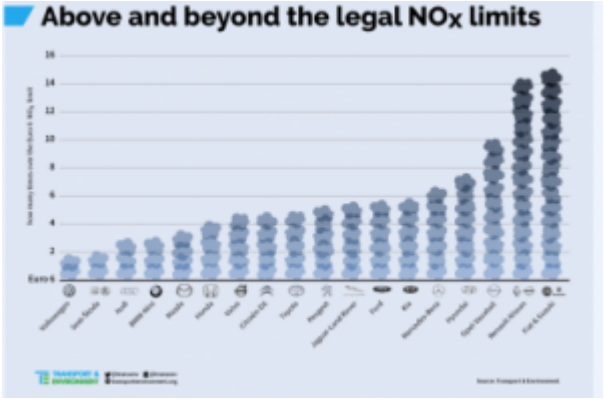
Désormais, La Déclaration de Berne se dénomme *Public Eye* et a produit en juin 2016 Dirty Diesel. Dans ce « sale diesel », l'ONG montre, en plus de 160 pages, comment les compagnies suisses de négoce inondent l'Afrique de carburants toxiques. Tout est monstrueusement montré dans la figure 2 présenté en page 21 et reproduite ici.

La quantité de soufre autorisée, en moyenne, dans le diesel vendu aux pays africains est 2 000 fois supérieure à celle qui prévaut en Europe où, pourtant, il est élaboré. *Public Eye* dénonce surtout le négoce mené sans vergogne par son pays. Cette dénonciation, parfaitement fondée, ne doit cependant pas faire oublier le rôle des compagnies pétrolières qui sont bien celles qui fabriquent ce diesel mortel. Ainsi, la compagnie Total, qui affiche fièrement ses quelque 5 000 stations services sur l'ensemble du continent africain (plus de la moitié de celles présentes en Europe), se déclare blanche colombe ; elle respecte scrupuleusement la réglementation des pays ! Ainsi, une transnationale de 250 milliards de dollars [6] de chiffre d'affaires moyen annuel sur les trois dernières années n'a pas à se soucier de la qualité des produits qu'elle délivre, il lui suffit de « respecter » la réglementation locale ! Bien entendu, personne ne pourrait penser une seconde que les administrations africaines pourraient fixer les règles sous influence ! Pour se convaincre de la totale indépendance des régulateurs en Europe, il suffit de suivre les émissions grand public Cash investigation diffusées par France 2 ; alors, pensez donc, en Afrique !

Il se trouve d'ailleurs que, quelque temps après *Dirty Diesel, Transport and Environment*, publiait en septembre 2016 Dieselgate : Who ? What ? How ?. Pour clairement spécifier où se situe le scandale

sanitaire en Europe, les auteurs dressent le tableau, reproduit ici, ils y cartographient la localisation des 15 millions de « véhicules les plus sales » ; 59 % roulent en France, Allemagne et Royaume-Uni. En ajoutant l'Italie, l'Espagne et la Belgique, on parvient à 84 % des 26 millions de véhicules les plus polluants circulant dans les 20 pays étudiés.

Au moins, dira-t-on, ces 26 millions de véhicules n'émettent-ils pas les quantités de résidus soufrés mises en évidence pour l'Afrique. En revanche, outre le CO_2 évidemment, ils rejettent dans l'atmosphère des composés d'azote, les fameux NOx, en particulier le NO_2, qui, s'ils n'ont pas les mêmes effets de serre que le CO_2, n'en présentent pas moins des conséquences autrement plus lourdes sur la santé, notamment sur l'appareil respiratoire. L'étude cite le nombre de 72 000 morts prématurées par an [7]. Tous les constructeurs européens sont cités dans ce palmarès d'émission des NOx, mais on verra dans le tableau reproduit ci-dessous que Renault en émet sept fois plus que son concurrent le plus « vertueux ».



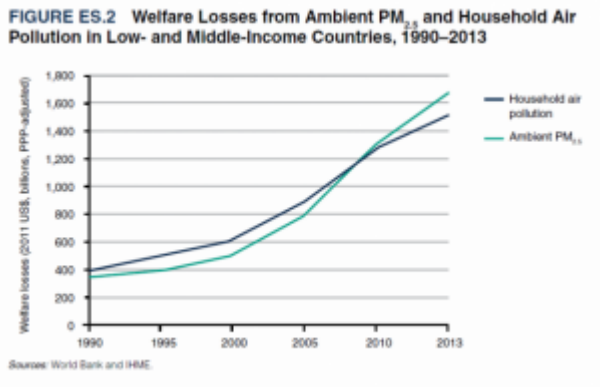
Le rapport ne s'étonne guère de ces résultats dans la mesure où aucune limitation n'a été adoptée depuis le début des années 1990 et ce, nous disent les auteurs, pour deux raisons principales. D'une part, l'attention est portée sur le CO_2 en raison de sa responsabilité dans l'effet de serre ; d'autre part, les mesures sont pratiquées en laboratoire et non à partir des véhicules circulant effectivement. « Il y a trop de flexibilité et de failles dans les protocoles de test ». Ces « arrangements » conduisent à des émissions réelles allant, pour les NOx, jusqu'à quinze fois les limites européennes.

On voit, sur le tableau reproduit ci-dessous, que cinq des constructeurs européens (Volkswagen, Renault, Peugeot, Mercedes, Citroën) viennent largement en tête des constructeurs faisant rouler sur les routes européennes plus de 1 400 000 véhicules dont les émissions sont au-delà de la dernière norme adoptée, dite Euro 6.

Grave, la pollution ?

Mais enfin, en finira-t-on avec tous ces oiseaux de mauvais augure ? Voilà maintenant que la Banque mondiale évalue, à son tour, ce que coûterait la pollution en terme de pertes de revenus du travail dus à des décès prématurés : 225 milliards de dollars [8] !

Elle publie le 8 septembre 2016 The Cost of Air Pollution. Cette étude a été conduite avec l'IHME, un institut de mesure sanitaire et d'évaluation de l'Université Washington de Seattle. Les auteurs estiment la perte due à la mortalité anticipée, pour l'ensemble du monde, à un montant supérieur à 5 000 milliards de dollars. On reproduit ici le graphique présenté dès le résumé de l'étude. Limitée aux pays à faible revenu et à ceux à revenu intermédiaire, la figure montre la part supportée par ces pays, plus de 3 200 milliards, sur les 5 000 qui viennent d'être évoqués.



Pour ces deux catégories de pays seulement, on y voit l'évolution 1990-2013 des pertes annuelles entraînées par la pollution ambiante, celle de l'air intérieur aux habitations dont on mesure l'importance, bien que sa progression ait tendance à diminuer à partir de 2010. Les montants sont indiqués en dollars 2011 en parité de pouvoir d'achat.

Les auteurs nous indiquent que l'évaluation de 5 000 milliards de dollars s'appuie sur les méthodes « couramment utilisées pour évaluer les coûts et les bénéfices des réglementations environnementales dans un pays donné ». Lesdites méthodes ont pour référentiel l'économie du bien-être dont le support est l'utilitarisme notamment argumenté aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles par Bentham, Mill et Jevons ; et, au XX^{e} siècle, par Pareto et Pigou ; plus récemment, le « Nobel » Amartya Sen fait référence à la notion de bien-être. La critique de ces doctrines-écoles ne sera évidemment pas conduite ici. Notons simplement que, quelles que soient les critiques – bien réelles – qui peuvent leur être adressées, l'allure générale de la courbe montrant l'évolution sur plus de vingt ans illustre la grave situation de l'environnement atmosphérique et ses conséquences néfastes pour les êtres humains et pour l'économie.

Le réchauffement climatique ? C'est pas nous !

« On parle beaucoup de dérèglement climatique, c'est très intéressant, mais ça fait 4,5 milliards d'années que le climat change », déclarait Monsieur Sarkozy le 14 septembre 2016 devant des chefs d'entreprises. Nul doute, en effet, que disculper les transnationales de leur lourde responsabilité, depuis le début du XX^{e} siècle, particulièrement ces dernières décennies, dans la lourde dégradation environnementale ne peut que séduire les propriétaires du capital.

Pour autant, si on veut être informé au mieux et en détail de l'évolution climatique, il est sans doute préférable de s'en remettre à l'abondante littérature scientifique sur le sujet. Plusieurs études viennent précisément d'être publiées ces derniers mois.

Sensibilité plus grande au CO_2

La revue Nature publie, en septembre 2016, une étude portant sur les deux derniers millions d'années – il est vrai que Monsieur Sarkozy comptait la sienne en milliards d'années – une reconstruction qui montrerait que la concentration de CO_2 connue aujourd'hui, environ 400 ppm [9], conduirait, à long terme à un réchauffement, par rapport à l'ère préindustrielle, de l'ordre de 5° C ; atteint, ce taux est susceptible de mettre en péril le devenir même de l'espèce humaine. Carolyn Snyder, auteure de cette étude, prend le soin de faire remarquer, en scientifique sérieuse, que d'une part il s'agit d'un réchauffement portant sur des millions d'années, d'autre part que les chiffres qui en ressortent conduiraient, à cette échelle de temps, à une augmentation de température de quelque 9° C, enfin, que ce ne sont pas les niveaux retenus par la majorité des scientifiques. Le lieu n'est pas de conduire une analyse de la probabilité de survenue de pareille hypothèse, mais simplement, en raison de sa gravité majeure, de la signaler. On mentionnera cependant l'étude de l'Institut européen climatique de Berlin Earth System Dynamics (ESD). Publié en novembre 2015, ce travail est présenté ainsi par ses treize auteurs (résumé et traduction non officiels) : des évaluations robustes des impacts climatiques à différents niveaux d'augmentation de la température moyenne globale sont essentiels pour apprécier les perturbations anthropiques dangereuses. À l'heure actuelle, deux de ces niveaux, moyens, sont discutés dans le cadre des négociations internationales sur le climat, 2° C et 1,5° C. Une augmentation moyenne de 0,5° C marque une limite entre une variabilité naturelle et un nouveau régime climatique, en particulier dans les régions tropicales. Dans un

scénario de réchauffement de 2° C en 2100, la quasi-totalité des coraux tropicaux auraient blanchi. La réduction médiane de la disponibilité en eau sur le pourtour méditerranéen se trouverait augmentée de 9 % à 17 % pour une augmentation moyenne de température passant de 1,5° C à 2° C. En agriculture, les baisses de rendement dans les régions tropicales comme l'Afrique de l'Ouest, de l'Asie du Sud-Est, de l'Amérique centrale et du Sud seraient significatives en particulier pour le blé et le maïs. À 2° C, on enregistrerait une hausse de 50 cm du niveau marin et 40 cm dans le scénario 1,5° C.

Quand on sait aujourd'hui que les engagements annoncés lors de la COP 21 – sans être persuadé qu'ils seront tenus – conduisent à une augmentation moyenne de température de 3° C, va-t-on encore nous servir qu'il n'y a pas d'alternative ?

Si l'on s'en tient au seul relevé des températures, on mentionnera le travail du *National Oceanic and Atmospheric* (NOAA) qui a publié le 20 septembre 2016 ses observations scrupuleusement relevées et enregistrées depuis 1880. Les dernières mettent en évidence, pour le mois d'août 2016, les données, en moyenne mondiale, les plus élevées depuis 1880 et montrent ce mois comme le seizième consécutif à avoir enregistré les températures les plus élevées !

Les sols absorberaient moins de CO_2 que retenu jusqu'alors

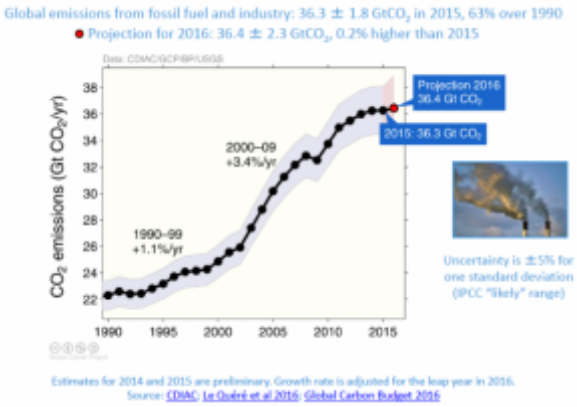
Selon les travaux de sept chercheurs californiens (cinq femmes et deux hommes), publiés le 23 septembre 2016 dans Science, aurait été mis en évidence un « sale petit secret ». Au cours du XIX^{e} siècle, les sols absorberont moins de dioxyde de carbone que ce que l'on pensait jusqu'alors. Sachant que le sol est le plus grand réservoir de carbone terrestre, son influence est donc directe dans les évaluations du cycle de climat. Il existe de nombreux modèles du système terrestre mais, selon ces chercheurs, leurs données n'ont pas été systématiquement confrontées aux observations. Aussi ont-ils utilisé le comptage du carbone 14 résiduel dans 157 profils de sol répartis dans le monde, à une profondeur de 1 mètre. Ils ont alors mis en évidence un potentiel de séquestration du carbone des sols inférieurs de près d'un facteur deux comparé à ce qui est retenu dans les modèles. Et alors ? Tout simplement, une proportion plus grande de CO_2 demeurera plus longtemps dans l'atmosphère, augmentant ainsi le réchauffement climatique.....

Et maintenant les feux de forêts !

PNAS (*Proceedings of the National Academy of Sciences*) est une revue à comité de lecture qui publie chaque semaine des travaux de l'Académie de sciences américaine. Elle fournit le 10 octobre 2016 des chiffres montrant l'accroissement du nombre de feux de forêts, dans l'Ouest américain, dus à l'augmentation de la température. Selon ces chercheurs, elle serait responsable, depuis 1984, du doublement de la superficie brûlée.

L'émission de CO_2 se stabiliserait

Le centre d'étude états-unien *Global carbon*, spécialisé dans la quantification des émissions de carbone, remarque que, pour la troisième année consécutive, les émissions de gaz à effet de serre provoquées par l'usage des énergies fossiles sont restées stables ; ainsi en 2015, les émissions provenant de l'industrie et de la combustion des énergies fossiles n'ont pas été plus é



l

evées qu'en 2014 et l'augmentation pour 2016 devrait être de l'ordre de 0,2 %. Ces « bons » résultats sont dus, pour beaucoup, à la réduction de l'usage du charbon pour la production d'énergie électrique chinoise. Cette réduction aurait été de 2,9 % en 2014 et de 3,7 % en 2015. On reproduit ici l'évolution des émissions de CO_2 sur la période 1990-2015 telle que publiée dans Global Carbon Budget 2016. Parfait, cependant les émissions de CO_2 devraient non pas

cesser de croître, mais diminuer si les objectifs fixés à Paris, lors de la COP 21, doivent être atteints.

UNBREAKABLE

C'est sous ce titre quelque peu provocateur que la Banque mondiale publie en novembre 2016 un quatrième rapport dans la série qu'elle avait inaugurée en 2012 pour documenter de manière approfondie l'indispensable lutte contre le réchauffement climatique dû aux activités humaines ; *Les Possibles* en rendaient alors compte notamment dans son numéro 7.

Devant l'ampleur des désastres auxquels l'humanité va devoir faire face, la Banque se préoccupe, en particulier, de la capacité de récupération – de résilience, comme on dit – des plus pauvres de la planète. L'espèce humaine, et d'abord sa partie la plus vulnérable, est-elle véritablement indestructible ?

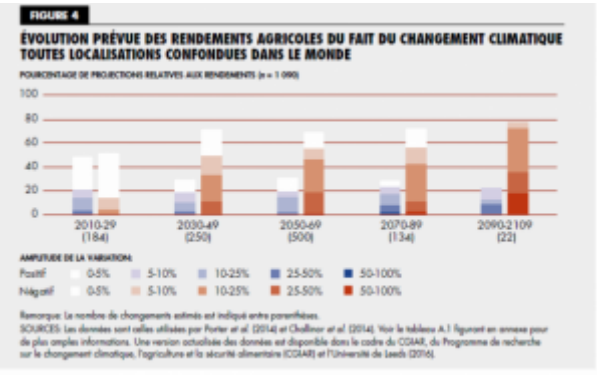
Agriculture et changement climatique

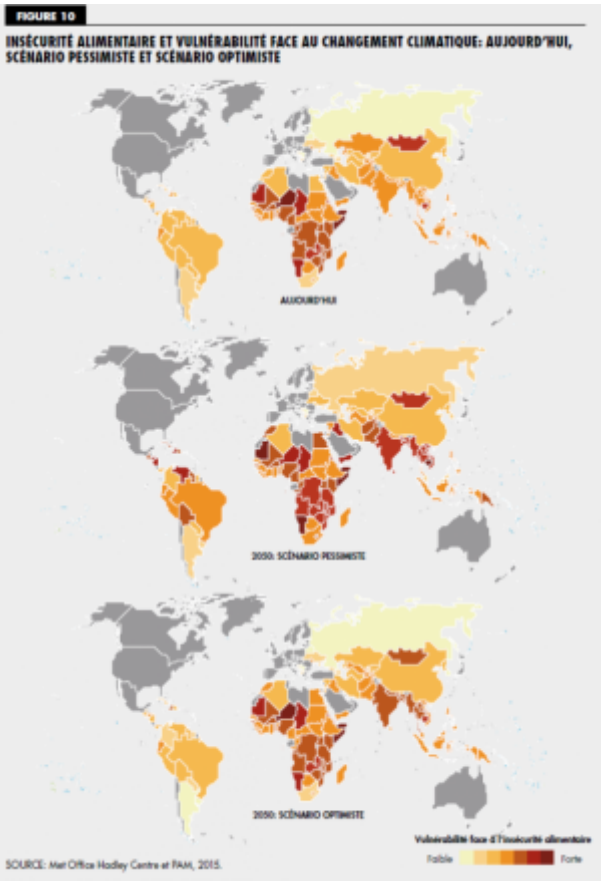
La FAO a publié le 17 octobre 2016 son rapport annuel La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. D'emblée, elle souligne que le secteur agricole, au sens le plus large, est à la fois victime – en tout premier lieu au Sud – est co-responsable du changement climatique dans la mesure il est à l'origine de 21 % de l'émission des gaz à effet de serre (GES).

Les experts de Rome ont repris les travaux du centre britannique Hadley pour la recherche et la prévision climatique qui, avec le Programme alimentaire mondial (PAM), a dressé les trois séries de cartes mondiales dans la figure 10 reproduite un peu plus loin. La plupart des pays de l'OCDE, plus la péninsule arabique et la Libye, ne sont pas pris en compte dans l'étude et figurent en gris sur les cartes. La première série présente la situation aujourd'hui, puis celle estimée en 2050 selon un scénario pessimiste et un autre, optimiste. On verra, au préalable, sur la figure 2 reproduite ici, la part de chacun des six secteurs économiques recensés en 2010 dans l'émission globale des GES. Sans surprise, on remarquera que ce qui revient au secteur dénommé énergie participe à près de la moitié des émissions mondiales.

Le secteur dénommé AFAUT, regroupant toutes les utilisations de terres, y compris bien entendu l'agriculture, l'élevage et la forêt, pèse à hauteur de 21 % dans les émissions de GES. On comprend dès lors l'avertissement que lance la FAO pour le siècle qui vient : « le monde fait face à un double défi inédit, éliminer la faim et la pauvreté et stabiliser le climat mondial avant qu'il ne soit trop tard ».

Pourtant, comme le montre la figure 4 reproduite ici, les rendements agricoles sont gravement compromis tout au long du siècle et dans la première décennie du suivant. On peut compter sur tous les Docteurs Folamour qui viendront affirmer que leur scientisme saura résoudre cette modeste question. Il suffira, par exemple, de ne pas se contenter de faire passer, comme entre 1961 et 2004, la consommation de pesticides dans le monde de 0,5 kilo à 2 kilos/hectare mais de la pousser jusqu'à plusieurs kilos/hectares au cours du siècle qui vient !

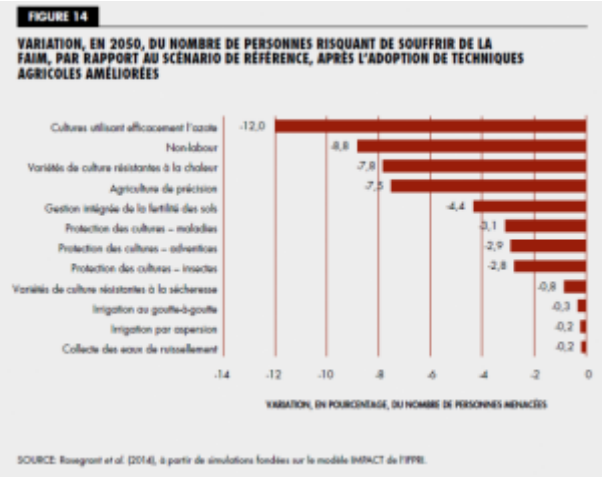




À nouveau, on trouvera dans ce rapport une mise en cause de l'agriculture industrielle. Dans ce domaine comme dans celui du climat ou des nombreux perturbateurs de la santé humaine, on reconnaîtra la même tactique des transnationales pour préserver leur pré carré : la mise en doute des études démontrant, pourtant sans l'ombre d'un doute, le savoir du moment dans tel ou tel secteur. A propos de l'agroécologie, on pourra lire L'agriculture chimique, une nécessité ? La FAO affirme, à nouveau, « Il est possible d'améliorer considérablement la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique en introduisant des pratiques agricoles durables ». Reprenant une étude de *International Food Policy Research Institute,* elle montre que l'adoption de façons culturales et de variétés culturales appropriées pourrait réduire de près de moitié, d'ici 2050, le nombre de personnes souffrant de la faim. La figure 14 reproduite à la page suivante indique douze pratiques qui conduisent à ce résultat. Malheureusement, pour le capitalisme, elles vont réduire sensiblement la quantité de produits vendus et, partant, les profits tirés de ces ventes. En revanche, elles sauveraient de la faim, des centaines de millions d'êtres humains. Qui décide ?

Or, ce sont 475 millions de foyers de petits exploitants agricoles qui travaillent et vivent dans les pays en développement. Aucun espoir d'élimination de la pauvreté et de participation à la lutte contre le changement climatique, autant qu'à l'adaptation des familles aux changements quand ils surviennent, sans que soient ajoutées six dispositions jugées essentielles : améliorer les infrastructures, développer la vulgarisation agricole, informer sur le climat, faciliter l'accès aux marchés, développer l'accès au crédit et offrir un large accès à la sécurité sociale. La FAO rappelle aussi que les émissions de méthane et gaz nitreux, deux GES puissants, pourraient être réduites grâce à la modification des façons culturales préconisées.

Pense-t-on vraiment que pareil programme, pourtant *sine qua non*, à un développement durable de l'humanité, puisse être promu dans le cadre mondial qui prévaut aujourd'hui ?



Une étude menée en 2015 par la Banque mondiale a cherché à mesurer l'effet des changements climatiques en termes de pauvreté. Elle reprenait, pour ce faire les hypothèses bâties par le GIEC dans son cinquième rapport et basées sur quatre scénarios, dits *Representative Concentration Pathway* (RCP) projetant l'évolution de la concentration en gaz à effet de serre au cours du XIX[e] siècle. Le modèle du GIEC calcule pour 2100 le forçage radiatif (schématiquement : différence entre l'énergie rayonnante – radiative – reçue et celle émise par le système climatique). Chacun des scénarios situe le pic des émissions de GES à quatre périodes différentes du XXI[e] siècle : pic entre 2010 et

2020 [10] puis baisse, pic en 2040 puis baisse, pic en 2080 puis baisse, augmentation tout au long du siècle. C'est sur ces bases que la FAO a tracé son tableau 3 qui est reproduit à la page suivante. On voit que le nombre de pauvres estimé, aujourd'hui, à 900 millions dans le monde pourrait varier, selon la réalité climatique observée de (-) 25 millions à (+) 165 millions d'êtres humains. « Les principales conséquences sur l'agriculture sont notamment la multiplication des épisodes de sécheresse et des événements météorologiques extrêmes, l'intensification des pressions liées aux ravageurs et aux maladies et la perte de biodiversité ». Pour faire face à ces types de situations, les États-Unis de Monsieur Trump devront peut-être aller bien au-delà de simplement « cesser d'être les imbéciles » et ne pas se contenter de proclamer « la torture, ça marche ». Bien sûr, son équipe et lui disposeront, provisoirement, de l'armée la plus puissante du monde, mais peuvent-ils véritablement espérer imposer leur diktat ?

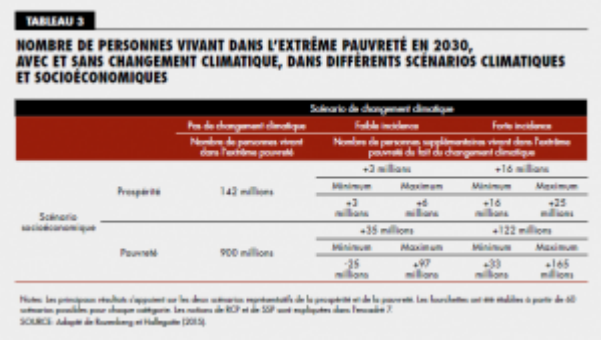


TABLEAU 3

NOMBRE DE PERSONNES VIVANT DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ EN 2030, AVEC ET SANS CHANGEMENT CLIMATIQUE, DANS DIFFÉRENTS SCÉNARIOS CLIMATIQUES ET SOCIOÉCONOMIQUES

Scénario socioéconomique	Pas de changement climatique	Faible incidence		Forte incidence	
	Nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté	Nombre de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté du fait du changement climatique			
		+3 millions		+16 millions	
		Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Prospérité	142 millions	+2 millions	+6 millions	+16 millions	+25 millions
		+35 millions		+122 millions	
		Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Pauvreté	900 millions	-25 millions	+97 millions	+33 millions	+165 millions

Notes: Les principaux résultats s'appuient sur les deux scénarios représentatifs de la prospérité et de la pauvreté. Les fourchettes ont été établies à partir de 60 scénarios possibles pour chaque catégorie. Les scénarios de RCP et de SSP sont expliqués dans l'encadré 7.

SOURCE: Adapté de Rosenberg et Hallegatte (2015).

Un autre modèle d'agriculture est tout à fait indispensable pour réduire la faim dans le monde, pour permettre une agriculture durable et pour contribuer à limiter le réchauffement climatique. Toutefois, il est insuffisant pour rester en deçà des 2° C. Il y faudra, conclut la FAO, un financement public sérieux !

Les inégalités, ça commence à bien faire !

Ce n'est certainement pas ce genre d'apostrophe d'estrade dont aurait usé Friedrich Hayek, le fondateur, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, du célèbre Mont-Pèlerin pour s'opposer à l'intervention de l'État et au communisme. Celui à qui Margaret Thatcher doit autant que Ronald Reagan devait à Milton Friedman, était un économiste sérieux d'une large culture. Il était peut-être, de ce point de vue, de la même envergure que celui à la pensée duquel il s'opposa frontalement, John Maynard Keynes. Il est sans doute, de ce fait, l'un des penseurs les plus influents du libéralisme du XX^{e} siècle, un idéologue cultivé. Il avait parfaitement compris que la justice sociale était l'adversaire principal de la morale à laquelle il voulait voir le monde se soumettre. « Je crois que la *justice sociale* sera ultimement reconnue comme un leurre qui a entraîné l'homme à abandonner plusieurs des valeurs qui dans le passé ont inspiré le développement de la civilisation – comme une tentative de satisfaire un besoin hérité des traditions du petit groupe mais qui n'ont pas de sens dans la Grande Société des hommes libres » [11].

Pour lui, la rentabilité du capital est trop faible, en particulier parce que la monnaie est « créée » de manière centrale, sans épargne préalable, et non laissée à la discrétion des marchés. Concurrents, ceux-ci proposeront la meilleure monnaie qui puisse être et, ainsi, préserveront le monde des crises puisque l'économie aura su se préserver de tout régulateur public. Avec ou sans Consensus de Washington, les IFI (institutions financières internationales) ne peuvent qu'être nocives.

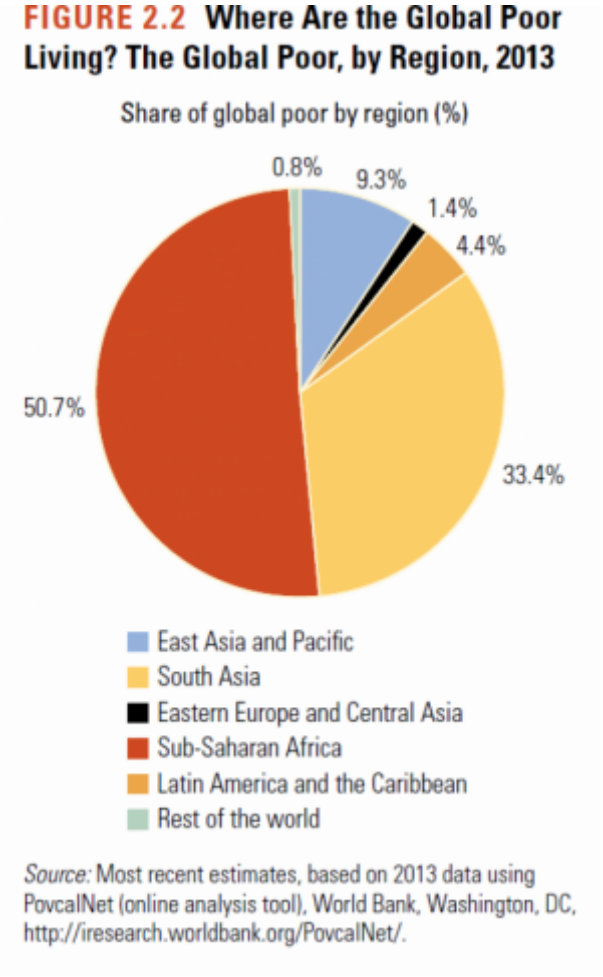
Alors, quand ces IFI laissent entendre que les marchés peuvent être inefficients ! De quoi se mêle donc la Banque mondiale en publiant le 2 octobre 2016 Tacking on inequality pour dénoncer l'augmentation des inégalités dans le monde ? Certes, elle commence par se réjouir, à juste titre, en constatant que, entre 2012 et 2013, quelque 100 millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté en disposant de plus de 1,90 dollar par jour. Elles étaient donc encore en 2013, 800 millions dans cette situation, dont la moitié en Afrique subsaharienne, comme on le voit dans la figure 2.2 (page 37) reproduite ci-dessous.

L'étude de la Banque a retenu pour base, l'analyse de 84 pays parmi lesquels 34 ont vu les écarts se creuser entre les 40 % les plus pauvres et les 60 % les plus riches. Les auteurs ont particulièrement

étudié les moyens utilisés pour réduire les inégalités par un groupe de pays, parmi lesquels le Brésil, le Cambodge, le Mali, le Pérou et la Tanzanie. Ils ont mis en évidence les six mesures qui ont été adoptées :

- Développement de la petite enfance et nutrition (on pourra lire à ce propos l'étude évoquée plus haut à propos de l'enfance au Ghana)
- Couverture médicale universelle
- Accès universel à une éducation de qualité
- Transferts monétaires aux familles démunies
- Infrastructures rurales, en particulier les routes et l'électrification
- Fiscalité progressive

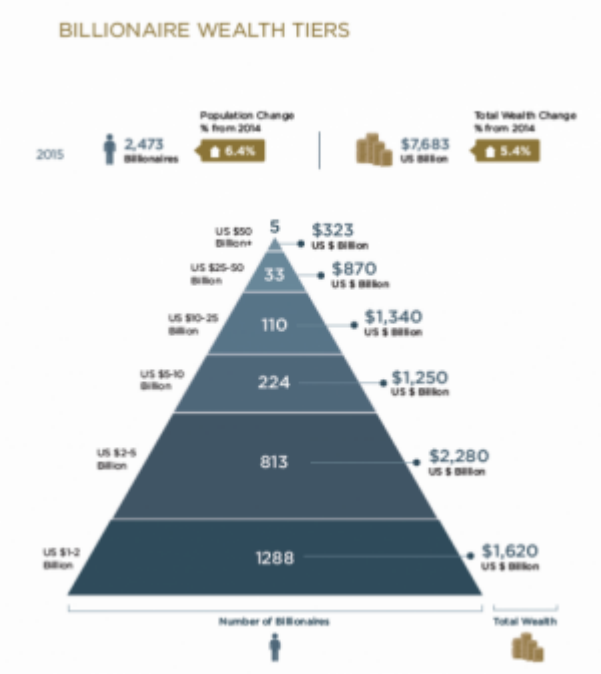
On ne sera guère surpris de l'efficacité de cette série de six groupes de mesures permettant de réduire les inégalités, tant l'efficacité de chacune d'entre elles est largement documentée par de très nombreuses études dans tous les pays. Il est vrai qu'elles sont, partout dans le monde aussi, contestées – et combattues avec succès – par tous les propriétaires du capital.



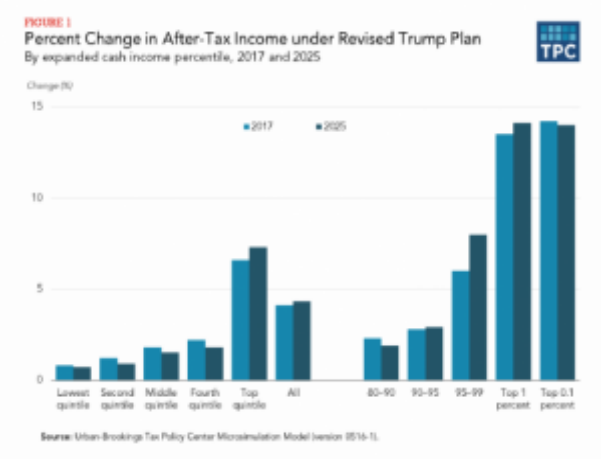
On comprend ceux qui, par simplification de langage, sont appelés « propriétaires du capital ». D'où pourraient-ils bien accaparer leur extravagante fortune en ne se comportant pas comme ils le font ? *Wealth-X* (enregistré à Singapour) est un excellent connaisseur du monde des milliardaires. Associé au Suisse UBS, autre parfait connaisseur de ce monde, il a publié Billionaire census highlights 2015-2016. Ces milliardaires désignés avec élégance par le sigle UHNWI (*ultra high net worth individuals*) sont des individus qui, chacun, doivent posséder, au moins, une fortune d'une valeur nette de 1 milliard de dollars. Ils étaient, en 2015, au nombre de 2 473, en augmentation de 6,4 % par rapport à l'année précédente. Ensemble, ils disposent de près de 7 700 milliards de dollars [12]. Mais on verra, à l'examen du tableau qui est reproduit ici, que l'ordre capitaliste est décidément bien ordonné ; l'inégalité est partout ! Les cinq plus grandes fortunes mondiales parviennent à accumuler leurs 323 milliards de dollars « grâce » au fait qu'elles sont près de 260 fois moins nombreuses que les « pauvres » qui ne

disposent que de 1 à 2 milliards de dollar par personne !

Allons bon ! La fumeuse théorie du ruissellement ne ruissellerait-elle rien d'autre que du vent ?



En citant cette étude de Tax Policy Center, l'objet n'est pas de procéder à une analyse du programme de celui qui est devenu président des États-Unis, bien qu'il ait obtenu 2,6 millions de voix [13] de moins que Hillary Clinton. Il s'agit simplement de profiter de la courte analyse à laquelle s'est livré ce *think tank* états-unien sur les conséquences d'une politique fiscale visant à diminuer tous les impôts quel que soit le niveau de revenu. Les auteurs de l'étude ont modélisé le système qui en résulterait pour les décennies à venir ; selon leurs calculs, les mesures préconisées amputeraient les recettes fédérales de plus de 6 000 milliards de dollars pour la décennie 2016-2026 et, pour la suivante, de quelque 9 000 milliards de dollars soit quelque 2,6 % du PIB. Au-delà des données macroéconomiques, on verra sur la figure 1 reproduite ici que ces réductions seraient particulièrement profitables aux 1 % et 0,1 % les plus riches.



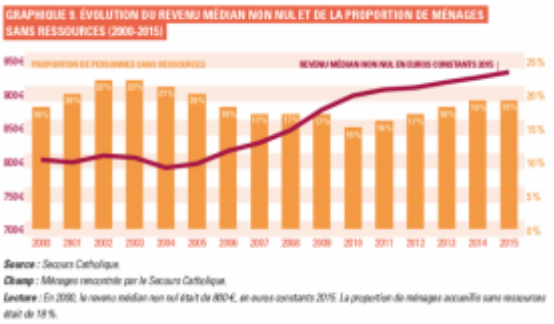
En France aussi !

On sait que le Secours catholique publie régulièrement un rapport annuel sur l'état de la pauvreté en France ; l'édition 2016 est parue en novembre.

Elle s'appuie sur une analyse statistique conduite auprès de 85 179 personnes retenues parmi près du 1,5 million de femmes, hommes et enfants accueillis par l'organisation en 2016.

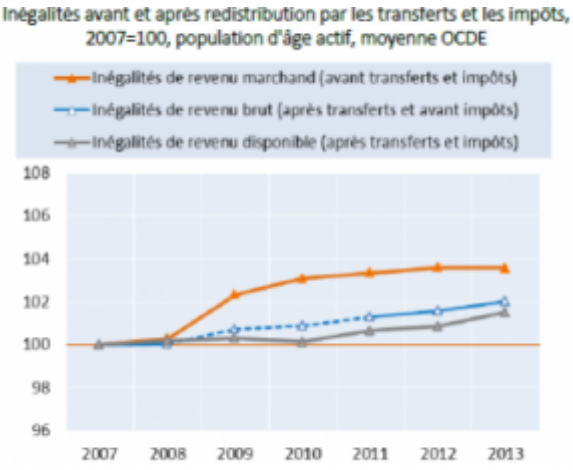
Il ressort de ces calculs que le revenu médian des personnes accueillies, et disposant cependant de revenus, a augmenté en 15 ans de quelque 4 %, passant de 897 euros (2015) en 2000 à 932 euros (2015). On remarquera que le nombre de personnes sans ressources n'a cessé d'augmenter à nouveau depuis 2010 pour atteindre, l'an passé, 19 % de ce million et demi accueilli par le Secours catholique.

On peut rappeler que, selon l'INSEE, le SMIC, en euros constants, a augmenté, sur la même période, de 7 % pour atteindre 1 457 euros mensuels en 2015, à raison de 169 heures travaillées. Comme on le voit, la droite française a été bien inspirée, lors des primaires qu'elle a organisées en novembre 2016, de promettre en la matière de poursuivre et d'amplifier l'œuvre du gouvernement de Monsieur Hollande ! {{}}



Et dans le reste du monde ?

Les inégalités restent élevées, avertit l'OCDE ! L'Organisation de coopération et de développement économiques n'a pas la réputation d'être un centre de pensée économique hétérodoxe ; pourtant, dans la note et les annexes qu'elle publie le 24 novembre 2016, elle indique de manière laconique que « les revenus disponibles des ménages sont toujours en dessous des niveaux d'avant crise, surtout pour les moins favorisés ». Si les candidats à l'élection présidentielle française de 2017 daignaient ne pas s'embourber dans leurs rodomontades habituelles mais, tout simplement, lire les nombreuses études de ce qu'ils dénoncent parfois comme des officines gauchistes telles, entre autres, que la Banque mondiale, le FMI, l'OCDE et toutes celles qui démontrent la même réalité : les inégalités augmentent partout et les remèdes largement appliqués – toujours plus de libéralisation de l'économie – n'en sont pas. Ainsi, sur la période étudiée (2007-2014), l'indice de Gini [14], est passé de 0,317 à 0,318, seuil jamais atteint depuis trente ans ; ce niveau place l'OCDE pas très loin du Niger (0,346) situé au dernier rang des pays classés selon l'indice de développement humain du PNUD.



Entre 2007 et 2010, les ménages les moins aisés de l'OCDE ont vu leurs revenus baisser de 5,3 %, surtout en raison du chômage. Il convient de souligner à ce propos la grande inquiétude de l'Organisation, qui remarque qu'une baisse relative du chômage d'après crise aurait eu tendance à faire diminuer les inégalités de revenu, celles-ci ont, *in fine*, continué à croître en raison des revenus du capital qui, eux, poursuivent leur progression. Les riches trouvent toujours la bonne martingale pour accroître la part du revenu qu'ils accaparent. Les pauvres [15], eux, n'ont pas ce genre de « truc » à leur disposition. Ou plutôt si, ils en trois pour la réduire davantage encore, nous dit l'OCDE : les emplois créés sont souvent de mauvaise qualité et mal rémunérés ; ce sont, par exemple, 900 000 personnes qui, au Royaume-Uni, « bénéficient » d'un contrat zéro heure – ce merveilleux dispositif qui a su inventer la flexibilité infinie – que l'économiste français Jean-Marc Daniel, professeur à l'École supérieure de commerce de Paris, appelle de ses vœux en France ; il sait ce qu'il faut enseigner à ses étudiants ! Gageons que Monsieur Fillon saurait le satisfaire. Il faut bien tout essayer contre le chômage… La baisse de la syndicalisation vient accentuer ce phénomène, comme l'a démontré une étude du FMI dont on peut prendre connaissance avec D'où les inégalités de rémunération peuvent-elles bien venir ? Enfin, souligne l'OCDE, « la redistribution par les impôts et les transferts publics, comme les indemnités de chômage et les prestations familiales, qui ont aidé à amortir le creusement des inégalités au début de la crise, ont également marqué un repli depuis 2010 dans deux tiers des pays de l'OCDE ».

« Creusement des inégalités », note l'OCDE ; les revenus du capital y seraient-ils pour quelque chose ? Le dernier Henderson global dividend index, qui analyse en continu les dividendes distribués par les 1 200 plus importantes transnationales mondiales [16], en terme de capitalisation boursière, indique que le montant des dividendes versés avait baissé de 2,2 % en 2015 pour se situer à 1 150 milliards de dollars, mais devrait se rétablir, en 2016, à 1 170 milliards de dollars. Nous voila rassurés puisqu'il s'agit de quelque 5 000 fois plus que le montant « gaspillé » par l'Organisation des Nations unies pour le

Programme alimentaire mondial ; soyons certains que ces transnationales sauront, elles, nourrir tous ces gueux !

Notes

[1] PIB 2006 selon la Banque mondiale, 51 000 milliards de dollars courants.

[2] On ne recommandera pas la lecture de la diatribe de Messieurs Cahuc et Zylberberg, sobrement intitulée *Le négationnisme économique et comment s'en débarrasser,* on gagnera beaucoup de temps à en lire de nombreuses et excellentes critiques, particulièrement celle de Michel Husson.

[3] Beaumarchais, *Le Mariage de Figaro* (V, 3)

[4] *The Great Gatsby,* Francis.Scott. Fitzgerald, Scribner, New York, 1925

[5] Salaire médian : le salaire pour lequel il y a autant de salariés qui disposent d'un salaire supérieur que ceux percevant une rémunération moindre.

[6] Le PIB 2015 de l'Afrique subsaharienne est évalué par le Banque mondiale à 1 572 milliards de dollars

[7] Ce chiffre provient du rapport 2015 de l'Agence européenne pour l'environnement qui mentionne le nombre de morts prématurées en Europe en 2012 de 432 000 dues aux particules fines (PM2,5), à l'ozone et au NO_2

[8] Ce montant équivaut au quart de celui des PIB des Pays les moins avancés où vivent quelque 850 millions d'habitants

[9] ppm : partie, en l'occurrence de molécules CO_2, par million dans l'atmosphère.

[10] Il aurait fallu, pour que ce scénario se réalise, que l'augmentation de température au cours du siècle soit maintenue en dessous de 2° C ; on sait désormais que c'est impossible ; lire Ah, Dieu, que le climat est joli !

[11] Friedrich von Hayek, *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, 1995.

[12] La Banque mondiale indique que les PIB de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique du Nord Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, comptant plus de 3 milliards d'habitants, sont, en 2015, respectivement de 1 572, 3 113 et 2 666 milliards de dollars courants

[13] Selon le décompte publié le 8 décembre 2016 par le New York Times Hillary Clinton a obtenu 65 476 535 voix tandis que Donald Trump en obtenait pour sa part 62 821 935 soit 2 % des votes de moins.

[14] Le coefficient de Gini varie de 0, qui signifie une parfaite égalité, à 1 traduisant une inégalité totale.

[15] Oxfam nous montre dans An economy for the 1 %, qu'il ne s'agit des quelques miséreux objet de « l'attention » des bonnes âmes. On lit, par exemple, que les 62 individus les plus riches détiennent la même « richesse » que la moitié de l'humanité.

[16] Lire à ce propos Croissance des inégalités tous azimuts ?

Les possibles, hiver 2017

mardi 21 février 2017

Adresse
Attac, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Directeur de la publication
Jean-Marie Harribey

Secrétariat de la rédaction
Isabelle Bourboulon, Jacques Cossart, Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Frédéric Lemaire, Christiane Marty, Pascal Paquin, Jeanne Planche, Dominique Plihon, Jean Tosti, Aurélie Trouvé

Responsables techniques
Edgard Deffaud, Serge Gardien, Pascal Paquin, Rémi Sergé, Olivier Tétard

Comité éditorial
Sylvie Agard, Christophe Aguiton, Verveine Angeli, Paul Ariès, Geneviève Azam, Daniel Bachet, Jacques Berthelot, Catherine Bloch-London, Martine Boudet, Isabelle Bourboulon, Thierry Brugvin, Thierry Brun, Alain Caillé, Claude Calame, Christian Celdran, François Chesnais, Francoise Clement, Pierre Concialdi, Philippe Corcuff, Jacques Cossart, Thomas Coutrot, Christian Delarue, Vincent Drezet, Cédric Durand, Guillaume Duval, Mireille Fanon-Mendès-France, Daniel Faugeron, David Flacher, Fabrice Flipo, Pascal Franchet, Bernard Friot, Jean Gadrey, Susan George, Jérôme Gleizes, Gérard Gourguechon, André Grimaldi, Janette Habel, Nicolas Haeringer, Jean-Marie Harribey, Michel Husson, Esther Jeffers, Isaac Johsua, Pierre Khalfa, Serge Le Quéau, Frédéric Lemaire, Christiane Marty, Gus Massiah, Antoine Math, Dominique Méda, Georges Menahem, Denise Mendez, Pascal Paquin, René Passet, Évelyne Perrin, Dominique Plihon, Thierry Pouch, Daniel Rallet, Jean-Claude Salomon, Catherine Samary, Denis Sieffert, Vicky Skoumbi, Jean-Louis Sounes, Daniel Tanuro, Bruno Tinel, Michel Thomas, Jean Tosti, Éric Toussaint, Stéphanie Treillet, Aurélie Trouvé, Patrick Viveret

Contact avec la revue et soumission d'articles

Les propositions d'articles nouveaux ainsi que les contributions répondant à des textes publiés dans les numéros précédents de la revue doivent être adressées au secrétariat de la revue : revue-cs-secretariat@list.attac.org

La revue a noué un partenariat avec Mediapart à travers une « édition » créée sur ce site : http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-conseil-scientifique-dattac. À chaque parution trimestrielle de la revue, un des articles sera mis en ligne sur Mediapart.